Communication, éducation et sensibilisation du public (CESP)

Guide pratique destiné aux points focaux et aux coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB)

Frits Hesselink, Wendy Goldstein, Peter Paul van Kempen,
Tommy Garnett et Jinie Dela

Convention sur la diversité biologique

UICN

CEC
Commission de l'Education et de la Communication

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

Communication, éducation et sensibilisation du public (CESP)

Guide pratique destiné aux points focaux et aux coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB)

Frits Hesselink, Wendy Goldstein, Peter Paul van Kempen, Tommy Garnett et Jinie Dela

Préface Avant-propos

PRÉFACE

À propos de ce guide

À sa sixième réunion, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) a adopté un programme de travail sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (article 13). Un des objectifs du programme est d'améliorer les capacités des pays membres. À sa huitième réunion (Curitiba, Brésil, 2006), la Conférence des Parties a approuvé une liste d'activités prioritaires au nombre desquelles figure l'élaboration d'un guide pratique, une « boîte à outils », destinée au renforcement des capacités et à la tenue d'ateliers de formation régionaux. Le but des ateliers est d'expliquer comment utiliser les instruments et les méthodes de communication, d'éducation et de sensibilisation du public (CESP) lors de la formulation, de l'application et de la révision des stratégies et des plans d'action nationaux.

L'Union mondiale pour la nature (UICN) a élaboré ce guide destiné aux ateliers régionaux à la demande du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. Il s'adresse aux points focaux de la Convention et aux responsables de la mise en œuvre des stratégies et plans d'action à l'échelle nationale.

Du 1er au 15 avril 2006, une équipe de l'UICN a réalisé une première enquête visant à connaître les attentes des futurs utilisateurs d'un tel guide. Un questionnaire a été envoyé à 650 adresses Web.[1] Une deuxième enquête a été conduite du 1er au 31 mai pour préciser les contributions éventuelles de 320 utilisateurs.[2] L'ébauche du guide a été remaniée par l'équipe de l'UICN en fonction de l'information recueillie, puis transmise à 410 spécialistes de la CESP à travers le monde. Les réactions ont été favorables et conformes aux suggestions faites lors d'enquêtes précédentes et le tout a été confirmé lors d'entretiens téléphoniques.

Le document a été examiné de manière plus approfondie en décembre 2006 lors de la rencontre du comité consultatif informel sur la CESP. Ce comité relève du Secrétaire exécutif de la Convention. Des échanges constructifs eurent lieu en lien avec les enseignements tirés de la mise en œuvre de méthodes associées à la CESP et en lien avec l'emploi de guides visant leur mise en œuvre. Les échanges eurent lieu entre des représentants du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de la Convention de Ramsar, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de l'Office allemand de la coopération technique, du Secrétariat de la CDB et de l'UICN. Ce guide en a grandement bénéficié.

À qui s'adresse le guide pratique ?

L'objectif de ce guide est de devenir un ouvrage de référence qui sera utilisé lors des ateliers de formation régionaux. Les coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux (« les coordonnateurs ») devraient également pouvoir le consulter dans le cadre de leurs tâches quotidiennes. On y explique où, quand et comment recourir aux multiples modes d'éducation et de communication existants.

Comment utiliser le guide pratique ?

Les quatre parties du guide fournissent des indications utiles sur les mesures de CESP que les coordonnateurs peuvent utiliser.

Section 1. Qu'est ce que la CESP et par où commencer ?

Section 2. Comment travailler en réseau et sensibiliser ?

Section 3. Comment associer les parties prenantes et intégrer la diversité biologique ?

Section 4. Comment établir un plan de communication stratégique ?

Les sujets abordés dans chaque section répondent aux questionnements des utilisateurs et reposent sur les données des enquêtes. La plupart sont présentés dans une perspective de mises en situation.

1. Voir le rapport de 13 pages sur la partie « demande » de l'enquête à l'adresse : http://wcln.org/modules/UpDownload/store_folder/Surveys/CEPAToolkitDemandResults.pdf
2. Voir le rapport de 9 pages sur la partie « offre » de l'enquête à l'adresse : http://wcln.org/modules/UpDownload/store_folder/Surveys/Report_supply_survey.pdf

Compte tenu du plan de charge des coordonnateurs, et de leur temps limité pour la lecture, chaque facette de la CESP est présentée de manière concise selon le plan suivant :

1. **Fiches d'information**
2. **Exemples**
3. **Aide-mémoires**

Le lecteur pourra ainsi feuilleter l'ouvrage avec facilité. Il pourra rapidement y extraire l'information qui lui convient sans devoir lire le guide de la première à la dernière page.

L'équipe de rédaction a choisi des illustrations, des outils et des études de cas provenant du monde entier. Dans la mesure du possible, les sources sont toujours mentionnées, sauf dans le cas d'informations qui ont été extraites du site Web de la Commission de l'éducation et de la communication ou qui ont été fournies par HECT Consultancy. Puisque ce guide est un document évolutif, nous vous invitons à nous faire parvenir commentaires ou suggestions à l'adresse : cec@iucn.org

La version sur CD-ROM renferme :

- le guide pratique dans son intégralité,
- des glossaires sur les termes et notions propres à la communication, à l'éducation en vue du développement durable et à la diversité biologique,
- des vidéos et présentations en format PowerPoint,
- des brochures, dépliants et articles sur la CESP,
- des informations sur d'autres ouvrages traitant du sujet,
- des liens utiles.

Avant-propos – Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique

La diversité biologique continue de s'appauvrir à un rythme effarant. En cinquante ans, les activités humaines ont modifié les écosystèmes à une cadence et à une échelle plus grande qu'au cours de toute période comparable de l'histoire de l'humanité. Le taux d'extinction des espèces excède de mille fois le rythme naturel. Les facteurs directement en cause sont la modification des habitats, la surexploitation des richesses naturelles, l'introduction d'espèces exotiques envahissantes, la charge en éléments nutritifs et l'évolution du climat. Or, aucun de ces facteurs ne présente de signe de fléchissement. 18 000 à 55 000 espèces disparaissent quotidiennement de la surface du globe.

Grâce aux médias et à l'Internet, le public est toutefois de plus en plus conscient - et inquiet - des pressions exercées sur la diversité biologique. Les conséquences de nos choix sur les écosystèmes de la planète sont concrètes et patentes. Il s'agit de choix qui concernent tout le monde; des consommateurs aux producteurs en passant par les décideurs publics.

On dit qu'une population éduquée ne saurait être asservie. Cela vaut pour les liens noués entre l'homme et la nature. En fait, l'ensemble des parties prenantes commence à saisir les effets de leurs actes et à accepter leur responsabilité envers les générations futures quant à la préservation de la diversité biologique.

La communication et l'éducation sont essentielles à cet égard. Elles permettent de faire comprendre ce qu'est la diversité biologique et la place qu'elle occupe dans nos vies. Il s'agit donc d'outils précieux pour parvenir à un développement qui soit réellement durable. Les personnes informées, motivées et déterminées peuvent nous aider à atteindre les objectifs de la Convention et notamment par la mise en œuvre les stratégies et plans d'action nationaux. Cependant, ce ne sont pas tous les points focaux et coordonnateurs qui maîtrisent adéquatement les techniques de communication éprouvées. S'il faut s'interroger sur le message à transmettre, il faut surtout savoir comment le transmettre.

Pour communiquer de manière efficace, il faut avoir au préalable une idée précise des connaissances, attitudes et comportements que l'on souhaite changer. Le message, son messager, son ton ou encore son choix de média; tout compte. Traditionnellement, les autorités et les organisations non gouvernementales demandent au public et aux autres parties prenantes de modifier leurs habitudes de vie. L'information transmise est souvent imprécise, négative, didactique, abstraite ou encore empreinte de catastrophisme. Cette manière de « communiquer la biodiversité » risque de démotiver les gens au lieu de les inciter à agir. L'expérience démontre que la communication doit être stratégique, positive et adaptée aux circonstances et aux contextes culturels.

Ce guide pratique traite de la communication, de l'éducation et de la sensibilisation du public en matière de diversité biologique. Il présente des faits, des exemples et des aide-mémoires en lien avec ce que l'on observe à travers le monde. Son but est d'aider les points focaux et les coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux à planifier, élaborer et mettre en œuvre des initiatives efficaces et attrayantes sur le plan de la communication et de l'éducation. La conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique occuperont ainsi la place qui leur revient au sein des priorités d'un large éventail de parties prenantes.

M. Ahmed Djoghlaf, Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique

Avant-propos – Union mondiale pour la nature

Un avenir durable exige des changements de la part des citoyens, des organisations et des sociétés, et ce, à l'échelle locale, nationale et mondiale. On parle ici d'une transformation profonde qui passe par la communication et l'éducation. Mais que savons-nous exactement du changement? Connaissons-nous les méthodes les plus efficaces? Nos efforts visent-ils à favoriser l'évolution de la situation? Nous échouerons dans notre entreprise si nous nous bornons à la conception classique de la communication et de l'éducation.

Pour favoriser une transformation profonde, nous devrons, par le truchement de nouvelles méthodes de communication et d'éducation, toucher différentes cultures, rejoindre différentes disciplines et créer ensemble les bases nécessaires à la diffusion de connaissances nouvelles. Elles apporteront des solutions durables aux défis environnementaux. La gestion du changement est une manière structurée d'appréhender la transformation auprès des citoyens, des organisations ou des sociétés afin de passer de la situation actuelle à la situation souhaitée.

Quelques principes s'imposent : cibler les changements souhaités; comprendre les mentalités et les cultures; respecter les besoins et le contexte; associer les parties prenantes; établir des relations et un capital social par le biais de réseaux; faciliter l'accès aux connaissances; s'appuyer sur les personnes et les organisations désireuses d'apprendre; et veiller à la rigueur et à la cohérence de l'action qui permet de passer de la parole aux gestes.

La Commission de l'éducation et de la communication de l'UICN s'emploie à former un réseau de capital social axé sur la communication stratégique et l'éducation pour le développement durable. Nous encourageons l'apprentissage au sein de notre organisation afin que les spécialistes de la gestion du changement, du savoir et de l'enseignement tout comme les experts de la communication stratégique et les conseillers en innovation oeuvrent de concert pour atteindre ce but.

Convaincue de l'intérêt des partenariats, la Commission travaille avec de nombreuses institutions et organisations. Elle joue depuis longtemps un rôle fondamental en insistant sur l'importance de la CESP auprès des conventions environnementales et en aidant à la réalisation de diverses activités associées. J'espère sincèrement que ce guide servira de catalyseur auprès des experts en matière de diversité biologique et qu'il contribuera à former une communauté soudée. Cette masse critique sera capable de stimuler la transformation profonde qu'il est nécessaire de mettre en œuvre pour que s'instaurent les solutions durables sur lesquelles reposent nos espoirs.

Keith Wheeler, Président de la Commission de l'éducation et de la communication de l'UICN

Remerciements

Ce guide n'aurait pu être créé sans le généreux soutien financier du gouvernement des Pays-Bas. Le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique remercie de leur inestimable contribution les personnes et organisations suivantes :

Frits Hesselink, HECT Consultancy, Pays-Bas – rédaction (auteur principal), recherche, coordination du projet

Wendy Goldstein, Macquarie University, Australie – rédaction, recherche, révision, édition des textes

Tommy Garnett, Environmental Foundation for Africa – rédaction, révision des textes

Peter Paul van Kempen, Van Kempen Onderzoek en Advies, Pays-Bas – recherche, rédaction des textes, composition du CD-ROM

Jinie Dela, consultante privée, Sri Lanka – révision, édition des textes

Andy Alm, Alm Consultants, États-Unis d'Amérique – assistance pour les enquêtes Web

Commission de l'éducation et de la communication de l'UICN, Convention de Ramsar et Conservation International – fourniture de conseils techniques sur la CESP, accès aux réseaux

HECT Consultancy, Pays-Bas – fourniture de moyens additionnels (personnel et budget), ajout au guide pratique d'un CD-ROM renfermant d'autres outils et informations sur la CESP

Les personnes suivantes ont transmis des conseils, exemples, aide-mémoires, suggestions de textes, ressources et illustrations :

David Ainsworth (Canada); Marta Andelman (Argentine); Diann Black-Layne (Antigua-et-Barbuda); Gwen van Boven (Pays-Bas); Peter Bos (Pays-Bas); Haroldo Castro (États-Unis d'Amérique); Desh Deepak Verma (Inde); Horst Freiberg (Allemagne); Pieter van der Gaag (Pays-Bas); Sandra Hails (Suisse); Elspeth Halverson (États-Unis d'Amérique); Denise Hamu (Brésil) Wiepke Herding (Belgique); Peter Herkenrath (Royaume-Uni); Branka Hlad (Slovénie); Charles Hopkins (Canada); Suhel al Janabi (Allemagne); Elin Kelsey (États-Unis d'Amérique); Rebeca Kritsch (Brésil); Godi van Lawick (Pays-Bas); Ellen Leussink (Pays-Bas); Arkadiy Levantinus (Kenya); Nik Lopoukhine (Canada); Gillian Martin-Mehers (Suisse); Jeff McNeely (Suisse); Rosmarie Metz (Argentine); Joel Miles (Palau); Sylvi Ofstad (Norvège) Alfred Oteng-Yeboah (Ghana); Jan Plesnik (République tchèque); Jan van der Ploeg (Pays-Bas); Laurence Pollier (Allemagne); Ana Puyol (Équateur); Roel van Raaij (Pays-Bas); Bas Roels (Pays-Bas); Serge Schmemann (France); Peter Skoberne (Slovénie); Jiska Troppenz (Allemagne); Claire Warmenbol (Suisse); Merlijn van Weerd (Pays-Bas); Sebastian Winkler (Belgique).

Le contenu du guide repose sur les enquêtes conduites auprès des spécialistes de la CESP au sein de la CDB, de la Convention de Ramsar, de l'UICN et de Conservation International. Les experts ci-après ont apporté leur concours :

Ronny Adhikarya (États-Unis d'Amérique); Mourad Ahmim (Algérie); David Ainsworth (Canada); Raùl Pèrez Albrecht (Bolivie); Don Alcock (Australie); Paula Alvarado (États-Unis d'Amérique); Marta Andelman (Argentine); Francisco Arends (Équateur); Lisa Barley (États-Unis d'Amérique); Bridgette Barrett (Jamaïque); Haydi J. Berrenstein (Suriname); Shirley Bethune (Namibie); Medini Bhandari (États-Unis d'Amérique); Andras Bohm (Hongrie); Peter Bos (Pays-Bas); Gwen van Boven (Pays-Bas); Judy Braus (États-Unis d'Amérique); Susana Calvo (Espagne); Jan Carey (Australie); K.P. Chandrashekhar (Ouganda); Maurillio Cipparone (Italie); Barrie Cooper (Royaume-Uni); Katalin Czippan (Hongrie); Jini Dela (Sri Lanka); Andrea Déri (Royaume-Uni); Shannon Earle (États-Unis d'Amérique); Marco A. Encalada (Équateur); Reem Fayyad (Liban); John Francis (États-Unis d'Amérique); Horst Freiberg (Allemagne); Kamelia Georgieva (Bulgarie); Kedar Gore (Inde); Stephen Gough (Royaume-Uni); Bruce Gray (Australie); Frank Habineza (Rwanda); Sandra Hails (Suisse); Nabil Hamada (Tunisie); Peter Herkenrath (Royaume-Uni); Branka Hlad (Slovénie); A. Jama Ghedi (Suède); Suhel al-Janabi (Allemagne); Pierre Kakule (Congo); Madhav Karki (Népal); Erkinbek Kasybekov (Kirghizistan); Bassima Khatib (Liban); Maria Katsakiori

(Grèce); Demetres Koutroukides (Grèce); Indira Dayang Lacerna-Widmann (Phillippines); Andreas Lehnert (Colombie); Stefan Leiner (Union européenne); Arkadiy Levintanus (Kenya); Nicolas Lucas (Argentine); Chris Maas Geesteranus (Pays-Bas); Megan MacDowell (États-Unis d'Amérique); Wenceslaus Magun (Papouasie–Nouvelle-Guinée); Maite Martin Crespo (Espagne); Gillian Martin-Mehers (Suisse); Michael Mataraso (États-Unis d'Amérique); Tessa Mildenhall (Afrique du Sud); Martha C. Monroe (États-Unis d'Amérique); Franck Ndjimbi (Gabon); Judy Nemaia (Nicaragua); Bushra Nisar Khan (Pakistan); Olga Marcela Nissen B. (Nicaragua); Paul Nnyiti (Tanzanie); Gunavant M. Oza (Inde); Natasa Panic (Yougoslavie); Laurence Pollier (France); Rully Prayoga (Indonésie); P.J. Puntenney (États-Unis d'Amérique); Ana Puyol (Équateur); Diah Rahayuningsih S. (Sikkim); Ketut Sarjana Putra (Indonésie); Dibjo Sartono (Indonésie); Geeta Shrestha (Inde); Ian Signer (Brésil); Mariza Silva (Brésil); Ana Spenceley (Afrique du Sud); Wazha Tema (Botswana); Teddy Tindamanyire (Ouganda); Mitchell Thomashow (États-Unis d'Amérique); Peter Townsend (Royaume-Uni); Tina Trampus (Slovénie); Anghelata Vadineanu; Riitta Wahlstrom (Finlande); Keith Wheeler (États-Unis d'Amérique); Malcom Whitehead (Royaume-Uni); Ni Putu Sarilani Wirawan (Indonésie).

Avis

Les appellations géographiques employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Union mondiale pour la nature ou du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires ou secteurs, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou de leurs limites.

Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Union mondiale pour la nature ou du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. Toute référence à une appellation commerciale ou à un procédé commercial ne constitue aucunement un parrainage de ces derniers.

Cette publication a bénéficié d'un soutien financier du Gouvernement des Pays-Bas.

La traduction de ce document a été rendu possible grâce au soutien financier du Ministère des Affaires Étrangères et Européennes.

Publié par : L'Union mondiale pour la nature, Gland, Suisse, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.

Droits d'auteur : © 2007 Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée.

La reproduction de cette publication à des fins commerciales, notamment en vue de la vente, est interdite sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur.

ISBN : 92-9225-070-1 [attribué à Gland]

Conception de couverture : Em Dash Design, Montréal
Maquette : Em Dash Design, Montréal
Distribué par : Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique

Union mondiale pour la nature
Service des publications
28, rue Mauverney
1196 Gland
Suisse
Tél. +41 22 999 0000
Fax +41 22 999 0010
books@iucn.org
www.iucn.org/publications

SCDB

Printed on Rolland Enviro100, which contains 100% recycled post-consumer fibre, is EcoLogo, Processed Chlorine Free and FSC Recycled certified and manufactured using biogas energy.

SECTION 1

Qu'est ce que la CESP et par où commencer ?

" Le voyage de mille kilomètres commence par le premier pas"

(proverbe chinois)

Que contient cette section?

L'article 6 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) appelle les Parties à élaborer des SPANB qui servira de principal outil de mise en œuvre de la convention au niveau national. De nombreux pays ont élaboré leurs stratégies et plans nationaux mais doivent encore travailler à l'intégration de considérations pour la diversité biologique à même l'ensemble des segments de la société.

Les Parties ont non seulement pour mission de formuler des stratégies efficaces de communication, d'éducation et de sensibilisation du public (CESP) afin de mettre en œuvre les stratégies et plans d'action nationaux mais doivent aussi stimuler et inciter à la conservation de la diversité biologique tout en veillant à l'utilisation durable des ressources naturelles.

Cette section met à jour les connaissances et les compétences des points focaux de la CDB ainsi que des coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux sur l'importance de la CESP pour réaliser les objectifs de la Convention. Elle explique le rôle de la CESP dans l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action national ainsi que dans leur mise en œuvre. Cette section fait une description des différentes formes de CESP, expose les arguments avancés en faveur de leur utilisation et décrit certains exemples de mise en application réussies. Enfin, cette section suggère des pistes pour commencer à utiliser la CESP dans une optique stratégique au niveau de l'État.

Chaque section du guide pratique est organisée en fonction de sections comprenant les outils suivants:

Fiche CESP — Elle donne des indices théoriques et pratiques sur la manière d'utiliser le programme et sur les raisons pour lesquelles il est bon de l'utiliser.

Exemple — Des études de cas sur la manière dont la CESP a été utilisée pour illustrer ce qui est démontré dans la Fiche CESP.

Aide-mémoire — Fournit une liste de références pour vous aider dans la planification d'une stratégie de CESP.

Table des matières

Introduction 15

Qu'est-ce que la CESP? 16

FICHE : Qu'est-ce que la CESP? 17

AIDE-MÉMOIRE : La CESP ; étoffer la définition 18

Pourquoi avons-nous besoin de la CESP? 20

FICHE : Pourquoi avons-nous besoin de la CESP? 21

FICHE : Quel rôle joue la CESP dans la conservation de la diversité biologique? 22

FICHE : Comment la CESP est-elle utilisée avec d'autres instruments de politique générale? 23

AIDE-MÉMOIRE : Le rôle de la CESP 24

EXEMPLE : Le rôle de la CESP dans la stratégie et le plan d'action national pour la diversité biologique en Inde 25

Qu'est-ce qu'une bonne pratique en CESP? 26

FICHE : La CESP comme élément constitutif du processus politique 27

FICHE : La CESP comme instrument d'une politique 29

FICHE : Utiliser la CESP à tous les stades de la SPANB 30

FICHE : Utiliser la communication interne et externe 32

FICHE : La CESP de doit pas se contenter "de fournir les preuves scientifiques!" 33

FICHE : Comprendre le dicton « la perception est la seule réalité » 34

FICHE : Comprendre le dicton « dire » ne signifie pas « faire » 35

FICHE : Attirer l'attention sur votre message 36

FICHE : Prendre en compte la nécessité de cadrer votre question 37

FICHE : Passer de la communication à un sens à la communication à deux sens 38

FICHE : Apprécier la nécessité d'apprendre à maints niveaux 39

FICHE : Apprécier les procédés multipartites 39

EXEMPLE : Ce qui a été dit n'est pas toujours fait 40

EXEMPLE : Résoudre un problème de diversité biologique sous la forme d'un processus social 40

EXEMPLE : Modalités de la CESP 41

AIDE-MÉMOIRE : Le rôle de la communication de l'État dans les différentes phases de politique 42

AIDE-MÉMOIRE : Élaboration de politiques interactives 43

Pourquoi prendre en compte la CESP? 44

FICHE : Comment répondre à la question : « Pourquoi prendre en compte la CESP »? 45

FICHE : Pourquoi se préoccuper de « l'image de marque » ou de la « gestion de la réputation »? 45

FICHE : À quoi bon investir dans la communication interne lorsque les ressources sont rares et qu'il est de toute évidence préférable de les utiliser pour résoudre les véritables questions entourant la recherche et la conservation en matière de biodiversité biologique? 46

FICHE : Comment les spécialistes de la diversité biologique, les gestionnaires de la conservation, les employés de la fonction publique et d'autres experts se livrant à la planification et à l'application de SPANB sont-ils censés trouver du temps pour la CESP? 46

FICHE : Les médias ont des préjugés contre la diversité biologique. À quoi bon essayer? 47

EXEMPLE : Citations d'acteurs impliqués dans une SPANB sur l'importance de la CESP 48

Comment vendre l'utilisation de la CESP? 50
FICHE : Comment vendre l'utilisation de la CESP à l'interne? 51
FICHE : Comment vendre la CESP dans la communication externe? 51
EXEMPLE : Arguments en faveur de la communication interne 52
AIDE-MÉMOIRE : Meilleure pratique pour la communication par l'État 53
AIDE-MÉMOIRE : Comment améliorer la communication gouvernementale? 54
AIDE-MÉMOIRE : Moyens et voies de communication interne 55

Penser la CESP de manière stratégique 56
FICHE : Comment programmer la CESP d'une manière stratégique? 57
FICHE : Comment choisir le point de départ du programme CESP? 58
FICHE : Comment se lancer dans la CESP lorsque le budget est très limité? 59
FICHE : Comment choisir l'approche qui influera sur l'éducation formelle – du haut vers le bas ou du bas vers le haut? 59
EXEMPLE : Comment entreprendre la CESP? 60
EXEMPLE : Où commencer ? – L'éducation écologique en El Salvador 60
EXEMPLE : Une stratégie CESP : le cas de l'Allemagne 61
EXEMPLE : Une stratégie CESP : le cas d'Antigua-et-Barbuda 62

Comment superviser et évaluer la CESP? 64
FICHE : Pourquoi évaluer? 65
FICHE : Pourquoi surveiller un programme CESP ? 65
FICHE : Comment évaluer la CESP? 66
FICHE : Quelles méthodes d'évaluation? 67
FICHE : Comment tirer le meilleur parti d'une évaluation avec des approches participatives? 67
EXEMPLE : Choisir les outils à utiliser dans l'évaluation 68
EXEMPLE : Méthodes d'évaluation 69
EXEMPLE : Enquêtes nationales des connaissances et attitudes environnementales 70

Introduction

La CDB reconnaît que les êtres humains ont une grande influence sur la nature. De vastes surfaces sont transformées pour répondre à leurs besoins en matière de production agricole, d'eau, d'énergie, d'urbanisation, de construction, de tourisme, de transport ou encore pour répondre aux besoins de l'industrie. Ce faisant, les êtres humains menacent d'extinction maintes espèces, épuisent les ressources naturelles, appauvrissent les écosystèmes et exacerbent les risques de catastrophes naturelles sans le vouloir. Les pratiques culturelles qui utilisent des espèces particulières pour les cérémonies ou à des fins médicales peuvent amener des populations à agir de manières telles qu'elles menacent les espèces mêmes dont elles dépendent. Avec le réchauffement de la planète, les menaces qui pèsent sur la diversité de la vie sur Terre et sur le bien-être de l'humanité sont de plus en plus sérieuses.

Comme le montre l'Évaluation des écosystèmes en début de Millénaire, les êtres humains tirent d'énormes et de multiples avantages du fonctionnement des écosystèmes. De nombreux pays ne tiennent pas compte de ces avantages dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté ou dans les plans de développement économique. Il en résulte des pressions en faveur de la dégradation ou de la destruction des écosystèmes. La nécessité d'intégrer la diversité biologique à même les secteurs productifs est essentielle pour qu'elle devienne partie intégrale du développement économique. C'est d'autant plus important alors que nos sociétés connaissent un développement rapide accompagné d'importantes augmentations de populations.

QUELQUES VÉRITÉS TERRAIN

Dans plusieurs pays riches en diversité biologique, les forces qui encouragent cette diversité ne sont pas consolidées ou suffisamment puissantes pour influencer les principales décisions en faveur de politiques de conservation efficaces. Les organismes gouvernementaux ne jouent pas suffisamment un rôle de chef de file pour la préservation de la diversité biologique. Voici quelques raisons qui expliquent pourquoi:

- Manque de volonté politique;
- Financement insuffisant et parfois nul;
- Faibles capacités techniques;
- Politiques obsolètes; et
- Mauvaise gestion des ressources disponibles.

Ce manque d'initiative de la part des gouvernements demeure un obstacle majeur à la réalisation de progrès substantiels dans la mise en œuvre de la CDB.

Les gouvernements peuvent soutenir l'éducation des communautés en utilisant la force des réseaux et des organisations de leurs pays. Ceci est possible avec peu de ressources. Des programmes d'éducation et de sensibilisation soigneusement ciblés permettent aux communautés de protéger et de conserver le patrimoine naturel de leurs régions, et ce, au profit des populations qui en dépendent au plan culturel et au plan de leur subsistance.

De nombreux pays ont ratifié la Convention sur la diversité biologique et ont élaboré des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique afin de conserver et d'utiliser de manière durable cette diversité biologique. Pour mettre à exécution ces plans, les points focaux et les coordonnateurs auront besoin de la coopération de nombreux secteurs, de différentes organisations, de particuliers et du plus grand nombre possible de réseaux. Pour parvenir à cette coopération, il est suggéré de faire un usage stratégique de la CESP.

DEMANDER L'AIDE D'EXPERTS DE LA CESP

Les spécialistes de la diversité biologique jugent souvent difficile de sortir de leur rôle scientifique pour cerner les diverses perceptions qui existent entre parties prenantes.

Pour pouvoir prendre contact de manière efficace et pour être véritablement entendu, il est judicieux de demander l'aide d'experts de la CESP. Les compétences de spécialistes de la communication et des sciences sociales sont de plus en plus disponibles par le truchement de réseaux professionnels qui partagent leurs connaissances.

Pour bien utiliser la CESP, il faut adopter une approche systématique et programmée qui permettra de réellement comprendre les intérêts des parties prenantes et des bénéficiaires. Ces approches doivent être adaptées au contexte, à la culture et aux traditions locales. Il n'empêche que les expériences internationales peuvent guider les planificateurs nationaux dans la formulation de plans de CESP propres à chaque pays.

Qu’est-ce que la CESP?

Qu'est-ce que la CESP?

L'article 13 de la CDB demande aux Parties de promouvoir et d'encourager la prise de conscience et de mettre au point des programmes d'éducation et de sensibilisation du public. Cet article a été interprété comme comprenant la CESP.

Il ne suffit malheureusement pas de se contenter de parler aux gens de la diversité biologique et de ce qu'il en advient pour s'assurer qu'ils révisent leurs façons de faire. Les changements que l'on attend d'eux ne viendront pas uniquement d'un choix individuel rationnel. Les planificateurs de la diversité biologique doivent entrevoir de nouvelles manières d'utiliser la CESP au lieu de se borner à mettre des informations scientifiques à la disposition du public.

Que signifie la CESP?

La CESP désigne la communication, l'éducation et la sensibilisation du public. L'expression a été créée pour les fins mêmes du programme de travail de la CDB.

- La CESP traite des processus qui attirent, motivent et mobilisent l'action individuelle et collective au service de la diversité biologique.
- La CESP comprend une vaste panoplie d'instruments sociaux dont l'échange d'informations, le dialogue participatif, l'éducation ou le marketing social.
- La CESP fait ressortir les intérêts communs qu'ont les parties prenantes à conserver la diversité biologique de manière durable.
- La CESP fournit les moyens de créer des réseaux, d'établir des partenariats et d'appuyer la gestion des connaissances.
- La CESP fournit les moyens de gérer les processus de dialogue entre de multiples parties prenantes et d'obtenir la coopération de différents groupes.
- La CESP comprend l'apprentissage par l'action ou la recherche en matière d'action en tant que moyen d'apprendre de manière réflexive comme dans les expériences de gestion adaptative.
- La CESP fournit les outils nécessaires pour renforcer les capacités à l'appui de la diversité biologique.
- La CESP est un procédé de gestion du changement indispensable pour mettre en œuvre les SPANB.

TERMES ASSOCIÉS À LA CESP

C pour « communiquer », se connecter, renforcer les capacités et changer les comportements;

E pour « éduquer », fournir les outils nécessaires à l'autonomie (apprendre et actualiser ses connaissances);

P pour « sensibiliser », agir et rechercher l'action;

A pour « public », promouvoir sa participation, veiller à sa sensibilisation et utiliser les processus politiques.

AIDE-MÉMOIRE : La CESP ; étoffer la définition

La Commission de l'éducation et de la communication de l'UICN étoffe les termes associés au sigle CESP afin de décrire l'éventail des outils et des processus dont on se sert pour provoquer le changement chez les personnes et au sein de la société.

- **La communication** couvre l'échange d'informations. Elle repose sur l'établissement d'un dialogue entre les secteurs et les parties prenantes et permet de mieux faire comprendre les questions à l'étude tout en soutenant la planification et les mesures qui favorisent l'environnement.
- **Le renforcement des capacités** améliore les compétences des individus et des groupes sociaux par le biais d'une formation participative. Il contribue également au raffinement des politiques et des procédures au sein d'organisations afin qu'elles tendent vers des pratiques plus positives pour l'environnement.
- **L'éducation** développe la prise de conscience, précise les valeurs, crée un intérêt pour l'environnement et engendre la motivation et les aptitudes préalables conditionnelles aux actions en faveur de l'environnement.
- **L'autonomisation** développe les compétences nécessaires pour assumer la responsabilité dans la prise de décisions.
- **La sensibilisation du public** est le premier pas vers la compréhension et le développement d'un intérêt qui soit nécessaire pour aider les gens à prendre conscience d'un enjeu et pour faire de cet enjeu une partie intégrante du discours public.
- **La participation** permet le partage de différentes connaissances dans le processus d'apprentissage. Ces connaissances renforcent les capacités des personnes et leur donnent les moyens d'assumer leurs responsabilités et de prendre des mesures propres à générer des changements en faveur de l'environnement. La « participation » est un terme ayant plusieurs significations. L'autonomisation et la responsabilisation prennent de l'importance en proportion du progrès effectué en améliorant l'information disponible aux parties prenantes ou du développement de partenariats.
- **Les partenariats** sont des relations de travail coopératives entre organisations. Ces relations ajoutent une valeur aux contributions mutuelles des partenaires en ce qui concerne la réalisation de tâches communes. Les partenaires peuvent s'entraider en contribuant diverses compétences, idées ou une assistance technique et financière.
- **L'action** est requise pour modifier l'état de la diversité biologique; *la sensibilisation ne suffit pas.*
- **L'apprentissage par l'action** est un processus conçu pour renforcer la capacité que nous avons d'évaluer et de réfléchir à l'efficacité d'une action.

Au nombre des autres définitions permettant d'étoffer la CESP figurent la recherche de l'action, l'apprentissage adaptif ou la gestion adaptive.

Pourquoi avons-nous besoin de la CESP?

Pourquoi avons-nous besoin de la CESP?

La seule façon de réduire l'appauvrissement de la diversité biologique, de la conserver et de mettre en œuvre les SPANB est d'obtenir la collaboration et la coopération de particuliers, d'organisations et de groupes de la société civile afin de combattre les facteurs responsables de cet appauvrissement. La CESP joue un rôle clé pour susciter ce genre de collaboration. Elle a le potentiel de favoriser le changement.

La nature plurisectorielle des questions touchant à la diversité biologique a abouti à l'élaboration de programmes et plans d'action complexes et souvent fragmentés. Il en résulte souvent que différents départements traitent avec différentes composantes des stratégies en matière de protection de la diversité biologique. Les départements gouvernementaux et les ministères chargés de suivre le dossier sur la diversité biologique nécessitent la collaboration d'autres organisations gouvernementales aux niveaux local, national ou international. La CESP est l'outil à utiliser pour créer les conditions de base pour voir à ce que les politiques, incitations et réglementations sectorielles encouragent la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. La CESP développe les relations et les processus d'apprentissage sur lesquels repose l'innovation au sein des institutions. Ce processus de changement nécessite bien plus que la simple diffusion d'informations sous forme de rapports ou de mémos.

En dehors des départements gouvernementaux, la conservation de la diversité biologique nécessite un soutien à divers niveaux. Qu'il s'agisse des ONG, des peuples autochtones, du secteur privé, des scientifiques, des associations d'agriculteurs ou de pêcheurs, des groupes de femmes ou de jeunes, des associations de consommateurs ou encore des groupes communautaires, la conservation de la diversité biologique nécessite un soutien de l'ensemble des parties prenantes. Pour travailler avec ces groupes, de nombreux instruments de CESP sont disponibles pour créer une atmosphère de confiance, renforcer la prise de conscience, conclure des accords à des fins d'action ou pour réduire les conflits.

Les gestionnaires œuvrant à la protection de la diversité biologique sous-estiment souvent l'engagement, les ressources humaines et le temps nécessaires pour établir des relations de confiance qui conduisent à une collaboration entre les communautés, les organismes gouvernementaux, les entreprises et les partisans de la conservation.

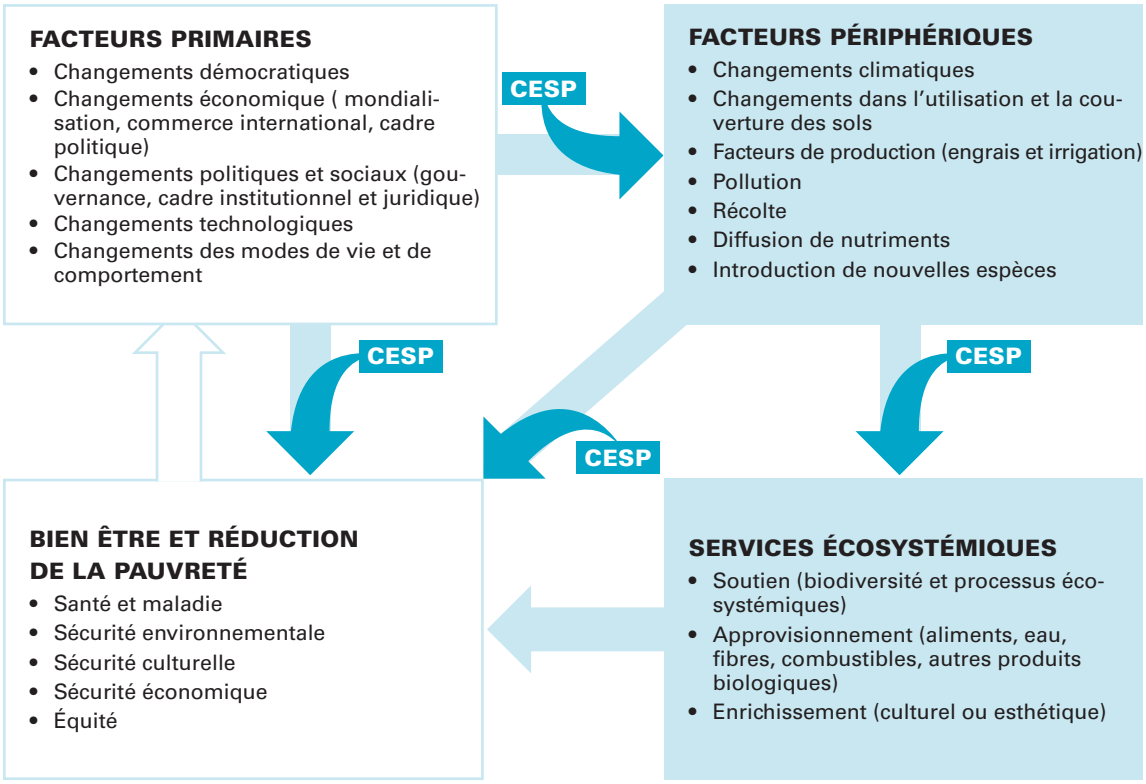
La CESP est nécessaire pour aider les individus à travailler ensemble et à innover. Elle sert aussi à diffuser de l'information, du savoir, des valeurs et à bien communiquer des objectifs. Elle soutient en outre le renforcement des capacités pour permettre à divers acteurs d'assumer leurs responsabilités en matière de diversité biologique.

- La manière dont la CESP est utilisée aura une influence concrète sur la diversité biologique. Il est plus fréquent de voir éclater des conflits lorsque la CESP n'est pas utilisée. De même, des projets risquent de tomber en désarroi et la réputation d'une organisation risque d'être endommagée si on la laisse de côté.
- Planifier une stratégie de CESP en tant que partie intégrante de la SPANB contribuera à son succès.

Pourquoi avons-nous besoin de la CESP?

Quel rôle joue la CESP dans la conservation de la diversité biologique?

Comme le montre le diagramme ci-dessous, il y a une interaction complexe entre les principales causes (éléments primaires) et les causes directes (éléments proches) qui touchent la conservation de la diversité biologique. Pour atténuer l'impact de ces éléments sur la diversité biologique, il faut s'assurer de la participation de nombreux secteurs. La CESP à un rôle à jouer dans l'identification de ces éléments ainsi que dans la création des processus d'apprentissage et de changement.

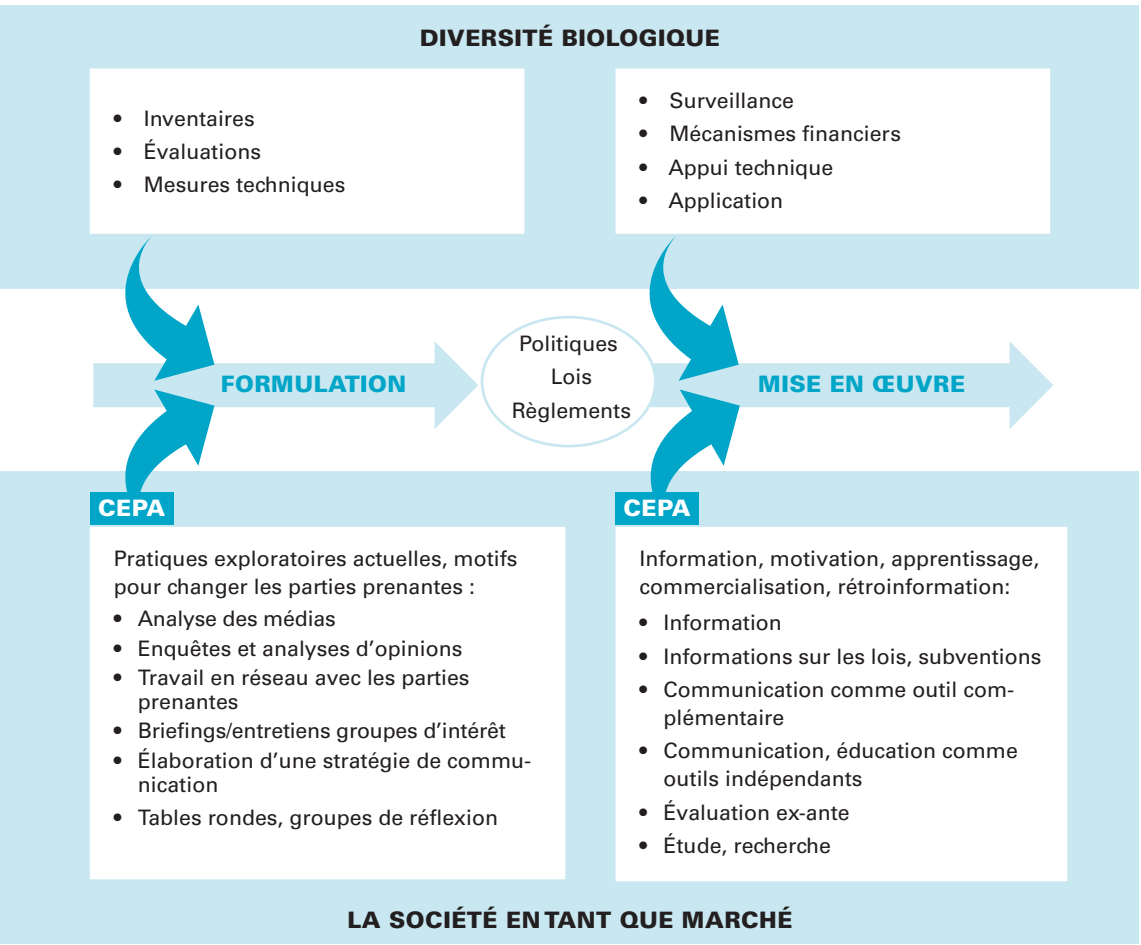


La valeur ajoutée de la CESP en ce qui concerne les politiques, la planification et les projets visant la mise en œuvre d'objectifs de protection de la diversité biologique.

Comment la CESP est-elle utilisée avec d'autres instruments de politique générale?

La CESP est constituée d'une série d'instruments qui peuvent être déployés lorsque sont formulés des politiques, lois et règlements. Ces instruments permettent de cerner les motifs ainsi que les pratiques des parties prenantes. Au moment de la mise en œuvre, la CESP peut être utilisée comme un outil indépendant afin d'encourager les changements d'attitude et de comportement. Toutefois, la CESP est utilisée de manière plus efficace en combinaison avec d'autres instruments pour mettre en œuvre et gérer les SPANB. Ceux-ci peuvent être de nature juridique ou financière.

On trouvera dans le diagramme ci-dessous une description du rôle vital que joue la CESP dans la formulation et la mise en œuvre des politiques.



Le rôle vital de la CESP dans la formulation et dans l'exécution des politiques est indiqué dans le diagramme ci-dessus.

Pourquoi avons-nous besoin de la CESP?

AIDE-MÉMOIRE : Rôle de la CESP

La CESP joue de nombreux rôles importants dans la gestion des ressources naturelles et de la diversité biologique. Elle fournit les outils nécessaires pour gérer les processus sociaux dans les domaines suivants:

☐ **Faciliter la participation :**

- permettre l'apport de contributions et les solliciter activement;
- donner la parole aux groupes moins puissants;
- renforcer l'implication des participants à la planification des programmes environnementaux;
- aider les parties prenantes à prendre part à la prise de décisions.
-

☐ **Encourager les changements de politique :**

- partager les connaissances de l'expérience avec les responsables de l'élaboration des politiques.

☐ **Rendre l'information compréhensible et utile :**

- expliquer et transmettre l'information à des fins de formation, d'échange d'expérience, de partage du savoir-faire et de la technologie;
- fournir des données concrètes à ceux qui seront touchés par les projets de développement environnementaux.

☐ **Favoriser l'acceptation des politiques :**

- promulguer et promouvoir des politiques, en particulier lorsque celles-ci offrent aux personnes de nouvelles possibilités d'accéder à des services comme à des ressources;
- aider à atténuer les attitudes et les comportements sociaux et environnementaux négatifs chez les décideurs et les citoyens.

☐ **Soutenir la gestion de projets**

- comprendre les inquiétudes du public afin de mieux cibler les messages;
- motiver les bénéficiaires d'un projet à prendre part au processus;
- accroître l'efficacité des projets en donnant des informations à l'interne comme à l'externe.

☐ **Positionner une organisation et un projet et en promouvoir l'image de marque**

- permettre une communication interne de telle sorte que le personnel tout entier comprenne bien la mission et ses buts;
- expliquer les rôles et les fonctions de l'organisation et du projet;
- faire des rapports sur les réalisations de l'organisation en vue d'acquérir soutien et réputation et d'appuyer la mobilisation de fonds;
- promouvoir l'image de marque de l'organisation ou du projet.

Tiré du groupe de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la communication pour le développement (2006): Communication pour le développement durable, Congrès mondial sur la communication pour le développement.

EXEMPLE : Le rôle en Inde de la CESP dans la SPANB

La préparation de la SPANB en Inde était un projet du Ministère de l'Environnement et des forêts que finançait le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Au lieu de confier l'élaboration de cette stratégie et de ce plan d'action à des consultants, le Ministère a décidé de confier cette tâche à une organisation non gouvernementale et ce pour le même prix. Le Groupe d'action pour l'environnement Kalpavrikshl a initié la réalisation de la SPANB en 2000 et a terminé l'exercice en 2005. Il s'agit d'une expérience unique de planification décentralisée en matière environnementale.

L'approche de la stratégie et du plan d'action national reposait sur la prémisse suivant laquelle la diversité biologique a une valeur écologique, culturelle, spirituelle et économique et qu'elle a des effets sur chaque citoyen. La planification pour sa conservation devait donc être appropriée et façonnée par autant de personnes possible dans le cadre d'un processus équitable qui permette aux marginalisées de se faire entendre. Ce processus reconnaissait qu'un large éventail de personnes dont les moyens de subsistance dépendent essentiellement de la diversité biologique et qui sont le plus concernés par sa conservation ne participent généralement pas à la planification des politiques afférentes.

Un élément clé de l'approche voulait que plus l'appropriation du processus était large auprès de la population, plus grandes étaient les chances de voir le plan accepté aux niveau des collectivités locales, des États et de la nation dans son ensemble. Des dizaines de milliers de personnes ont pris part à un processus de sensibilisation, et d'autonomisation en participant aux initiatives locales liées à l'exécution des plans locaux. Le tout a été fait au niveau des États et des collectivités locales.

Les outils de communication utilisés dans ce processus de stratégie et de plan d'action national sont classés en cinq catégories :

1. Outils pour sensibiliser à la stratégie et au plan d'action national pour la diversité biologique et aux initiatives en conservation de la diversité biologique ;
2. Outils pour éveiller la participation active et pour appeler le plus de contributions possible au plan ;
3. Outils pour analyser ou partager les informations collectées ;
4. Outils faciliter la coordination administrative et la communication entre les composantes formelles de la structure institutionnelle de la SPANB ;
5. Outils pour promouvoir la planification et la communication entre les composantes formelles de la structure institutionnelle de la SPANB.

Quelques-uns des outils comme ceux utilisés dans les festivals sur la diversité biologique ont célébré les aspects culturels et émotionnels de la diversité biologique. D'autres, préparés au niveau national, comme la brochure intitulée « Appel à la participation », ont été imprimés en 19 langues.

Apte, T. (2005) *An Activist Approach to Biodiversity Planning*, Londres: IIED

Qu’est qu’une bonne pratique en CESP?

La CESP comme élément constitutif du processus politique

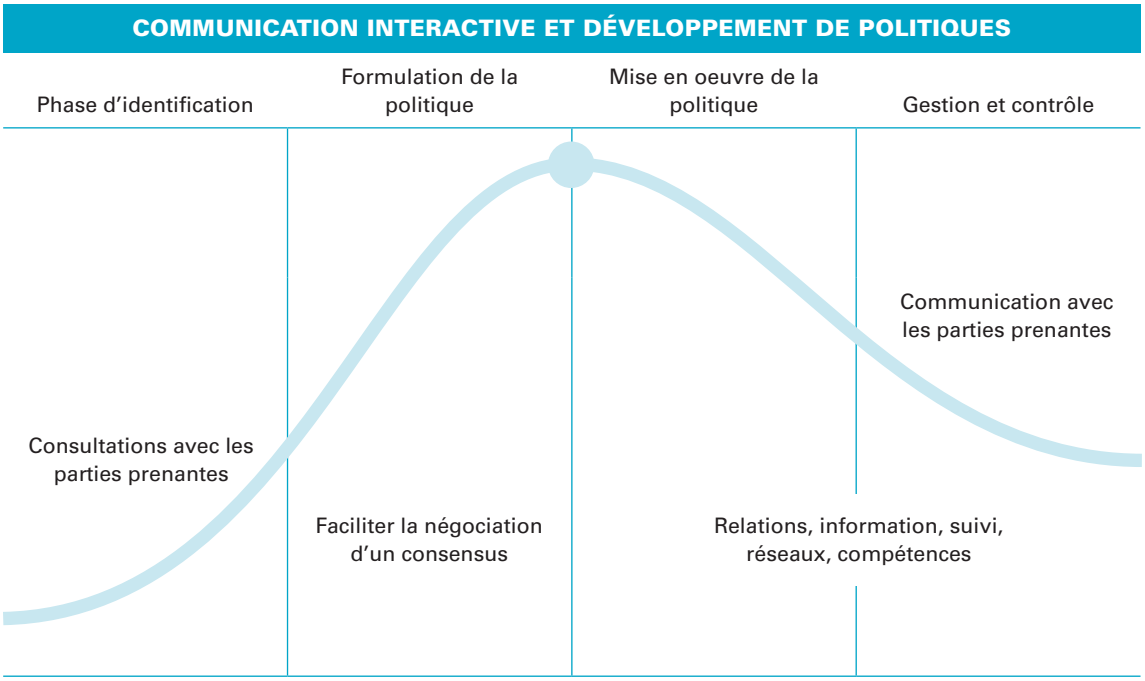
Les Parties contractantes à la CDB doivent élaborer une politique efficace de CESP afin de promouvoir la modification des pratiques qui agissent au détriment de la conservation de la diversité biologique et de l'utilisation durable des ressources naturelles.

La CESP joue des rôles différents à différentes étapes du processus de développement des politiques. Il en va de même des projets et programmes utilisés pour mettre en œuvre la SPANB.

La CESP doit d'emblée faire partie de la politique et du cycle des projets pour aider à élaborer des politiques et projets plus acceptables et plus viables.

Pour être performantes, les Parties contractantes doivent d'abord amener les parties prenantes à définir les problèmes et leurs solutions possibles. Dans le cadre des activités qui s'ensuivent, le rôle de la communication et de l'éducation est évalué tout comme l'est son rôle en matière de promotion des instruments économiques et juridiques générateurs de changements. Cela signifie que le CESP devrait être au cœur de la mise en œuvre des SPANB par chacune des Parties à la Convention.

Les phases de développement de politiques et le rôle de la CESP



Phase d'identification. Durant la phase d'identification des politiques, le rôle de la CESP est d'inscrire la question au programme des activités et d'assurer le suivi du rôle des différentes organisations de la société impliquées. L'État joue un rôle discret, déterminant l'importance de la question et la diversité des opinions en jeu. Les services de communication écoutent les opinions exprimées et suivent le dialogue public dans les médias ainsi que les opinions des groupes de parties prenantes. Cela permet à l'État d'identifier les questions spécifiques préoccupant les groupes cibles. Les opinions sont communiquées par l'État, l'attention est appelée sur les problèmes, une aide est mobilisée et les thèmes sont définis. Les méthodes de CESP utilisées dans le cadre de cette phase sont les suivantes : enquêtes sur les opinions et les attitudes; analyse de contenu médiatique; gestion du discours; travail en réseau avec les ONG, les institutions scientifiques et les groupes de pression; réunions d'information à intervalles réguliers; et entretiens et réunions avec les groupes de pression et la presse.

Qu'est qu'une bonne pratique en CESP?

Formulation d'une politique. À cette étape, la CESP est utilisée pour sensibiliser aux problèmes associés à la dégradation de la diversité biologique, pour améliorer la compréhension des propositions de politiques auprès du public et pour mobiliser un soutien très large pour les enjeux à traiter. Les problèmes devant être adressés sont ceux que les législateurs ont acceptés de traiter mais pour lesquels une solution n'a pas encore été trouvée. A ce stade, les groupes cibles sont les formateurs d'opinion, les décideurs et le grand public. Les méthodes utilisées de la CESP sont les enquêtes sur les connaissances, les attitudes et les pratiques, les évaluations et les décisions sur la manière dont la communication sera intégrée dans le dosage des instruments, la conception de la stratégie de la CESP et la consultation avec ceux qui prendront part.

Mise en œuvre d'une politique. À ce stade, le but est de communiquer des informations sur la manière de mettre en œuvre la politique. L'idée est de communiquer la substance de la politique et des mesures qui l'accompagnent à des groupes cibles spécifiques. En qualité d'intermédiaires, les associations ou les ONG jouent un rôle important. La CESP est utilisée pour mobiliser les réseaux et les parties prenantes, pour expliquer les avantages de la participation et pour renforcer les capacités qu'elles ont de mobiliser la société. Les méthodes de CESP comprennent les campagnes d'information, les matériels d'information spécifiques, le marketing et la publicité, la formation, l'éducation et la consultation avec les groupes cibles et les parties prenantes.

Gestion et contrôle. La CESP permet de soutenir les nouvelles attitudes et les nouveaux comportements. Le but est de fournir des informations sur la politique suivie et d'obtenir des réactions sur celle-ci. La CESP peut revêtir la forme d'un service actif qui explique des règlements ou des lois complexes ou qui annonce les modifications apportées aux instruments politiques tels les incitations réglementaires ou la législation.

S'il est vrai que le contexte opérationnel de l'utilisation des instruments de CESP varie d'un pays à l'autre, il n'en reste pas moins que l'utilisation de la CESP au tout début du processus politique est essentiel au succès de sa mise en œuvre.

La CESP comme instrument d'une politique

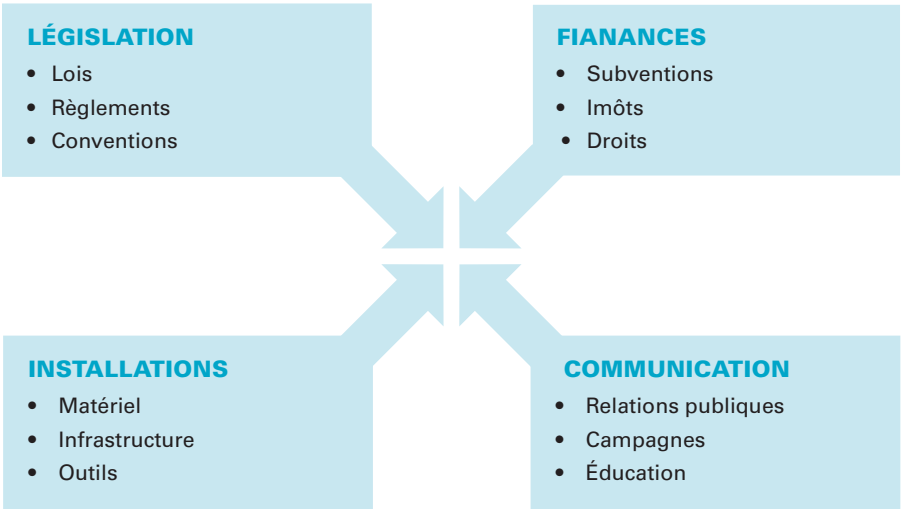
Le succès de la mise en œuvre d'une politique en matière de diversité biologique ou de la réalisation d'un objectif de la SPANB dépend de l'utilisation efficace des instruments qui permettent d'aider les gens à changer leur façon d'agir.

La CESP est un outil dont on se sert pour engager un dialogue entre plusieurs parties prenantes afin de mettre en œuvre une politique. S'ils sont bien gérés, ces processus créent un sentiment d'association au problème et d'appropriation aux solutions.

La CESP peut être utilisée comme instrument à proprement parler lorsqu'il y a peu de barrières au changement.

Mais surtout, la CESP est utilisée à son plein potentiel en combinaison avec d'autres instruments pour expliquer une politique ou une subvention par exemple. On parle ici de règlements ou de structures mises en place à l'appui de l'action. C'est ainsi par exemple que la CESP :

- est utilisée pour expliquer les subventions accordées aux agriculteurs qui perdent des animaux à cause de prédateurs sauvages;
- fournit les moyens de travailler avec des parties prenantes pour concevoir des mesures comme la création d'aires de stationnement et d'autobus aux abords d'une zone protégée afin de réduire l'impact des véhicules particuliers;
- aide les gens à adopter de nouvelles technologies ou de nouveaux moyens de subsistance comme l'agriculture organique ou l'irrigation par percolation;
- impartit une formation à des gens qui n'ont pas les aptitudes nécessaires pour prendre certaines mesures de conservation.



Utiliser la CESP à tous les stades de la SPANB

La CESP joue un rôle important dans la planification, la mise à jour et la mise en œuvre d'une SPANB. Les outils utilisés durant ces différentes phases varient selon la phase en question.

Quel rôle joue la CESP dans la planification et la mise à jour de la SPANB?

Il arrive souvent que seuls des experts établissent une SPANB. La consultation avec les groupes sociaux peut certes être incorporée dans cet effort, mais il en résulte fréquemment une mise en œuvre limitée. Un processus de communication avec les individus qui ont le plus à gagner de la conservation de la diversité biologique et qui en dépendent pour vivre est au cœur même de l'élaboration de plans efficaces acceptés par la population.

Le processus qui consiste à faire participer des parties prenantes au processus de planification peut stimuler l'action au niveau local. En Inde (voir Exemple), un mécanisme de participation nationale a été utilisé pour élaborer la SPANB. Ce mécanisme s'est servi d'outils propres à la CESP pour sensibiliser le public de même que pour favoriser la conservation de la diversité biologique, pour éveiller le goût d'entreprendre des actions terrain ou pour participer au développement même de la SPANB. Dans cette situation spécifique, la CESP a aussi permis de passer en revue ou de partager l'information rassemblée. Cela a permis d'obtenir une planification participative et de communiquer la SPANB même à l'intérieur de la structure institutionnelle.

En conséquence, il est possible de déterminer quels sont les meilleurs instruments pour appuyer le changement désiré et pour évaluer le rôle de la CESP dans la mise en œuvre d'une SPANB.

Quel rôle joue la CESP dans la mise en œuvre d'une politique?

Durant la mise en œuvre d'une politique, la CESP est un instrument de changement des connaissances, des attitudes et de comportement.

- La CESP est utilisée pour communiquer la politique et les mesures à prendre pour l'exécuter.
- La CESP mobilise des réseaux et partenaires pour résoudre ensemble les problèmes touchant à la diversité biologique.
- La CESP renforce les capacités de telle sorte que divers acteurs peuvent appliquer les mesures propres à un changement.
- La CESP fournit un moyen de réfléchir de manière critique sur les mesures à prendre pour améliorer les résultats de la gestion de la diversité biologique.
- La CESP favorise les mécanismes sous-jacents à l'innovation au sein d'une société. Que ce soit en trouvant de nouvelles manières de fonctionner ou en créant de nouvelles institutions chargées d'améliorer la gouvernance de la diversité biologique.

Le rôle de la CESP est souvent ignoré ou uniquement pris en considération lorsque tout a été planifié. La pratique montre que cela est un obstacle qui réduit considérablement les effets positifs potentiels de la communication et de l'éducation.

Même si la plupart des gens savent à quel point la phase de démarrage d'un projet est importante, l'utilisation de la communication à ce stade et la planification de la CESP reçoivent souvent trop peu d'attention.

FORMULER LE PLAN

Le rôle de la CESP

- Sensibiliser les gens sur le processus SPANB
- Inviter à la participation
- Planifier et organiser des activités participatives afin de recueillir des idées, des connaissances
- Études sur les connaissances et les pratiques
- Explorer les choix politiques à traiter par les SPANB avec les parties prenantes principales, la mesure et le rôle de la CESP
- Élaborer une stratégie CESP

IDENTIFICATION DES THÈMES DU PROGRAMME

Le rôle de la CESP

- Établir des réseaux avec les groupes d'intérêt, les institutions scientifiques, ONGs
- Briefings réguliers
- Entretiens et rencontres avec les groupes d'intérêt et la presse

EXÉCUTION DU PLAN

Le rôle de la CESP

- Établir des réseaux pour mobiliser les groupes
- Partenariats
- Dialogue intersectoriel
- Matériel d'information
- Expliquer les autres instruments
- Campagnes
- Éducation
- Développement des compétences
- Évaluation de l'impact de la CESP

GESTION ET CONTRÔLE

Le rôle de la CESP

- Information du public
- Information sur les changements aux instruments de politique
- Études régulières des opinions et attitudes

Utiliser la communication interne et externe

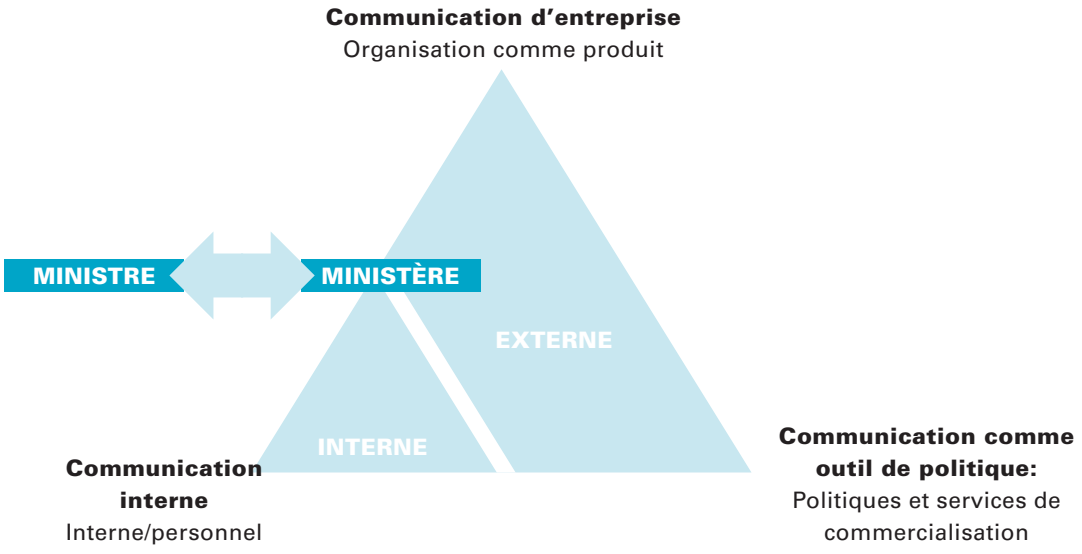
Toutes les organisations nécessitent une communication interne comme externe pour assurer leur financement, la réalisation de leurs politiques, la commercialisation de leurs services et produits, et leur bon fonctionnement.

Les gouvernements efficaces utilisent la CESP :

Au plan interne, pour orienter le personnel vers la vision, la mission, les objectifs et la démarche de l'organisation, pour renforcer les capacités et pour améliorer le moral. La manière dont le personnel du ministère et du département se comporte, l'attention qu'il accorde à la prestation des services et la façon dont il assume ses responsabilités influent sur la réputation et la crédibilité de l'organisation et sur son image de marque. La communication interne permet à tout le personnel d'être sur la même longueur d'onde.

Au plan externe, pour convaincre la société de l'importance du rôle d'une organisation. C'est ce que l'on appelle la communication d'entreprise. Elle voit à la promotion de l'organisation et lui donne la crédibilité essentielle à son fonctionnement. La communication externe sert à communiquer des politiques, d'autres instruments et services pour intéresser, motiver et établir des relations avec les parties prenantes et les partenaires en vue d'atteindre les buts de la conservation tels qu'ils sont décrits dans les fiches d'information antérieures sur la CESP comme instrument d'une politique.

Communication de l'État



La CESP ne doit pas se contenter "de fournir les preuves scientifiques!"

Malheureusement, les données scientifiques à elles seules n'encourageront pas ceux qui vivent en dehors des milieux scientifiques à passer à l'action ou à changer d'attitude et de comportement. Dans leur enthousiasme, les scientifiques et certains experts en matière de diversité biologique ont tendance à penser que les preuves scientifiques sont suffisantes pour convaincre.

Il arrive très souvent que la réaction à nos exposés de nature scientifique soit celle représentée sur ce dessin : le désintérêt.

Que peut-on faire?

Identifier les raisons émotionnelles ou pratiques pour lesquelles les parties prenantes agissent comme elles le font. Traduire les faits scientifiques en concepts et messages stimulants qui ont le potentiel d'attirer les parties prenantes tout en les aidant à comprendre comment la protection de l'environnement est directement reliée à leurs intérêts.

Comprendre le dicton « la perception est la seule réalité »

Selon ce dicton, la perception de la réalité est forgée par la culture, l'éducation, les pairs et l'expérience personnelle. Elle peut donc être considérée comme subjective.

Un spécialiste de la diversité biologique a sa propre perception du monde et de la diversité biologique elle même. Elle a été forgée par un éventail d'expériences. Il fonde sa propre perception sur des hypothèses, croyances et valeurs qui lui sont propres ou qui sont propres à son milieu professionnel. L'expert utilise un langage ou un jargon stimulant des idées ou des concepts particuliers qui ne sont pas nécessairement compris en dehors de cercles restreints.

Des individus issus de milieux différents auront une autre perception de la réalité et il n'y a rien là d'incorrect. Il n'y a pas qu'une vérité!

Une erreur courante

Une erreur couramment commise par les spécialistes de la diversité biologique est celle de vouloir inciter le public à penser comme eux par le biais de l'éducation. Ces spécialistes peuvent alors perdre de vue que même les écologistes ne s'entendent pas sur la meilleure méthode de conserver la diversité biologique.

Que peut-on faire?

La première chose à faire est d'écouter et de respecter le point de vue des autres. Pour être entendu et compris, il faut d'abord chercher à comprendre comment les gens perçoivent votre problème.

LA PERCEPTION EST LA SEULE RÉALITÉ

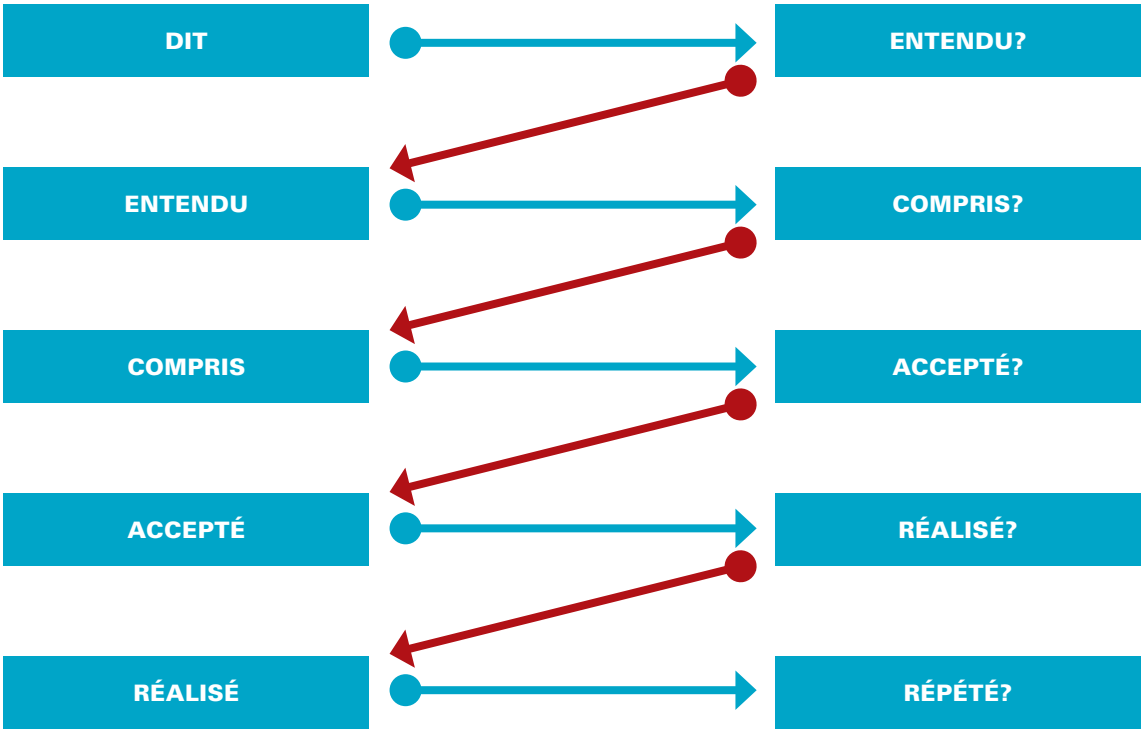
Un pêcheur peut savoir beaucoup sur la mer et sur ses processus biologiques. Il peut la percevoir d'une manière tout à fait différente qu'un biologiste. Leurs perceptions sont influencées par leurs réalités sociales, culturelles et économiques, leur éducation et leurs connaissances. Ce qu'ils perçoivent est leur réalité.

À Sri Lanka, un dialogue avec des représentants de la société civile et des entreprises a révélé qu'ils associaient « diversité biologique » à la conservation, aux zones protégées et aux espèces et qu'ils associaient de plus ce terme à quelque chose de complexe ou de nature scientifique difficilement compréhensible pour les non-initiés ou pour le décideur.

Source : *The Biodiversity Thematic Study for the National Capacity Self-needs Assessment Project*, projet exécuté par le Ministère sri-lankais de l'environnement, 2006

Comprendre le dicton « dire » ne signifie pas « faire » !

Ce n'est pas parce que quelque chose est communiqué ou expliqué que les choses changeront sur le terrain. Il y a plusieurs obstacles à surmonter pour que l'information soit entendue, comprise et acceptée avant d'être utilisée. « Dire » ne signifie pas nécessairement « faire »..



- **CE QUI EST DIT** n'est pas nécessairement **ENTENDU**
- **CE QUI EST ENTENDU** n'est pas nécessairement **COMPRIS**
- **CE QUI EST COMPRIS** n'est pas nécessairement **ACCEPTÉ**
- **CE QUI EST ACCEPTÉ** n'est pas nécessairement **RÉALISÉ**
- **CE QUI EST RÉALISÉ** n'est pas nécessairement **RÉPÉTÉ**

La bonne pratique consiste d'abord à trouver comment votre groupe de parties prenantes perçoit la situation et les motivations qui aboutiront à l'action.

Qu'est qu'une bonne pratique en CESP?

Attirer l'attention sur votre message

De nos jours, les gens sont bombardés quotidiennement de milliers de messages. Pour que votre message soit entendu, vous devez faire concurrence à cet ensemble de messages.

Les gens écoutent ce qui les séduit

Les gens tendent à écouter ce qui va de pair avec leurs connaissances ou leurs croyances et ils choisissent de manière très élective là où ils portent leur attention. S'ils n'ont aucun intérêt pour l'environnement, il est facile d'imaginer qu'ils ne porteront pas attention aux messages environnementaux. Les messages que vous avez préparés avec soin ne seront alors pas entendus.

Que faut-il faire?

Au lieu d'essayer d'éduquer sur la diversité biologique en tant que telle, il est suggéré d'associer votre message aux intérêts d'un public cible. Il est important que les récepteurs de ces messages comprennent comment faire des liens entre ces messages et leur vie de tous les jours.

Cela revient à repérer très tôt les intérêts de la personne ou du groupe avec lequel vous désirez communiquer. Il se peut que vous deviez parler d'aliments, d'eau, de santé, de marché du carbone, de sécurité ou même de loisirs.

Prendre en compte la nécessité de cadrer votre question

Les gens ont à l'esprit des cartes conceptuelles – ou des cadres – qui aident à trier rapidement l'information qu'ils reçoivent et à la rationaliser. Les cadres servent à organiser les idées centrales d'une question, à aider à communiquer la raison pour laquelle une question peut être un problème et à communiquer ce qui devrait être fait. Les journalistes utilisent des cadres pour organiser des récits et séduire les publics ciblés. Les gens ont tendance à utiliser des formateurs d'opinion pour donner un sens à des questions plutôt que d'analyser eux-mêmes l'information et ils se mettent à l'écoute des formateurs d'opinion ou médias dans lesquels ils ont confiance. Les premiers mots d'une histoire peuvent déclencher dans l'esprit des gens un certain « modèle mental » de telle sorte qu'ils se disent « voilà donc de quoi il s'agit » et arrêtent d'écouter les détails. Cela peut rendre difficile la tâche qui consiste à changer les idées des gens.

La recherche montre que le « cadrage » est un outil très utile pour redéfinir une question. Différentes stratégies sont nécessaires pour communiquer d'une manière qui concorde avec les valeurs et les prédispositions de publics particuliers ou qui s'attaquent directement à des idées fausses. Dans le tableau ci-dessous, l'ensemble des cadres qui semblent englober les questions de nature scientifique est utilisé pour montrer comment la diversité biologique est définie conformément à ces cadres. Dans chaque situation, il faut identifier les phrases, les images et les références culturelles qui déclenchent ces significations sociales sous-jacentes. Il faut aussi chercher à mieux comprendre les voies de communication qui engagent des publics spécifiques. (Nisbet[1])

TABLEAU : Cadres utilisés pour conceptualiser la diversité biologique auprès de différents publics.

CADRE	L'ENJEU DÉFINI COMME ÉTANT…
Le progrès social	Assurer la qualité de vie, la protection contre les catastrophes naturelles, la sécurité alimentaire, la sécurité d'alimentation en eau, la diversité culturelle et le droit à un environnement de qualité.
Le développement économique	Les valeurs économiques des services écosystémiques; la lutte contre les inondations et les tsunamis; les avantages directs que peuvent tirer les pauvres de l'utilisation des ressources naturelles; la valeur de la diversité des espèces et des gènes pour développer la capacité d'adaptation des cultures agricoles et la fabrication de nouveaux produits pharmaceutiques, compte tenu en particulier des changements climatiques.
La boite de Pandore/les alarmistes	La perte imminente d'espèces et de plantes médicinales pour la survie de l'humanité; les impacts de plus en plus marqués des changements climatiques sur la survie des espèces comme celle des ours polaires; la rupture des écosystèmes et les menaces pour la survie de l'humanité, des espèces envahissantes et exotiques.
La science galopante/ la fatalité	Le principe de précaution lorsqu'il s'agit d'éviter l'impact des organismes génétiquement modifiés sur la diversité biologique et les pauvres.
Moralité/éthique	La responsabilité en tant qu'intendants de protéger un ensemble d'espèces et leur « droit » d'exister, d'assurer les futures générations d'une diversité ou de préserver la planète pour des raisons de moralité religieuse.
L'incertitude scientifique	La variété des espèces sans nom et inconnues, des stratégies adaptatives pour limiter les impacts des changements climatiques sur la distribution et l'évolution des espèces, des agents pathogènes, des populations porteuses de maladies et des espèces exotiques envahissantes.
La responsabilité publique	Le partenariat pour la conservation de la diversité biologique avec les communautés, les entreprises et l'État.
La troisième voie/ l'autre voie	La cogestion des ressources naturelles, les avantages directs pour les communautés de la gestion et de l'utilisation de la diversité biologique, parcs de la paix transnationaux.
Le conflit/la stratégie	Les « écolos » se soucient plus des espèces que des humains.

Adaptación de Nisbet http://scienceblogs.com/framing-science/

1. W. Nisbet at http://scienceblogs.com/framing-science/

Une des critiques du cadre alarmiste de l'histoire environnementale (aujourd'hui épinglée dans les médias sur les changements climatiques) est qu'elle donne vraisemblablement aux lecteurs l'idée que « rien n'est urgent s'il n'y a pas un sentiment d'urgence » ou que « le problème est juste trop grand pour s'en occuper ». De plus, lorsque « les organes d'information couvrent ce qui peut être fait, ils mettent en évidence les petites mesures plutôt que les solutions prospectives globales » [1].

Que peut-on faire?

Connecter votre message aux « cadres » ou métaphores qu'apprécient un public cible. Evitez le colportage de rumeurs alarmantes ou d'ouvrir inutilement la boîte de Pandore.

Dans le cas de vos relations avec les médias, il est important que vous ne répétiez pas des mots utilisés par celui qui s'entretient avec vous s'ils encouragent un cadre négatif. Évitez plutôt les mots négatifs utilisés et cadrez les éléments du langage que vous souhaitez livrer.

Passer d'une communication à un sens à la communication à deux sens

Les gestionnaires de la diversité biologique constatent de plus en plus qu'il est difficile de prendre des décisions « spécialisées » et de s'attendre à ce que d'autres les respectent. Le « modèle de transmission de l'information » par voie de communication en vertu duquel l'information sur les décisions est transmise des expéditeurs (normalement des experts) aux récepteurs est, lui aussi, considéré comme un échec.

LE MODÈLE DE TRANSMISSION DE L'INFORMATION

Les gestionnaires de la diversité biologique constatent que le « modèle de transmission de l'information » ne fonctionne pas car il ignore le fait que l'information scientifique ne motive pas nécessairement ceux qui ne sont pas vraiment intéressés par la diversité biologique.

Au contraire, on considère de plus en plus la communication et l'éducation comme un procédé interactif et participatif à double sens. Ce procédé vise à donner une signification commune auprès de ceux qui ont une perception particulière d'un problème et des solutions qu'il faut y apporter. Il met à profit l'expérience pratique de manière participative et la conviction que c'est en recourant au dialogue que les adultes apprennent le mieux. Les adultes se sentent alors respectés comme des apprenants responsables. Ils peuvent développer des connaissances par eux-mêmes et voient leurs connaissances et leurs expériences valorisées et partagées.

Travail en réseau. Une partie importante de l'apprentissage par le biais du dialogue, de l'encadrement et de la démonstration réside dans les interactions des personnes au sein des réseaux et des communautés de pratique. Le travail en réseau est fréquemment facilité par l'utilisation du courriel et de l'Internet. Ces outils permettent des contacts à travers de vastes zones géographiques.

Participation. La participation communautaire est de plus en plus encouragée comme processus d'enseignement et d'apprentissage dans le cadre duquel les communautés, avec le concours de facilitateurs, identifient leur vision, établissent des plans pour répondre à leurs besoins et deviennent des acteurs importants pour voir à la conservation de la diversité biologique. Cette approche crée des conditions d'innovation et de pensée plus systémique au sujet de la diversité biologique. Elle explorera vraisemblablement les changements structurels nécessaires pour soutenir la conservation de la diversité biologique[2].

1. Reportage de BBC News sur la publication d'un rapport intitulé *Warm Words, How are we telling the climate story and can we tell it better*? Gill Ereaut et Nat Segnit (2006) par l'Institute for Public Policy Research (IPPR) *http://news.bbc.co.uk/2/hi/science/nature/5236482.stm*

2. C.V. Rajasunderam in Introduction : A Canadian – African Dialogue in Participatory Development Communication in Guy Bessette et C.V. Rajasunderam eds (1996) *Participatory Development Communication A West African Agenda* IDRC

Apprécier la nécessité d'apprendre à maints niveaux

Le développement durable et la conservation de la diversité biologique signifient qu'il faut délaisser les pratiques et politiques actuelles au profit de nouvelles pratiques et politiques. Un tel changement est plus qu'un « règlement négocié » et requiert non seulement une prise de conscience à partir de perspectives totalement nouvelles mais aussi le questionnement, la contestation et le changement des vieilles hypothèses, des vieux paradigmes et des vieilles valeurs. Les solutions ne sont pas immédiatement évidentes et les incertitudes sont nombreuses. Aller de l'avant requiert une perspective novatrice, réactive et adaptative. En ce qui concerne la capacité pour les différentes parties prenantes et les différents secteurs d'œuvrer de manière constructive entre eux, l'apprentissage et l'innovation deviennent primordiales.

Apprendre à faire des changements innovateurs doit avoir lieu à trois niveaux:

1. au niveau de l'individu ; en acquérant de nouvelles connaissances et aptitudes au moyen de la formation, de communautés de pratique, d'un apprentissage interdisciplinaire, de réseaux d'échange et de l'apprentissage à distance;
2. au niveau de l'organisation ; afin d'arrêter de nouvelles priorités, procédures et pratiques en vue de repositionner leurs services et de pouvoir traiter les innovations à mettre en œuvre; et
3. au niveau de la société ; par le biais de nouveaux programmes, de nouveaux partenariats, de nouveaux réseaux et de nouvelles méthodes d'interaction et de participation.

Apprécier les procédés multipartites

Le procédé multipartite reconnaît qu'un groupe à lui seul ne réussira pas à résoudre les problèmes complexes comme ceux associés à la protection de la diversité biologique. L'unique option disponible devient celle de rassembler ceux qui portent un intérêt à la question et de les engager dans un dialogue dont le but est d'amoindrir les divergences de perspectives entre les milieux scientifiques, communautaires, agricoles, écologistes ou de politique économique. Les procédés multipartites permettent de présenter et de débattre, d'évaluer des scénarios et des options, de prendre des décisions, de mettre en œuvre des mesures et d'apprendre en fonction de la réflexion sur les actions.

Un ensemble de termes sont associés au processus multipartites : gestion adaptative, gestion collaborative, participation, participation des citoyens, participation communautaire, communautés de pratique, dialogue, communautés de pratique, prise de décision interactive et apprentissage de la société. Ces termes prolifèrent dans les ouvrages sur la gestion des ressources naturelles.

Ces procédés consistent à travailler avec toutes les complexités associées à la manière dont les êtres humains interagissent entre eux, sur les plans culturel, social, politique et économique. Les procédés multipartites sont davantage que la « facilitation d'ateliers ». Ils servent plutôt à concevoir et faciliter des procédés qui peuvent durer plusieurs années et qui tiennent compte des relations et conflits de pouvoir, intègrent les perspectives scientifiques et communautaires, renforcent la capacité des parties prenantes à participer réellement et créent des conditions institutionnelles positives. En réalité, ces procédés sont de nouvelles approches de gouvernance et d'apprentissage social.

On sait aujourd'hui beaucoup plus sur la manière d'élaborer et de faciliter ces procédés. Les procédés sont donc devenus plus efficaces et peuvent améliorer la qualité de la réflexion et de l'apprentissage par les individus, les organisations, les communautés et les sociétés dans leur ensemble. A l'appui de ces procédés, il faut des compétences spécialisées en matière de CESP. On peut trouver une base de données complète de méthodologies et d'outils sur un portail consacré aux procédés multipartites (www.wi.wur.nl/msp).

L'apprentissage social est un concept fondamental lié à la capacité des sociétés et des communautés d'apprendre davantage à confronter d'importants problèmes et, en particulier, ceux posés par les enjeux liés à la durabilité.

Idées de J. Woodhill (2005). *Facilitating Complex Multi-Stakeholder Processes, A Societal Learning Perspective*. Document de travail.

EXEMPLE : « Ce qui est dit n'est pas toujours fait »

Dit. Le gestionnaire d'une zone protégée constate avec préoccupation que des fleurs sont en danger d'extinction parce que les agriculteurs coupent l'herbe pour en faire de la matière première trop tôt dans l'année. Il prépare donc un dépliant pour expliquer qu'il est nécessaire de couper ces fleurs plus tard dans l'année. Le Bulletin sur les zones protégées est un dépliant que les agriculteurs peuvent trouver à la mairie locale. Toutefois, les dépliants restent souvent sur place. Les agriculteurs ne s'intéressent pas à la publication.

Entendu. C'est suite à une conversation avec un agent de police de la localité que le gestionnaire de la zone protégée comprend son erreur. L'année suivante, une affiche est exposée à l'entrée de l'église où tous les agriculteurs se rendent le dimanche. L'affiche expose certains faits scientifiques sur la diversité biologique et demande aux agriculteurs d'aller chercher le dépliant à la mairie pour en savoir plus. Malgré cette belle initiative, les dépliants restent sur les présentoirs à la mairie.

Compris. Le gestionnaire de la zone protégée constate que le langage spécialisé utilisé dans l'affiche n'est pas compris. Par conséquent, l'année suivante, une nouvelle affiche plus simple est conçue pour donner un message concis : « ne commencez à couper l'herbe qu'à partir du 18 juin ». Malgré cet effort, les résultats ne suivent pas. Le message est reçu et compris, mais il n'est pas accepté. Les agriculteurs ont jugé insultant pour leur religion que l'on suggère de commencer à couper l'herbe un dimanche.

Accepté. L'année suivante, l'erreur est corrigée. On ne choisit pas le dimanche. Le résultat est toutefois le même. Le gestionnaire de la zone protégée apprend que le fait de couper l'herbe plus tard implique que les agriculteurs perdent une partie du foin qu'ils peuvent stocker pour alimenter leurs animaux durant l'hiver. Cela affecte leur gagne-pain. Sans rémunération financière – quelque soit l'information donnée par des brochures ou des affiches – les gens ne changent pas de comportement.

Exécuté. Un dialogue avec les leaders des communautés agricoles se solde par une proposition attrayante. Les agriculteurs qui coupent l'herbe après la date appropriée recevront une prime avec un minimum de paperasserie. Cette année-là, la plupart des agriculteurs coupent l'herbe à bonne date à la grande satisfaction du gestionnaire de la zone protégée.

Soutenu. Malheureusement, l'année suivante, tout tourne mal. Les agriculteurs ont oublié la date, car on ne les avait pas informés en temps voulu. L'effort n'a pas été soutenu.

EXEMPLE : Résoudre un problème de diversité biologique sous la forme d'un processus social

La gestion des ressources naturelles dans le lac Victoria

Le Nil prend sa source dans le lac Victoria, un lac limitrophe du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda. Le bord du lac est peuplé par certaines des populations les plus pauvres de la planète. Le lac lui-même est devenu une importante ressource halieutique depuis qu'y a été introduite la perche du Nil.

Les exportations de perche du Nil en Europe ont créé une importante industrie locale. Une pêche excessive favorisée par l'appât du gain a résulté en une diminution des stocks et a rendu les opérations difficiles pour les pêcheurs. La pêche étant mal réglementée, quelques pêcheurs n'hésitaient pas à utiliser du poison pour faciliter les captures. L'impact environnemental de ces pratiques fut énorme.

La perche du Nil a immédiatement été interdite d'importation auprès des pays de l'Union européenne à cause de problèmes liés à la sécurité alimentaire des populations limitrophes du lac Victoria. L'industrie tout de la pêche locale s'est effondrée.

Il a fallu recourir à un procédé multipartite complexe pour surmonter les problèmes économiques qui en résultèrent. Des scientifiques, des collectivités locales, des décideurs de trois pays, des compagnies d'exportation de poisson et des régulateurs européens ont tous dû œuvrer de concert pour trouver les meilleures solutions*.

Dans un tel processus social, les manières dont les parties prenantes établissent des relations, agissent les unes avec les autres, apprennent et changent de comportement sont extrêmement tributaires de la façon dont la communication, l'éducation et la sensibilisation du public sont traitées.

* Information tirée de Woodhill, J. (2005), Facilitating Complex Multi-Stakeholder Processes, A Societal Learning Perspective, document de travail.

EXEMPLE : Modalités de la CESP

Renforcer les capacités à différents niveaux

À Ilha Grande, une île située au large de la côte brésilienne, la communauté a décidé de cultiver des mollusques dans des fermes d'élevage afin d'attirer plus de touristes et de promouvoir le développement économique local. Pour ce faire, tous les habitants ont été soumis à un processus de rééducation.

Les adultes ont été envoyés à des ateliers pour apprendre les techniques de la reproduction en captivité. Les familles ont reçu une aide et des conseils pour construire des cuves septiques. Les autorités locales ont décidé d'achever les travaux de traitement des eaux et des déchets.

L'élevage des mollusques devint l'un des sujets les plus discutés dans les salles de cours. L'objectif était d'accroître l'intérêt des enfants. Aujourd'hui, la mariculture a lieu dans une mer d'eau claire et cristalline et la population a vu sa qualité de vie améliorée.

Théâtre : faire passer un message en touchant les émotions

Pour intéresser les populations, rien de plus efficace que d'agir sur leurs émotions. Le succès du programme d'éducation relative à l'environnement utilisant des pièces de théâtre pour sensibiliser à l'environnement a eu un véritable succès en Afrique du Sud.

En travaillant avec des jeunes de 18 à 20 ans, supervisés par des artistes de différentes régions du pays, des pièces de théâtre sont produites. Elles dramatisent les problèmes auxquels se heurtent les populations qui vivent aux abords des zones protégées.

Des problèmes comme la pollution des cours d'eau, le déboisement, la pêche illicite et l'abattage d'oiseaux sont traités d'une manière qui conjugue l'humour et l'expérience pratique des habitants de ces régions. Les pièces sont jouées dans différents villages et villes. Elles provoquent débats et proposent des idées en faveur du changement de comportement.

Par Ricardo Carvalho, Director of Ecom, Brésil.

AIDE-MÉMOIRE : Le rôle de la communication de l'État dans les différentes phases de politique

☐ Dans la phase d'**identification**, la communication consiste à inscrire les questions relatives à la diversité biologique à l'ordre du jour. Diverses organisations de la société jouent ici un rôle. Les services de communication écoutent ce que les gens disent de telle sorte que les problèmes puissent être identifiés promptement et les questions pour les groupes cibles épinglées. À ce stade, les activités consistent à transmettre les opinions, à appeler l'attention sur les enjeux, à mobiliser un soutien et à définir des thèmes, au moyen de réunions d'information à intervalles réguliers ; de sondages et d'enquêtes sur les attitudes, de l'analyse du contenu des médias et d'un travail en réseau systématique avec les groupes d'intérêt.

☐ Dans la phase d'**élaboration des politiques,** la communication sert à sensibiliser le public aux problèmes de la diversité biologique, à faire prendre davantage conscience des propositions de politique générale et à engendrer un vaste soutien pour les questions traitées. À ce stade, il y a un dialogue à deux sens entre l'État et les leaders d'opinion parmi les parties prenantes aux fins d'une consultation sur les propositions de politique, les études des connaissances, des attitudes et des pratiques, la formulation de la stratégie de communication et son rôle dans le dosage d'autres instruments.

☐ Dans la phase d'**application de la politique**, le but est de donner des informations sur la manière de procéder, sur la substance de cette politique et sur les mesures qui l'accompagne auprès des groupes cibles. La communication est utilisée :

1. **Pour étayer d'autres instruments** en aidant à améliorer leur efficacité en informant les populations des nouvelles lois, subventions ou installations;
2. **Comme un instrument** au moyen de campagnes grâce auxquelles les responsables de l'élaboration des politiques influent sur les connaissances et les attitudes et, il faut l'espérer, stimulent l'action dans la direction souhaitée. La CESP peut avoir un impact direct sur les particuliers en les amenant à « faire ce qu'il faut » (si cela n'est pas trop difficile) ou elle peut avoir un impact suite aux pressions de leurs pairs.
3. **Comme partie à d'autres instruments**, que cela soit programmé ou non. La communication doit toujours être utilisée conjointement avec d'autres instruments.

Dans la phase de **gestion et de contrôle**, la communication sert à appuyer de nouvelles attitudes et de nouveaux comportements. Le but est de faire bénéficier cette politique des réactions, de fournir un service actif pour expliquer la politique et les réglementations et d'annoncer les modifications apportées aux instruments de politique.

AIDE-MÉMOIRE : Élaboration de politiques interactives

☐ **Avantages de la participation des parties prenantes à l'élaboration de politiques interactives**

- Les intérêts, buts et expériences de différentes parties prenantes qui pourraient entraver l'application des politiques seront précisés à un stade précoce pour être traités efficacement;
- Des problèmes apparemment distincts tels que l'eau, la diversité des écosystèmes, les changements climatiques et l'agriculture peuvent être reliés et résolus les uns par rapport aux autres;
- Les solutions créatives peuvent être intégrées;
- Les connaissances, qu'ont les communautés locales et autochtones, sont incorporées dans le processus de prise de décisions;
- Le soutien des parties prenantes voit le jour durant le processus d'élaboration des politiques; sinon, il doit être obtenu une fois la politique annoncée, ce qui peut s'avérer difficile.

☐ **Quand l'élaboration de politiques interactives donnera-t-elle des résultats?**

- Lorsque les gens prennent conscience qu'ils sont une partie prenante autour d'un enjeu et qu'ils peuvent avoir un impact;
- Lorsqu'il y a une interdépendance mutuelle (c'est-à-dire que les gens négocient s'ils ont un objectif et se rendent compte qu'ils ont besoin les uns des autres pour l'atteindre, et lorsque chaque partie prenante a un degré de pouvoir raisonnable);
- Lorsque les intérêts contradictoires sont plus ou moins du même ordre de grandeur;
- Lorsque les parties prenantes ont des possibilités concrètes de se rencontrer et de se comprendre.

☐ **Quand ces conditions sont absentes, il est possible de les créer en :**

- sensibilisant les parties prenantes à la question et en leur expliquant qu'il est possible de trouver une solution;
- fournissant un soutien à des parties prenantes moins puissantes pour qu'elles puissent s'organiser et communiquer leurs idées; et en
- offrant aux personnes des possibilités concrètes de se rassembler dans un contexte qui inspire confiance.

Rientjes, S. (2000). *Communicating Nature Conservation. A manual on using communication in support of nature conservation policy and action*, ECNC.

Pourquoi prendre en compte la CESP?

Comment répondre à la question : « Pourquoi prendre en compte la CESP » ?

« À quoi bon la CESP? ». Voilà une question souvent posée aux points focaux de la SPANB, aux administrateurs et aux experts. La présente section vous aidera à répondre aux questions les plus fréquemment posées au sujet de la CESP sur la base des recherches et de l'expérience des spécialistes.

À quoi bon élaborer une stratégie CESP[1]?

- La CESP a des impacts fondamentaux sur la manière dont les citoyens jugent l'image globale d'une organisation et de ses politiques.
- Un organisme ou un département qui souhaite projeter une image d'efficacité nécessitera une stratégie de communication et de sensibilisation.
- Adopter une stratégie de CESP appropriée est l'une des manières les plus simples et les plus efficaces d'améliorer l'image d'une organisation et d'atteindre ses objectifs structurels.

La coopération des principales parties prenantes est indispensable pour assurer le succès de la conservation de la diversité biologique et de l'utilisation durable. Pour obtenir cette participation il faut s'assurer de comprendre:

- ce que les parties prenantes pensent de la diversité biologique et des questions en jeu;
- ce qui encouragera probablement les parties prenantes à agir en faveur de la conservation;
- comment présenter des idées dans la langue de la partie prenante ou dans la langue utilisée localement;
- comment établir des relations utiles.

Pour réaliser les objectifs de conservation, il est nécessaire de faire appel à des spécialistes de la communication et de l'éducation.

Pourquoi se préoccuper de « l'image de marque » ou de la « gestion de la réputation »?

Les spécialistes en diversité biologique ne conçoivent pas des marques comme Coca Cola ou Pepsi! Pour que les gens s'intéressent à la diversité biologique et pour que les organisations actives en matière de biodiversité soient crédibles, vous devrez avoir la réputation de fournir de l'information rigoureuse. Voilà ce que vous vendez, voilà votre « marque ». Dans ce contexte, il faut se demander comment le département est considéré par le public?

Les départements ou ministères ne sont pas des compagnies privées, mais les principes et la raison d'être de la « gestion et de la réputation des marques » sont les mêmes. Il faut que les messages soient clairs et cohérents, que la communication émanant d'une organisation soit professionnelle et qu'elle ait un visage humain et crédible.

1. Principaux points des Conseils locaux, le scénario commercial pour la communication : http://www.idea-knowledge.gov.uk/idk/aio/90058.

Pourquoi prendre en compte la CESP?

À quoi bon investir dans la communication interne lorsque les ressources sont rares et qu'il est de toute évidence préférable de les utiliser pour résoudre les véritables questions entourant la recherche et la conservation en matière de biodiversité biologique?

La recherche montre qu'il y a un lien entre la performance d'une organisation et la motivation de son personnel. Investir pour favoriser une communication interne efficace c'est investir pour la résolution des véritables enjeux!

Le lien entre l'information et la satisfaction s'applique autant à votre personnel qu'aux résidents locaux. En fait, la vaste majorité des employés de la fonction publique sont également des citoyens et des résidents de communautés locales. Si vous pouvez influencer les perceptions qu'ils ont de la SPANB, vous pouvez en faire des ambassadeurs de la SPANB à même la communauté.

Principaux points de conseils locaux, le scénario commercial pour la communication : http://www.idea-knowledge.gov.uk/idk/aio/90058.

Comment les spécialistes de la diversité biologique, les gestionnaires de la conservation, les employés de la fonction publique et d'autres experts se livrant à la planification et à l'application de SPANB sont-ils censés trouver du temps pour la CESP?

La communication et l'éducation font partie du travail quotidien des responsables des SPANB. Ces activités ne devraient pas être considérées comme supplémentaires à leur charge de travail. La CESP est aussi importante que la gestion d'un budget ou d'une équipe. Investir dans la formation à la communication et dans l'appui aux gestionnaires en matière de communication donne des résultats grâce à une meilleure prestation des services, à des « clients » plus satisfaits et à un personnel mieux informé et motivé. Des professionnels de la communication peuvent appuyer ce processus.

Nous souhaitons investir davantage dans la CESP, mais combien et par où commencer?

Les meilleurs endroits pour commencer à investir sont les suivants : le personnel professionnel chargé de la CESP, la communication interne et la communication directe, l'éducation et la sensibilisation des citoyens, des organisations et du secteur privé.

Lorsque les ressources du département sont bien utilisées, on peut disposer de plus d'argent et de personnel sans coûts additionnels. Il existe plusieurs manières d'apporter des améliorations à bas coût aux communications. Une première consiste à investir de manière adéquate dans ce qui compte le plus : un personnel qualifié ou des services professionnels de CESP.

Principaux points des conseils locaux, le scénario commercial pour la communication : http://www.idea-knowledge.gov.uk/idk/aio/90058.

Rares sont les organismes de l'État ou ministères qui ont un personnel spécialisé en communication stratégique encore que nombreux soient ceux qui ont des attachés de presse.

Les lourdes dépenses consacrées à la communication ne garantissent pas le succès ou une meilleure réputation. De même, le contraire se solde quasiment toujours par une insatisfaction de la part des citoyens.

Les médias ont des préjugés contre la diversité biologique. À quoi bon essayer?

La plupart des citoyens obtiennent leurs informations sur l'État par le truchement des médias. Pour que les messages de votre organisme atteignent le grand public, il est toujours utile d'établir de solides relations avec les médias.

De nombreux départements gouvernementaux et ministères ont des relations positives et constructives avec les médias. Une mauvaise relation avec les médias peut être due à des conflits de personnalités ou à un manque de compréhension sur la manière dont les médias fonctionnent. (Voir la section 3 pour de plus amples renseignements sur le travail avec les médias). Si la relation entre votre organisme et les médias s'est détériorée, c'est à votre département ou à votre organisme qu'il appartient d'essayer de réparer les dégâts. Vous avez beaucoup à perdre si vous ne le faites pas.

Si nous faisions correctement la promotion de nos services, nous serions incapables de faire face à la demande. Il est donc préférable de ne pas chercher à améliorer notre rendement en ce qui concerne la communication.

Encourager une mauvaise communication pour mieux contrôler n'est pas une bonne pratique. La meilleure façon de gérer les attentes et d'informer les citoyens est de communiquer honnêtement avec eux et de les informer avec précision. En utilisant la communication dans les deux sens, les gestionnaires seront mieux informés des options de prestation des services même lorsqu'il y a des choix difficiles à faire au sujet de budgets et lorsqu'il faut répondre à une demande élevée.

Comment puis-je allouer des dépenses supplémentaires pour la CESP alors qu'en réalité, il ne s'agit que de présenter l'information de manière plus intelligente?

La recherche montre que les citoyens, les collectivités locales et les employés de la fonction publique sont influencés par les informations sérieuses et non par une information superficielle présentée sous un jour attrayant. Les gens veulent essentiellement être informés. Fonder la communication et l'éducation relatives à la SPANB sur des faits concrets et veiller à ce qu'elles restent dans les limites des lois et des règlements qui régissent la publicité de l'État sont les ingrédients du succès.

Principaux points des Conseils locaux, le cas commercial pour la communication : http://www.idea-knowledge.gov.uk/idk/aio/90058.

EXEMPLE : Citations d'acteurs impliqués dans une SPANB sur l'importance de la CESP

« Je n'ai guère saisi ce dont il (CESP) s'agissait. Je ne me suis certainement pas rendu compte que l'on se référait à une communication dans les deux sens. J'avais tout juste une vague idée de l'importance de la communication et maintenant je comprends beaucoup mieux. Je peux voir beaucoup plus clairement à quel point il est important de bien communiquer nos intentions et cela, même lorsque d'autres instruments sont utilisés. Ceux-ci doivent d'ailleurs être bien utilisés, car leur efficacité croît avec la communication ».

Fonctionnaire hongrois.

« Le contact direct (par le biais de la CESP dans le processus Natura 2000) a atténué bon nombre des préjugés voulant que ces services (institut, service forestier et service agricole) avaient les uns envers les autres… Idéalement, différents ministères s'adresseraient ensemble au public au lieu de se battre sur la place publique. Ils utiliseraient les mêmes messages et véhiculeraient les mêmes idées. Je ne sais pas s'il y a déjà eu une initiative de ce genre au sein du gouvernement slovène ».

Un fonctionnaire du Ministère slovène de l'environnement.

« (Les fonctionnaires de l'État qui comprennent l'importance de la CESP sont plus efficaces). Au lieu de concevoir des règles, ils obtiennent davantage en établissant des contacts, en cherchant à comprendre autrui, en particulier les parties prenantes locales, et en se mettant d'accord entre eux. Ils se rendent compte que les individus des communautés où ils opèrent ne sont pas leurs ennemis; ils se réunissent et deviennent partie intégrante de la région. C'est alors que les populations locales les acceptent comme ils sont".

Décideur d'un organisme slovène.

Source : Rapport d'analyse des résultats, projet de renforcement des capacités exécuté par la Commission de l'éducation et de la communication de l'UICN 1997-2003, financé par le Ministère néerlandais de l'agriculture, de la nature et de la qualité des aliments et le Ministère néerlandais des affaires étrangères, avril 2004, Bobbi Schijf.

Comment vendre l'utilisation de la CESP?

Comment vendre l'utilisation de la CESP à l'interne?

La plupart des décideurs publics conviennent que la communication, l'éducation et la sensibilisation sont d'importants outils pour le succès de leur politique ou de leur plan. Pourtant, rares sont les gouvernements qui étayent cette idée en l'accompagnant d'investissements et de ressources appropriées. Est-ce à cause d'un manque de compréhension de la part des décideurs sur le potentiel de la CESP? Doutent-ils que la CESP puisse servir d'assise au soutien public nécessaire à la réalisation de leur travail?

Pour le coordonnateur d'une SPANB, il est important de convaincre de l'importance d'investir dans la CESP afin d'obtenir un crédit budgétaire adéquat. Et il ne réussira que s'il démontre la véritable utilité d'une telle démarche.

Communication interne pour les points focaux de la CDB

La communication interne s'entend de la communication au sein de votre propre organisation ; une activité souvent ignorée. Et pourtant, c'est l'une des premières mesures à prendre pour permettre à l'État de communiquer ses performances en matière de protection de la biodiversité de manière efficace.

La communication interne permet au coordonnateur d'une SPANB d'obtenir un soutien au sein de son organisation pour la réalisation des objectifs. Ce n'est que si les employés du Ministère et ses organismes appuient cette stratégie et ce plan d'action national qu'il sera possible d'être efficace et crédible en matière de communication externe.

Grâce à la communication interne, le point focal de la SPANB se fait une meilleure idée des activités des autres divisions de l'organisation. Celles-ci pourraient être liées aux priorités nationales. De même, la communication interne permet d'arrimer la conservation de la diversité biologique à l'ensemble des activités d'une organisation.

> De nombreux départements gouvernementaux ont des effectifs limités. Il est donc normal d'identifier et de rencontrer à intervalles réguliers les points focaux d'autres conventions environnementales multilatérales comme la Convention de Ramsar, la Convention-cadre sur les changements climatiques ou la CITES. Ils pourront alors apprendre les uns des autres, coordonner les activités d'éducation et de communication, et œuvrer ensemble à l'obtention du soutien nécessaire à l'application des conventions.

Une importante fonction de la communication interne est de faire participer vos collègues et votre superviseur aux projets sur lesquels vous travaillez. Il s'agit de leur trouver un rôle à jouer. Leur participation aboutit à leur appropriation d'un enjeu et à un soutien accru. Voir l'aide-mémoire pour les principales méthodes informelles de communication interne. Vous verrez qu'elles sont beaucoup plus efficaces que les moyens formels comme les mémos.

> **UN BON SLOGAN: « MIEUX VAUT COMMUNIQUER D'ABORD À L'INTERNE POUR MIEUX LE FAIRE À L'EXTÉRIEUR ».**

Comment vendre la CESP dans la communication externe?

Les coordonnateurs des SPANB et les points focaux de la CDB doivent communiquer avec de nombreux publics externes. Le but de la communication externe est d'explorer les possibilités de collaborer, de donner des avis sur les propriétés des SPANB, de sensibiliser les populations aux politiques et actions pour la diversité biologique, et d'appliquer la politique de diversité biologique.

Les coordonnateurs doivent mériter l'appui des décideurs des ministères concernés pour qu'ils utilisent la CESP en vue de faire participer d'autres parties prenantes à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable des écosystèmes et des ressources naturelles.

La première étape consiste à savoir ce que sont les règles et procédures gouvernementales formelles qui régissent la manière de traiter avec les médias ou avec d'autres secteurs de l'appareil public. Avant de planifier votre intervention, demandez les avis et l'aide d'attachés de presse et de spécialistes de la communication des ministères concernés ou d'autres organismes gouvernementaux.

Communiquer avec les initiatives locales et les simples citoyens

Dans de nombreux pays, les activités d'éducation et de sensibilisation du public en matière de diversité biologique et de développement durable relèvent fréquemment d'ONG et de communautés locales. Il n'empêche que les gouvernements ont souvent des craintes par rapport à l'idée de collaborer avec ces ONG. Les coordonnateurs des SPANB peuvent faire la démonstration de nouvelles méthodes d'application et d'utilisation de la CESP qui permettront de faire travailler en réseau les organisations qui œuvrent en faveur de la diversité biologique. L'utilisation et la facilitation d'initiatives existantes du bas vers le haut peuvent grandement aider ces coordonnateurs, car les ONG et les organisations communautaires ont toujours un impact considérable sur la société en raison de leur crédibilité auprès de la population.

EXEMPLE : Arguments en faveur de la communication interne

C'est le ministère de l'Environnement qui applique généralement la CDB et qui élabore une SPANB. Lorsque l'on développe une SPANB, un nouvel expert est nommé et devient en quelque sorte responsable du projet. Ce n'est souvent qu'après une année de travail que la SPANB est produite. C'est le résultat d'une consultation importante effectuée pour recueillir des réactions d'experts externes et de parties prenantes.

Le coordonnateur présente le projet de stratégie lors d'une réunion avec les directeurs du ministère. Leur réaction est que la moitié des propositions sont déjà couvertes par des activités d'autres directions et que ce qui est proposé est impossible vu les relations avec le ministère de l'Agriculture.

Leçon apprise. La communication externe commence par la communication interne. Cherchez d'abord des idées et des réactions à l'interne. Les réactions en fin de parcours arrivent trop tard pour assurer le succès de la mise en œuvre de la SPANB.

EXEMPLE : Arguments en faveur de la communication interne

La direction d'une zone protégée souhaite mieux la faire connaître par les habitants qui vivent à proximité. Pour commencer, elle aimerait que les écoles du village prennent part à l'éducation relative à l'environnement. Une enseignante s'intéresse à ce défi et téléphone au bureau de la direction. Personne ne lui répond. Elle appelle encore le lendemain sans succès. Le surlendemain, quelqu'un lui répond enfin. L'enseignante expose le projet d'organiser une excursion de l'école dans la zone. Elle reçoit la réponse suivante : « Je ne sais pas quoi vous dire et je n'ai pas le temps ». L'enseignante abandonne l'idée.

Leçon apprise. La communication externe commence par la communication interne. Veillez à ce que l'organisation tout entière connaisse le plan et sache comment y contribuer.

AIDE-MÉMOIRE : Meilleure pratique pour la communication par l'État

La recherche a permis de découvrir une abondance de bonnes pratiques en matière de communication. Bien qu'il n'y ait pas un plan unique pour l'approche idéale, les bons départements gouvernementaux comprennent que la communication est une partie intégrante de la livraison efficace de services. Ces départements lient leurs priorités aux désirs de leurs citoyens et prennent des initiatives de communication qui répondent aux besoins des citoyens, des communautés et du secteur privé. Quelques éléments qui se dégagent de la recherche montrent que, pour être efficaces, ces départements doivent :

- ☐ diriger la communication à partir de la haute administration; sur le plan politique comme sur le plan de la gestion;
- ☐ avoir une identité de marque solide et cohérente;
- ☐ embaucher, conserver et valoriser le personnel professionnel chargé de la communication;
- ☐ avoir une stratégie de communication d'entreprise et un ensemble de messages clair;
- ☐ connaître leurs principales parties prenantes et leurs principaux publics, et savoir comment communiquer avec eux de la meilleure manière possible;
- ☐ accorder une importance particulière à la communication avec les groupes « difficiles à atteindre »;
- ☐ communiquer souvent et d'une manière cohérente, pertinente et innovatrice;
- ☐ se livrer à des consultations et donner suite aux résultats;
- ☐ ne pas hésiter à communiquer les « choses difficiles »;
- ☐ promouvoir un sentiment de « fierté » au sujet de la zone locale et du conseil;
- ☐ avoir une ou deux personnalités comme principaux porte-parole;
- ☐ considérer les médias comme des partenaires et non pas comme des ennemis;
- ☐ placer la communication interne au haut des priorités;
- ☐ avoir un bon site Internet et utiliser la communication électronique pour cibler l'information et établir un dialogue avec les résidents locaux;
- ☐ utiliser des repères et se fixer des objectifs d'amélioration concrets;
- ☐ se concentrer sur les résultats ; pas uniquement sur les « produits ».

Principaux points des Conseils locaux, un cas commercial pour la communication http://www.idea-knowledge.gov.uk/idk/aio/90058.

Comment vendre l'utilisation de la CESP?

AIDE-MÉMOIRE : Comment améliorer la communication gouvernementale?

Les travaux de recherche et de consultance avec les ministères ont permis de recenser quelques approches communes permettant de prioriser les futurs investissements et l'amélioration en matière de communication. Si vous envisagez de changer la manière dont votre ministère ou votre département communique, la liste suivante peut servir d'aide-mémoire utile.

- ☐ **Soyez collégial.** Jetez un honnête coup d'œil à la manière dont votre ministère communique avec tous les départements et pourquoi il le fait. Il arrive souvent que les économies d'argent et de temps d'une approche plus collégiale puissent financer de nouvelles activités de communication.
- ☐ **Veillez à cibler.** Mettez au point une série simple et priorisée de messages clés aux principaux groupes de citoyens, au personnel et aux autres parties prenantes.
- ☐ **Soyez systématique.** Elaborez une stratégie de communication qui décrit comment ces messages seront communiqués à tous les publics, avec des délais, des budgets et des responsabilités clairs.
- ☐ **Affinez la marque.** Abolissez les logos des départements, vous assurant que le ministère donne l'image d'une organisation et agit comme telle, et que la communication soit le résultat d'un travail professionnel.
- ☐ **Investissez dans la communication avec la population locale.** Investissez dans un journal ou un magazine régulier pour le grand public, dans un guide de type « A à Z des services du ministère », dans une série de publications à propos de services spécifiques ou dans un site Internet simple d'utilisation.
- ☐ **Donner priorité à la communication interne.** Identifiez une responsabilité claire pour la communication interne et créez une gamme de voies de communication bidirectionnelles avec le personnel.
- ☐ **Investissez dans le personnel.** Trouvez et conservez des professionnels de la communication compétents et motivés.
- ☐ **Soyez ambitieux.** Fixez vous des objectifs ambitieux à partir de l'étude attentive des meilleurs exemples en matière de communication gouvernementale réussie.

Du Conseil local, cas commercial pour la communication : http://www.idea-knowledge.gov.uk/idk/aio/90058

AIDE-MÉMOIRE : Moyens et voies de communication interne

MOYEN	BUT	COMMENTAIRE
☐ **Bulletin interne (électronique ou papier)**	Fournir à intervalles réguliers de brèves informations sur de récents faits et événements.	Avantage : • Facile à faire, reproduire et distribuer.
☐ **Manuel des politiques**	Fournit des informations sur l'histoire et la mission du Ministère, ses politiques et ses activités actuelles.	Inconvénient : • Doit être mis à jour régulièrement.
☐ **Programme d'orientation**	Programmes introductifs destinés aux nouveaux effectifs pour leur permettre d'apprendre rapidement ce qu'est l'organisation et ce qu'elle fait.	
☐ **Tableaux d'affichage (Il y a aussi des tableaux d'affichage électroniques et des sites Internet)**	Une façon bon marché et facile de distribuer rapidement l'information interne.	Avantage : • S'ils sont placés en un endroit stratégique (près de l'ascenseur, de la machine à photocopier, de la cafétéria, etc.), ils sont en général bien lus. Inconvénient: • Pas ce qu'il y a de meilleur pour communiquer avec le personnel externe ou mobile. • Ils ont souvent l'air désordonnés (Note. Le contenu est le message!), ce qui les rend inadaptés pour certains messages.
☐ **Réunions du personnel**	Les réunions à intervalles réguliers du personnel sont une bonne façon de : • stimuler la communication interne et de distribuer l'information; • générer au sein de l'organisation un soutien accru pour la mission, les priorités et les campagnes en cours.	Utiles si elles permettent une communication dans les deux sens : Le personnel doit avoir la même possibilité que la direction d'inscrire des points à l'ordre du jour.
☐ **Perfectionnement des compétences**	La formation du personnel génère confiance et permet de bien comprendre le travail des autres.	Requiert un budget annuel.
☐ **Manifestations sociales**	Les excursions, dîners, déjeuners et fêtes encouragent la communication dans les deux sens, la réflexion informelle et les échanges de vues professionnels.	Elles peuvent être petites et ne doivent pas être extravagantes.

Penser la CESP de manière stratégique

Comment programmer la CESP d'une manière stratégique?

L'application d'une SPANB requiert l'appui de la CESP. Les points focaux de ces stratégies et plans d'action nationaux manquent souvent de ressources pour les appliquer. C'est la raison pour laquelle il est extrêmement important de penser de manière stratégique, de cibler un petit nombre de priorités et de trouver la meilleure manière d'avoir un impact. Le défi consiste à accroître la portée des actions et à les faire sortir du cadre des « démonstrations » en faisant participer les leaders d'opinion clés, les réseaux sociaux multiples et les parties prenantes concernés.

Les coordonnateurs de la stratégie et du plan d'action national ont besoin d'une stratégie CESP afin de prioriser les investissements et les efforts dans le temps. Il faut répondre à plusieurs questions avant de formuler une stratégie CESP:

- Quelles sont les priorités CESP dans la SPANB?
- Quels sont les résultats escomptés?
- Quels groupes doivent participer au programme CESP?
- Comment obtenir le meilleur résultat qualitatif vu les ressources limitées en temps et ressources?

La planificación estratégica ayuda a determinar dónde colocar las acciones de coordinación nacional. En lugar de tratar de realizar las acciones educativas directamente, usted puede ser mucho más eficaz si:

- coordonner les actions en cours en appuyant le travail en réseau, en informant ceux qui administrent des projets touchant à la diversité biologique des priorités en matière environnementale, de développement et de santé et en donnant un soutien moral à leurs activités. Il est bon de voir à ceci en tirant parti de techniques ayant fait leurs preuves et en partageant les informations entre acteurs concernés;
- encourager les partenariats et renforcer les relations entre les groupes multipartites et consolider les capacités de collaborer à la résolution de questions complexes;
- engager un dialogue entre les départements et à l'intérieur de chacun d'eux afin d'intégrer la diversité biologique dans les activités d'autres sections/secteurs aux niveaux local et national;
- gérer une campagne de communication stratégique à l'appui de certaines politiques si les fonds sont suffisants.

Penser la CESP de manière stratégique

Comment choisir le point de départ du programme CESP?

En fonction de l'analyse de la situation et des ressources disponibles, il y a plusieurs points d'entrée pour utiliser la CESP à l'appui de l'application de la SPANB. Le tableau ci-dessous donne des conseils sur le point d'entrée de même que sur les objectifs et les approches de la CESP lorsque vient le moment de choisir une stratégie.

Lorsque les ressources sont limitées, l'approche qui consiste à se raccorder aux initiatives de CESP existantes est un bon point de départ pour mobiliser le soutien du public et renforcer les capacités de la CESP au service de la diversité biologique. La section 2 de ce guide offre des outils pour une approche fondée sur le travail en réseau, la création de partenariats et la collaboration.

Un point de départ peut consister à utiliser la CESP pour appeler l'attention d'autres secteurs sur les questions relatives à la diversité biologique de telle sorte que cette diversité devienne partie intégrante de leurs travaux. L'objet des activités est d'établir des relations avec les parties prenantes pour finalement collaborer et intégrer la diversité biologique. La section 3 donne des détails sur les activités d'intégration de la diversité biologique. Une stratégie encore plus influente est celle qui consiste à planifier de manière stratégique la CESP en vue d'un changement de politique et de comportement. La section 4 donne quant à elle des conseils sur la manière d'établir les plans.

POINTS D'ENTRÉE	OBJECTIFS	CIBLE DES ACTIVITÉS	SECTION DE CE GUIDE
Se raccorder aux initiatives existantes de CESP dans la société civile et les mettre à profit	Mobilisation d'un soutien public à l'appui du renforcement des capacités et des ressources	Sensibilisation et travail en réseau avec les initiatives locales	Section 2
Utiliser la CESP comme un instrument de politique aux fins de l'application de la SPANB	Établissement d'un agenda et mobilisation d'un soutien dans différents secteurs; création de conditions favorables pour la diversité biologique	Participation et intégration des parties prenantes	Section 3
Utiliser la CESP à l'appui d'importants changements de comportement au moyen d'une planification stratégique de la communication et de campagnes	Soutien des principaux changements apportés aux pratiques et politiques spécifiques avec la communication et l'éducation	Exécution de campagnes nationales/générales et sectorielles/thématiques en partenariat avec différentes parties prenantes	Section 4

Comment se lancer dans la CESP lorsque le budget est très limité?

Les points focaux de l'État pour la diversité biologique peuvent soutenir bon nombre des activités de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement qu'exécutent des ONG pour répondre aux priorités de la SPANB. Ces activités sont souvent financées à partir de fonds extérieurs. Il arrive que des projets de diversité biologique soient exécutés par des ONG. Cela a de nombreux avantages, que ce soit en matière de renforcement des capacités ou pour favoriser l'accès aux réseaux internationaux et à l'information disponible.

Même les projets axés sur la santé et le développement peuvent fournir des moyens d'inclure la diversité biologique. C'est ainsi que la conservation et la régénération des palétuviers peuvent contribuer à réduire les dommages causés par les catastrophes naturelles comme les cyclones et les raz-de-marée.

QUE POUVEZ-VOUS FAIRE?

- Identifier les activités d'éducation relative à l'environnement locales et nationales réalisées par des organisations nationales et internationales.
- Identifier les principaux projets de développement qui pourraient fournir la possibilité de travailler sur des conditions de vie durables ou d'intégrer les questions relatives à la diversité biologique.
- Surveiller ce qui se passe sur les sites Internet, étudier les rapports et suivre les ateliers.
- Etablir des contacts – par téléphone ou en organisant une réunion – avec d'importantes ONG et des particuliers qui jouent un rôle dans l'éducation associée au développement et à la diversité biologique.
- Choisir les organisations avec lesquelles vous souhaitez travailler sur des questions prioritaires et auprès desquelles vous obtiendrez le plus d'influence.
- Offrir vos services pour assurer la coordination de la stratégie et pour fournir des informations de manière continue de sorte à alimenter la stratégie :
  - Relier des groupes qui travaillent sur des aspects similaires afin de réduire le dédoublement de tâches et de les aider à apprendre les uns des autres.
  - Explorer les façons d'orienter l'objet des programmes CESP si d'importants groupes ne sont pas pris en compte.
  - Fournir aux différents acteurs la possibilité d'échanger des connaissances et d'explorer les moyens de collaboration et de partenariat.

En Espagne, l'organisation *Friends of the Earth* a fait une étude des programmes d'éducation mis en place par un ensemble d'ONG en matière de conservation. À ce titre, il a été demandé à des spécialistes de la diversité biologique de nommer les groupes qui causent le plus de dommages à la diversité biologique ou qui contribuent à son appauvrissement. L'analyse des résultats a révélé que de nombreux programmes d'éducation visaient les écoles alors qu'ils ne ciblaient que rarement les principaux groupes considérés comme responsables des dommages à la diversité biologique ou comme contribuant à son appauvrissement. Une telle vue d'ensemble permet de discerner et de choisir les meilleurs endroits pour investir les rares ressources disponibles.

Comment choisir l'approche qui influera sur l'éducation formelle – du haut vers le bas ou du bas vers le haut?

Le gouvernement décide que l'introduction de la diversité biologique dans l'éducation formelle est une priorité de la SPANB. Deux principales stratégies peuvent être utilisées pour entreprendre cette d'intégration :

a) un processus du haut vers le bas en travaillant avec le ministère de l'Éducation; ou
b) une stratégie du bas vers le haut fondée sur la demande et sur ce qui suscite un intérêt chez les parents, les enfants et les enseignants au sujet de la diversité biologique (par exemple par le biais d'interventions des médias).

Dans le premier cas, le point focal de la SPANB entre en contact avec le ministère de l'Éducation pour explorer les possibilités d'intégrer la diversité biologique dans le programme d'enseignement ou dans les programmes d'éducation professionnelle des enseignants.

Dans le second cas, le point focal de la SPANB travaille avec d'autres acteurs de la société afin de stimuler l'intérêt pour la diversité biologique de telle sorte que les enseignants, les parents et les enfants sollicitent de plus amples possibilités d'acquérir des connaissances sur la diversité biologique.

La section 3 donne des informations additionnelles sur la manière d'introduire la diversité biologique dans le secteur de l'éducation formelle.

EXEMPLE : Comment entreprendre un programme CESP?

Coordination de la CESP en Bolivie

En Bolivie, les résultats d'une étude des activités de conservation et d'éducation recommandent que soient élaborés et renforcés des mécanismes permettant de regrouper les personnes, les ressources, les informations, les expériences et le matériel existant dans le but de développer des échanges sur une base collaborative entre différentes parties prenantes. L'objectif est ici d'asseoir solidement les bases d'une action dans le domaine de la protection des forêts, de l'eau et de la diversité biologique.

Cette étude a aussi fait ressortir l'importance pour les pouvoirs publics d'assumer le rôle de chef de file dans la coordination nationale de l'éducation et de la communication et de renforcer les « alliances stratégiques » – action collaborative entre les institutions gouvernementales, les organisations non gouvernementales, les universités et le secteur privé sur des questions spécifiques touchant l'éducation et la communication environnementale.

Source : *Environmental Education and Communication (EE&C) for Behavior Change Its Role in Forest, Water, and Biodiversity Resource Management for Sustained Economic Growth in Bolivia*, USAID/ Greencom, 2001

Maximiser l'utilisation des réseaux locaux en Inde

Une des leçons tirées de la planification par l'Inde de sa stratégie pour la diversité biologique est « qu'il est vital de déterminer les ressources humaines et les réseaux localement disponibles et d'en faire usage afin de mettre à profit au maximum les possibilités ». Il a été constaté que l'organisme chargé de la coordination de la SPANB ne faisait souvent pas usage des réseaux existants pour réaliser ses objectifs.

À Utar Kannada, les autorités n'ont pas fait appel à l'association des planteurs d'épices (qui compte 600 membres) bien qu'il s'agisse d'un organisme officiel, et ce, bien que le district soit une importante zone de culture d'épices. Bien entendu, les activités des planteurs ont d'importantes incidences environnementales.

D'autre part, sur la côte nord d'Andhara, il a été fait un bon usage des ONG et réseaux *adivasi* (tribaux) existants, la « superposition » de réunions en cours et la mobilisation de réseaux permettant d'obtenir des informations très utiles du point de vue micro sur la diversité biologique de zones éloignées.

Source : Tejaswinin Apte 2003 *An activist approach to biodiversity planning – a handbook of participatory tools used to prepare India's National Biodiversity Strategy and Action Plan*, IIED p.126

EXEMPLE : Où commencer? – Verdir l'éducation en El Salvador

Le ministère de l'Environnement et le ministère de l'Éducation ont pris part à ce projet en vue de l'élaboration d'une politique dont l'objectif est d'intégrer l'environnement dans les programmes d'enseignement scolaires.

Les activités avec les médias ont abouti à un élargissement marqué de la couverture médiatique sur les questions environnementales. Un des meilleurs exemples a été le journal *El Diario de Hoy*, qui a signé en 1994 un accord avec GreenCOM pour consacrer un numéro par mois de son supplément de la revue dominicale pour enfants, *Guanaquín*, à des sujets environnementaux.

De 1995 jusqu'à la première moitié de 1999, le journal a imprimé dans *Guanaquín* 54 suppléments consacrés aux questions environnementales, avec un tirage moyen de 112 000 exemplaires chacun. Une évaluation GreenCOM en 1996 a constaté que 86 pour cent des enseignants utilisaient *Guanaquín* pour préparer leurs cours et que 83 pour cent des étudiants l'utilisaient pour leurs devoirs et qu'ils participaient en bon nombre aux activités suggérées. Ici, les médias ont clairement motivé les enseignants à traiter de sujets liés à l'environnement.

Les ONG ont également été encouragées à prendre note que les médias pourraient être utilisés pour donner de la visibilité à leurs messages environnementaux. Pour sa part, l'intérêt pour les questions liées à l'environnement que les enseignants et les ONG ont suscité dans les divers segments de la population a motivé les médias à élargir plus encore leur couverture de ces questions.

En « stimulant » le dialogue public sur l'environnement et les ressources naturelles, quelques entreprises privées se sont senties obligées d'accompagner leurs activités environnementales de campagnes de relations publiques.

Extrait de l'étude de cas intitulée *El Salvador: Making Environmental Issues a National Priority* par le projet GreenCOM, 2005 : http://www.greencom.org/greencom/project_profile.asp?id=1

EXEMPLE : Une stratégie CESP : le cas de l'Allemagne

Point de départ : 1998

- La création à l'échelle nationale en 1995 du mécanisme du Centre d'échanges a révélé que les connaissances sur la diversité biologique et la CDB étaient limitées au sein de la population;
- Question : comment sensibiliser à la diversité biologique et sur les activités de la CDB?
- Commencer par le secteur de l'éducation formelle : combiner le travail terrain et les observations de la nature avec l'Internet : mise en place du projet *Naturdetektive* (Détectives de la nature).

Premières étapes

- Coopération avec le secteur de l'éducation formelle par le biais du programme *German School-Net*;
- Elaboration pour la première année d'une activité pilote assortie de deux grands projets d'observation de la nature et d'évaluation des réactions dans les écoles;
- Les réactions positives ont stimulé la poursuite de cette stratégie avec 12 sujets par an ainsi que quelques actions et compétitions spéciales;
- Impression de dépliants, d'affiches, de cédéroms, d'outils d'apprentissage électronique HTML, publication d'articles, etc.;
- Plusieurs questionnaires ont contribué à ajuster le concept à la base du projet.

Stratégie

- Elaborer un programme innovateur amalgamant travaux pratiques et observations sur le terrain ainsi que communication des résultats sur l'Internet;
- Proposer des sujets de travail et d'observation simples ainsi que des concours et autres actions qui rendent le projet interactif et « vivant »;
- Concevoir un dossier de sujets cohérent qui permet de faire des travaux de court et moyen terme;
- Intégrer des partenaires de différentes institutions, universités, écoles ;
- Utiliser des incitations à la participation, c'est-à-dire des prix pour les concours ou pour les meilleurs rapports publiés.

Évaluation

- Le projet a été récompensé par de nombreux prix ;
- Coopération internationale, notamment avec : « *Frogs Around the World* » (avec le Canada); « *A Plant takes Flight* » (avec School-Net en Afrique du Sud) ; « *International Biodiversity Competition* » (avec les Palaos);
- Participation toujours plus grande des écoles;
- Changement d'un projet destiné aux écoles seulement à un projet axé davantage pour le public.

www.naturdetektive.de *Source : M. Horst Freiberg, Naturschutz und Kartgographie, Allemagne, exposé à la foire CESP lors de la CdP 8, 2006 Curitiba.*

EXEMPLE : Une stratégie CESP : le cas d'Antigua-et-Barbuda

Point de départ

- Connaissance limitée des questions générales de gestion de l'environnement;
- Education encore plus limitée sur les questions relatives à la diversité biologique;
- La diversité biologique est normalement liée à des récits et coutumes populaires; aucune incitation à des fins de protection;
- Dans des cas bien connus d'espèces comme les baleines par exemple, les locaux sont dégoûtés des activités que mènent les défenseurs de l'environnement et certains écolos fanatiques et ils ont une opinion négative de la diversité biologique.

Premières étapes

- Identifier les fondements de l'éducation;
- Faire une évaluation des besoins, en particulier au sein des groupes d'ONG;
- Mener des programmes publics à la TV et à la radio;
- Faire une autre évaluation.

Évaluation

- La communication entre le point focal de la Convention et la population locale n'était pas bonne;
- La sensibilisation du public était insuffisante : le public n'avait pas connaissance de questions fondamentales;
- Dans les systèmes scolaires, les enfants en savaient davantage sur les ours polaires que sur la diversité biologique locale.

Stratégie

- Embaucher un enseignant qui n'a aucune connaissance de la diversité biologique pour travailler avec les écoles et divers publics, y compris les principaux décideurs;
- Concevoir un programme de TV qui met à profit les travaux effectués dans les écoles;
- Mener des campagnes nationales centrées sur la diversité biologique et son importance pour la santé et l'emploi;
- Influencer le programme d'éducation formelle – programme d'enseignement et production de textes et de manuels;
- Financement provenant d'organismes internationaux et du secteur privé.

Évaluation

- La diversité biologique n'est pas incorporée dans le programme d'éducation formelle;
- Les manuels sont produits avec des connaissances locales;
- Les programmes d'appel sont plus intéressants car les personnes téléphonent pour poser des questions précises;
- Le programme de TV est un succès et est maintenant financé par le secteur privé dans le cadre de ses campagnes de publicité.

Source : *Diann Black-Layne, exposé à une manifestation parallèle UICN-SCDB CEPA organisée dans le cadre de la CdP 8, 2006 Curitiba*

Comment superviser et évaluer la CESP?

Pourquoi évaluer?

L'évaluation fournit la preuve des résultats ou des impacts qu'un programme aura réellement eus. Elle révèle l'impact d'un programme CESP ainsi que les changements obtenus en matière de connaissances transmises ou d'action entreprises avec un groupe cible. Les résultats d'une évaluation sont utilisés pour justifier ou déterminer la valeur de l'investissement et du processus utilisé. Les questions posées sont les suivantes :

- Quels ont été les résultats du programme CESP?
- Quels changements ont eu lieu?
- Quelle partie du groupe cible a changé?
- Quels ont été les impacts en matière de conservation de la diversité biologique?
- L'apport de fonds et de temps consacré par le personnel a-t-il été positif?

L'évaluation précise des leçons apprises peut être appliquée à la phase de travail suivante. L'évaluation est un moyen important d'apprendre comment générer des changements. L'évaluation permet d'appuyer les interventions CESP et les résultats devant être communiqués.

Quand les évaluations sont-elles faites?

Les évaluations sont en général faites par une équipe externe à la fin du programme. Les modalités d'une évaluation sont normalement arrêtées par un organisme de financement. L'étape des évaluations est une phase nécessaire aux projets financés avec des ressources extérieures. Les évaluations peuvent être entreprises à mi-parcours dans le cas des grands programmes. Elles sont de plus en plus effectuées d'une manière participative avec les participants au programme durant et à la fin de celui-ci, et ce, avec le soutien ou les conseils d'un évaluateur externe.

Pourquoi surveiller un programme CESP?

La surveillance d'un programme CESP permet des ajustements à la stratégie et à son exécution. La surveillance se résume aux trois questions suivantes:

- Qu'en est-il de l'exécution de la stratégie CESP?
- Que se passe-t-il?
- Quels sont les effets intérimaires du programme? (Greencom)

Les pairs et les participants au programme réfléchissent à intervalles réguliers et dans une optique critique sur l'efficacité des approches et sur les hypothèses de base du travail. Une réflexion régulière crée une situation qui encourage l'adaptation du programme alors qu'il est en cours.

L'utilisation d'un journal de bord est une méthode utile pour enregistrer régulièrement les impressions, les inquiétudes et la façon d'améliorer le travail en cours d'exécution. Les entretiens avec les participants, les observations et les essais d'apprentissage sont également utilisés pour suivre l'état d'avancement des activités.

Tiré de : GreenCom Fact Sheet on Evaluation, Washington DC. *www.greencom.org*

Comment évaluer la CESP?

L'évaluation d'un programme CESP dépend de la clarté des objectifs et de l'énoncé des produits et des impacts à obtenir. Au lieu de chercher à déterminer combien de brochures ont été imprimées ou combien d'affiches ont été distribuées, il est préférable d'essayer de décrire l'impact réel des activités de communication ou d'éducation. Des indicateurs sont ensuite mis au point pour mesurer les progrès accomplis dans l'atteinte de ces objectifs.

Il est important d'établir une distinction claire entre les objectifs et les produits du programme CESP d'une part et ceux du programme général de conservation que la CESP appuie. Il va de soi que le programme CESP a comme objectif d'avoir un impact sur les objectifs de conservation. Il peut toutefois y avoir d'autres instruments en jeu qui influent sur les résultats des efforts. À titre d'exemple, notons les incitations à poursuivre d'autres objectifs économiques.

- Les programmes CESP ont pour objet de changer le niveau de prise de conscience, de connaissance, de confiance et de compétence des gens afin qu'ils puissent mieux réaliser les activités de conservation et aborder la conservation avec une attitude plus positive. Les plus recherchés sont les changements dans les practices ou dans le comportement de ceux-ci. Plus les objectifs du programme sont quantifiables, plus facile il est d'en évaluer le résultat. Des exemples de formulations illustrant cette quantification :
- 80% de la population dans la zone avoisinante savent après deux mois de formation qu'il est illicite de faire la chasse aux animaux dans une nouvelle zone protégée ;
  - 40% de la population forestière locale adopte - dans les 12 mois - un mode de vie différent de telle sorte qu'ils ne soient plus tributaires du débroussaillement du sous-bois pour faciliter la croissance de cardamome.
- Par objectifs de conservation, on entend l'augmentation de la diversité ou de la population des espèces, la superficie des écosystèmes protégés et l'utilisation durable de la diversité biologique.

Une évaluation de la CESP doit répondre aux questions suivantes :

- Qu'a accompli votre travail CESP en ce qui concerne les changements en matière de connaissances, d'attitudes et de pratiques?
- Quels en ont été les résultats?

Une bonne évaluation dépend de l'efficacité avec laquelle le programme a été conçu et exécuté pour atteindre les résultats escomptés. L'évaluation permet de déterminer si le travail approprié a été fait pour atteindre les objectifs (processus d'évaluation) ou les changements qui ont eu lieu (évaluation comparative).

Quelles méthodes d'évaluation utiliser?

Les objectifs de l'évaluation peuvent être exprimés en termes quantifiables ou qualitatifs, ou des deux façons.

- Les évaluations quantitatives donnent des résultats chiffrés qui aident à dégager les tendances à long terme et à déterminer la valeur de diverses approches. C'est ainsi par exemple que les connaissances peuvent être mises à l'épreuve et liées aux groupes d'âge, au sexe ou aux régions.
- Les évaluations qualitatives tendent à utiliser des méthodes de collecte de données comme :
  - les entretiens approfondis et de durée indéterminée;
  - les observations directes; et
  - les documents écrits.

L'évaluation peut être axée sur le processus du programme CESP ou sur son impact. Cet impact peut être évalué par :

- l'évaluation du processus : décrit ce qui s'est passé durant l'évaluation, comment chaque partie du programme a été exécutée et dans quelle mesure les activités ont été cohérentes par rapport aux activités planifiées.
- l'évaluation comparative : mesure les changements qui surviennent et la mesure par laquelle ceux-ci peuvent être attribués au programme. Il n'est pas facile de déterminer si un programme CESP a eu un impact sur les connaissances, les attitudes et les pratiques (comportement) des membres du groupe cible car de nombreux facteurs peuvent intervenir en dehors du programme CESP.

Dans le cas de l'évaluation comparative, on peut utiliser deux approches (voir le tableau).

CALENDRIER D'ÉVALUATION	EXEMPLE
Avant le programme CESP et après	Une évaluation des connaissances, attitudes et practices de groupes avant le programme CESP et après son implantation permet de déterminer les changements survenus. **Commentaire :** Il peut s'avérer difficile d'attribuer un changement, quel qu'il soit, directement au programme CESP.
Après le programme CESP	Faire une évaluation après l'implantation d'un programme CESP et comparer les connaissances, les attitudes et les pratiques d'un groupe participant au programme CESP à celles d'un groupe témoin qui n'y participait pas.

Comment tirer le meilleur parti d'une évaluation avec des approches participatives?

Les approches participatives sont de plus en plus utilisées pour évaluer les résultats des programmes ainsi que pour superviser et évaluer ceux-ci. Cela traduit un désir de plus en plus grand de résoudre les problèmes de concert, de partager la responsabilité de la prise de décisions et de créer des communautés et des organisations d'apprentissage.

L'évaluation participative a lieu avec les participants au programme bien qu'il puisse être utile d'avoir un évaluateur externe pour orienter le processus.

Les méthodes d'apprentissage et d'évaluation participatives sont également appelées « recherche » ou « apprentissage par l'action ».

PRINCIPES CLÉS :

- Les résidents locaux doivent être des participants actifs et ne peuvent être utilisés uniquement comme des sources d'information.
- Les parties prenantes évaluent, les observateurs facilitent.
- La supervision et l'évaluation devraient renforcer les capacités d'analyse et de résolution des problèmes auprès des parties prenantes.
- Le processus devrait renforcer l'attachement à l'application des mesures correctives recommandées.

Deepa Narayan (1993). *Participatory Evaluation: Tools for Managing Change in Water and Sanitation,* document technique nº 207 de la Banque mondiale, Washington, D.C. Banque mondiale. .

EXEMPLE : Choisir les outils à utiliser pour l'évaluation

Il existe de nombreux outils pour évaluer les processus et les impacts de votre programme CESP. L'outil à utiliser dépend ce que vous voulez évaluer. Le tableau ci-dessous énumère les aspects qui sont évalués et décrit la manière dont il faut les mesurer.

QUE FAUT-IL ÉVALUER?	OUTILS D'ÉVALUATION POUR MESURER
Collecte de données	Dossiers, registres, revues, listes de présence
Qualité du programme	Examen par des experts, observations, autoanalyse du personnel, performance du personnel
Réaction des participants	Dessins, photographies, journaux, registres, panneaux d'affichage, boîtes à suggestion, cartes de commentaires, références, anecdotes, observations
Connaissances et comportement des participants	Enquêtes, entretiens, cartes de concept, observations, groupes cibles, photographies, questionnaires, exposés, vidéos
Recherche par l'action	Revues, sessions enregistrées sur bande, vidéos, observations à l'appui de la réflexion et de l'analyse des participants
Impact des médias	Téléphone, courrier, enquêtes face à face, appels, visites
Qualité des matériels	Tests préalables, tests, observations
Participation des participants	Techniques participatives d'évaluation rapide comme les groupes de discussion, la cartographie, les modèles, le triage des photographies, les calendriers, les délais, les tendances, la classification, les diagrammes circulaires, les matrices, les plans d'action et le nombre de participants concernés.

Tiré de : GreenCom Fact Sheet on Evaluation, Washington DC. *www.greencom.org*

EXEMPLE : Méthodes d'évaluation

La matrice ci-dessous, a été créée par le *Communications Consortium Media Center*. Elle peut vous aider à décider de la méthode d'évaluation à utiliser pour mesurer des résultats spécifiques.

Harmonisation des méthodes d'évaluation aux résultats

RÉSULTATS	MÉTHODES
Mise en application de l'activité d'une campagne	**Études de cas du suivi des événement/activités:** un suivi et compte-rendu des conférences de presse, des briefings des médias, des réunions des comités de rédaction, des spots de nouvelles télévisées, des émissions radio, etc., comme expliqué dans la stratégie de la campagne.
Capacité institutionnelle	**Suivi des événement/activités/personnel:** un suivi des principaux dirigeants et de leur usage de l'Internet afin d'évaluer leur capacité à communiquer, leur niveau de connaissance dans l'utilisation des technologies et de leur capacité d'intégrer les communications dans les stratégies générales de la campagne.
Couverture médiatique	**Suivi des médias et analyse des tendances des problématiques:** un comptage des spots médiatiques sur une question donnée à des moments précis durant la mise en application du projet.
Perspective médiatique	**Contenu médiatique ou analyse des perspectives:** un rapport sur le contenu de la couverture médiatique et sur la perspective des médias (leur façon de présenter les problématiques liées à la campagne), afin de déterminer sous quel angle ces questions sont exposées au public et comment sont utilisés les messages.
Sensibilisation, attitudes, saillance, changement de comportement	**Sondages:** des sondages publiques ou qui visent des groupes spécifiques, de préférence à des moments avant, pendant et après la mise en application de la campagne, afin d'établir des tendances dans les réactions publiques par rapport aux messages et questions reliées à la campagne.
Volonté publique	**Études, sondages, suivi du site Web, réponse directe:** un suivi des organisations, de leurs actions liées à la campagne et de leurs membres, pour toute évidence d'une hausse de l'adhésion de nouveaux membres ou de la présence de bénévoles, des tendances des élections, de l'appui et de la demande du public, ainsi que de la volonté publique d'informer ou de participer dans le développement des politiques.
Soutien à l'élaboration des politiques	**Dirigeants, sondages, suivi des dirigeant:** un suivi des réactions des dirigeants et de leur soutien des questions reliées à la campagne, un suivi des lois commandités, des votes législatifs, etc.
Changements des politiques	**Suivi des politiques:** un suivi des politiques spécifiques reliées aux problématiques de la campagne. Ceci est souvent difficile à relier définitivement à la campagne, mais les changements peuvent être suivis et corrélés aux activités de la campagne.

http://www.wkkf.org/Default.aspx?tabid=90&CID=385&ItemID=5000077&NID=5010077&LanguageID=0

EXEMPLE : Enquêtes nationales sur les connaissances et les attitudes environnementales

De nombreux gouvernements procèdent à de vastes enquêtes nationales pour déterminer les changements d'attitudes relativement à l'environnement et pour évaluer les connaissances environnementales de la population.

Ces enquêtes ont lieu tous les quatre ou cinq ans. Cela permet d'évaluer l'impact des orientations politiques du pays en matière environnementale et d'arrimer celles-ci sur la stratégie nationale en CESP. Le Brésil, le Canada, l'Australie, la Suède et les Pays-Bas sont au nombre des pays qui se livrent régulièrement à ces enquêtes. Elles sont généralement faites par des bureaux de consultants et représentent un investissement financier considérable pour un gouvernement.

Dans l'État australien de la Nouvelle-Galles-Du-Sud (NGS), le département de l'environnement et de la conservation a entrepris une enquête intitulée « Qui se soucie de l'environnement? » L'enquête a été reprise tous les trois ans sur une période de 12 ans et a permis de suivre les tendances et les changements qui se sont opérés au sein de la population en ce qui concerne leurs attitudes sur les enjeux environnementaux.

En 2006, ces mêmes recherches comprenaient des volets qualitatifs aussi bien que quantitatifs. Les recherches quantitatives ont consisté à faire des enquêtes par téléphone auprès d'un groupe représentatif. La phase dite « qualitative » a été faite après l'enquête téléphonique. Elle visait à étudier des questions qui se prêtent mieux à un débat approfondi avec des groupes cibles segmentés en fonction du degré d'intérêt, du niveau de connaissances ou du type d'attitude des participants en matière d'environnement.

Ce dernier volet a porté sur les perceptions du concept même d'environnement ainsi que sur les facteurs qui influent sur les attitudes et comportements. Cette approche a permis de mieux cerner les différences de comportement existantes auprès de différents segments de population. Les résultats furent utilisés pour déterminer les différences de perception relativement à l'élaboration de divers types de politiques ou de programmes.

Les recherches qualitatives montrent que nombreux sont ceux qui ne saisissent pas la nécessité d'avoir un comportement approprié en matière environnementale sur le plan individuel. On remarque qu'il y a toutefois un large soutien populaire pour une vaste gamme de mesures environnementales (incitations économiques, éducation, mise en place d'infrastructures, réglementations). Ces recherches permettent de mieux cerner les manières de répondre aux besoins de la population. Elles peuvent par exemple identifier les agents de motivation nécessaires pour poser une action favorable à l'environnement ou encore les obstacles qui empêchent sa réalisation.

Source : Rapport « *Who Cares?* » http://www.environment.nsw.gov.au/whocares/whocares2006.htm

SECTION 2

Comment travailler en réseau et sensibiliser?

Que contient cette section?

La communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) fait partie des outils disponibles pour mettre en œuvre une stratégie et un plan d'action national pour la diversité biologique (SPANB). Il arrive souvent que le coordonnateur chargé de cette stratégie et de ce plan d'action n'ait guère à sa disposition de ressources financières pour les utiliser dans tout leur potentiel. La présente section fournit des informations, des exemples et des aide-mémoires quant aux manières de faire un usage optimal du travail en réseau. Le travail en réseau se présente sous différents aspects et la présente section en décrit certaines des modalités telles que le suivi, la collaboration et le soutien à d'autres activités. Il traite de la manière de donner des informations sur les actions de la stratégie et du plan d'action avec efficacité et traite des manières de consulter, collaborer ou de former des partenariats afin de réaliser des progrès dans l'atteinte des objectifs des SPANB.

Cette section donne également des conseils sur la manière de sensibiliser, ne serait-ce que minimalement, à la conservation de la diversité biologique. Elle explique comment tirer profit d'événements comme les « journées internationales » afin de mieux faire comprendre la diversité biologique.

Comme dans les autres sections du guide pratique, cette section comprend les outils suivants:

Fiche CESP — Les fiches expliquent pourquoi il est important de travailler en réseau et de sensibiliser considérant le temps précieux et les ressources limitées dont dispose un coordonnateur SPNAB.

Exemple — Les exemples montrent ce qui a été fait pour établir des réseaux et sensibiliser à l'importance de la diversité biologique.

Aide-mémoire — Les aide-mémoires servent à rappeler les éléments qu'il faut prendre en compte quand on planifie des activités de travail en réseau ou de sensibilisation.

Table des matières

Introduction au travail en réseau 79
INTRODUCTION : Pourquoi travailler en réseau? 80
FICHE: Quels sont les fondements du travail en réseau? 81

Comment assurer le suivi? 82
FICHE: Pourquoi et comment assurer un suivi? 83
EXEMPLE : Types d'activités à identifier 84
EXEMPLE : Format du suivi 86
AIDE-MÉMOIRE : Où suivre les activités CESP dans le pays? 87

Comment informer? 88
FICHE : Comment donner des informations le plus efficacement possible? 89
FICHE : Comment est-il préférable d'utiliser l'information écrite? 89
AIDE-MÉMOIRE : Écrire de brefs articles d'information pour les sites Internet, des articles d'opinion ou des bulletins 90
AIDE-MÉMOIRE : Bulletins 91
AIDE-MÉMOIRE : Thèmes suggérés d'un bulletin 92
FICHE: Comment faire un exposé efficace? 95
AIDE-MÉMOIRE : Se préparer à faire un exposé 96
AIDE-MÉMOIRE : Écrire un exposé 97
AIDE-MÉMOIRE : Faire un exposé 98

Comment consulter sur les enjeux? 100
FICHE : Quelle est la procédure de consultation à suivre sur les enjeux? 101
EXEMPLE : Questionnaire pour les entretiens avec les parties prenantes sur l'intégration de la diversité biologique dans le système d'enseignement scolaire 102
AIDE-MÉMOIRE : Base pour choisir différents types d'entretiens 103
AIDE-MÉMOIRE : Base pour choisir entre différents types de questions et de techniques d'entretien 104
AIDE-MÉMOIRE : Entretiens exploratoires 105
AIDE-MÉMOIRE : Techniques de groupe pour les réunions – faire les choses différemment 106
AIDE-MÉMOIRE : Séance de remue-méninges 107
AIDE-MÉMOIRE : Technique participative – La conversation de café 108
AIDE-MÉMOIRE : Technique participative – Technique du manège 109
AIDE-MÉMOIRE : Technique participative – Les groupes de discussion 110
AIDE-MÉMOIRE : Comment faciliter la délibération en groupe de discussion? 111
AIDE-MÉMOIRE : Comment partager les idées de nombreux groupes? 112
AIDE-MÉMOIRE : Comment obtenir de nouvelles idées au lieu des suggestions habituelles? 113

Comment appuyer les activités communautaires? 114
FICHE : Comment appuyer les initiatives communautaires relatives à la diversité biologique? 115
EXEMPLE : Fournir un appui moral 116

Choisir avec qui collaborer 118
FICHE : Avec qui dois-je collaborer en matière de diversité biologique? 119
EXEMPLE : Collaboration avec les organismes de secours 120

EXEMPLE : Collaboration pour la Journée mondiale de l'environnement, Sierra Leone 120
EXEMPLE : Collaboration pour la semaine de l'environnement aux Palaos 120
EXEMPLE : Collaboration nationale en Sierra Leone 121
EXEMPLE : Collaboration avec une autre Partie à la CDB. 122

Le travail en réseau au service de la diversité biologique 124
FICHE : Pourquoi travailler en réseau pour ajouter de la valeur à mes efforts pour préserver la diversité biologique? 125
FICHE : Quelles sont les possibilités de travail en réseau? 126
FICHE : Comment gérer le travail en réseau lorsque l'on coordonne une stratégie et un plan d'action national pour la diversité biologique? 128
AIDE-MÉMOIRE : Types de réseaux. 129
AIDE-MÉMOIRE : Possibilités de collaborer à la CESP 130
AIDE-MÉMOIRE : Gestion de réseau pour le coordonnateur d'une SPANB 131
EXEMPLE : Réseaux mondiaux de CESP 132

Partenariats au service de la diversité biologique 134
FICHE : Pourquoi former des partenariats? 135
EXEMPLE : La CESP en partenariat dans le programme des zones protégées de l'Amazonie 136
EXEMPLE : Partenariats CESP dans le Gran Chaco américain 137
AIDE-MÉMOIRE : Critères de coopération dans les partenariats publics-privés. 138

Conscientiser à l'importance de la diversité biologique 140
FICHE : Comment profiter de la Journée internationale de la diversité biologique pour sensibiliser le public? 141
FICHE : Comment sensibiliser? 141
FICHE : Comment réaliser des activités de sensibilisation au moyen d'un site Internet? 142
FICHE : Quels éléments de sensibilisation faut-il inclure sur le site Internet? 143
EXEMPLE : Sensibilisation fondée sur le Web en Allemagne 144
EXEMPLE : Jeux de la diversité biologique. 144
EXEMPLE : Journée internationale de la diversité biologique au Mali « Falaise de Bandiagara » 145
EXEMPLE : GEO Magazine / GTZ Bio-Marathon la Journée internationale de la diversité biologique 146
EXEMPLE : Suggestions sur ce que peut faire le public 147
EXEMPLE : Stratégie de la CESP en Allemagne. 148

Introduction au travail en réseau

Pourquoi travailler en réseau?

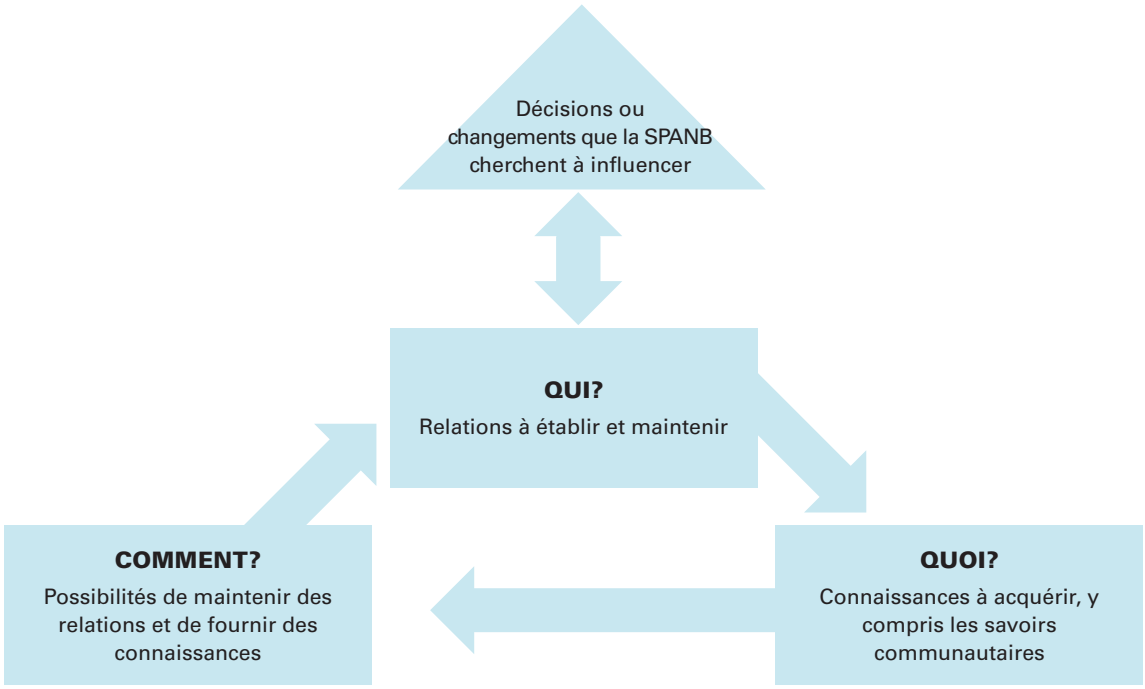
Il est important que les coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux pensent aux secteurs dans lesquels ils auront le plus d'impact et ce, compte tenu du temps limité dont ils disposent et du fait qu'ils soient souvent des employés de la fonction publique qui disposent de peu de moyens financiers.

Les gouvernements ont rarement les ressources nécessaires pour se lancer dans une vaste campagne nationale qui rejoindrait et éduquerait différents segments de la société sur l'importance de la diversité biologique. Il arrive souvent que les ressources soient à ce point limitées que le coordonnateur se sente impuissant dans l'exécution du plan Il n'empêche qu'un coordonnateur puisse entreprendre des activités de CESP essentielles tout en réussissant à mettre en œuvre les autres obligations de la SPANB.

Les priorités des SPNAB sont associées aux principaux changements qu'il faut apporter aux actions ou aux décisions en matière de conservation de la diversité biologique. Elles guident:

- les parties prenantes, les groupes ou les personnes avec lesquels il est nécessaire de travailler ou d'établir et maintenir des relations;
- les connaissances utiles pour faire de ces priorités une nécessité.

Le défi pour le coordonnateur est de déterminer comment associer, dans la meilleure mesure du possible, la procédure de prise de décisions aux connaissances sur la conservation de la diversité biologique. Le tout en considération des connaissances qui découlent des initiatives locales. **Le travail en réseau** peut faciliter l'établissement de ce lien.



Les réseaux permettent de tisser des relations mutuellement avantageuses car elles reposent sur le cumul d'expériences et d'expertises apportées par chacun des acteurs qui en font partie.

Introduction au travail en réseau

Quels sont les fondements du travail en réseau?

Le travail en réseau permet, de manière formelle et informelle, de savoir ce qui se passe, qui fait quoi et quand. En travaillant en réseau, le coordonnateur de la SPANB est à même de trouver des manières de maintenir les questions relatives à la diversité biologique au haut des priorités et de soutenir les efforts des groupes qui s'y consacrent.

Parmi les avantages de faire le suivi des activités dans un domaine, d'établir des relations avec divers acteurs s'intéressant à votre cause et de participer de manière proactive à une activité avec des parties prenantes, on peut noter la facilité de coordonner des activités, la réduction des doubles emplois et l'aide aux nombreuses personnes pouvant être amenées à travailler avec vous. Le coordonnateur peut aussi aider plus facilement des particuliers et des groupes à apprendre les uns des autres et à échanger idées et expériences.

Ce ne sont pas que les coordonnateurs des SPANB qui bénéficient des réseaux. Tous ceux qui font des efforts pour établir des connexions solides en profiteront. Cela permet par exemple d'éviter qu'ils appellent eux-mêmes de manières improvisées quelqu'un qu'ils ne connaissent pas. Ces prises de contact sont souvent sans suivi.

De surcroît, en travaillant en réseau, les correspondants de la CDB peuvent obtenir d'excellentes informations sur la manière dont les individus directement concernés par la préservation de la diversité biologique vivent sur le terrain les grands enjeux identifiés par le travail de la Convention.

Pour tirer le plus grand parti du travail en réseau, un coordonnateur peut recourir à différentes modalités afin de maintenir en contact ceux et celles qui travaillent pour la diversité biologique (voir le tableau ci-dessous).

Exemples des modalités du travail en réseau

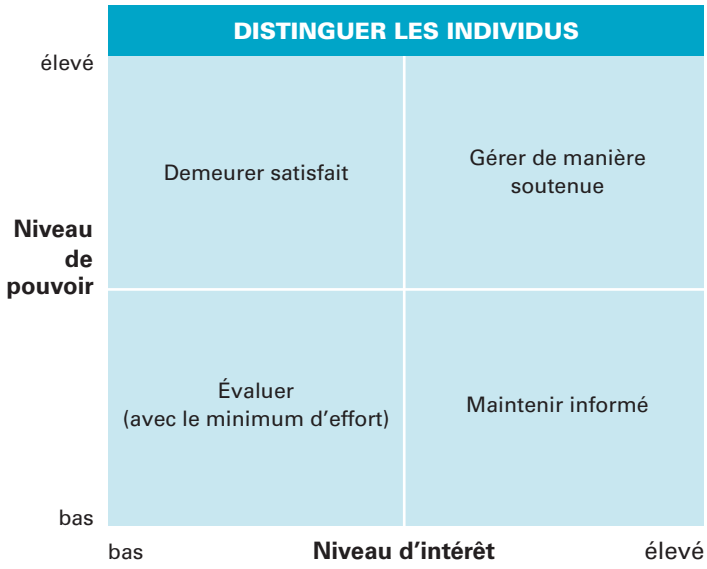
MODE D'ENGAGEMENT	EXEMPLE
Suivre	Suivi de l'actualité sur l'Internet
Informer	Bulletin électronique
Consulter	Réunions de parties prenantes Enquêtes
Aider	Dons Accès à l'information Accès aux réseaux
Collaborer	Projet ciblé
Réseau	Joindre un réseau existant
Partenaire	Grand projet conjoint

Que faut-il entendre par travail en réseau?

Le travail en réseau s'entend de l'échange d'informations et de l'établissement de relations personnelles. Les réseaux sont de plus en plus considérés comme jouant un rôle important dans la façon dont les problèmes sont résolus, dans la manière dont les organisations sont dirigées et dans la mesure dans laquelle les personnes atteignent leurs objectifs. Les réseaux jouent également un autre rôle qui consiste à influencer la propagation de nouvelles idées et pratiques. Le travail en réseau sur l'Internet devient de plus en plus populaire, car il permet d'échanger des idées aux niveaux national et international ainsi qu'au niveau local. (Wikipedia[1])

Comment travaille-t-on en réseau?

Les gens travaillent en réseau dans un grand nombre de contextes, que ce soit au téléphone, dans un couloir, ou dans un foyer d'hôtels. Le travail en réseau doit permettre d'établir de nouveaux contacts et de développer de solides compétences sociales pouvant être planifiées avec soin ou avec la plus grande spontanéité.



Pour maximiser le travail en réseau, groupez les membres de votre réseau en fonction de leurs intérêts et du pouvoir qu'ils ont de provoquer le changement pour atteindre les objectifs de vos stratégies et plans d'action nationaux (voir la figure ci-dessous). Ceux qui ont le réel pouvoir de provoquer des changements et qui s'y intéressent véritablement à la diversité biologique seront importants pour vous et doivent être considérés comme des alliés. Ceux qui s'intéressent moins à la diversité biologique, mais qui ont néanmoins un pouvoir important se satisferont de l'information que vous partagerez avec eux et d'une interaction demeurant superficielle.

1. www.Wikipedia.org

Comment assurer le suivi?

Pourquoi et comment assurer le suivi?

Les activités de suivi sont importantes pour un correspondant de la CDB ou pour le coordonnateur d'une stratégie et d'un plan d'action s'ils veulent travailler en réseau. Le suivi permet de savoir :

- quelles initiatives en matière de diversité biologique ont lieu à l'échelle locale ;
- quelles initiatives en matière de diversité biologique sont prises par l'État à différents niveaux ;
- quelles activités sont réalisées pour la conservation de la diversité biologique ou en matière de sensibilisation par des ONG nationales et internationales, des universités, des musées d'histoire naturelle, etc. ;
- qui sont les principaux contacts et comment les rejoindre.

Le suivi des activités en lien avec la diversité biologique peut être effectué de diverses manières :

- recherches sur le Web;
- abonnement à des journaux, revues et bulletins (supports papier ou électronique);
- collectionner des documents des rapports de projets, des brochures et du matériel didactique;
- visiter des institutions, des ONG et des initiatives locales pour connaître la nature de leur travail;
- assister à des conférences et à des réunions sur la diversité biologique;
- organiser des réunions informelles avec des collègues et des pairs (discussions à l'heure du déjeuner, lors des heures de loisir, etc.);
- tenir des réunions à intervalles réguliers avec des ONG; et
- se tenir informé sur la tenue de réunions.

Compilation des données

Les informations et données compilées suite aux opérations de suivi doivent être assemblées de manière rigoureuse de telle sorte qu'il soit facile d'y accéder et de sorte qu'elles soient faciles à utiliser ou à diffuser.

Une des composantes importantes du travail de suivi lorsque l'on travaille en réseau est la gestion des listes de personnes ressources (noms et coordonnées complètes).

Les exemples et les aide-mémoires ci-après donnent une bonne idée du type d'activités à envisager lors du suivi. Il devient alors possible d'intégrer les messages des SPANB à même les activités de CESP.

EXEMPLE : Types d'activités à identifier

Divertissements éducatifs dans un musée d'histoire naturelle

En 2002, la Fondation Hugo van Lawick a organisé avec le Musée d'histoire naturelle de Boma en Tanzanie une exposition accompagnée de divertissements éducatifs. Les activités reposaient sur des photos et des films d'Hugo van Lawick, photographe de renom ayant travaillé plus de trente ans dans ce pays. Plus de 3 300 enfants et 750 adultes ont visité cette exposition d'une durée de 17 jours. Jamais auparavant le musée n'avait reçu autant d'individus en une seule journée. Une moyenne quotidienne de 240 visiteurs, dont 200 enfants.

Enseignement de la diversité biologique dans les écoles

La Fondation Hugo van Lawick travaille depuis 2003 avec les écoles de la région et notamment avec des écoles du district d'Iringa afin de créer des programmes d'enseignement en matière de diversité biologique. Ces programmes comprennent des activités en salle de cours, des excursions sur le terrain, des actions communautaires pour l'alimentation en eau potable ou pour l'implantation de pépinières d'arbres locaux qui fournissent aliments et fourrage.

Entretien avec Godi van Lawick, Tanzanie; photos de Godi van Lawick

EXEMPLE : Types d'activités à identifier

Activités universitaires

En 2003, avec le soutien de la Fondation Hugo van Lawick, les écoles de l'Université de Ruaha et Tumaini ont formé 30 enseignants à l'éducation en matière de diversité biologique. Le cours se concluait par la tenue d'un examen. Les enseignants nouvellement formés ont pris part à l'élaboration de matériel didactique pour les écoles primaires et secondaires du district. Ils ont ensuite veillé à l'utilisation de ce matériel.

Photos : Godi van Lawick

Matériels pour les communautés touchées par la guerre en Afrique de l'Ouest

Au nombre des principales activités de CESP réalisées par les ONG, figure la conception de matériel didactique et de programmes de sensibilisation du public dans les communautés du pays. Ces activités visaient à informer les populations des menaces sur la diversité biologique et du rôle important que peuvent jouer ces communautés. L'impact des activités d'une communauté sera négatif ou positif. Elles pourront mener à la destruction ou à la protection de la diversité biologique. Les principales zones cibles de ces activités sont les régions où vivent des communautés touchées par la guerre ou le conflit civil. Dans ces régions, les activités de subsistance des réfugiés ou des rapatriés exercent d'énormes pressions sur les forêts et les aires de conservation qui avoisinent leurs nouveaux domiciles.

Photo : Environmental Actors

EXEMPLE : Types d'activités à identifier

Enseignement de la diversité biologique dans un parc national

M. Shafuri, garde forestier du parc national de Ruaha en Tanzanie sert de guide et d'enseignant aux écoliers de villages qui avoisinent le parc. Grâce à son savoir-faire, à son talent naturel de communicateur et à son dynamisme, il est en mesure de fournir aux étudiants quelques outils qui inspireront les enfants leur donneront le goût de l'action.

Activités communautaires

Dans les petits villages d'Idodi et de Pagawa en Tanzanie, les communautés locales participent, avec le concours de la Fondation Hugo van Lawick, à l'amélioration de la gestion de leurs ressources naturelles et de leurs écosystèmes. Les initiatives consistent à améliorer l'alimentation en eau, à exécuter une campagne de vaccination contre la rage, à planter des arbres et à mettre en place un projet de récolte de miel. Au moyen de l'apprentissage par l'action, le public est sensibilisé à l'importance de la diversité biologique tandis que de nouvelles pratiques sont introduites pour la conservation et l'utilisation durable.

Entretien avec Godi van Lawick, Tanzanie; photos de Godi van Lawick.

EXEMPLE : Format du suivi

Si vous n'avez aucune ressource pour créer une base de données, il est possible d'assurer un suivi en utilisant un fichier de type Excel. C'est une méthode simple de conserver des données. Excel permet de trier les informations avec ordre sous forme de colonnes et de rangées. La colonne dans laquelle on inscrit les adresses électroniques peut être copiée dans un bulletin électronique par exemple. Les en-têtes suivants pourraient être utilisés :

- Question touchant à la diversité biologique
- Lieu – région
- Organisation
- Nom du contact
- Téléphone du contact
- Renseignements sur le contact
- Site Internet
- Publication/ Produits / Projets/ Événements
- Date de la mise à jour des renseignements
- Notes

Question Biodiversité	Lieu – région	Organisation	Nom du contact	Tél. du contact	Adresse électronique du contact	Adresse du contact	Site Internet	Produits/ Événements	Date	Notes

AIDE-MÉMOIRE : Où suivre les activités CESP dans le pays?

Les activités visant à améliorer les connaissances, les attitudes et le comportement du public en matière de diversité biologique peuvent être entreprises par:

- ☐ les musées d'histoire naturelle;
- ☐ les jardins zoologiques et les jardins botaniques;
- ☐ les centres de visiteurs dans les zones humides et les parcs nationaux;
- ☐ les ONG nationales et internationales;
- ☐ les agences d'aide au développement;
- ☐ les départements, ministères et autres organismes gouvernementaux;
- ☐ les écoles, les groupes de jeunes et les groupes d'étudiants;
- ☐ les universités et les centres de formation des professeurs;
- ☐ la TV, la radio, les journaux et les revues;
- ☐ les communautés locales;
- ☐ les institutions religieuses;
- ☐ les organisations d'aide humanitaire; et
- ☐ le secteur privé (qui s'occupe du tourisme, de la gestion des ressources naturelles et de projets de sociétés multinationales)

Comment informer?

Comment donner des informations le plus efficacement possible?

Les coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique sont chargés de donner des informations sur la diversité biologique. Leur auditoire est vaste et comporte de nombreuses parties prenantes. Le partage de ces informations est vital pour votre réseau.

Les coordonnateurs ou les correspondants de la CDB doivent tout d'abord informer experts, départements, organismes et organisations des notifications du Secrétariat de la Convention qui les concernent. Ils sont aussi chargés de préparer une réponse au Secrétariat une fois la notification reçue.

Par ailleurs, les coordonnateurs doivent donner au grand public et aux acteurs concernés des informations sur la CDB en général et sur la stratégie et le plan d'action national en particulier.

Il est particulièrement important de faire prendre conscience aux parties prenantes que la diversité biologique est au coeur du développement national et du progrès économique.

Pour bien gérer ce flux d'informations sur la diversité biologique, il faut programmer un calendrier indiquant avec 'qui', 'pourquoi', 'quoi' et 'quand' communiquer.

Les correspondants des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique utilisent différentes méthodes pour informer le public, et ce, en fonction des ressources disponibles. Les méthodes les plus fréquemment utilisées sont les suivantes :

- Courriers électroniques, lettres, appels téléphoniques;
- Brefs rapports ou articles;
- Bulletins sur la stratégie et le plan d'action national pour la diversité biologique;
- Réunions d'information et exposés.

Choisir la méthode d'information

Lorsqu'on choisit la méthode d'information, il est toujours utile de savoir comment les gens retiennent l'information. Les recherches démontrent que le public se souvient difficilement de toutes les informations qui leur sont fournies et que les méthodes interactives aboutissent à un taux de rétention plus élevé.

- Conférence = 5%
- Lecture = 10%
- Audiovisuel = 20%
- Démonstration = 30%
- Groupe de discussion = 50%
- Pratique par l'action = 75%
- Enseigner à autrui/utiliser immédiatement les leçons = 90%

Taux de rétention de l'information selon la méthode utilisée.

Comment est-il préférable d'utiliser l'information écrite?

Dans la majorité des cas, l'information sur la diversité biologique est communiquée sous la forme de rapports, d'articles, d'annonces dans les journaux ou à même divers types de bulletins.

Les **rapports et articles succincts** peuvent assurer le flux des nouvelles et des idées et maintenir l'idée même de diversité biologique vivante dans l'esprit de nombreux membres de la société. Voir l'aide-mémoire pour d'importants tuyaux de rédaction.

Les **annonces dans les journaux** servent à informer le grand public lorsque les autorités sont légalement tenues de lui fournir des informations ou à l'inviter à une consultation publique ou à une participation. Ce type de communication est souvent régie par diverses règles de telle sorte qu'un coordonnateur ou qu'un correspondant local serait appelé à travailler en étroite coopération avec le groupe de communication concerné du ministère ou de l'organisme dont il relève.

Les **bulletins sur les SPANB** tiennent les contacts, les publics et divers groupes de parties prenantes au courant de l'état d'avancement de ces stratégies et plans d'action. Les bulletins peuvent être distribués par courrier électronique, envoyés par la poste ou affichés sur un site Internet. L'aide-mémoire fournit des tuyaux pour une utilisation efficace des bulletins.

Les **sites Internet** sont de plus en plus utilisés pour transmettre des articles, des bulletins et des communiqués de presse ainsi que pour fournir des informations destinées à différents groupes cibles.

AIDE-MÉMOIRE : Écrire de brefs articles d'information pour les sites Internet, des articles d'opinion ou des bulletins

- ☐ Lorsque vous écrivez un article pour un site Internet ou un bulletin, n'oubliez pas que vous écrivez en fait une histoire. Veillez à ce que ces histoires soient bien écrites.
- ☐ Fournissez toujours des informations faciles à comprendre. Communiquez l'information comme si vous expliquiez votre travail à un membre de votre famille (évitez le jargon et le langage technique).
- ☐ Votre histoire vaut-elle la peine d'être racontée? Que se passe-t-il dans le monde relativement à votre histoire?
- ☐ Les lecteurs doivent être rapidement convaincus de l'importance de lire l'histoire jusqu'au bout (dès le 4e paragraphe, le lecteur doit savoir de quoi traite le texte).
- ☐ Soyez bref : essayer de ne pas dépasser 150 à 200 mots.
- ☐ Présenter une histoire sous un angle convaincant et imprévu. Liez le particulier au général. Adressez par exemple les liens entre une question locale spécifique et le contexte plus large de la protection de la diversité biologique sur le plan international).
- ☐ Organisez votre texte de manière structurée (introduction, développement et conclusion).
- ☐ Soyez simple : développez une idée seulement et n'encombrez pas votre article d'informations qui ne sont pas directement pertinentes au sujet.
- ☐ Soyez original : exposez un sujet que les gens ne connaissant pas ou présentez-le d'une manière différente (commencez par exemple par une anecdote qui offre de nouvelles informations).
- ☐ Soyez personnel : l'histoire doit être bien reçue par le public.
- ☐ Offrez vos compétences : les gens cherchent des compétences dans un monde surchargé d'informations.
- ☐ N'insistez pas sur les mauvaises nouvelles. D'aucuns pensent à tort que seules les mauvaises nouvelles intéressent. Les études démontrent que les médias attirent aussi bien l'attention des gens sur les bonnes que les mauvaises nouvelles.
- ☐ Offrez des perspectives : en particulier historiques (comparaisons avec des événements similaires du passé ou comparaisons avec le futur, ce qu'il serait arrivé si quelque chose n'avait pas été fait).
- ☐ Ponctualité : « La durée de vie d'une histoire est mesurée en jours, pas en semaines ».
- ☐ Évitez les conclusions inutiles (elles sont souvent supprimées), la colère, l'alarmisme, les exagérations et les spéculations excessives.
- ☐ Donnez des tuyaux sur les mesures qui peuvent être prises pour résoudre un problème et informez sur la manière d'obtenir de l'information additionnelle.

AIDE-MÉMOIRE : Bulletins

☐ **Généralités**

- Les lecteurs ne s'intéresseront pas à un bulletin qui traite uniquement de ce qui se passe à l'extérieur d'un ministère.
- Le rédacteur d'un bulletin doit prendre en considération les intérêts et le niveau de connaissance des lecteurs.
- Les bulletins qui ont le plus de succès sont ceux qui contiennent des nouvelles et des informations que les lecteurs peuvent utiliser, c'est-à-dire des nouvelles ponctuelles et informatives.
- Un bon bulletin enseigne. Il doit être rédigé et conçu pour être lu dans son intégralité.

☐ **Périodicité**

- La périodicité d'un bulletin doit traduire le rythme auquel une organisation telle qu'un ministère travaille sur la stratégie et le plan d'action national pour la diversité biologique.
- Si les bulletins sont trop fréquents, leur contenu peut facilement devenir trop léger et relativement inintéressant.
- Si les bulletins envoyés contiennent des informations anciennes, ils seront considérés comme étant de peu d'intérêt.

☐ **Évitez…**

- de vous lancer des fleurs;
- de donner aux membres de vieilles nouvelles ou un bulletin « sans nouvelles fraîches »;
- d'inclure des photographies du personnel et de personnalités (utilisez uniquement des photos de partenaires et d'ONG);
- d'utiliser un jargon;
- d'adopter l'attitude « mon avis vaut mieux que le tien ».

☐ **Veillez à ce que …**

- tous les bulletins soient rédigés dans le « style maison » convenu et qu'ils contribuent à l'image de marque souhaitée;
- vous fassiez, à intervalles réguliers, une évaluation de la satisfaction des lecteurs, de leur niveau de connaissance et de leurs principaux domaines d'intérêt;
- vous ayez chaque année des plans de production qui tiennent compte des grands événements susceptibles de générer des nouvelles ;
- vous communiquiez avec les lecteurs d'une manière telle :
  - qu'ils contribuent de plus en plus au bulletin et qu'il soit facile pour eux de répondre et de faire part de leurs réactions;
  - qu'il soit agréable de lire le bulletin (par exemple en améliorant son caractère interactif en y incluant un sondage d'opinion, un jeu, etc.).

AIDE-MÉMOIRE : Thèmes suggérés d'un bulletin

☐ **Inviter les lecteurs à contribuer à un élément du bulletin. Ceux-ci peuvent s'inspirer des formats suivants :**

- les nouvelles et les articles de fond consacrés à la planification ou à l'application de la stratégie et du plan d'action national pour la diversité biologique, la manière dont le budget est utilisé et la manière dont le ministère considère ses partenaires et ses publics;
- les actions des partenaires et des parties prenantes;
- les entretiens avec « l'homme de la rue », des partenaires ou des ONG;
- les sondages de communication ou d'éducation et les enquêtes;
- l'actualité en matière de communication et d'apprentissage;
- les publications et les nouveaux produits;
- les nouvelles ressources et les nouveaux sites Internet sur la diversité biologique;
- les profils de nouveaux partenaires et ONG;
- les données statistiques relatives à la diversité biologique et à des domaines de compétence spécifiques;
- les tirages à part d'importants documents de réunion, d'exposés ou d'extraits de discours;
- les éditoriaux;
- le calendrier d'événements;
- les activités du secteur privé relatives à la diversité biologique (par exemple, les industries extractives, la sylviculture ou les pêches)

☐ **Prévoir des sections consacrées aux:**

- questions/réponses;
- réactions de partenaires ou d'ONG;
- lettres au Ministre de l'environnement.

Comment utiliser les réunions d'information?

Pour échanger de l'information, les coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique utilisent fréquemment les réunions avec des personnes-ressources clés représentant divers publics et groupes de parties prenantes.

Avant de convoquer une réunion, il est important d'analyser la question afin de déterminer si la tenue d'une réunion est la manière la plus efficace d'échanger des informations. Il arrive parfois qu'un bulletin ou que quelques appels téléphoniques soient plus efficaces..

ORGANISER DES RÉUNIONS D'INFORMATION

Planifiez votre réunion dans le cadre du processus élargi d'information de la stratégie et du plan d'action national pour la diversité biologique. Une réunion d'information peut constituer un élément de ce processus. Quel que soit l'objet de la réunion, ce qui est fait pour la préparer est tout aussi important que ce qui est fait pour en assurer le suivi.

Tenez compte :

- ***Avant***—des étapes pour préparer la réunion.
  - informations écrites;
  - brochures ou dépliants sur les questions concernées.
- ***Après***—des mesures à prendre pour assurer le suivi de la réunion?
  - rapport écrit de la réunion;
  - lettres de remerciement aux participants et conférenciers;
  - communiqués de presse sur le projet ou la question, etc.

AIDE-MÉMOIRE : Organiser une réunion d'information

- ☐ Créer un groupe de travail avec ceux qui participeront à l'organisation de la réunion.
- ☐ Établir un plan des préparatifs de la réunion elle-même et du suivi (activités, planification et répartition des tâches). Examiner le plan avec votre groupe de travail.
- ☐ Prendre des rendez-vous concernant le lieu, la restauration et le matériel nécessaire (microphone, rétro-projecteur, tableau papier à feuilles mobiles).
- ☐ Organiser des rendez-vous préparatoires avec le président et le porte-parole désigné. Leur donner des informations préalables sur le contenu de leur contribution.
- ☐ Décider des outils de communication qui devront être développés suite à la réunion (diapositives, fiches ou brochures). Établir un plan de travail pour la création de ces outils et organiser des points de presse à l'avance pour tous les acteurs concernés.
- ☐ Établir un plan pour vos contacts avec la presse.
- ☐ Envoyer des invitations à votre public cible et à la presse.
- ☐ Vérifier le matériel et les arrangements relatifs aux services de traiteur pour chaque journée.
- ☐ Contrôler les messages apparaissant dans les médias après la réunion.
- ☐ Décider des mesures de suivi.
- ☐ Envoyer un rapport aux participants.

Comment faire un exposé efficace?

Las presentaciones pueden ser instrumentos poderosos para informar a los grupos meta acerca de la problemática. Incluso pueden persuadir a las personas para que adopten su punto de vista. Para que una presentación sea efectiva debe ser minuciosamente preparada.

QUELQUES POINTS CLÉS À NE PAS OUBLIER LORSQUE VOUS PRÉPAREZ UN EXPOSÉ

Contrôler votre nervosité

- Les recherches démontrent que 85% des conférenciers souffrent d'angoisse et de nervosité avant de parler.
- Le public n'est généralement pas conscient des pressions auxquelles est soumis un conférencier.
- Une préparation complète et un exposé d'essai devant un petit groupe familier donnent souvent confiance.
- Pratiquez l'exposé au complet pour vous assurer de respecter les délais impartis. Concentrez-vous en particulier sur les remarques introductives.

Utilisez votre talent

Utilisez vos talents naturels. Servez-vous par exemple de votre sens de l'humour ou de vos talents de conteur. Il est conseillé d'agrémenter un exposé d'exemples pratiques, d'illustrations ou encore de quelques plaisanteries.

Expliquez clairement le but de votre exposé

Expliquez clairement le message clé ou l'objectif de votre présentation dès le début de votre exposé. N'oubliez pas à qui vous parlez.

Vous pourriez exprimer l'objectif de votre présentation sous la forme suivante:
« Je veux intéresser une partie du public à nous aider à mettre à jour notre stratégie et notre plan d'action national pour la diversité biologique ».

« Je veux que le groupe cible sache quels sont les effets négatifs potentiels d'une nouvelle route ou d'un autre projet d'infrastructure ».

« Je veux que le groupe cible prenne part à une campagne durant la Journée de la diversité biologique »

Les aide-mémoires ci-dessous donnent des tuyaux sur la manière de préparer et de faire de bons exposés.

AIDE-MÉMOIRE : Se préparer à un faire un exposé

☐ **1. But de l'exposé**

- Quel est le but de mon exposé? Est-il d'informer, de changer les attitudes ou d'influencer le comportement?
- Le but doit être réaliste et clair.

☐ **2. Connaître son public**

- Quels groupes cibles de la stratégie et du plan d'action national sont représentés dans l'auditoire?
- L'auditoire est-il intéressé par le sujet de l'exposé? Quels sont ses sentiments concernant l'exposé ? Sont-ils positifs ou négatifs?
- Que sait déjà l'auditoire sur le sujet?
- Quel est le niveau de connaissances de l'auditoire? Le jargon utilisé par votre milieu est-il différent de celui de l'auditoire, si tel est le cas comment adapter ce jargon à celui de l'auditoire? Quel est son « langage »?
- Qu'elle est la réputation de votre organisme ou ministère auprès du public cible? L'auditoire vous considère-t-il comme un expert, un partenaire ou un « adversaire »?
- Que peut retirer le public de votre exposé?
- Que pouvez-vous attendre du public? Quel type de rétroaction, de questions ou de réactions?

☐ **3. Bien se connaître**

- Quels sont vos points forts lorsque vous faites un exposé? Comment pouvez-vous en tirer parti?
- Quels sont vos points faibles lorsque vous faites un exposé? Comment pouvez-vous les surmonter?
- Pratiquez l'exposé devant des amis ou des collègues ou devant la glace pour être sûr que vous respecterez les délais impartis et que votre exposé ne fera l'objet d'aucunes difficulté!

☐ **4. Connaître la situation**

- Vous disposez de combien de temps pour faire l'exposé?
- Où aura lieu l'exposé? Quelle est la grandeur de la salle?
- Combien de personnes assisteront à l'exposé?
- Quels sont les aides visuels disponibles? (tableau blanc, rétroprojecteur, vidéo, etc.).
- Assurez-vous que vous avez un exemplaire de l'exposé sur cédérom s'il est en PowerPoint et sur une clé USB et que vous pouvez l'ouvrir avant de partir de chez vous.

AIDE-MÉMOIRE : Écrire un exposé

Por lo general, una presentación, como la mayoría de las historias, se compone de tres elementos básicos: la introducción, la parte central, y la conclusión.

☐ **1. L'introduction a deux objectifs :**

En premier lieu, le conférencier doit attirer l'attention du public.

Dans la plupart des cas, les premières minutes d'un exposé ne sont pas retenues de l'auditoire. Son niveau d'attention à cette étape est très bas. Il doit s'adapter au conférencier et terminer les conversations entamées avant le début de la présentation. Il est donc recommandé de commencer par quelques informations de « mise en train » et de ne pas donner des informations essentielles tout au début.

En second lieu, le conférencier doit informer le public de ce dont il va parler, de la raison pour laquelle cela est important (motivation) et de la manière dont l'exposé est structuré (le « scénario »).

Le public doit être informé de la durée de l'exposé et de la possibilité qui lui sera ou non donnée de poser des questions. Il saura ainsi ce à quoi il peut d'attendre et pourra se concentrer sur les éléments essentiels de l'exposé.

☐ **2. La partie centrale.** Cette partie contient le message de l'exposé.

- L'information présentée doit être choisie avec soin en fonction de son objectif et être adaptée aux caractéristiques du public.
- La structure de l'exposé est importante.

Mettez d'abord sur papier toutes les informations jugées pertinentes. Choisissez ensuite les informations et groupez-les dans une séquence logique. Évaluez l'utilité de chaque élément de l'exposé en vous demandant: ces informations contribuent-elles à réaliser les buts de l'exposé?

☐ **3. La conclusion.** Cette partie résume les principaux messages de l'exposé. Donnez au public la possibilité de poser des questions et remerciez-le de son attention.

Faites savoir en termes clairs lorsque vous arrivez à la fin de votre exposé de sorte à ne pas surprendre l'auditoire. Cela permet d'éviter une fin abrupte et le public concentrera son attention sur ce segment de la présentation.

AIDE-MÉMOIRE : Faire un exposé

- ☐ Prenez votre temps pour déposer vos notes et vérifiez le projecteur : ne vous hâtez de commencer.
- ☐ Regardez dès le début le public, car le contact personnel est essentiel pour qu'un exposé ait un impact.
- ☐ Un bon début est important. Les toutes premières phrases sont nécessaires pour attirer l'attention du public. Il est bon de se sentir convaincu des premiers propos que vous tiendrez.
- ☐ Parler de manière plus audible en tâchant de mieux articuler que lorsque vous participez à une conversation normale.
- ☐ Fixez les yeux sur différentes personnes dans l'auditoire et faites comme si vous leur parliez le temps d'une ou deux phrases.
- ☐ Faites usage de votre corps et de vos gestes pour ajouter dynamisme à votre exposé.
- ☐ Variez le ton de votre voix et bougez pour maintenir l'attention du public.
- ☐ N'hésitez pas à prendre une pause. De nombreux orateurs ont tendance à parler sans s'interrompre en redoutant les silences. Pourtant, le public aime bien ces pauses.
- ☐ Utiliser des exemples de la vie de tous les jours pour illustrer des arguments et n'hésitez pas à poser des questions rhétoriques.

Rappelez-vous:

- ☐ Ne parlez pas les mains dans les poches.
- ☐ Parlez face au public et non pas face à l'écran.
- ☐ Assurez-vous que vos diapositives PowerPoint aient les mots, diagrammes et illustrations clés pour prouver votre argument – évitez d'y inclure trop de texte.
- ☐ Limiter les effets visuels excessifs dans vos diapositives PowerPoint, car ils risquent de distraire le public de l'essence de votre message.

Comment consulter sur les enjeux?

Quelle est la procédure de consultation à suivre sur les enjeux?

La consultation est une tâche importante pour les correspondants locaux d'une stratégie et d'un plan d'action national. Elle s'effectue en général pour :

- se conformer aux requêtes du Secrétariat de la CDB relatives à l'établissement de rapports sur certains enjeux; et
- planifier, obtenir un soutien, appliquer et actualiser la stratégie et le plan d'action national avec les parties prenantes.

Les correspondants locaux d'une stratégie et d'un plan d'action national ont à leur disposition différentes méthodes de consultation dont les plus fréquemment utilisées sont les entretiens téléphoniques, les questionnaires par correspondance, les enquêtes fondées sur le Web et les réunions de parties prenantes.

Les entretiens téléphoniques sont un moyen efficace et bon marché d'obtenir de l'information qualitative sur un enjeu. Ils fournissent une méthode rapide de compiler des exemples de contributions, des idées et des avis. La plupart des questions posées devraient être sans restriction. Des informations qualitatives additionnelles peuvent être rassemblées une fois ce type d'entretien terminé à l'aide de questionnaires ou d'enquêtes en ligne.

Les questionnaires par correspondance sont un moyen efficace et bon marché d'acquérir des données quantitatives sur un enjeu particulier. Les questions sont essentiellement fermées. Le nombre de réponses est influencé par la longueur du questionnaire, la complexité des questions, la crédibilité de l'émetteur et la motivation des sondés à remplir le questionnaire. Le taux de réponse et la qualité des réponses comme telle seront meilleurs si le questionnaire est construit de sorte qu'il soit agréable d'y répondre.

Les enquêtes en ligne (sur le Web) sont un moyen bon marché d'obtenir des informations. Ils ont comme avantage additionnel un traitement bon marché, rapide et automatique des réponses à un questionnaire. Il existe de bons logiciels disponibles gratuitement pour effectuer de telles enquêtes. Soulignons par exemple Moodle (www.moodle.org) ou Monkey Survey (www.monkeysurvey.org). Les mêmes critères et les mêmes principes directeurs s'appliquent à la conception des questionnaires par correspondance.

Les réunions de parties prenantes permettent d'obtenir l'avis du public ou un retour sur expérience rigoureux. Elles exigent cependant de bons préparatifs et impliquent des frais importants. Ceux-ci peuvent être associés à l'embauche de facilitateurs externes, la location d'une salle, la location de matériel, la restauration et, souvent, aux frais de voyage des participants. Pour qu'une réunion de ce genre soit couronnée de succès, veillez à faire participer les leaders d'opinion de chacun des groupes de parties prenantes invités. Les réunions devraient être de nature participative et ne pas être limitées aux discours officiels souvent caractéristiques des réunions gouvernementales.

EXEMPLE : Questionnaire pour les entretiens avec les parties prenantes sur l'intégration de la diversité biologique dans le système d'enseignement scolaire

Ces questions seraient par exemple utilisées lors d'un entretien au téléphone ou en face à face.

1. Que pensez-vous de la manière dont la diversité biologique est actuellement traitée dans le programme d'enseignement, les manuels et les examens? Quelles sont les possibilités d'améliorer la place accordée à la diversité biologique?
2. Quel est le principal élément de politique générale pour intégrer la diversité biologique dans le système d'enseignement scolaire? Quels sont les objectifs à atteindre?
3. Dans l'hypothèse où le processus d'intégration est couronné de succès, quels en auraient été les facteurs décisifs?
4. Quels devraient être les résultats matériels de la procédure d'intégration?
5. Quels seraient les critères pour mesurer le succès des diverses parties prenantes?
6. Comment voyez-vous votre rôle dans le processus, quel rôle peut jouer votre organisation? Comment devrait être géré et guidé le processus? Qui devrait prendre les décisions finales?
7. Quelle est la valeur ajoutée de la collaboration à ce processus avec différentes parties prenantes?
8. Comment faire participer les enseignants, les écoles et les ONG et comment les amener à coopérer? Comment la participation devrait-elle être organisée?
9. Quels sont les derniers avis, suggestions ou commentaires que vous auriez avant de conclure l'entretien?

AIDE-MÉMOIRE : Base pour choisir différents types d'entretiens

Entretiens directifs. Dans ce type d'entretien, la conversation est structurée et uniformisée pour ceux et celles qui sont interviewés. L'interviewer utilise des questions préparées et suit un questionnaire établi et testé à l'avance. Ce type d'entretien est utilisé pour obtenir des informations particulières comme des faits sur la manière dont la diversité biologique est utilisée à l'appui de l'économie des ménages. Les données sont faciles à traiter, mais il faut s'attendre à ce que certaines personnes se sentent provoquées par ce type de collecte de l'information.

☐ Conversation : uniformisées, structurées

☐ Contenu : questions préparées

☐ Instrument : questionnaire

☐ Utilisation : informations spéciales nécessaires. Des faits par exemple.
Acceptation par le participant : +/- (plus ou moins)

☐ Réalisation de l'objectif : +

☐ Facilité du traitement des données : +

Entretiens non directifs. Dans ce style d'entretien, la conversation est ouverte et libre mais limitée à quelques sujets. Elle est utilisée pour obtenir des idées sur les opinions des gens, qui sont enregistrées dans un aide-mémoire ou par rapport à lui. Elle a cependant des limitations pour ce qui est de la facilité avec laquelle les données peuvent être traitées et les objectifs atteints.

☐ Conversation : ouverte, libre, pas structurée

☐ Contenu : sujets préparés

☐ Instrument : aide-mémoire

☐ Utilisation : informations générales nécessaires comme par exemple des opinions

☐ Acceptation : +

☐ Réalisation de l'objectif : +/-

☐ Facilité de traitement des données : +/-

☐ Voir l'aide-mémoire pour les types de questions et techniques

AIDE-MÉMOIRE : Base pour choisir entre différents types de questions et de techniques d'entretien

Il y a deux types de questions qui peuvent être posées lors d'un entretien

☐ **Questions ouvertes**

- Elles donnent lieu à un grand nombre de réponses possibles
- Elles commencent toujours par des questions telles que : Quoi? Pourquoi? Où? Qui? Comment?
- Elles encouragent de longues réponses, des opinions et des nuances.
- Elles créent un degré élevé d'acceptation et de bonne volonté.
- Elles sont non directives.
- Elles risquent de distraire.

☐ **Questions fermées**

- Quelques réponses seulement sont possibles (oui/non).
- Elles commencent toujours par un verbe.
- Elles stimulent parfois de brèves réponses pertinentes ainsi que l'exposition de faits ou même des aveux.
- Elles sont directives.
- Elles conduisent plus facilement à l'atteinte de votre objectif.
- Elles peuvent évoquer quelque chose et causer sa résistance à répondre.

☐ **La technique verbale permet:**

- De résumer pour vérifier si vous avez bien compris, pour motiver une réponse additionnelle et pour clôturer le débat sur une importante question;
- De mettre en évidence ou de répéter la réponse en vue de préciser la compréhension de l'information;
- D'éliminer les contradictions même si cette technique est de nature plus belliqueuse et qu'elle peut créer des tensions.

☐ **La technique non verbale permet:**

- De détecter chez le participant des signes non verbaux qui fournissent également des informations;
- Des silences qui peuvent stimuler la confiance, la concentration et la compréhension. Ces silences peuvent aussi stimuler certaines tensions.

AIDE-MÉMOIRE : Entretiens exploratoires

LA PARTIE INTERVIEWÉE	STADE DU DIAGNOSTIC DYNAMIQUE	EXEMPLES DE QUESTIONS
Information	☐ **Explorer**	"Qu'entendez-vous par ..." "Pouvez-vous donner un exemple...." "Comment dois-je considérer cela ..." "Quand cela a-t-il commencé ...." "Quelles étaient vos principales idées ..." "Où étaient les ...." "Qu'est-ce qui aurait pu causer ...." "Quel était votre principal souci ..."
Plus d'information	☐ **Résumer**	"Vous voulez donc dire ...."
	☐ **Améliorer**	"Si je vous ai bien compris ...." "Pour vous, la principale question peut être formulée comme ...."
Précision	☐ **Élargir les horizons**	"Si je vous ai bien compris, je devrais également me pencher sur cette question à la lumière de ....."
Plus d'informations	☐ **Reformuler la question**	"Compte tenu de la manière dont vous décrivez l'enjeu, j'imagine que ce que nous pourrions faire est ...."
	☐ **Définir les résultats et les critères de succès**	"Supposons que l'opération soit un véritable succès, quels seraient les critères de succès décisifs ...?" "Que faut-il faire sans aucun doute, par qui et quand?" "Quel devrait en être l'effet?" "Quand seriez-vous réellement satisfait au plan personnel?"
	☐ **Clôturer**	"Quelles sont les mesures devant être prises sur lesquelles nous pouvons nous mettre d'accord?"

AIDE-MÉMOIRE : Techniques de groupe pour les réunions – Faire les choses différemment

☐ **Orateurs**

- Approche *traditionnelle.* Longs discours/exposés par une ou plusieurs personnalités, ou par un groupe. Nombre élevé d'orateurs intervenants à l'un à la suite de l'autre.
- Approche *différente* :
  - Présenter au public une entrée en matière d'une durée de cinq minutes. Accepter 5 questions écrites du public et y répondre pour ensuite les utiliser afin de construire le reste de l'exposé – cela exige de l'expérience.
  - Format talk-show qui consiste à interroger le ou les orateurs. Ce format réactif est conduit dans la bonne humeur comme lors d'un talk-show. Il y a ici un risque de voir le facilitateur prendre toute la place lors de la réunion et ce au détriment des orateurs invités.

☐ **Questions et réponses**

- Approche *traditionnelle.* Accepter les questions du public et les adresser lors des dernières minutes de l'exposé.
- Approche *différente*. Peut-être utilisé dans le cadre d'un auditorium:
  - Laissez le public répondre aux questions. Les participants mettent sur papier deux questions et ils sont invités à y donner des réponses jusqu'à ce que la réponse soit jugée satisfaisante.
  - Posez une question au public. Consacrez du temps pour que les participants réfléchissent à la question en équipe de deux et donnez aux équipes le temps d'exposer leurs réponses.

☐ **Débat en plénière**

- *Approche traditionnelle.* Après l'ouverture du débat environ deux ou trois participants monopolisent le temps de discussion en plus de l'orateur principal.
- *Approche différente.* Modifier la façon dont la salle est aménagée et utiliser les techniques suivantes :
  - Technique du manège, groupes du moment et conversations café
  - Groupes de réflexion fondés sur les régions ou d'autres critères
  - Groupes de travail subsidiaires avec les orateurs – les orateurs se réunissent dans différentes parties de la salle où ils peuvent débattre de questions avec le public.

☐ **Préparer les participants**

- Approche *traditionnelle.* Distribution d'un ordre du jour et, dans certains cas, d'un synopsis de la présentation.
- Approche *différente* :
  - Conversation vivante, brève et interactive sur l'Internet avant même l'intervention d'un orateur. Cette conversation en ligne peut être conservée sur un site Internet.
  - Conférences électroniques régionales brèves et tenues en différé. Ces conférences en ligne sont accompagnées de questions et d'un débat enregistré.
  - Page spécialisée sur le Web, avec des documents, des liens bibliographiques, des articles vidéo, etc.

Tiré de l'exposé de Gillian Martin-Mehers, coordonnatrice pour l'UICN des activités d'apprentissage

AIDE-MÉMOIRE : Séance de remue-méninges

Les séances de remue-méninges consistent à exposer une série d'idées auxquelles tout le monde peut apporter une contribution. Bien que la plupart des gens semblent comprendre la signification du terme, il est utilisé avec inconsistance et suscite la confusion. Les séances de remue-méninges peuvent être utilisées à des fins différentes pour :

☐ **Évaluer la compréhension** et/ou l'expérience du groupe concernant un sujet particulier. Cela se fait en introduisant une nouvelle question ou un nouveau thème. Évaluer la compréhension peut vous donner une idée du degré de familiarité du groupe avec le sujet.

☐ **Dynamiser l'activité ou briser la glace.** Cela se fait durant un exposé. C'est une façon très rapide d'amener le groupe à focaliser son attention.

☐ **Provoquer un débat. Cela aide un groupe à identifier rapidement différents aspects entourant une question** même s'il commence à peine à s'y familiariser.

☐ **Souligner la diversité d'un groupe.** L'échange de vues qui origine d'une discussion dans un groupe aux origines multiples tant sur le plan culturel que professionnel entrainera un échange plus riche.

☐ **Générer une liste d'idées** touchant à un problème épineux.

☐ **Réunir à nouveau un groupe en plénière** une fois les participants ayant travaillés en groupes restreints. C'est la façon la plus rapide de partager les points discutés en équipes.

Sur quoi pouvez-vous faire un remue-méninges?

La plupart des groupes ont recours aux séances de remue-méninges avec des objectifs circonscrits et afin d'établir des listes de besoins ou de solutions à un problème. Il est cependant possible d'utiliser cette technique pour atteindre différents objectifs. Quelques exemples:

- leçons du passé;
- causes de problèmes communs;
- nouveaux objectifs;
- soucis non exprimés;
- croyances ou hypothèses occultées;
- personnes et ressources utiles;
- sources d'inspiration;
- façons de faire un travail en équipe;
- obstacles/possibilités de réaliser de nouveaux objectifs;
- moyens d'améliorer la manière dont une réunion est conduite.

Voir l'aide-mémoire sur les remue-méninges.

Tiré de: "The ART of Building Facilitation Capacities: A Training Manual", publié par RECOFTC en 2002. Sessions facultatives 2 http://www.recoftc.org/site/index.php?id=357

AIDE-MÉMOIRE : Technique participative – La conversation de café

Une conservation de café tend à tirer parti de l'atmosphère amicale informelle qui règne dans un café pour faciliter la communication tout en permettant l'échange d'idées et leur développement en profondeur. L'hôte de la rencontre de type "conversation de café" suggère en général un sujet et quelques questions. Les participants peuvent écrire leurs idées sur une nappe en papier. Les idées ainsi présentées peuvent être lues et étoffées ensuite par ceux qui utilisent ultérieurement la table. Elles peuvent aussi servir à faire rapport au groupe sur la même manière dont on utilise des blocs-notes pour se rapporter au contenu d'une réunion. Regroupés autour de différentes tables, les participants peuvent débattre d'un aspect différent d'une question à chacune des tables.

☐ **S'entendre sur les règles à suivre** durant une conversation de café :

- Acceptation. Évitez de formuler des jugements autant que faire se peut.
- Écoutez avec respect.
- Curiosité. Cherchez à comprendre plutôt qu'à convaincre.
- Diversité. Invitez et respectez tous les points de vue.
- Sincérité. Dites ce qui vous « tient à cœur » et expliquez pourquoi.
- Brièveté. Favorisez l'honnêteté et le détail mais ne vous éternisez pas.

☐ **Organiser le débat**

- Assemblez des petits groupes autour de tables de quelque six personnes et invitez l'hôte à expliquer la démarche;
- Indiquez le sujet dont peuvent traiter les participants à toutes les tables ou diviser la question en parties, chaque table étant chargée de débattre d'une sous-question;
- La durée d'un débat utile varie entre 60 et 90 minutes;
- Un « bâton de parole » peut être utilisé pour déterminer l'ordre des intervenants – la personne qui a parlé le passe à la suivante de telle sorte que chacun ait son tour;
- Cycle 1. Passer le bâton de parole à chaque personne qui parle brièvement du sujet. Aucune réaction et aucune réponse.
- Cycle 2. En passant de nouveau le bâton, chaque personne parle plus en détail du sujet ou parle de ce qui suscite un intérêt au moment présent.
- Dialogue. Conversation animée libre. Utilisez le bâton de parole uniquement s'il quelqu'un domine la conversation, s'il y a conflit ou si le débat n'est pas centré.
- Cycle final. En passant le bâton de parole, chaque personne dit brièvement ce qui lui a paru comme le plus utile dans la conversation.

☐ Pour **approfondir le débat**, des questions peuvent être posées par n'importe quel participant:

- Qu'est-il arrivé pour que vous ayez épousé ce point de vue?
- Comment cela vous touche-t-il sur les plans personnel et professionnel?
- J'aimerais en savoir davantage?
- Voici ce que j'ai entendu… Est-ce bien ce que vous vouliez dire?

AIDE-MÉMOIRE : Technique participative – Technique du manège

Cette approche est utilisée pour donner des idées sur la manière de traiter certaines questions. L'idée d'un « manège » vient du principe selon lequel des groupes se déplacent autour de la salle pour se pencher sur différentes questions à différents postes de travail. Chaque groupe travaille avec les idées avancées par le groupe qui l'a précédé et il les retravaille.

- ☐ Installez des tableaux papier à feuilles mobiles autour de la salle (4 à 5 postes) et décrivez par écrit sur chacun d'eux une question ou un sujet de discussion.
- ☐ Nommez un facilitateur pour chaque poste qui sait comment orienter le débat sur le sujet devant être discuté et informez chaque groupe sur le débat qui a eu lieu auparavant.
- ☐ -Divisez les participants en petits groupes et donnez-leur un feutre de couleur différente.
- ☐ Chaque groupe crée et ajoute ses idées à la feuille en utilisant une couleur assignée. De même, il peut modifier ou corriger ce que le groupe qui l'a précédé a indiqué sur le tableau.
- ☐ Une fois un signal donné, chaque groupe se rend à la feuille suivante où il lit ce qui a été écrit avant. Il peut alors réécrire une idée qui a déjà été formulée sur la liste ou y ajouter une idée nouvelle.
- ☐ Lorsque tous les groupes ont contribué à chacune des feuilles, le groupe se réunit pour faire la lecture commune de ce qui figure sur l'ensemble des tableaux papier.

Il est aussi possible d'utiliser cette technique dans le contexte d'une séance de remue-méninges. Dans ce contexte, chaque idée développée sera considérée comme d'égale valeur aux autres.

AIDE-MÉMOIRE : Technique participative – Les groupes de discussion

Les groupes de discussion sont des petits groupes qui débattent d'un sujet spécifique ou d'une question pendant une brève période de temps. Ils se composent normalement de deux ou trois personnes.

Pourquoi recourir à de tels groupes?

Les groupes de discussion sont utilisés pour :

- ☐ assurer la participation de chaque membre du groupe;
- ☐ promouvoir les interactions de petits groupes;
- ☐ fournir des modalités de participation sûres à tous les membres;
- ☐ permettre un débat sur les questions à l'étude;
- ☐ aider à activer les connaissances préalables des apprenants;
- ☐ travailler en groupe sur un objet ou une tâche particulière;
- ☐ évaluer la compréhension des participants.

Pourquoi utiliser les groupes de discussion?

Les groupes de discussion peuvent offrir une pause intéressante lors d'une conférence tenue en mode plénière pour donner aux participants la possibilité d'échanger. Ils donnent le temps de bien intégrer le contenu d'un exposé; d'échanger des idées, d'exprimer des opinions, de bénéficier mutuellement de leurs expériences. Les groupes de discussion peuvent faciliter la réflexion sur ce qui vient à peine d'être appris et donnent l'occasion aux participants de penser à la manière dont ils pourraient appliquer ces apprentissages à même leur travail. Ils servent enfin de méthode utile pour résoudre un problème de manière collective.

AIDE-MÉMOIRE : Comment faciliter la délibération en groupe de discussion

☐ **1. Expliquez le but et la méthode**

Lorsque vous formez un groupe de discussion pour la première fois, vous devrez expliquer aux participants le but d'une telle rencontre ainsi que le déroulement de celle-ci.

Il est suggéré d'intervenir très tôt auprès du groupe. Voici des exemples de bonnes entrées en matière :

- J'aimerais que vous partagiez vos opinions librement au sein de ce groupe.
- L'un d'entre vous a-t-il déjà entendu parler de ces groupes? Le cas échéant, demander une explication.
- Vous allez vous asseoir en petits groupes et débattre d'une même question.

☐ **2. Formez des groupes de discussion**

Donnez des orientations précises comme : « Tournez-vous vers deux des personnes assises le plus près de vous » ou « Réunissez-vous avec quelqu'un qui travaille sur le même sujet que vous » ou « Cette fois-ci, j'aimerais vous associer avec la personne que vous connaissez le moins dans la salle ».

☐ **3. Décrivez la tâche**

La tâche doit pouvoir être remplie en l'espace de cinq à dix minutes. Si elle est plus compliquée, divisez son explication en différentes parties. Rédigez-la en termes clairs sur un tableau. Laissez là bien à la vue pendant le débat.

☐ **4. Précisez le délai**

Les groupes travaillent de manière plus concentrée lorsqu'ils ont une période de temps limité et bien délimité pour le faire. Avant d'amorcer une réunion, il est important d'informer les participants du temps dont ils disposeront.

☐ **5. Contrôlez les progrès**

Circulez d'un groupe à l'autre. Voilà une tâche qui exige de l'énergie et de la concentration. Il est par exemple important que vous examiniez la méthode de travail d'un groupe, que vous aidiez ceux-ci à bien comprendre leurs tâches ou que vous portiez attention aux participants qui éprouvent des difficultés. Ceci étant, tout en intervenant ponctuellement, veillez à ne pas entraver la dynamique qui s'instaure au sein d'un groupe.

☐ **6. Veiller au respect des limites en temps**

Lorsque les groupes de discussion se réunissent, le temps passe vite. En annonçant qu'il « reste deux minutes », vous aidez les groupes en leur rappelant qu'il est essentiel de laisser chacun intervenir.

☐ **7. Invitez les groupes à faire rapport**

Si vous travaillez avec un nombre limité de sous-groupes, la manière la plus simple de faire un retour d'expérience est de demander à chacun d'entre eux de faire rapport sur leurs délibérations. Si les limites de temps ne permettent pas cette démarche, il est suggéré de sélectionner un nombre restreint d'idées pour les exposer en plénière. Les idées peuvent être sélectionnées au hasard.

☐ **8. Traitez le produit**

Si vous souhaitez que les participants apportent leur contribution, il est important de souligner l'intérêt que celles-ci auront. Vous pourrez ensuite les résumer, les analyser ou les mettre à profit du plus grand nombre. (Voir l'aide-mémoire.)

Tiré de "The ART of Building Facilitation Capacities: A Training Manual" publié par RECOFTC en 2002. Sessions facultatives 2 http://www.recoftc.org/site/index.php?id=357

AIDE-MÉMOIRE : Comment partager les idées de nombreux groupes?

☐ **Garder la crème de la crème.** Tous les groupes ne doivent pas nécessairement faire rapport. Seuls ceux qui ont quelque de nouveau à apporter pourraient être appelés à le faire. Cela réduit les répétitions et encouragera les participants à travailler de manière plus enthousiaste lors d'une prochaine activité en groupe.

☐ **Classement**. Si la tâche consiste à confectionner une liste, demandez aux groupes de compiler leurs idées pour ensuite les classer dans un certain ordre, que ce soit en ordre d'importance ou d'urgence par exemple. Faire un classement simplifie la tâche et la rend plus facile à partager.

☐ **Un point à la fois**. Demandez aux rapporteurs des groupes de faire rapport sur un seul point à la fois. Cela évite les situations dans lesquelles un premier groupe fait rapport sur l'ensemble de l'information en empêchant par le fait même les autres de participer.

☐ **Comparer**. S'ils se sont vus confier la même tâche, demandez aux groupes d'afficher leurs produits côte à côte et de lire les affiches, en quête de similitudes et de différences, etc.

☐ **Rotation des réactions**. Demandez aux groupes d'afficher leurs produits dans différents coins de la salle. Demandez à chaque groupe de rester initialement dans son coin pour ensuite faire une rotation entre les groupes jusqu'à ce que chacun ait pu prendre connaissance des contributions des autres. Demandez-leur d'écrire des questions ou de faire part de leurs réactions soit directement sur le tableau papier soit sur des papillons adhésifs distincts collés sur le tableau papier.

☐ **La roue qui tourne**. Inversez le flux de l'information. Pour éviter que les groupes circulent autour de mêmes affiches, faites passer les participants d'une affiche à l'autre. Demander à un participant de demeurer près d'une affiche qu'il a déjà vue afin qu'il serve d'interprète au prochain groupe.

☐ **Trucs pour partager l'information sous forme d'affiches**. Informez les participants qu'ils ne partageront pas leurs conclusions sous la forme d'un exposé, mais sous la forme d'affiches. Cette information devrait être donnée avant même qu'ils ne se constituent en petits groupes. Expliquez le but et méthode à suivre. Le contenu des affiches doit être très clair et être facilement lisible.

☐ **Faciliter la rétroaction entre pairs**. L'apprentissage le plus efficace est celui qui a lieu entre groupes de pairs. Encourager les participants à analyser leurs conclusions respectives est une excellente méthode d'apprentissage.

☐ **Synthétiser l'affichage**. Lorsque tous les groupes ont fait part de leurs réactions et lu celles des autres sur leur travail, faites un autre tour de table en revenant sur les principaux points qui auront été discutés. Intervenez en donnant vos commentaires personnels uniquement si nécessaire. Demandez aux participants de résumer les principales leçons tirées de l'exercice. S'il y a lieu, félicitez-les pour leur dur labeur et pour leurs remarques constructives.

Tiré de 'The ART of Building Facilitation Capacities: A Training Manual', publié par RECOFTC en 2002. Sessions facultatives 2 http://www.recoftc.org/site/index.php?id=357

AIDE-MÉMOIRE : Comment obtenir de nouvelles idées au lieu des suggestions habituelles?

Comment organiser une séance de remue-méninges?

☐ **1. Aménagez la salle**

☐ **2. Demandez à tous les participants de placer les chaises de telle sorte qu'elles soient situées en face de l'aire de rédaction (tableau noir ou tableau papier à feuilles mobiles).**

☐ **3. Précisez et affichez ces règles de base:**

- n'importe qui peut indiquer quelque chose sur la liste s'il le juge pertinent (même si ce sont des idées amusantes pouvant prêter à confusion);
- personne ne peut contester la présence sur la liste de telle ou telle chose;
- Il ne devrait y avoir aucun débat après l'émission d'une idée.

☐ **4. Affichez la tâche du groupe sous la forme d'une question.**

☐ **5. Demandez des volontaires pour écrire sur le tableau. Demandez-leur de veiller à écrire toutes les contributions. La possibilité de voir les idées soulevées transcrites noir sur blanc permet de générer de nouvelles idées sans censure.**

☐ **6. Commencez à dresser une liste d'idées. Demandez aux participants d'exposer leurs idées une à la fois. Si quelqu'un commence à débattre d'une question, rappelez poliment au groupe les règles de base.**

☐ **7. Continuez jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'idées et attendez jusqu'à ce que tout le monde ait eu la possibilité de les exposer. Il est important que tous aient un sentiment d'appropriation des idées exposées.**

☐ **8. Vers la fin de délais impartis, laissez savoir aux participants qu'il ne leur reste plus que deux minutes. Cela se solde souvent par une dernière « flambée » d'idées.**

Que peut-on faire avec la liste des idées proposées?

Il est important d'achever l'exercice de remue-méninges. Si la liste n'est pas trop longue, faites-en l'analyse. Demandez d'abord au groupe ce qu'il pense de cette liste. La liste proposée est souvent assez longue. C'est pourquoi le groupe doit trouver un moyen de réduire une liste longue à un nombre réduit d'idées. Cela peut se faire de différentes manières :

☐ **1. Créer des catégories et trier les idées en fonction de celles-ci.**

☐ **2. Grouper les idées en ensembles. L'aménagement sous forme d'ensembles est une tâche difficile. C'est une des raisons pour laquelle le facilitateur joue un rôle important.**

☐ **3. Le groupe peut décider de prioriser ce qui figure sur la liste en se demandant quelles sont les idées les plus fondamentales, les plus urgentes ou les plus pratiques. On peut confier à la tâche d'étoffer les idées les plus prometteuses à des sous-groupes.**

Tiré de "The ART of Building Facilitation Capacities: A Training Manual", publié par RECOFTC en 2002. Séances facultatives 2 http://www.recoftc.org/site/index.php?id=357

Comment appuyer les activités communautaires?

Comment appuyer les initiatives communautaires relatives à la diversité biologique?

Les coordonnateurs des SPANB peuvent soutenir les initiatives communautaires relatives à la diversité biologique de différentes façons. Ils peuvent ainsi obtenir un soutien sans nécessairement devoir recourir à des sources importantes en financement.

OPTIONS	QUE PEUT FAIRE UN CORRESPONDANT LOCAL?
Accès aux réseaux et à l'information	Aider les initiatives d'ONG et de communautés locales en les aidant à trouver des informations et des experts. Aider avec les procédures de prise de décisions s'appliquant à leurs projets.
Appui moral	Organiser des activités CESP communautaires avec une approche par le bas qui place le groupe en contact avec un haut fonctionnaire de l'État. La présence d'une personne de haut niveau durant un événement donne un appui moral au projet, y ajoute crédibilité et autorité, et renforce la motivation des personnes concernées.
Appui publicitaire	Aider à générer de la publicité pour des initiatives locales ou d'ONG en faisant mention de ces projets dans les rapports, bulletins et autres publications officielles.
Appui avec l'aide de procédures formelles	Guider les initiatives ou les projets d'organisations internationales au moyen de procédures telles que les déclarations douanières, les virements internationaux l'accès aux donateurs et aux fondations.
Appui financier et dons	Suggérer des sources de financement possibles pour les activités des ONG : • le programme de petits et moyens dons du FEM; • le programme de petits dons d'ambassades; • le comité néerlandais de l'UICN, pour les pays admis à bénéficier de la coopération néerlandaise pour le développement (voir www.iucn.nl); • les aider à entrer en contact avec des organisations internationales comme le Fonds mondial pour la nature (www.panda.org) ou Conservation International (www.conservation.org); Il arrive que les gouvernements aient leur propre système d'appel d'offres ou de soumissions pour les ONG au titre duquel ils peuvent par exemple inviter celles-ci à faire une soumission annuelle pour financer des projets de sensibilisation et d'éducation du public en vue du développement durable ou sur une question de diversité biologique comme la sensibilisation à la conservation d'une zone humide spécifique.

EXEMPLE : Fournir un appui moral

L'honorable Joseph Mungai (MP), ministre tanzanien de l'éducation et de la culture, entouré de membres de « l'équipe de rêve », un groupe d'étudiants de l'Université Tumaini pour l'éducation de la diversité biologique. La présence et l'intérêt du ministre ont renforcé la motivation des étudiants.

Photo : Godi van Lawick

EXEMPLE : Appuyer avec autorité et crédibilité

Cérémonie d'ouverture du projet d'éducation à la diversité biologique, à l'Université Tumaini en Tanzanie. Il s'agit d'un projet financé par la Fondation Hugo van Lawick. L'invité d'honneur, M. Pinda (MP), ministre de la NUN-OW –Tamisemi, a déclaré : *"Je vous exhorte à poursuivre vos activités et à mettre en place un programme à l'échelle du pays! Et sachez que le gouvernement vous appuie sans réserve".*

Photo : Godi van Lawick

Choisir avec qui collaborer

Avec qui dois-je collaborer en matière de diversité biologique?

La collaboration est une stratégie clé dont se servent les coordonnateurs des SPANB pour sensibiliser et pour obtenir une aide extérieure au bénéfice de la diversité biologique. Il y a diverses possibilités de collaboration :

Travailler avec des ONG et des organisations internationales

Travailler avec les ONG pour sensibiliser à la diversité biologique tire avantage de la crédibilité qu'ont les ONG auprès du grand public. Les ONG peuvent en outre avoir des compétences techniques et pédagogiques qui faciliteront le travail du coordonnateur dans la communication du message souhaité. Travailler avec des organisations internationales permet de bénéficier de leurs connaissances, de leur expérience, ou de leurs réseaux.

Travailler avec d'autres parties à la CDB

La collaboration avec d'autres parties à la CDB en matière de CESP offre l'avantage d'un échange pair-à-pair. Elle renforce également les liens et l'entente entre les publics de différents pays dans un contexte de mondialisation. Cela peut aussi mettre en évidence les aspects frontaliers de la diversité biologique. À titre d'exemple, les questions concernant les espèces migratrices et les zones protégées transfrontières.

Assurer la liaison avec des acteurs pour la Décennie 2005-2014 des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable

Dans de nombreux pays, les activités liées à la Décennie sont entreprises par le Ministère de l'Éducation, le secteur de l'enseignement formel, les comités nationaux pour l'UNESCO, les réseaux d'éducation relative à l'environnement et autres organisations impliquées dans le cadre de la Décennie. Voilà autant de possibilités de développer des partenariats pour placer la diversité biologique au coeur du développement durable. L'UNESCO est l'organisation qui coordonne la Décennie. Les activités organisées peuvent être vues à l'adresse suivante : www.unesco.org/education/desd/. La région européenne a formulé une stratégie et des indicateurs pour la Décennie qui se trouvent à l'UNECE : http://www.unece.org/env/esd/welcome.htm

Travailler avec des organisations de secours

Il peut s'avérer intéressant de collaborer avec des organisations de secours qui aident les individus déplacés par des guerres ou des catastrophes naturelles. Il s'avère en effet important d'enrayer les activités associées à l'utilisation accélérée de ressources naturelles dans les zones de crise humanitaire. Notons ici l'utilisation accrue de bois dans les régions limitrophes aux camps de réfugiés.

EXEMPLE : Collaboration avec les organismes de secours

Dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial ont appuyé des programmes d'éducation et de sensibilisation du public en collaboration avec les ministères de l'Environnement et les organismes chargés de la conservation de la diversité biologique. Les programmes traitent par exemple de santé et de protection des réfugiés ; de prévention des conflits sociaux en zones de crises ainsi que de la replantation de zones déboisées. Cette dernière catégorie de programme compense les communautés pour les dommages causés suite à l'arrivée des réfugiés. Du matériel pédagogique est produit et distribué aux réfugiés. Cela permet de les renseigner sur un ensemble de pratiques durables telles que le compostage, les fourneaux en boue à haut rendement énergétique construits en boue et la constitution de pépinières.

EXEMPLE : Collaboration pour la Journée mondiale de l'environnement, Sierra Leone

Tous les ans, l'Environmental Forum for Action (ENFORAC), un consortium regroupant toutes les organisations environnementales en Sierra Leone ainsi que deux universités collaborent avec le Ministère de l'Environnement et des forêts et avec et les institutions des Nations Unies pour célébrer la Journée mondiale de l'environnement. Cet événement d'une journée comprend en général un discours par le ministre de l'Environnement ou d'autres fonctionnaires de rang supérieur et d'activités de sensibilisation qui informent le public sur un ensemble de pratiques durables. Parmi ces pratiques, notons par exemple un ensemble de dispositifs ménagers de conservation énergétique. Ceux-ci sont aussi pertinents à la conservation de la diversité biologique.

Photos: Environmental Actors

EXEMPLE : Collaboration pour la semaine de l'environnement aux Palaos

Les Palaos observent chaque année la Journée de la Terre, et ce, dans le cadre de la semaine de l'environnement. Il y a plusieurs années, le président de ce pays a signé un décret exécutif désignant le Conseil de protection de la qualité de l'environnement des Palaos (EQPB) comme organisme responsable de coordonner cette activité. Le personnel de ce Conseil forme un comité avec des parties prenantes. On y compte des organismes nationaux et étatiques, des ONG et des groupes communautaires.

L'activité revêt une forme différente d'une année à l'autre. Certaines années, l'ensemble des activités se déroule pendant plus d'un mois. Parmi les activités organisées :

- ramassage des détritus sur terre et sous eau ;
- surveillance des récifs de corail ;
- déplacements gratuits en autobus pendant une semaine ou un mois ;
- nettoyage de mauvaises herbes envahissantes.

Chaque année, lors de la Journée de la Terre, une foire est organisée. Pour éveiller l'intérêt de la population, on y propose concours et kiosques d'information.

Entretien avec Joel Miles, Office of Environmental Response and Coordination, Palaos
Étudiants du lycée Belau Modekgnei en promenade. Photo de la Palau Conservation Society

EXEMPLE : Collaboration nationale en Sierra Leone

Le Forum for Environmental Action en Sierra Leone a organisé en octobre 2004 une conférence nationale intitulée « Gestion durable de l'environnement ».

Les participants ont estimé que l'absence d'éléments pédagogiques essentiels pour une éducation relative à l'environnement dans les programmes d'enseignement scolaire était une sérieuse préoccupation. Ils ont recommandé que les autorités prennent les mesures nécessaires pour incorporer des considérations pour ce type de programme à même les curriculums.

Depuis, la Commission de l'environnement et de la sylviculture travaille en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation ainsi qu'avec d'autres acteurs à l'élaboration d'un programme d'enseignement répondant à cette préoccupation. Du matériel pédagogique a été préparé. Il est clair qu'il y a une volonté politique d'inclure l'environnement dans les programmes. Toutefois, le principal obstacle est l'identification et l'allocation des ressources techniques et financières nécessaires pour mettre cette initiative en œuvre.

Tommy Garnett, président, Forum for Environnemental Action, Sierra Leone

Photos : Actores ambientales

EXEMPLE : Collaboration avec une autre Partie à la CDB

Palaos et Allemagne

Aux Palaos, une petite initiative de communication, d'éducation et de sensibilisation du public a pu voir le jour grâce à la coopération avec le Concours international de diversité biologique organisé par le projet multimédia allemand pour la jeunesse fondé sur le Web « *Naturdetektive* » de l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature (BfN). Ce projet offre aux étudiants un accès privilégié à la multitude d'informations existantes sur la diversité biologique. Il donne aussi à chaque pays la possibilité d'acquérir des expériences en matière de coopération bilatérale pour la CESP. Ici, l'Internet est essentiel au succès du projet.

Détectives de la nature

Tous les quinze jours, différentes images montrant des animaux ou des plantes de régions tropicales ou d'autres régions peu connues des jeunes Allemands sont présentées sur le Web. Les images sont accompagnées d'informations sur ces espèces et sur leur importance pour l'environnement ou pour la culture locale. Les participants peuvent aussi participer à un concours en répondant à des questions associées. Les gagnants reçoivent des prix intéressants décernés par certaines grandes maisons d'édition.

Adaptation à nos besoins

Le programme « Détectives de la nature » a été reproduit aux Palaos. Les participants devaient recueillir diverses informations sur des espèces animales ou végétales endémiques et enrichir cette recherche de supports visuels. Parmi les espèces répertoriées, on peut noter par exemple l'araignée des Palaos, le fruit à pain ou la noix de bétel. Les informations furent intégrées au site Internet du mécanisme du Centre d'échange des Palaos.

Mise à niveau et adaptation au contexte local

Il existe depuis 2006 un mécanisme de partage d'information plus étoffé pour les Palaos. Celui-ci repose notamment sur l'utilisation d'un journal local, le *Island Times*. Les lecteurs peuvent appeler le journal ou lui envoyer des informations intéressantes par courrier électronique. Les organismes répertoriés par les participants furent le sujet d'une émission radio locale. Cet aspect du programme, propre au contexte des Palaos est important. En effet, les écoles et les ménages n'ont pas toujours accès à l'Internet. Il est prévu que les enseignants utilisent le concours comme outil pédagogique dans le cadre des cours de science et d'informatique. À ce jour, le projet a traité de biodiversité agricole, de biodiversité marine et s'est particulièrement intéressé aux oiseaux endémiques aux forêts du pays. Le « Bud Quiz » allemand, un jeu questionnaire, est programmé en HTML et a été adapté dans le but d'une utilisation dans les écoles des Palaos. Il a été rebaptisé « Mangrove Quiz » et a été agrémenté de fiches informatives sur les palétuviers, un arbre tropical local poussant dans la vase des mangroves.

http://www.palau.biodiv-chm.org; www.naturdetektive.de Entretien avec Joel Miles, Office of Environmental Response and Coordination, Palaos et M. Horst Freiberg, Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature, Allemagne.

Le travail en réseau au service de la diversité biologique

Pourquoi travailler en réseau pour ajouter de la valeur à mes efforts pour préserver la diversité biologique?

Le travail en réseau consiste à échanger des informations et à établir des liaisons personnelles. Il est de nature amicale et discrète et il s'avère essentiel pour maintenir des relations dans notre société de plus en plus complexe. Les gens travaillent en réseau dans de nombreux contextes. Que ce soit sur le lieu de travail ou lors de conférences professionnelles, le travail en réseau peut prendre de nombreuses formes. Une partie du travail en réseau est soigneusement planifiée tandis alors qu'une autre est souvent fortuite. Le travail en réseau peut avoir lieu, en dehors de conditions gouvernementales, partout où il est possible d'établir de nouveaux contacts et pourvu qu'une personne ait de bonnes aptitudes sociales.

Le travail en réseau offre des avantages. Il permet d'aider autrui à établir des contacts dans un contexte structuré plutôt que de le faire à l'improviste.

Les réseaux fournissent aux correspondants locaux des SPANB un moyen important de surmonter un manque de ressources. Ils permettent de tisser des relations mutuellement avantageuses, car elles reposent sur le cumul d'expériences et d'expertises apportées par chacun des acteurs qui en font partie.

Les réseaux peuvent ajouter de la valeur à une démarche de CESP en générant des changements systémiques en faveur de la diversité biologique et de la durabilité. Bien du chemin a été fait depuis Action 21 à propos de la prémisse selon laquelle les parties prenantes pouvaient engager un dialogue et apprendre par le partage. Un objectif reste toujours aussi présent : trouver les meilleures manières de résoudre les problèmes socio-économiques associés à la dégradation des services écosystémiques.

Les réseaux multipartites combinent des acteurs de tous les secteurs, de toutes les disciplines et de toutes les régions du monde. Des exemples à l'échelle mondiale sont le *Marine Stewardship Council* ou le *Forest Stewardship Council* qui cherchent à dynamiser une masse critique pour générer un maximum de changements systémiques. D'ailleurs, les réseaux peuvent générer des changements systémiques aux plans national et international.

Les réseaux ont notamment pour résultat le développement d'un apprentissage s'effectuant par voie de dialogue. Ce dialogue peut être réalisé à l'aide de listes électroniques, de communautés de pratique, de forums, d'ateliers ou de formations. On qualifie souvent ces activités d'apprentissage « d'apprentissage social » car les idées qu'ont les personnes d'elles-mêmes et de leurs relations avec autrui changent au fur et à mesure que l'apprentissage progresse. En rassemblant des gens sans tenir compte des frontières géographiques, sectorielles ou de tout autre obstacle à la socialisation, il devient possible de créer une prise de conscience systémique complète. Cette conscience est le préalable aux changements systémiques fondamentaux. « Le changement a lieu en s'exposant à de nouvelles idées et, en général, par le biais d'interactions face à face ».

(Entretien avec Caplan, J. dans Waddell, S. 2005 *Social integration: A global societal learning and change perspective, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.*

Quelles sont les possibilités de travail en réseau?

Les réseaux peuvent revêtir maintes formes en fonction de leur but. Les plus connus sont les réseaux d'information. Toutefois, si l'on veut voir poindre de véritables changements de comportements pour la conservation de la diversité biologique, il faudra aussi privilégier les réseaux axés sur la stimulation de la réflexion et de l'apprentissage. Le degré d'importance des réseaux suivants va en s'accroissant selon la profondeur des changements recherchés : réseaux de connaissances, communautés de pratique, réseaux de tâches, réseaux volontaristes, réseaux de changements sociaux et réseau de changements générateurs. (Voir la classification de Steve Waddell dans l'aide-mémoire.)

Les réseaux organisent souvent des rencontres et événements informels dont peuvent tirer profit les coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux. Ils peuvent être de nature internationale comme la Journée mondiale des zones humides (2 février), la Journée mondiale de la biodiversité (22 mai), la Journée de la Terre (Équinoxe international des Nations Unies, 20 ou 21 mars ou parrainé par les États-Unis d'Amérique le 22 avril) ou la Journée mondiale de l'environnement (5 juin).

On trouvera ci-dessous une description de trois méthodes de travail en réseau couramment utilisées. D'autres types de réseau figurent dans les aide-mémoires.

Activités ou groupes de travail en réseau sur l'Internet

Le travail en réseau sur l'Internet fait usage de débats, d'échange d'expériences et d'un dialogue virtuel centré sur des tâches spécifiques à l'aide du Web. Les interactions peuvent inclure des réunions, des débats, des clavardages, des conférences par vidéo ou des messages instantanés qui permettent aux membres d'interagir sans frais importants sur de vastes zones géographiques. L'Internet est de plus en plus utilisé pour des webinaires (contraction de **web** et sém**inaires**). Ce sont des ateliers ou des séminaires retransmis sur le Web. Interactifs, les webinaires peuvent être permettre aux participants de donner, recevoir et de débattre de sujets divers.

Ces groupes peuvent également promouvoir des réunions et des événements physiques, s'y préparer ou en faire la publicité. L'UICN a préparé dans le passé de telles réunions en ligne. Les réunions deviennent souvent plus efficaces une fois les participants en face à face.

Principal avantage. Commodes car elles permettent des interactions qui surmontent les frontières géographiques.

Inconvénient. L'engagement, l'activité et la cohérence des efforts peuvent varier.

À considérer. Un travailleur en réseau peut gérer de nombreuses tâches. Il faut voir à élaborer un plan de travail et à donner des orientations claires pour obtenir un résultat. Les coûts des connexions Internet doivent être raisonnables.

Événements ou groupes généraux de travail en réseau sur la

Il s'agit d'événements lors desquels les individus se rencontrent face à face. Ils sont normalement ouverts à tous les professionnels de l'État et de la société civile à moins que les invitations ne fassent l'objet de restrictions. Les réseaux tirent parfois parti d'événements à grand déploiement pour déclencher les échanges; une exposition dans un musée d'histoire naturelle ou le lancement d'une campagne en faveur de la diversité biologique par exemple. Des cartes de visite sont échangées et les professionnels expliquent les uns aux autres qu'elle est la nature de leurs activités. Ils peuvent ainsi déterminer quelles sont les compatibilités et les opportunités de collaboration. Pour se présenter les uns aux autres, les membres font de très brèves présentations.

Une **brève présentation** demeure concise. Elle ne dure pas plus de 20 secondes. Elle comprend votre nom, le nom de votre organisation, décrit ce que vous faites au sein de cette organisation et explique ce qui vous motive à faire partie d'un tel réseau.

Activités spéciales de travail en réseau CESP

Les événements CESP sont des réunions physiques auxquelles les participants concentrent leur attention sur la CESP. Les expériences, ressources, idées et contacts partagés contribuent à améliorer les activités et les compétences de toutes les parties concernées tout en stimulant la collaboration. Ces événements peuvent amener à de nouvelles décisions sur les mesures à prendre pour améliorer la situation de la CESP. Que ce soit au niveau des changements de politiques ou de l'élaboration d'activités de renforcement des capacités. Ils incluent des ateliers CESP ainsi que des conférences d'éducateurs ou des activités de réseaux CESP.

EXEMPLES DE RÉSEAUX CESP

Internationaux

UICN – Commission de l'éducation et de la communication (CEC) http://cec.wcln.org/

Compte à rebours 2010 www.Countdown2010.net

Réseau des correspondants locaux de la CESP de la Convention sur la diversité biologique

http://www.biodiv.org/programmes/outreach/cepa/home.shtml

Ramsar – Réseau CESP de la Convention sur les zones humides http://ramsar.org/outreach_index.htm, accompagné d'un groupe de discussion animé par courrier électronique (ramsar-cepa-eng-join@indaba.iucn.org)

CCNUCC – Éducation et communication relatives aux changements climatiques http://unfccc.int/cooperation_and_support/education_and_outreach/items/2529.php

Global Rivers Environmental Education Network www.green.org/

Foundation for Environmental Education www.fee-international.org/

Biodiversity Education Network www.bioednet.org/

Regional Environmental Education program www.sadc-reep.org.za/

Associations nationales pour l'éducation relative à l'environnement

Australian Association for EE http://www.aaee.org.au/

Canadian Network for Environmental Education and Communication http://www.eecom.org/english/index.html

North American Association for EE NAAEE www.naaee.org/

Environmental Education Association South Africa EEASA http://www.eeasa.org.za/

Comment gérer le travail en réseau lorsque l'on coordonne une stratégie et un plan d'action national pour la diversité biologique?

Considérant les nombreux avantages de tels réseaux pour un coordonnateur SPANB, en particulier dans un contexte où les fonds sont limités, il est important d'en tirer un maximum de profit. Pour ce faire, les considérations suivantes devraient être utiles.

Se préparer au travail en réseau

Avant même de se joindre à un réseau, il est important de réfléchir sur la situation de la SPANB et se demander où les gains peuvent être obtenus et où le travail en réseau pourra aider. Tâchez d'impliquer très tôt vos collègues responsables de mettre à jour votre liste des contacts et ceux responsables des suivis auprès des organisations concernées. Dresser une liste des principales réalisations de la SPANB et des personnes qui furent impliquées. Préparez une « brève présentation » qui vous permettra de vous identifier et d'expliquer succinctement la nature de vos besoins.

Travail en réseau de base

- La famille et les amis vous aideront à déterminer la clarté avec laquelle vous communiquez vos idées.
- N'oubliez pas que les gens sont influencés par leurs pairs. De même, les contacts sociaux étroits favorisent le développement d'alliances professionnelles solides.
- Travaillez en réseau avec d'anciens élèves de votre université ou d'autres universités intéressantes. Cela procure un important réseau professionnel au sein duquel vous pouvez partager des idées et des informations, et établir des contacts dans de nombreuses organisations.
- Pour élargir la gamme de vos contacts, il est important d'assister à des réunions professionnelles et d'adhérer à des organisations professionnelles.
- Souvenez-vous également de travailler en réseau au sein même de votre organisation afin de demeurer informé de ce qui s'y passe. Il est bon de le faire en ayant des échanges informels, en prenant un café ou en déjeunant avec des collègues de différentes sections.

Travail en réseau avancé

Le coordonnateur de la SPANB peut intensifier les activités de travail en réseau en faisant des exposés, en publiant des articles, en organisant des entretiens et en envoyant des informations aux membres du réseau par courrier électronique. Des nouvelles en matière de diversité biologique peuvent être affichées sur un site Internet ou au moyen d'un blogue personnel. Pour s'assurer que les contacts que vous aurez établis soient utiles sur le long terme, il est bon de maintenir et de mettre à jour une liste de ces contacts.

Avec des fonds additionnels, le coordonnateur de la SPANB peut organiser des réunions de réseau avec des personnes de différents secteurs en vue d'explorer les solutions à des enjeux en matière de diversité biologique. Les mesures proposées par ces réunions doivent bénéficier d'un soutien adéquat pour apporter des changements aux actions en faveur de la diversité biologique.

AIDE-MÉMOIR : Types de réseaux

☐	**1. Réseau d'informations**	C'est le plus souvent ce à quoi pensent les gens lorsqu'ils pensent à un « réseau ». Grâce à lui, les participants partagent l'information sur un sujet d'intérêt commun. Il n'élabore pas un plan d'action commun.
☐	**2. Réseau de connaissances**	Le but est de produire de nouvelles connaissances, de nouvelles compétences et de nouveaux outils au sein du réseau. Il a un programme de recherche défini. La participation permet de partager les coûts et d'améliorer l'accès aux données.
☐	**3. Communauté de pratique**	Les participants partagent et étoffent l'information, les connaissances, la sagesse collective et la capacité. Cela requiert un profond dialogue et un partage ouvert. Il est auto-organisé et a un agenda de développement conjoint. Les avantages de la participation comprennent une formulation rapide des réponses aux questions revêtant un intérêt commun.
☐	**4. Réseau de tâches**	Des personnes peuvent former un réseau lorsqu'elles souhaitent entreprendre une tâche spécifique qui requiert différentes ressources et la coordination de l'action. Lorsque la tâche est terminée, on procède à la dissolution du réseau.
☐	**5. Réseau volontariste**	Il est utilisé lorsqu'une question doit retenir l'attention d'un groupe de personnes ou d'organisations, qui coordonnent leur action et leurs ressources d'une manière indéfinie.
☐	**6. Réseau de changements sociaux**	Ce type de réseau provoque un apprentissage et des changements sociaux parmi les membres issus de différents secteurs. Ces membres sont les parties prenantes autour d'un enjeu. Elles se livrent à un dialogue approfondi et à un échange de vues illimité ainsi qu'à une action coordonnée et synergique collective. Les changements nécessitent leurs compétences et leurs réseaux collectifs.
☐	**7. Réseau de changements générateursración de cambios**	L'apprentissage et les changements sociaux sont également produits par ce type de réseau mais le principal but est de générer des innovations, des changements ou des actions qui vont au delà du réseau lui-même. La participation à un tel réseau est donc plus importante. Cela requiert un dialogue détaillé, un échange de vues ouvert ainsi qu'une action collective coordonnée et synergique.

Waddell, S. (2005). *Societal learning and change. How governments, business and civil society are creating solutions to complex multi-stakeholder problems*. Sheffield: Greenleaf Publishing Ltd. p 136.

AIDE-MÉMOIRE : Possibilités de collaborer à la CESP

OPPORTUNITÉ	COLLABORATION AVEC	VALEUR AJOUTÉE
☐ **Décennie des Nations Unies pour le développement durable**	Ministère de l'Éducation, universités, comités de l'UNESCO	La diversité biologique comme élément de base du développement durable
☐ **Compte à rebours 2010**	Commission européenne, ministères de l'environnement, UICN, ONG	La diversité biologique comme patrimoine commun des générations futures
☐ **Convention de Ramsar**	Centres pour les zones humides, ministères de l'environnement, zones protégées, ONG	La diversité biologique comme concept global
☐ **Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques**	Ministère de l'Environnement, Fonds mondial pour la nature, ONG	La diversité biologique comme indicateur de changement et d'adaptation
☐ **Réduction de la pauvreté**	Organisations de coopération pour le développement ou organisations de secours et d'aide humanitaire	Systèmes écosystémiques, création de revenus, prévention de futurs coûts de réparation
☐ **Tourisme**	Associations des propriétaires d'hôtels, voyagistes	La diversité biologique pour « vendre » le tourisme
☐ **Evénements, p.ex. Journée mondiale de la biodiversité, lancement de la version actualisée d'une stratégie et d'un plan d'action nationaux pour la diversité biologique, Journée mondial de l'environnement**	Bureau du premier ministre ou du président ou ministre de l'environnement. ONG Jardins zoologiques Musées d'histoire naturelle Écoles Zones protégées	La diversité biologique comme patrimoine des générations futures; services écosystémiques; prévention de futurs coûts de réparation
☐ **CDB**	Autres Parties à la CDB	Échange de connaissances et de ressources

AIDE-MÉMOIRE : Gestion de réseau pour le coordonnateur d'une SPANB

☐ **Phase 1. Préparation**

- Évaluer l'état de la SPANB ;
- Préparer un « fichier d'accomplissements » sur l'application de la SPANB ;
- Préparer une « présentation brève » pour préciser clairement ce que sont les compétences recherchées ;
- Obtenir des informations de collègues et de pairs afin d'aider à résoudre certains enjeux ;
- Établir des contacts.

☐ **Phase 2. Travail en réseau de base**

- Amis et famille ;
- Anciens élèves ;
- Au sein de l'organisation où l'on est employé ;
- En participant à des rencontres professionnelles;
- En adhérant à des organisations professionnelles.

☐ **Phase 3. Travail en réseau avancé**

- Faire des exposés;
- Publier des articles;
- Organiser un blogue et/ou un site Internet ;
- Organiser des interviews d'information;
- Envoyer une lettre aux membres du réseau ;
- Maintenir et mettre à jour un système de gestion des relations.

EXEMPLE : Réseaux mondiaux de CESP

Des gouvernements de pays situés à travers le monde se sont engagés à réduire le rythme de perte de biodiversité d'ici 2010. L'initiative Countdown 2010 (Compte à rebours 2010) les aide à délaisser les mots pour favoriser l'action. Plus de cent partenaires allant de gouvernements nationaux et locaux aux organisations non gouvernementales et aux entreprises ont décidé de relever ce défi. Ils ont créé le Compte à rebours 2010, un réseau influent de partenaires qui travaillent ensemble pour combattre les causes de l'appauvrissement en diversité biologique. Chaque partenaire s'engage à faire des efforts additionnels pour atteindre l'objectif de 2010 relatif à la diversité biologique. Agissant de concert, ils créent une dynamique pour sauver la diversité biologique. http://www.countdown2010.org/

La Commission de l'éducation et de la communication (CEC) est un réseau mondial qui relie des spécialistes de la communication et de l'éducation pour favoriser le partage de connaissances. Elle est constituée de professionnels de la communication et de l'éducation dans le monde entier qui mettent à disposition leur expertise et leur expérience. Elle fait partie de l'Union mondiale de la nature (UICN), le réseau de conservation de la nature le plus large de la planète. La CEC est un réseau de membres volontaires qui met en relation plusieurs centaines de spécialistes de l'éducation et de la communication de tous les secteurs.

La CEC comprend trois groupes de travail :

- Réseau mondial d'apprentissage de la conservation
- Éducation en vue du développement durable
- Communication stratégique

La Commission est dirigée par un comité directeur et un président élu tous les quatre ans au Congrès mondial de la nature (UICN). Les membres de l'UICN – États, gouvernements et ONG – approuvent le mandat des opérations de la Commission. http://cec.wcln.org/

Partenariats au service de la diversité biologique

Pourquoi former des partenariats?

- Les partenariats peuvent accélérer les actions en faveur de la diversité biologique.
- Les partenariats permettent de mettre en commun différentes compétences, différentes perspectives, différents contacts et différentes ressources à même un large éventail de parties prenantes.
- Les partenaires se partagent la responsabilité de la mise en œuvre.
- Des partenariats peuvent être créés avec des contrats formels ou demeurer informels. Ils sont alors motivés par une vision ou un but commun.
- Les partenariats aident à renforcer les capacités, à stimuler l'innovation et à appuyer la motivation d'agir.

La décision d'établir un partenariat présuppose un engagement. Par engagement, on peut penser à un accord officiel imparti d'obligations financières ou autres. Ici, on estime que cela peut occasionner des changements dans la manière dont chaque organisation travaille. Ces partenariats, et notamment ceux dont l'objectif est la réduction de la perte de la biodiversité, peuvent être formalisés entre organismes internationaux et nationaux. Puisque la CESP est un aspect important du succès de toute mesure prise en faveur de la diversité biologique, les coordonnateurs doivent veiller à ce que des considérations pour la CESP soient d'emblée intégrées dans la planification d'un partenariat.

QUELQUES ÉLÉMENTS CLÉS POUR ASSURER DE SOLIDES PARTENARIATS

- Motifs impératifs pour que les partenaires oeuvrent ensemble;
- Vision commune;
- Exécution des véritables travaux accomplis de concert et allant au-delà de l'échange d'informations;
- Clarté sur ce que chaque partie espère tirer du partenariat;
- Attention accordée aux mécanismes de prise de décisions;
- Apprendre à travailler ensemble tout en étant prêt à changer et à s'adapter en fonction de l'expérience;
- Communication de bonne qualité et transparente;
- Communication des résultats du partenariat;
- Suivi et évaluation en commun;
- Respect et confiance entre partenaires.

EXEMPLE : La CESP en partenariat dans le programme des zones protégées de l'Amazonie (ARPA)

Un des projets de conservation les plus grands et les plus ambitieux qui n'ait jamais été entrepris, à savoir le projet des zones protégées de l'Amazonie (ARPA), est le programme que dirige le gouvernement brésilien et qu'il exécute en partenariat avec le Fonds brésilien pour la diversité biologique (FUNBIO), la Banque allemande de développement (KfW), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et la Banque mondiale et le Fonds mondial pour la nature.

Ce projet d'une durée de dix ans vise à placer sous protection 12 % (50 millions d'hectares ou 500 000 km^2) de l'Amazonie brésilienne et à créer un Fonds de dotation de 240 millions de dollars afin de financer la gestion efficace des zones protégées à perpétuité. Il a été annoncé en 2002 par le gouvernement brésilien et son exécution a débuté en 2003.

L'exécution du programme implique une communication intense entre les partenaires pour guider les travaux et pour en assurer le financement. La communication avec les parties prenantes locales est également soutenue, car l'ARPA suit une approche participative exigeante. Au nombre des réalisations concrètes en matière de communication ou d'éducation entreprises:

- L'expédition Tumucumaque en août 2005. Des journalistes du Brésil et des États-Unis d'Amérique transmettaient des rapports quotidiens et partageaient des photos sur les sites Internet du Fonds mondial pour la nature. Le récit de l'expédition était envoyé grâce à des téléphones satellitaires.
- Expédition en juin-juillet 2006 dans le parc national de Juruena avec couverture médiatique en temps réel au Brésil et à l'étranger. Des articles ont été envoyés par téléphones satellitaires et publiés sur les sites Internet du Fonds mondial pour la nature.
- Concert de sensibilisation organisé au Carnegie Hall à New York au profit du Fonds ARPA. Après le concert, le Fonds mondial pour la nature a organisé une réception à l'intention des donateurs potentiels et des invitées spéciaux. Une séquence vidéo sur le programme ARPA a été présentée.
- Aide accordée pour un processus de consultation publique avec les communautés locales afin de débattre de la création de nouvelles zones protégées. Les activités associées ont fait intervenir des outils pour mobiliser les participants, pour expliquer les avantages et pour sensibiliser et appuyer les communautés pendant et après les réunions.
- Appui en matière de communication fourni aux réunions du Conseil sur les zones protégées pour expliquer les plans de gestion et les bonnes pratiques environnementales ainsi que pour recenser les questions importantes dans les communautés.
- Activités de sensibilisation exécutées pour permettre la conclusion d'accords avec les communautés locales en matière de pêche durable.

Entretien avec Rebecca Kritsch, chef des communications pour l'Amazon Keystone Initiative du Fonds mondial pour la nature, Brésil; www.worldwildlife.org/wildplaces/amazon/projects/arpa.cfm

EXEMPLE : Partenariats CESP dans le Gran Chaco américain

L'Argentine, la Bolivie et le Paraguay ont créé un partenariat pour la gestion durable des ressources naturelles dans le Gran Chaco américain. Cette région est la deuxième plus grande région forestière d'Amérique du Sud après la forêt amazonienne.

En réponse à la demande d'un réseau de 25 institutions gouvernementales et non gouvernementales à l'oeuvre dans la région, un projet conjoint de CESP a été entrepris avec le concours de l'Agence allemande de coopération technique (GTZ). Le projet vise à sensibiliser et à contribuer au travail de différentes institutions qui exécutent des projets et des activités pour conserver les ressources naturelles et stimuler le développement rural.

Après une série d'activités exploratoires, de réunions nationales et internationales, et de négociations, les institutions sont entrées en partenariat avec les secrétariats des Ministères de l'Éducation et de l'Environnement des trois pays afin de produire du matériel didactique pour l'enseignement. Ils ont aussi initié des activités de formation pour les formateurs. Ces partenariats ont permis d'organiser des ateliers et des cours pour « multiplicateurs » qui peuvent commencer des cours dans les provinces, les universités et d'autres établissements d'enseignement.

Chacun des ministères a vérifié le contenu et les méthodologies en rapport avec leurs politiques nationales pour les programmes d'enseignement des universités et des écoles. Les ministères ont engagé des ressources en vue du lancement national d'ateliers de diffusion.

Les gouvernements provinciaux contribuent aux coûts des ateliers provinciaux adaptés aux besoins des participants du secteur provincial de l'enseignement scolaire, des institutions gouvernementales en matière d'environnement et d'ONG.

Le partenariat a également permis de donner aux enseignants et employés de la fonction publique des « points » spéciaux pour qu'ils puissent obtenir une hausse salariale ou un poste plus élevé. Durant les quatre premiers mois (Septembre – décembre 2006), 76 « multiplicateurs » et 224 enseignants et techniciens ont été formés à l'application de cette approche régionale très innovatrice.

Interview avec Rosmarie Metz, coordonnatrice du projet du GTA 'Proyecto Manejo Sostenible de los RRNN en el Chaco Sudamericano', Argentine.

AIDE-MÉMOIRE : Critères de coopération dans les partenariats publics-privés

☐ **Efficacité**

- Un nombre plus élevé de possibilités pour impliquer les individus travaillants aux postes clés :
  - au niveau administratif;
  - au niveau managérial;
  - au niveau professionnel.
- Un meilleur accès :
  - aux pouvoirs publics;
  - aux groupes cibles de la politique de diversité biologique.

☐ **Rendement**

- Une réponse plus rapide et plus souple
- Un coût-efficacité maximal

☐ **Équité**

- Garantie d'une participation équilibrée
- Garantie d'avantages équilibrés

☐ **Amélioration**

- Fondée sur les compétences existantes
- Complémentaires d'activités en cours :
  - compétences professionnelles;
  - autres compétences particulières;
  - marchés spécifiques;
  - tâches spécifiques;
  - intermédiaires et parties prenantes spécifiques

☐ **Fascination**

- Inspiration et motivation pour l'organisation d'activités conjointes
- Soutien pour ces activités
- Crédibilité et confiance pour obtenir les résultats souhaités

Conscientiser à l'importance de la diversité biologique

Comment profiter de la Journée internationale de la diversité biologique pour sensibiliser le public?

Tous les ans, le 22 mai, le Secrétariat et les Parties à la Convention marquent l'importance de la diversité biologique en célébrant la Journée internationale de la diversité biologique. Cette journée est une magnifique occasion pour établir des liens avec différents segments de la société civile ainsi qu'un nombre important de parties prenantes. Le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique a créé un groupe de travail interne chargé de coordonner les efforts déployés à travers le monde pour donner une plus grande visibilité à la Journée internationale ainsi qu'aux célébrations de l'Année internationale de la diversité biologique qui sera tenue en 2010.

Le groupe de travail examine les thèmes à choisir chaque année et détermine l'aide à fournir aux Parties pour qu'elles puissent célébrer l'événement. Cette aide consiste essentiellement à fournir du matériel promotionnel. Ce matériel, affiches, dépliants et autres outils de communication similaires, change chaque année et porte sur le thème choisi (biodiversité agricole, taxonomie, etc.). Le Secrétaire exécutif émet un message pour l'occasion et les pages Internet consacrées à la Journée sur le site du Secrétariat de la CDB changent de contenu. Pour information, voir www.biodiv.org.

Comment profiter de cette occasion?

Les correspondants nationaux et les coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique peuvent tirer profit de la visibilité nationale et internationale de la Journée de la diversité biologique pour sensibiliser le public aux grands enjeux, et en particulier, aux priorités stratégiques nationales spécifiques. Ils le font souvent en organisant une série d'événements; expositions, débats, prix ou encore activités en plein air à l'intention d'écoles ou de communautés. La Journée internationale peut se transformer en événement médiatique en arrimant la journée à quelques annonces d'intérêt public sur la question. Il s'agit alors d'informer la presse (journaux, radio et télévision).

Les rapports sur les activités organisées les années précédentes dans le cadre de la Journée internationale de la diversité biologique offrent plusieurs idées d'événements de sensibilisation pour sensibiliser le public. Ces rapports sont accessibles sur le site Internet du Secrétariat de la CDB.

Qui peut-on faire participer?

Faire participer des ONG à la planification et à l'exécution des activités de la Journée internationale de la diversité biologique peut amplifier l'impact des activités entreprises. Tous les segments de la société doivent oeuvrer à la conservation de la diversité biologique et l'occasion d'une telle « Journée » peut devenir l'objet d'une coopération à long terme. Les publics ciblés pour la Journée sont les médias, les décideurs, le secteur privé, les jeunes et les écoles.

Qu'est-ce qui est le plus important?

Adapter votre message à chaque public et veiller à ce que le message lui soit utile.

Comment sensibiliser?

Les coordonnateurs des SPANB et les correspondants locaux de la CDB doivent souvent sensibiliser le grand public à des questions spécifiques dans le but d'influer le comportement..

Panneau d'affichage le long de la route qui mène à Monrovia au Libéria (Photo de Tommy Garnett)

OUTILS POUR SENSIBILISER SUR LES COMPORTEMENTS DE CONSOMMATION

Il existe de nombreux outils pour aider les individus à faire des choix éclairés sur les produits et services qu'ils consomment. Ces outils peuvent leur fournir des informations sur les activités qui peuvent toucher la conservation et la gestion de la diversité biologique :

- annonces dans les journaux;
- brochures;
- panneaux d'affichage et affiches;
- étiquetage environnemental;
- visibilité au moyen d'interviews dans les médias;
- matériel didactique pour les écoles.

Comment réaliser des activités de sensibilisation au moyen d'un site Internet?

La présente section souligne l'importance des compétences qu'il serait bon de développer par les coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux en matière de sensibilisation. Le travail en réseau peut faciliter le développement de ces compétences.

Un outil important pour fournir l'information essentielle à tout projet de sensibilisation est le site Internet développé par un gouvernement dans le cadre de la stratégie et du plan d'action national.

Comment construire le site Internet d'une stratégie et d'un plan d'action national?

Le mécanisme du Centre d'échange de la CDB offre des solutions très utiles pour construire un site Internet. L'aide offerte par le Centre d'échange est disponible pour les correspondants locaux de la CDB et pour les coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux. Il et suggéré que le site national soit relié à celui du mécanisme du Centre d'échange, mais il peut également prendre la forme d'un site indépendant. Pour plus d'informations ou un exemple, voir : http://www.biodiv.org/chm/nfp.asp et http://bchcbd.naturalsciences.be/belgium/home.htm.

Quels éléments pourraient figurer dans un site sur la SPANB?

- La plus récente version de la stratégie et du plan d'action national ;
- Un calendrier des réunions et des activités de consultation ;
- Une explication de l'utilité de la stratégie et du plan d'action national pour différents secteurs et la manière dont ceux-ci peuvent contribuer à sa réalisation ;
- Les ressources nécessaires pour la création d'une stratégie et d'un plan d'action national comme celles offertes par le PNUD ;
- Une section réservée aux jeunes et aux enfants où ceux-ci peuvent par exemple trouver des jeux (voir l'exemple ci-dessous) et où les écoles peuvent trouver des ressources pour organiser des activités pédagogiques ;
- Des réponses aux questions les plus fréquemment posées ou des tuyaux pour informer les consommateurs ;
- Des appels d'offres pour remplir des tâches spécifiques ;

Une liste de ces éléments peut être trouvée dans la fiche CESP qui suit.

Sur quelles caractéristiques faut-il insister?

- La simplicité est primordiale.
- La page d'accueil devrait être attrayante. C'est la carte de visite du site Internet et de l'organisation.
- Les sections les plus fondamentales du site Internet devraient être informatives et fournir des informations qui ne changent que très peu.
- Les informations devraient être accessibles en ne cliquant pas plus de trois fois.
- Les rubriques dans lesquelles le site Internet est organisé doivent reposer sur ce que le public recherche plutôt que sur l'opinion d'un expert.

Quels éléments de sensibilisation faut-il inclure sur le site Internet?

Il est important que le site consacré à la stratégie et au plan d'action national comporte des sections spéciales sur la sensibilisation de publics particuliers. Pour ce faire, il suffit d'établir des liens avec des sites Internet spécialisés d'éducation et de sensibilisation (on trouvera dans l'encadré quelques liens utiles). Ces outils visent à conscientiser la population sur la diversité biologique. Ils permettent une meilleure compréhension des mesures à prendre pour sa conservation.

L'intérêt peut être suscité et renforcé au moyen d'éléments interactifs sur un tel site Internet. Pour ce faire, on utilise :

- Forum de discussion
- Tableau d'affichage de nouvelles informations
- Appels à contributions sur des questions ou décrivant des actions
- Outils et jeux interactifs
- Enregistrements vidéo ou sonores (p.ex. des discours du ministre concerné, des vidéos d'activités liées à la diversité biologique, etc.)
- Possibilités d'engager un dialogue avec d'autres utilisateurs suite à la présentation d'un documentaire télévisé

LIENS UTILES POUR ACTUALISER UN SITE INTERNET SUR LES SPANB

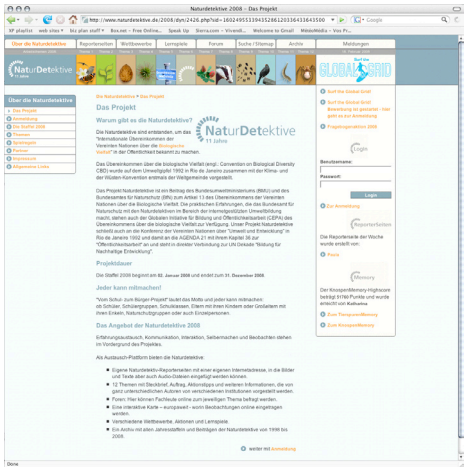
- Greenfacts est une ONG belge qui a pour mission de mettre à la portée de tous des rapports consensuels scientifiques spécifiques sur la santé et l'environnement. http://www.greenfacts.org/biodiversity/index.htm
- PNUE –La section sur la diversité biologique du Centre mondial pour la conservation de la nature et sa série pédagogique intitulée « Biodiversity Benefits People » (la biodiversité profite à tous) www.unep-wcmc.org/biodiversity/
- Questions fréquemment posées sur la diversité biologique par le système mondial des systèmes d'observation de la Terre www.fao.org/gtos/tems/mod_div.jsp?div_PAGE=divqaa
- Questions et réponses sur l'appauvrissement de la diversité biologique de la Commission européenne
- http://ec.europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/04/27
- "Biodiversity and Conservation: the web of life" (Biodiversité et conservation: la toile de la vie) au Field Museum of Chicago : www.fieldmuseum.org/biodiversity/
- Documents d'information sur la diversité biologique destinés aux étudiants, fournis par le Cyberschoolbus des Nations Unies. Les documents sont fondés sur l'Evaluation des écosystèmes en début de Millénaire : www.un.org/cyberschoolbus/briefing/biodiversity/

EXEMPLE : Sensibilisation fondée sur le Web en Allemagne

Détectives de la nature

Le principal objectif du projet multimédia *Naturdetektive* (Détectives de la nature) est de fournir des méthodes nouvelles et innovatrices pour que les jeunes découvrent ou redécouvrent la nature ainsi que pour les conscientiser à l'importance de la diversité biologique. La plate-forme du projet facilite la participation, l'interaction et la communication entre participants. Pour atteindre cet objectif, une combinaison innovatrice de travaux pratiques sur le terrain avec la présentation virtuelle de ces travaux sous la forme de « rapports et d'observations » est proposée à même le site.

Ce projet est un bon exemple d'utilisation des nouveaux médias en matière de sensibilisation. Il démontre particulièrement comment l'Internet peut être utilisé pour accroître l'intérêt des participants pour la diversité biologique et favorise leur prise de conscience au moyen d'activités ludiques. Il contribue à l'article 13 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) sur « la sensibilisation du public à la Convention » ainsi qu'à la Décennie 2005-2014 des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable.



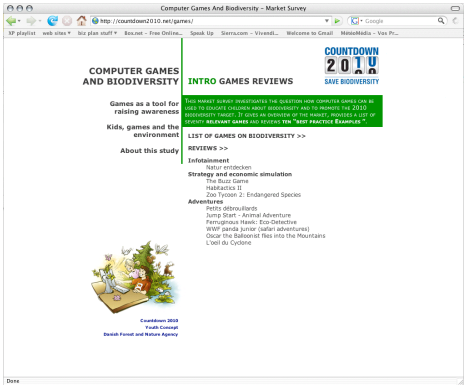
Naturdetektive cible principalement les écoles mais il peut aussi être utilisé par les parents. Il leur offre la possibilité d'y participer avec leurs enfants. *Naturdetektive* peut aussi devenir un outil de sensibilisation pour les groupes de conservation de la nature ou pour le grand public.

www.naturdetektive.de M. Horst Freiberg, Agence fédérale pour la conservation de la nature, Allemagne

EXEMPLE : apprendre par le jeu

Intérêts ludiques des enfants

Les jeux d'ordinateur sur des thèmes environnementaux sont particulièrement intéressants pour sensibiliser les enfants. En effet, selon les sondages, les enfants s'intéressent à la fois à la nature et aux jeux sur ordinateur. Allier ces deux intérêts de l'enfant semble donc être une formule gagnante. En termes plus précis, 77% des enfants de 6 à 13 ans s'intéressent aux animaux, 64% aux jeux d'ordinateur, 63% à la nature et à l'environnement, et 52% à l'Internet. Si les filles s'intéressent plus aux animaux, les garçons préfèrent les jeux d'ordinateur. Il n'y a en revanche aucune différence entre les sexes pour ce qui est de l'intérêt porté à la nature et à l'environnement au sens large.



Étude sur les jeux sur ordinateur et la diversité biologique

L'Agence allemande pour la communication avec la jeunesse a collaboré avec Compte à rebours 2010 pour étudier comment les jeux sur ordinateur peuvent servir à enseigner aux enfants ce qu'est la diversité biologique et à promouvoir l'objectif 2010 relatif à la diversité biologique. L'étude donne un aperçu du marché et fournit une liste de 70 jeux pertinents tout en passant en revue dix « exemples de meilleures pratiques ».

http://countdown2010.net/games/

EXEMPLE : Journée de la diversité biologique au Mali, « Falaise de Bandiagara », 2005

Partenaires

- Ministère malien de l'Environnement, Mission culturelle de Bandiagara et Service allemand de développement (DED)
- Durée de préparation : 10 semaines. Budget : ~20 000 € et contributions en nature

Actions

- Inventaire de la diversité biologique et de la qualité écologique de la falaise de Bandiagara et du plateau avoisinant de Dogon, qui se trouve à 500km de la capitale, Bamako.
- Table ronde d'experts et discussion de groupe à Bamako sur la « Diversité biologique au Mali », l'accent étant mis sur le lien entre les savoirs traditionnels et locaux, l'utilisation des ressources biologiques pour la sécurité alimentaire et l'utilisation des plantes médicinales comme par exemple *Acridocarpus monodii*. Cette plante endémique est utile contre des maladies comme le paludisme

Résultats.

Surveillance de la diversité biologique et échange de connaissances.

- Exploration conjointe de la « Falaise de Bandiagara » par plus de 1 000 participants : scientifiques, hommes politiques, écologistes, journalistes, guérisseurs traditionnels Dogon, chasseurs, agriculteurs, population locale et donateurs bilatéraux et multilatéraux.
- Echange d'idées et d'expériences sur la diversité biologique et utilisation de ressources génétiques (racines, herbes, etc.) pour fins médicinales.
- Discussion de concepts possibles et mesures à prendre pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.
- Sensibilisation à l'échelle locale et nationale à l'environnement, à la conservation et à la protection de la diversité biologique pour assurer une nutrition durable et une réduction de la pauvreté.
- Un débat sur les plantes endémiques aboutit à l'établissement d'un agenda d'accès et de partage des avantages comme question politique.
- Intégration du lien entre la conservation de la diversité biologique et la réduction de la pauvreté dans la coordination des activités des donateurs.
- Sensibilisation à la politique et aux médias à tous les niveaux (de la radio locale à la TV gouvernementale).

Suhel al- Janabi, GeoMedia. Consultant du programme GTZ BIODIV "Implementing the Biodiversity Convention". Pour de plus amples renseignements, voir aux adresses suivantes: www.gtz.de , www.geo.de; http://www.biodiversity-day.info/2005/index_en.htm

EXEMPLE : GEO Magazine /GTZ Bio-Marathon la journée de la diversité biologique

"Ce n'est que ce que nous comprenons que nous valoriserons et protégerons"

Idée et impact escompté

- Sensibiliser le public au moyen d'évaluations de la diversité biologique couvertes par les médias que font des groupes mixtes de parties prenantes.
- Conscientiser les populations de « leur » diversité biologique et les rendre fiers d'elle.
- Introduire le thème de la conservation dans les secteurs des médias, de la politique et de la planification qui ne traitent pas de la diversité biologique.
- Organiser des expéditions axées sur l'action.

Concept

- Surveiller conjointement la diversité biologique d'une zone définie en moins de 24 heures. Les équipes d'exploration se composent de différentes parties prenantes.
- Attirer les décideurs par le biais de la présence des médias et vice versa.
- Donner un thème à la Journée de la diversité biologique (p.ex. diversité biologique et changements climatiques, ressources naturelles et pauvreté, savoirs traditionnels, etc.), ce qui la rend beaucoup plus intéressante pour le public, les partenaires, la presse et les hommes politiques.
- L'appliquer : des experts mettent en évidence la relation d'une espèce ou d'un écosystème particulier dans le contexte du thème de la Journée.
- Bien planifier la Journée de la diversité biologique en améliorant l'impact des activités préparatoires ou de suivi (p.ex. séminaires d'échange de journalistes, conférences de presse, ateliers/colloques scientifiques d'un ou deux jours sur le thème de la Journée de la diversité biologique).

Organisation et participants

- La planification conceptuelle de la Journée de la diversité biologique avec tous les partenaires devrait commencer au moins quatre mois à l'avance.
- En dehors du pilotage de la procédure au niveau national, la Journée de la diversité biologique doit être organisée en étroite collaboration avec les autorités de district, les universités, les municipalités, les écoles ou les ONG.
- Les scientifiques doivent participer à la planification et à l'organisation de la Journée et en tant qu'experts terrain.
- L'intégration des médias dès le début des activités garantit un rayonnement maximal. Une journée d'action avec des hommes politiques, des scientifiques et des étudiants se livrant à une surveillance conjointe de la diversité biologique fournit une plate-forme médiatique attrayante.

Suhel al- Janabi, GeoMedia. Consultant du programme GTZ BIODIV "Implementing the Biodiversity Convention". Pour de plus amples renseignements, voir aux adresses suivantes : www.gtz.de , www.geo.de; www.biodiversity-day.info

EXEMPLE : Suggestions sur ce que peut faire le public

Dix actions accessibles à tous

1. Atténuer l'impact des changements climatiques en empruntant les transports publics une fois par semaine pour aller au travail. Se déplacer en utilisant une bicyclette, en marchant ou en partageant une voiture. Éviter les voyages aériens quand cela est possible.
2. Acheter au moins une fois par semaine des aliments étant de préférence certifiés biologiques (légumes, fruits, produits laitiers, oeufs et viande) et issus d'un marché agricole.
3. Manger de manière durable des fruits de mer récoltés et des poissons d'élevage herbivores comme le poisson-chat, le tilapia et les mollusques. Éviter les poissons carnivores élevés comme le saumon et la crevette.
4. Installer au moins une ampoule fluorescente compacte chez vous. Cela vous permettra d'économiser environ 30 euros annuellement en électricité ainsi que le coût des ampoules de remplacement. Cela permettra de réduire les émissions de carbone d'une tonne tous les trois ans par rapport à celles qui auraient été émises par l'utilisation d'une ampoule conventionnelle.
5. Éteindre la lumière dans les salles vides.
6. Abaisser le thermostat d'au moins 1 degré C en hiver.
7. Arrêter d'utiliser les herbicides et les pesticides sur votre gazon.
8. Apprendre les positions environnementales de tous ceux qui vous représentent au gouvernement et soutenir les candidats qui ont les meilleurs résultats et les meilleures plates-formes.
9. Dire à tout le monde à la maison, à l'école, au lieu du culte et au travail ce que vous faites pour conserver la diversité biologique et demandez-leur de participer à vos efforts.
10. Par-dessus tout, ne gaspillez pas – réduisez votre consommation, n'achetez que ce dont vous avez réellement besoin et réutiliser/recycler tout ce que pouvez.

http://www.countdown2010.net/article/executive-group?id=38

EXEMPLE : Stratégie de la CESP en Allemagne

Point de départ en 1998

- La création nationale en 1995 du mécanisme du Centre d'échange a révélé que la diversité biologique et la CDB étaient assez mal connues;
- Question : comment sensibiliser à la diversité biologique et à la CDB?
- Stratégie : commencer par le secteur de l'enseignement scolaire – doser les travaux sur le terrain et les observations de la nature avec l'Internet ; projet « Détectives de la nature ».

Premières étapes

- Coopérer avec le secteur de l'enseignement scolaire par le truchement du German School-Net (le « créneau nature »);
- Elaborer une activité pilote pour la première année avec deux principaux thèmes d'observation de la nature, évaluer les réactions des écoles;
- Stimuler les réactions positives avec 12 thèmes par an et quelques actions et compétitions spéciales;
- Imprimer des dépliants, des affiches, des cédéroms, des outils d'apprentissage électronique HTML, publier des articles;
- Administrer plusieurs questionnaires afin d'ajuster le concept du projet.

Stratégie

- Élaborer un dosage innovateur entre les travaux pratiques sur le terrain et les observations ainsi qu'un mécanisme de transmission sur l'Internet;
- Offrir des thèmes d'observation de travail simples ainsi que des compétitions et d'autres actions qui rendent le projet interactif et « vivant »;
- Concevoir des thèmes principaux brefs, cohérents et qui permettent de se livrer à des travaux dans le court et moyen terme;
- Intégrer des partenaires de différentes institutions, universités et écoles ;
- Utiliser des incitations à la participation (p.ex. l'octroi de prix pour les compétitions ou des rapports bien conçus).

Évaluation

- Le projet s'est vu décerner plusieurs prix;
- La coopération internationale est devenue réalité (Frogs Around the World avec le Canada; A Plant takes Flight avec School-Net South-Africa; le concours international de la diversité biologique avec les Palaos);
- Une participation continue et de plus en plus grande des écoles;
- Changement de portée, de l'école uniquement à un projet plus large et davantage axé sur le grand public.

www.naturdetektive.de M. Horst Freiberg, exposé sur la foire CESP, CdP 8, 2006 Curitiba.

SECTION 3

Comment mobiliser les parties prenantes et intégrer la diversité biologique ?

« Dans le monde d'aujourd'hui, nous dépendons tous les uns des autres »

—Kofi Annan

Que contient cette section ?

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement a souligné en 1992 l'importance de mobiliser l'ensemble des parties prenantes dans l'intégration des objectifs environnementaux, économiques et sociaux. Les parties prenantes sont les personnes ou groupes de personnes concernés par une question ou qui exercent une influence sociale dans un domaine particulier, en l'occurrence, à la diversité biologique. Leur coopération est indispensable pour réaliser les objectifs des SPANB. Nous verrons ici comment mettre à profit la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) au profit de la conservation de la diversité biologique et ce, grâce à l'appui de ces parties prenantes.

Cette section donne également des outils pour intégrer la diversité biologique à même l'ensemble des secteurs de la société. De la sorte, il sera possible de tirer le plus grand profit des SPANB. La manière la plus pertinente pour y parvenir est d'établir des accords qui conviennent à l'ensemble des parties prenantes. Il n'est pas nécessaire de les éduquer, de les sensibiliser ni même de les amener à « aimer » la diversité biologique ! Il s'agit de travailler de concert avec elles pour que leurs intérêts soient respectés tout en veillant à ce que la diversité biologique n'en souffre pas.

Les coordonnateurs pourront choisir les outils qui leur semblent les plus adaptés pour actualiser leurs connaissances et compétences afin d'atteindre et d'associer des groupes qui ne sont pas spécialistes en matière de diversité biologique.

Ils découvriront comment utiliser la CESP pour :

- mobiliser l'ensemble des parties prenantes,
- intégrer la diversité biologique dans d'autres secteurs, par exemple :
  - ministères, services ou instituts;
  - médias;
  - établissements d'enseignement.

Ils devraient enfin avoir une meilleur idée des manières les plus utiles de favoriser l'engagement des parties prenantes en :

- élargissant leurs compétences;
- organisant leur participation.

Fiche CESP

Considérant le peu de temps et de moyens dont disposent les coordonnateurs, elles expliquent pourquoi et comment mobiliser les parties prenantes et comment adopter une approche stratégique.

Exemple

Ils montrent ce qui a été fait dans des cas particuliers pour mobiliser et engager les parties prenantes grâce à la CESP.

Aide-mémoire

Ce sont des rappels pratiques à consulter lorsque l'on planifie une intervention auprès des parties prenantes.

Table des matières

Introduction – Comment mobiliser les parties prenantes et intégrer la diversité biologique ? 156

FICHE : Introduction 157

EXEMPLE : Difficulté à mettre en œuvre un plan pour la diversité biologique 159

Qui sont les parties prenantes ? 160

FICHE : Qui sont les parties prenantes ? 161

AIDE-MÉMOIRE : Identifier les parties prenantes 162

Comment associer les parties prenantes ? 164

FICHE : Comment associer les parties prenantes par le biais des leaders d'opinion ? 165

FICHE : Comment associer les parties prenantes par le biais de la communication informelle ? 165

FICHE : Comment associer les parties prenantes par le biais des groupes de discussion ? 166

FICHE : Comment choisir la méthode la plus adaptée à la taille du groupe ? 166

FICHE : Comment choisir la méthode la plus adaptée à la complexité de la question ? 168

FICHE : Sur quelle base associer les parties prenantes ? 169

FICHE : Comment associer les décideurs et la classe politique ? 170

EXEMPLE : Échec de mesures gouvernementales faute d'avoir associé les parties prenantes 170

EXEMPLE : Inviter la population à partager ses connaissances en matière de diversité biologique 171

EXEMPLE : Engager le secteur privé à la conservation de la diversité biologique 172

EXEMPLE : Engager les municipalités dans la conservation de la diversité biologique 172

EXEMPLE : Illustrer les liens entre la conservation de la diversité biologique et les objectifs du Millénaire pour le développement 172

EXEMPLE : Impliquer les décideurs 173

Comment intégrer la diversité biologique dans d'autres secteurs gouvernementaux ? 174

FICHE : Comment faire en sorte que la diversité biologique soit intégrée dans les politiques d'autres secteurs ? 175

FICHE : Comment négocier pour intégrer la diversité biologique dans les politiques d'autres secteurs ? 176

FICHE : Comment orienter le processus pour intégrer la diversité biologique dans les politiques d'autres secteurs ? 176

EXEMPLE : Intégrer la diversité biologique dans la stratégie de lutte contre la pauvreté 179

EXEMPLE : Intégrer la diversité biologique dans d'autres ministères 179

EXEMPLE : Préparer un atelier destiné à présenter la stratégie pour la diversité biologique à d'autres secteurs 180

EXEMPLE : Programme d'un atelier destiné à présenter la stratégie pour la diversité biologique à d'autres secteurs 181

AIDE-MÉMOIRE : Suite donnée à un atelier destiné à présenter la stratégie pour la diversité biologique à d'autres secteurs 182

AIDE-MÉMOIRE : Se préparer à négocier avec d'autres ministères une solution avantageuse pour tous relativement à un projet d'infrastructure dans une zone sensible 183

AIDE-MÉMOIRE : Intégrer la diversité biologique dans d'autres secteurs 184

AIDE-MÉMOIRE : Bien communiquer en vue de mobiliser les parties prenantes et d'intégrer la diversité biologique 185

AIDE-MÉMOIRE : Se préparer à négocier 186

Comment intéresser la presse ? Comment collaborer avec les médias ? 188
FICHE : Quelle est l'importance des médias ? 189
FICHE : Quelles sont les tendances dans le monde des médias ? 190
FICHE : Qu'est-il important de savoir pour susciter l'intérêt des médias ? 190
FICHE : Comment nouer des liens avec la presse ? 192
FICHE : Pourquoi est-il crucial d'inviter la presse à se rendre sur place ? 192
FICHE : Que faire en cas de « mauvaise presse » ? 193
FICHE : À quoi sert le matériel visuel ? Combien de temps le public se souvient-il d'une nouvelle ? 193
EXEMPLE : Une visite de la région de Chocó, en Équateur 194
EXEMPLE : Décerner des prix aux meilleurs journalistes 195
AIDE-MÉMOIRE : Inviter des journalistes sur le terrain 196
AIDE-MÉMOIRE : Trouver une « nouvelle » sur la diversité biologique susceptible d'intéresser la presse 197
AIDE-MÉMOIRE : Rédiger un communiqué de presse 198
AIDE-MÉMOIRE : Pourquoi se soucier de la diversité biologique ? 199

Comment intégrer la diversité biologique dans l'enseignement ? 200
FICHE : Comment intégrer la diversité biologique dans l'enseignement ? 201
FICHE : Comment mettre en place la stratégie ? 202
EXEMPLE : Réseaux d'éducation en environnement 203
EXEMPLE : Demande d'éducation pour le développement durable et la diversité biologique dans le système allemand 204
EXEMPLE : Combiner l'approche descendante et ascendante 204
EXEMPLE : GreenCOM, une stratégie salvadorienne mixte 205

Comment renforcer les capacités des parties prenantes ? 206
FICHE : Comment renforcer les capacités des parties prenantes ? 207
FICHE : Quels éléments favorisent l'apprentissage ? 208
EXEMPLE : Renforcer les capacités et les conditions propices au changement en Afrique de l'Ouest 209
AIDE-MÉMOIRE : Éducation des adultes 210
AIDE-MÉMOIRE : Renforcer les capacités par l'autonomie 211
EXEMPLE : Atelier d'un jour sur la CESP 212

Comment assurer la participation du public ? 214
FICHE : Qu'entend-on par participation du public ? 215
FICHE : Quels sont les modes de participation les plus courants ? 216
FICHE : Comment transmettre l'information au public ? 217
FICHE : Comment inciter le public à soutenir la mise en œuvre des SPANB ? 217
FICHE : Comment susciter l'intérêt du public pour les SPANB ? 218
EXEMPLE : Une communication stratégique à l'appui d'un rapport sur la diversité biologique 219
FICHE : Comment garantir la réussite d'audiences publiques ? 220
EXEMPLE : Modifier les comportements pour améliorer la protection de l'environnement 221
EXEMPLE : Apport de la CESP aux audiences publiques – Natura 2000 222
AIDE-MÉMOIRE : Participation de la population en matière de recherche et de gestion 223
AIDE-MÉMOIRE : Participation du public aux études d'impact sur l'environnement 224
AIDE-MÉMOIRE : Suivi et évaluation de nature participative 225

Introduction – Comment mobiliser les parties prenantes et intégrer la diversité biologique ?

Comment mobiliser les parties prenantes et intégrer la diversité biologique ?

Introduction

La Convention sur la diversité biologique stipule que chaque Partie doit intégrer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans ses plans, programmes et politiques sectoriels ou intersectoriels (Article 6 b).

Elle invite également à adopter une approche par écosystème, qui exige la participation de tous les secteurs de la société en vue de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique.

Les coordonnateurs des SPANB et les points focaux de la Convention doivent s'assurer le concours d'autres intervenants gouvernementaux (ministères et services) et de divers segments de la société (propriétaires fonciers, associations d'hôteliers, communautés, ONG, médias, etc.).

Un éventail de mesures de communication, d'éducation et de sensibilisation doit être lancé pour atteindre cette collaboration et veiller à ce que les différents échelons de gouvernement et secteurs de la société se préoccupent de diversité biologique. Pour cela, il faut travailler en réseau (voir la section 2), établir des relations de travail constructives, définir des objectifs communs, intervenir dans le processus décisionnel, mener des négociations, renforcer les capacités et mettre à jour les connaissances.

Il est possible que nombre de parties prenantes comprennent peu ou très mal la notion même de diversité biologique ou qu'elles fassent abstraction des plans scientifiques, des politiques et des mécanismes en place (mesures en faveur de l'utilisation durable, procédures de mise en quarantaine, études d'impact sur l'environnement, etc.). C'est surtout par méconnaissance de l'utilité de ces mécanismes ou simplement d'une incompréhension de la notion même de diversité biologique. De la sorte, les parties prenantes ignorent souvent les conséquences graves que cette incompréhension entraine sur la prospérité économique.

Une étude récemment conduite à Sri Lanka a montré que les secteurs qui ne sont pas spécialisés en matière de conservation de la nature de même que les autorités (organismes publics comme entreprises privées), comprenaient mal le sens du terme « diversité biologique » ainsi que les plans et politiques de défense de l'environnement. Il en allait de même de leurs obligations afférentes.

Source : *The Thematic Assessment on Biodiversity for the NCSA project*, Ministère sri-lankais de l'environnement, 2006

Il est primordial que les coordonnateurs des SPANB nouent des liens avec les parties prenantes afin de combler ces lacunes et qu'ils trouvent ensemble les moyens d'apporter les changements voulus dans les politiques et pratiques suivies.

Toutes les parties prenantes de Sri Lanka se sont entendues sur certaines mesures :

a) Établir une bonne stratégie de communication qui permette d'avoir un dialogue constant avec certains organismes de développement, entreprises et décideurs;

b) Faire en sorte que les organismes chargés de la conservation sachent mieux communiquer, promouvoir leur image et faire apprécier l'importance de leurs missions.

Source : *The Thematic Assessment on Biodiversity for the NCSA project*, Ministère sri-lankais de l'environnement, 2006

Il semble qu'une vaste offensive de communication doive être lancée pour expliquer la diversité biologique à l'ensemble des parties prenantes.

Mobiliser les parties prenantes et intégrer la diversité biologique

Comment communiquer efficacement avec autant de groupes ?

Il est contre-indiqué d'essayer d'informer toutes les parties prenantes de la même manière et simultanément. Il est plus utile de les *écouter* et de rechercher un terrain d'entente sur des divergences qui pourraient exister. C'est ainsi qu'il est possible de les inciter à modifier leurs pratiques en respectant l'environnement. Il faut noter que les motifs et raisons des changements d'attitudes n'ont souvent pas grand-chose à voir avec la compréhension de la diversité biologique.

ÉCOUTER, MAÎTRE-MOT DE LA COMMUNICATION

La communication destinée à intégrer la diversité biologique exige d'être à l'écoute des parties prenantes, de manière à trouver un terrain d'entente qui les incite à modifier leurs politiques et pratiques au profit de la nature. Les motifs et raisons de ces changements n'ont souvent pas grand-chose à voir avec la conservation de la diversité biologique en tant que telle.

Pour agir de façon stratégique et efficace, les coordonnateurs des SPANB doivent identifier les principales parties prenantes et les amener à soutenir la conservation de la diversité biologique.

EXEMPLE : Difficulté à mettre en œuvre un plan pour la diversité biologique

À l'issue d'une large consultation, le gouvernement sri-lankais a publié en 1999 un plan d'action pour la conservation de la diversité biologique. Une étude des capacités requises pour mettre en œuvre le plan a été réalisée au titre des autoévaluations nationales des capacités à renforcer, financées par le FEM. Elle révèle :

- Les organismes de développement et de financement perçoivent mal les liens cruciaux qui existent entre l'utilisation durable de la diversité biologique et le développement économique national.
- Mis à part dans le milieu de la conservation, les parties prenantes ne connaissent pas les dispositions du plan, ni celles de la Convention sur la diversité biologique.
- Les plans et programmes des organismes de développement se préoccupent peu de l'appauvrissement de la diversité biologique.
- Les organismes de financement n'accordent pas assez de moyens pour soutenir la conservation de la diversité biologique.

Causes profondes

Une table ronde réunissant les organismes publics de conservation, le secteur privé, les instances de réglementation et les organismes de développement et de financement a fourni des indications utiles sur les causes sous-jacentes de ces difficultés de mise en œuvre:

- Les coordonnateurs ne disposent pas des mécanismes et des capacités nécessaires pour intégrer la diversité biologique aux différents échelons gouvernementaux et à travers l'ensemble de la société.
- Les décideurs, les cadres supérieurs et le personnel responsable des secteurs concernés (énergie, irrigation, exploitation minière, finance, tourisme, aménagement) connaissent mal les aspects techniques de la question et les liens qui existent entre la conservation de la diversité biologique, le développement économique et la lutte contre la pauvreté.
- Les décideurs et les responsables de secteurs qui ne s'occupent pas de conservation ignorent que l'appauvrissement de la diversité biologique (découlant de la surexploitation, la destruction des habitats, l'extinction d'espèces, l'introduction d'espèces envahissantes ou d'organismes génétiquement modifiés, etc.) a des répercussions sur les moyens de subsistance de la population et sur l'économie nationale.
- Les organismes de conservation ont de la difficulté à expliquer leurs plans et programmes au secteur financier et au milieu du développement.

Recommandations issues de la table ronde

- Donner au point focal de la CDB les moyens de mettre en œuvre une bonne stratégie de communication visant :
  - les décideurs, planificateurs et administrateurs de haut niveau (à l'échelon national et régional) dans les secteurs de développement qui ont un impact sur la diversité biologique ou qui sont tributaires de ses éléments constitutifs,
  - le secteur privé.
- Créer, dans le cadre de la stratégie de dialogue soutenu avec les autres secteurs et organismes, une unité de communication mobile qui facilitera l'intégration de la diversité biologique.
- Renforcer les capacités que détiennent les organismes publics de conservation et certaines ONG en matière de communication ciblée, de négociation, etc. (c.-à-d. formation des formateurs), et en matière de promotion de l'image de marque, des objectifs et des plans.

Source : *The Thematic Assessment on Biodiversity for the NCSA project*, Ministère sri-lankais de l'environnement.

Qui sont les parties prenantes ?

Qui sont les parties prenantes ?

Parties prenantes externes

Les points focaux de la Convention et les coordonnateurs des SPANB sont en contact avec de nombreux secteurs de production: industrie, mines, agriculture, pêche, énergie, eau, transports, aménagement du territoire, tourisme, forêts. Diverses parties prenantes œuvrent au sein de ces secteurs : ministères, organismes publics, associations professionnelles, autorités locales, propriétaires fonciers, groupes de femmes ou associations communautaires. Ce sont des parties prenantes externes.

LES PARTIES PRENANTES

Il s'agit des personnes physiques ou morales dont dépend fortement la réussite ou l'échec d'une organisation ou d'un projet.

Les parties prenantes primaires

(a) délivrent une autorisation, fournissent un consentement et accordent des fonds;

(b) sont directement touchées par les activités de l'organisation ou par le projet.

Les parties prenantes secondaires sont indirectement touchées.

Les parties prenantes tertiaires ne sont ni touchées, ni impliquées, mais elles peuvent agir sur l'opinion.

Parties prenantes internes

On a tendance à se centrer sur les parties prenantes externes et à négliger celles qui évoluent à même sa propre organisation. Il est pourtant essentiel de communiquer régulièrement avec ces personnes pour que les tâches entreprises soient menées à terme.

Les parties prenantes internes sont souvent « négligées »

- Supérieurs immédiats des points focaux de la CDB ou des coordonnateurs des SPANB.
- Agents de planification qui affectent les fonds et le personnel.
- Collègues qui s'occupent d'autres conventions (Ramsar, CCNUCC, CITES, etc.) ou de questions connexes à la CDB.

Voir, section 1, sur la communication interne

Qui sont les parties prenantes ?

AIDE-MÉMOIRE : Identifier les parties prenantes

Le plan national prévoit d'étendre une zone protégée de manière à englober totalement une forêt présentant un intérêt particulier.

☐ **Parties prenantes primaires**

- Qui délivre l'autorisation, donne l'agrément et accorde les fonds nécessaires ?
  - Autorité régionale de protection de la nature.
  - Ministère de l'environnement.
  - Ministère des forêts.
  - Ministère de l'aménagement régional.
- Qui est directement touché par le plan ou l'activité projetée ?
  - Propriétaires fonciers ou résidents d'une forêt.
  - Sociétés d'exploitation forestière.
  - Agences de tourisme.
  - Utilisateurs à des fins récréatives (chasseurs, ornithologues amateurs, randonneurs, cavaliers, etc).

☐ **Parties prenantes secondaires**

- Qui est indirectement touché par le plan ?
  - Entreprises locales.
  - Propriétaires fonciers et résidents n'habitant pas la forêt.
  - ONG de protection environnementale.

☐ **Parties prenantes tertiaires**

- Qui est ni touché, ni impliqué, mais peut agir positivement ou négativement sur l'opinion?
  - Leaders d'opinion à l'échelle locale (chefs religieux, dirigeants d'entreprise ou de syndicat, enseignants, personnalités);
  - Médias locaux;
  - Départements d'écologie des universités, instituts de recherche;
  - Médias nationaux (encarts dans les journaux ou programmes spéciaux consacrés à l'environnement).

Comment mobiliser les parties prenantes ?

Comment mobiliser les parties prenantes par le biais des leaders d'opinion ?

Une simple recherche sera souvent suffisante pour identifier les parties prenantes.

En revanche, mobiliser les parties prenantes exigera de tisser des liens et d'avoir des contacts plus personnels avec elles; que ce soit en personne ou par téléphone.

Obtenir l'aide des leaders d'opinion

L'influence d'une personne varie d'un individu à l'autre. Il est important d'identifier le ou les leaders d'opinion au sein de chaque groupe concerné. Les contacter et les associer à la planification des mesures permettra de mobiliser le groupe au complet et réduira le risque de ne pas bénéficier de sa collaboration.

LES LEADERS D'OPINION ...

- sont suivis par les autres personnes;
- s'intéressent à des questions très variées;
- donnent des informations fiables;
- opèrent au sein de nombreux réseaux;
- savent et aiment rapprocher les gens autour d'un intérêt mutuel.

Les réseaux et la communication informelle sont très utiles pour identifier les leaders d'opinion. Cela suppose des rencontres privées.

Les leaders d'opinion ne sont pas forcément spécialistes de la diversité biologique, mais leurs avis et convictions doivent être traités avec le plus grand respect.

Comment mobiliser les parties prenantes par le biais de la communication informelle ?

La communication informelle est souvent très efficace pour faire avancer la cause de la conservation auprès des parties prenantes. Des échanges plus formels s'imposent toutefois dans certains cas.

LA COMMUNICATION INFORMELLE

Il s'agit en général d'un échange d'informations sur une base personnelle. Elle n'est pas astreinte aux règles et normes qui régissent les relations entre les organisations ou entre une organisation et une personne.

La communication informelle est très efficace pour établir et entretenir une relation, discuter de questions délicates et obtenir des réactions plus personnelles et détaillées.

Elle se déroule en face à face, souvent dans un cadre informel (couloir, cafétéria, etc.) ou lors de rencontres sociales.

À Sri Lanka, le Département de la protection des côtes, l'Agence de l'urbanisme et la Commission centrale de l'environnement ont estimé que les liens informels étaient le meilleur moyen d'assurer la coordination des activités des institutions, et ce, surtout parmi les administrateurs en milieu de carrière. Ce mode d'échange a permis de clarifier certains points essentiels à la prise de décision.

Comment mobiliser les parties prenantes par le biais des groupes de discussion ?

Les groupes de discussion permettent de bien comprendre les positions adoptées à l'égard d'un enjeu lié à la diversité biologique. Ils donnent des indications sur la manière d'engager les parties prenantes à soutenir une action. Les autres méthodes les plus courantes sont les entrevues formelles et les enquêtes.

LES GROUPES DE DISCUSSION

Ils sont constitués d'un petit nombre de représentants des parties prenantes. Cette technique est couramment utilisée dans le domaine du marketing; que ce soit pour tester des produits, des idées ou des manières de mettre en marché.

Les groupes de discussion sont particulièrement utiles quand on prépare une stratégie de communication visant un plan de conservation de la diversité biologique. L'analyse des résultats peut indiquer comment s'assurer l'appui de l'ensemble des parties prenantes.

Les groupes de discussion :

- sont l'un des grands moyens d'« écouter » les membres d'un groupe social (segment de consommateurs, personnes touchées par une politique, etc.);
- reposent sur des entretiens non directifs;
- font appel aux relations de groupe pour se faire une meilleure idée de la raison d'être de certaines opinions;
- peuvent servir à améliorer la planification et la conception de produits ou de programmes, à faciliter l'évaluation et à fournir des indications et données aux responsables des stratégies de communication et de commercialisation;
- sont utilisés depuis des années par les compagnies axées sur le consommateur et le sont de plus en plus en politique ou dans l'élaboration et l'exécution des politiques.

Comment choisir la méthode la plus adaptée à la taille du groupe ?

La méthode de communication à privilégier dépend de la taille du groupe. Une question particulière, les répercussions du tourisme sur la diversité biologique par exemple, peut concerner un maximum de six hôtels implantés sur une île. La méthode est dans ce cas relativement simple : rencontrer la direction des établissements et entreprendre, s'il y a lieu, une démarche de résolution de problème.

S'il faut entrer en contact avec une multitude d'hôtels et des milliers de propriétaires fonciers, la méthode la plus stratégique est tout autre. Atteindre un grand groupe, c'est un peu comme introduire et diffuser une nouveauté dans la société. En ce sens, les politiques, technologies et pratiques en matière de diversité biologique s'apparentent à des innovations.

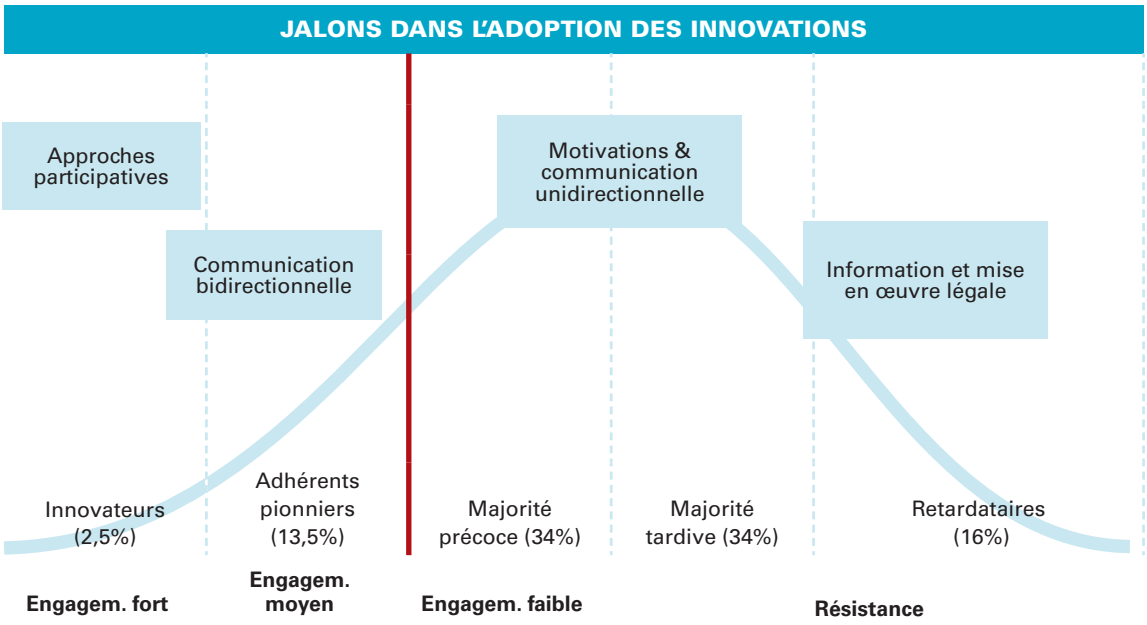
Everett Rogers[1] a établi un modèle selon lequel une innovation est acceptée par les personnes les plus audacieuses de la société avant de se répandre plus largement, en fonction de la perception subjective qu'en ont les gens :

- intérêt de l'innovation par rapport à ce qui existait auparavant, du point de vue des avantages économiques, du prestige social, de l'aspect pratique ou de la satisfaction procurée;
- degré de compatibilité avec les valeurs et pratiques de l'heure;
- simplicité et facilité d'application;
- possibilité de faire un essai pendant une période limitée;
- facilité d'appréciation des résultats.

La diffusion d'une innovation commence au sein d'un très petit groupe de personnes progressistes et avant-gardistes. C'est vers ces « innovateurs » que doivent s'orienter les premiers efforts. Viennent ensuite les

1. Rogers, E. 1995 *The Diffusion of Innovations*, The Free Press, NewYork, 4e édition

« adhérents pionniers », par exemple les agriculteurs qui passent à la culture biologique. Ils sont parfois plus éduqués que la moyenne et hésitent moins à prendre des risques. Ainsi, les exploitants qui adoptent l'agriculture biologique peuvent bénéficier d'autres sources de revenus et se soucier particulièrement de l'environnement. Les autres segments de la société attendent de voir ce qui va se passer. Si les résultats sont intéressants, ils suivent l'exemple. De plus en plus de personnes font de même au fil du temps, jusqu'à l'atteinte d'un point charnière où l'innovation est acceptée par environ 17 % des gens. À partir de ce seuil, l'innovation est adoptée de manière plus large (voir la figure ci-dessous).



Adapté de E. Rogers http://www.valuebasedmanagement.net

Les innovateurs : La communication est axée au départ sur ce petit groupe d'avant-gardistes. Les innovateurs aident à définir l'approche par un processus appelé recherche-action participative; ils se familiarisent avec l'idée ou la technologie et suggèrent des améliorations. Les leaders d'opinion au sein des groupes concernés peuvent aider à identifier les progressistes et à les intéresser à une nouvelle façon de préserver la diversité biologique, mais ce ne sont pas les seuls.

En Lettonie, les inspecteurs et vulgarisateurs du Service des forêts domaniales ont développés une excellence source d'information pour identifier les propriétaires progressistes qui seraient prêts à tenter de gérer leur forêt dans le respect de la diversité biologique.

Les adhérents pionniers : La communication bidirectionnelle amène plus de monde à adopter l'innovation en partageant des idées et en atténuant les craintes des adhérents pionniers. L'apprentissage par la démonstration est un bon moyen d'obtenir l'appui recherché et d'adapter la démarche.

La majorité précoce et la majorité tardive : Lorsqu'environ 17 % des personnes concernées se sont fait une nouvelle idée, il est temps de lancer une vaste campagne visant à accélérer l'adoption de l'innovation en question et de mobiliser un groupe plus important en nombre (la **majorité précoce** puis la **majorité tardive**). On sait à ce moment-là quelles informations et quelles mesures incitatives lèveront les obstacles à l'adhésion. Si le seuil de 17 % n'est pas atteint, l'innovation en faveur de la diversité biologique restera à l'état du projet pilote.

Les retardataires : Tout le monde ne fait pas l'effort de s'adapter, certaines personnes tardent à rejoindre le mouvement. Une réglementation peut alors s'avérer nécessaire pour qu'adviennent les changements voulus dans ce segment de population.

Comment mobiliser les parties prenantes ?

Comment choisir la méthode la plus adaptée à la complexité de la question ?

Certaines méthodes de communication sont plus efficaces que d'autres, selon le degré de complexité de la question.

Les activités de CESP à lancer pour associer les parties prenantes seront différentes si la question est facile à comprendre, si le message est simple et si le résultat escompté est clair que dans le cas contraire.

Une communication unidirectionnelle suggérant une série de mesures à prendre convient quand la question est simple. C'est par exemple le cas concernant l'interdiction du commerce d'espèces menacées. En revanche, s'il s'agit de réintroduire de grands mammifères dans un milieu ou de remettre un paysage forestier en état, une approche participative sera plus adaptée, mais aussi plus complexe au chapitre de la communication.

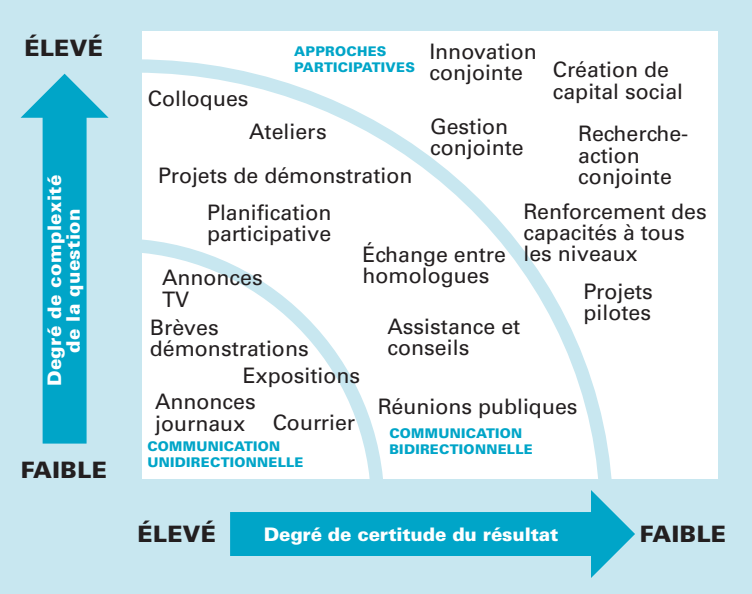


Figure : Quand le degré d'incertitude et de complexité augmente, davantage de projets pilotes, de recherche participative et d'approches conjointes de gestion et d'innovation s'imposent. Voir le site http://media.socialchange.net.au/people/les/What's_best.pdf

Sur quelle base mobiliser les parties prenantes ?

Il faut se préoccuper des attentes des parties prenantes afin d'entretenir de bonnes relations. Dans ces situations, les personnes concernées ne se sentiront pas mises de côté ou contrariées si leurs attentes ne se concrétisent pas. Elles sauront ce que l'on attend d'elles.

Il convient de décider, pour chaque question relative à la diversité biologique, dans quelle mesure et dans quel but vous allez tisser des liens avec les différents groupes concernés.

Cet aspect doit être clairement exposé aux groupes dès le départ.

Modalités d'engagement

PARTIE PRENANTE EN TANT QUE :	OBJECTIF DE L'ENGAGEMENT
Client	Satisfaction des parties prenantes
Partenaire de concertation	Établissement d'une compréhension mutuelle
Source d'idées	Étude de différentes possibilités
Élaboration commune de politique	Appropriation des solutions
Juge des questions à traiter	Suite donnée aux attentes formulées par la base
Coresponsable	Création d'un modèle de cogestion
Décideur	Délégation de pouvoirs aux parties prenantes

Comment associer les décideurs et la classe politique ?

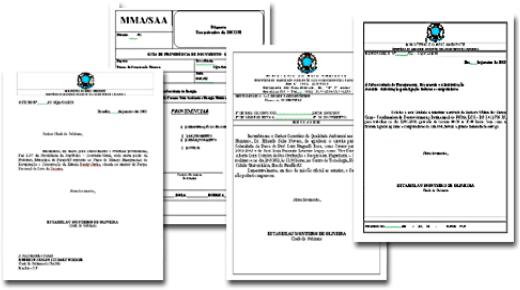
Les points focaux de la CDB et les coordonnateurs des SPANB sont souvent confrontés à une piètre connaissance et à une mauvaise compréhension de la diversité biologique dans les différents secteurs ou paliers de gouvernement avec lesquels ils transigent. Même si des rapports, lettres de service et autres documents sont diffusés régulièrement, rien ne garantit qu'ils soient lus, compris ou approuvés. Du point de vue de la CESP, les mémos ne communiquent rien !

On entend aussi souvent dire qu'il faut « éduquer les décideurs ».

Faut-il éduquer tout le monde ?

Les experts de la diversité biologique croient souvent qu'ils doivent organiser des ateliers pour informer les décideurs et la classe politique. La question à se poser est la suivante : Les décideurs ont-ils du temps à y consacrer ? Ressentent-ils le besoin et le désir d'être informés ? Voient-ils l'intérêt de ce genre d'ateliers ? Les informer pourrait-il être contre-productif ?

LES MÉMOS NE COMMUNIQUENT RIEN



On sait aujourd'hui que vouloir transformer les décideurs et la classe politique en experts de la diversité biologique peut être une entreprise futile. Il vaut mieux accepter leur degré de connaissance et d'intérêt et se centrer sur la meilleure façon d'inscrire la diversité biologique dans leur programme de travail. La communication formelle et la communication informelle sont les deux principales manières d'y parvenir.

Quand recourir à la communication formelle et informelle ?

Communication formelle

La communication formelle est un échange d'informations qui adhère aux règles et normes s'appliquant à la relation formelle entre des organisations ou entre une organisation et une personne. Elle est efficace pour effectuer des opérations et des déclarations claires et précises. La communication formelle se fait au moyen de lettres, de contrats, d'articles, de discours ou de procès-verbaux de réunions officielles. Une lettre adressée par le ministre de l'Environnement à ses collègues ou aux députés en est un bon exemple.

Les délibérations et réunions officielles sont des occasions de parler de la Convention, des stratégies et plans d'action nationaux ou d'une question précise relative à la diversité biologique.

Allier la communication formelle et informelle

Il est souvent efficace de combiner ces deux modes de communication pour obtenir les résultats souhaités auprès de la classe politique. La communication informelle peut prendre diverses formes :

- courte conversion avant une réunion du Cabinet ou du Parlement;
- lettre, courriel ou appel téléphonique de nature privée;
- article dans un magazine lu par de nombreux décideurs;
- déjeuner ou dîner de hauts fonctionnaires. Un invité de marque peut prononcer une courte allocution sur l'importance d'une question liée à la diversité biologique. À la fin, les fonctionnaires sont invités à un atelier spécial au cours duquel sera examinée la portée de cette question sur l'élaboration des politiques.

Photo: Ecom, Brésil

EXEMPLE : Échec de mesures gouvernementales faute d'avoir associé les parties prenantes

Décret portant création d'une réserve naturelle

En 1988, le gouvernement de l'actuelle Fédération de Russie a décidé de créer la réserve naturelle Kerzhenskiy dans la région de Nizhnii Novgorod, près de la municipalité de Rustay. Les habitants, qui avaient l'habitude de chasser et de pêcher sur ces terres, ont dû cesser ces activités lorsque la forêt a été officiellement intégrée dans la réserve naturelle. Ils n'avaient plus la possibilité de rapporter les produits qu'ils en extrayaient, lesquels constituaient une part importante des revenus familiaux.

Opposition locale

Les habitants ayant exprimé leur mécontentement, les représentants des autorités régionales ont tenu des audiences publiques afin de comprendre le problème et d'entendre leur point de vue parallèlement à celui des administrateurs de la réserve. Ils se sont engagés à étudier la question plus en détail avec la direction de la réserve et avec l'administration municipale.

Négociations

Après de longs pourparlers, il a été convenu que les habitants de Rustay pourraient chasser et pêcher dans une zone de 7 kilomètres. La tension a quelque peu baissé mais le conflit n'était pas réglé puisque d'autres restrictions quant à l'usage de la forêt n'avaient pas été levées.

Réparer les erreurs est beaucoup plus coûteux

Le gouvernement aurait dû exposer ses plans à la population locale et l'associer à la planification avant de rédiger le décret. Si des pourparlers avaient été engagés plus tôt, l'affrontement n'aurait pas eu lieu ou, à tout le moins, n'aurait pas pris de telles proportions. Quand on ne cherche pas à connaître la position des habitants à l'avance, il ne reste plus au gouvernement qu'à tenter de résoudre le conflit *ex ante* en communiquant avec tous les protagonistes. Pour obtenir la participation et l'appui de la population locale, il devra consacrer beaucoup de temps et d'argent à la mise en œuvre d'une compagne de communication.

Source : Cours d'enseignement à distance ECAPP

EXEMPLE : Inviter la population à partager ses connaissances en matière de diversité biologique

L'Initiative Équateur du PNUE a montré que le partage de connaissances sur la diversité biologique pouvait être l'occasion d'établir des liens entre les intervenants de la communauté et les décideurs à l'échelon local, national et international. Une telle expérience peut être reproduite à l'échelle d'un pays en vue de créer des possibilités stratégiques de dialogue.

Activités

- **Recenser les meilleures pratiques :** Mettre en place un système qui recense les meilleures pratiques communautaires en matière de conservation de la diversité biologique et de réduction de la pauvreté.
- **Inviter les dirigeants communautaires** : Instaurer un dialogue ouvert avec les défenseurs de la diversité biologique à l'échelon local lors des débats sur les politiques afin de bénéficier de leur expérience et d'établir un programme d'action commun.
- **Faciliter l'échange de savoir** : Organiser des rencontres sur le thème de la diversité biologique et de la lutte contre la pauvreté, promouvoir le partage des meilleures pratiques.
- **Créer des liens** : Établir des relations durables entre dirigeants locaux et décideurs par la participation aux débats sur les politiques.

- **Associer** : Accorder une place aux représentants communautaires dans le processus décisionnel et dans les groupes de travail.
- **Catalyser les efforts** : Définir un cadre politique favorable à la réussite des mesures de conservation de la diversité biologique et de réduction de la pauvreté.
- **Soutenir des partenariats durables** : Faire appliquer les nouvelles techniques et compétences par les dirigeants locaux et les décideurs.

Résultat : Les meilleures pratiques communautaires sont intégrées à même les politiques destinées à préserver la diversité biologique et à lutter contre la pauvreté. Les décideurs tirent profit d'un savoir de première main sur les conditions à instaurer pour associer ces deux objectifs en générant des revenus à long terme et pour inciter le gouvernement à investir en matière de conservation. La population, vue comme un agent indispensable du développement, participe à la formulation des politiques à l'échelon local, national et international.

L'Initiative Équateur (www.equatorinitiative.org), à laquelle participe la Convention, est un partenariat regroupant un grand nombre de gouvernements et d'organisations

EXEMPLE : Engager le secteur privé à la conservation de la diversité biologique

Initiative Leaders for Nature

Le Comité néerlandais de l'UICN est une ONG au service des membres nationaux de l'UICN, du gouvernement et d'autres ONG.

Le Comité national gère l'Initiative *Leaders for Nature*, dont le but est d'aider les chefs d'entreprises à prendre conscience du rôle qu'ils peuvent jouer pour la protection de la nature et à agir en conséquence.

L'Initiative rassemble une centaine de représentants du monde des affaires néerlandais, dont 60 président-directeur généraux (PDG) d'entreprises. La plupart sont des entreprises d'envergure internationale.

Les rencontres ont débuté en 2004. Elles visaient à mieux comprendre les interactions du monde des affaires avec le milieu naturel et à motiver le monde des affaires à trouver de concert avec les experts en environnement des moyens efficaces pour changer les choses. La vision choisie était systémique, alliant l'approche par écosystème et les stratégies d'essor commercial à long terme. On insistait sur la responsabilité des directeurs au sein des entreprises.

L'Initiative *Leaders for Nature* s'est traduite par le lancement de projets concrets au sein des entreprises et par la création de mécanismes de financement originaux pour la protection de la nature. En 2006, une lettre ouverte signée par 85 PDG et cadres supérieurs a été envoyée à la classe politique néerlandaise. Elle demandait que le gouvernement se préoccupe davantage de la protection de l'environnement.

Entretien avec Pieter van de Gaag, Conseiller supérieur, Comité néerlandais de l'UICN http://www.iucn.nl

EXEMPLE : Engager les municipalités dans la conservation de la diversité biologique

Photo : site Web Countdown 2010

Sauver les espèces menacées : une mission pour les municipalités danoises

Au Danemark, 98 maires ont symboliquement reçu un animal en cadeau à Noël. Dans ses vœux de Nouvel An, Mme Connie Hedegaard, ministre de l'Environnement, a offert à chaque maire une espèce menacée dans leur secteur et leur a demandé d'accepter la responsabilité de les sauver d'ici 2010 et de continuer leurs efforts au-delà de cette date.

Une réforme administrative a récemment restructuré les municipalités danoises. Près de 75 millions d'euros seront affectés à la restauration de la nature au cours des trois prochaines années. Ces fonds, et l'enthousiasme de toutes les municipalités concernées contribueront certainement à lutter contre l'appauvrissement de la diversité biologique d'ici 2010 et au-delà

Photo : site Web Countdown 2010

Prix du mérite Countdown 2006 à l'Atelier des métiers du Département des travaux publics d'Helsinki

La remise en état de l'ancienne décharge de Vuosaari a comporté le réemploi ingénieux de déblais, la réintroduction d'espèces domestiques et, surtout, l'éducation d'enfants et de jeunes sur le site même. L'Atelier des métiers a remporté le concours finlandais Countdown 2010. Il était organisé par la Direction de la production environnementale du Département des travaux publics de la ville d'Helsinki.

Entretien avec Sebastian Winkler et Wiepke Herding, Secrétariat Countdown 2010, Bureau régional de l'UICN pour l'Europe http://www.countdown2010.net/article/danish-municipalities-to-share-responsibility-for-endangered-species

EXEMPLE : Illustrer les liens entre la conservation de la diversité biologique et les objectifs du Millénaire pour le développement

Situation de départ

- Méconnaissance, à tous les échelons, des liens entre la diversité biologique et les objectifs du Millénaire pour le développement
- Méconnaissance de l'objectif 7 relatif à l'environnement
- Méconnaissance du rôle fondamental que peut jouer la conservation pour atteindre les autres objectifs du Millénaire

Idée

- Trouver un mode de présentation qui :
  - montre bien l'importance de la conservation de la diversité biologique pour atteindre tous les objectifs du Millénaire;
  - soit utile à l'échelle locale, sous-régionale, régionale, etc. en matière de coopération pour le développement;

- présente les données, informations, résultats et bienfaits tirés de projets précis et les liens avec les objectifs du Millénaire;
- mette en valeur l'apport des parties prenantes et donateurs.

Résultats à ce jour

- Production d'une série d'affiches destinées à illustrer diverses méthodes communautaires de conservation de la diversité biologique, avant et pendant le Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement (New York, 2005)
- Utilisation des affiches (il en existe sur plus de 30 projets) pour partager les meilleures pratiques entre les projets, dialoguer avec les décideurs, donateurs et partenaires et expliquer au public les liens entre la conservation de la diversité biologique et la réduction de la pauvreté

Prochaines étapes

- Coopération avec l'Initiative Équateur du PNUD :
  - élaboration d'un logiciel permettant de créer une affiche sans expertise particulière en graphisme, le tout, avec ou sans connexion à l'Internet;
  - distribution mondiale d'un CD-ROM renfermant les séries d'affiches sur les objectifs du Millénaire.

Suhel al- Janabi, GeoMedia. Consultant pour le programme GTZ BIODIV « *Implementing the Biodiversity Convention* ». Voir http://www.gtz.de/en/themen/umwelt-infrastruktur/umweltpolitik/14936.htm. Pour créer votre propre affiche, connectez-vous sur le site http://onlinegeneration.com ou consultez le CD-ROM.

EXEMPLE : Impliquer les décideurs

Le Comité néerlandais de l'UICN est une ONG au service des membres nationaux de l'UICN, du gouvernement et d'autres ONG. Il a créé le *Groupe de travail de La Haye*, dans le but d'échanger librement des idées sur la conservation de la nature et sur les aspects politiques et socio-économiques de ces questions. Le groupe se réunit quatre fois par an à La Haye, non loin du Parlement.

Le président en exercice du Conseil socio-économique néerlandais dirige les travaux du Groupe de travail. Celui-ci comprend des députés et leurs assistants, des fonctionnaires, des experts et des représentants d'ONG vouées à la conservation.

Le Groupe se penche sur les questions qui sont, ou qui devraient être, à l'ordre du jour de la classe politique, selon les suggestions faites par le Comité national de l'UICN. Afin que les participants s'expriment librement, aucun procès-verbal n'est dressé. Un simple résumé des rencontres est établi. Le but est de préserver la confidentialité des propos tenus lors de ses séances.

Le mécanisme s'est avéré efficace pour fournir aux députés des points de vue différents qui les aident à prendre des décisions éclairées. Ainsi, le dialogue instauré a conduit le Parlement à adopter en 2005 une motion accordant un financement structurel aux parcs naturels situés dans les territoires néerlandais d'outre-mer.

Le Groupe de travail a incité le gouvernement des Pays-Bas à soutenir les efforts déployés pour préserver les tourbières du Kalimantan central. Il a également réussi à ce qu'aboutisse une décision gouvernementale visant à n'acheter que des produits forestiers certifiés pour les bâtiments publics.

Entretien avec Pieter van de Gaag, Conseiller principal, Comité néerlandais de l'UICN et Secrétaire du Groupe de travail de La Haye, www.iucn.nl

Comment intégrer la diversité biologique dans d'autres secteurs gouvernementaux ?

Il est certes risqué et coûteux d'entreprendre une action, mais il l'est beaucoup plus, à long terme, de se complaire dans l'inaction.

—John F. Kennedy (1917 – 1963)

Comment faire en sorte que la diversité biologique soit intégrée dans les politiques d'autres secteurs ?

La CESP est très utile pour que les autres ministères ou départements se préoccupent de la diversité biologique et l'intègrent dans leurs politiques et pratiques. Par souci de simplicité, le terme « service » englobe ici les ministères, les instances gouvernementales, les organismes et les instituts.

Obtenir un rendez-vous

La première chose à faire est d'obtenir un rendez-vous. Ce n'est pas toujours facile. Le personnel d'autres services peut ne pas connaître ou comprendre les questions relatives à la diversité biologique, à la Convention et aux SPANB, ou encore ne pas saisir en quoi cela les concerne. Votre interlocuteur risque d'être peu disposé à consacrer beaucoup de temps au sujet ou même de refuser de vous rencontrer.

Nouer des liens

Pour qu'un autre service s'intéresse à la diversité biologique, il faut entretenir des relations et trouver un terrain d'entente afin de collaborer à des objectifs communs. Il est important de ne pas donner l'impression que l'on se décharge de certaines responsabilités. Du point de vue de la CESP, il est indispensable d'établir des liens interpersonnels solides afin de réussir. Le temps, la patience et l'écoute aideront à saisir la façon dont travaille l'autre personne ou son service.

Négocier

Le temps de négocier arrive quand le dialogue est bien établi. La négociation est souvent perçue comme une démarche qui produit un gagnant et un perdant. Il y a en effet bien des cas où un « gâteau » doit être partagé. Dans cette figure de style, les gains de l'un se font aux dépens de l'autre. Le perdant aura moins de gâteau. Mais c'est seulement vrai lorsqu'on doit s'entendre sur une seule question, par exemple le prix d'un bien ou la grosseur des morceaux de gâteau. Si vous entamez les négociations dans cet esprit, votre contrepartie risque d'adopter une attitude belligérante peu favorable à l'enjeu que vous comptez adresser.

Tout le monde peut gagner quand il y a plusieurs questions à examiner. En fait, cela dépendra des positions de chaque partie sur chacune des questions. Dans ce cas, la négociation prend la forme d'une activité visant la résolution d'un problème de manière collective.

Comment négocier pour intégrer la diversité biologique dans les politiques d'autres secteurs ?

Négocier signifie « établir, régler (un accord) entre deux parties » (*Petit Robert*). Cela suppose que l'on valorise les relations interpersonnelles.

Donnant-donnant

Négocier exige de savoir ce que l'on désire obtenir et ce que l'on est prêt à céder (la monnaie d'échange). Bien sûr, il peut être difficile de céder quoi que ce soit en matière de conservation de la diversité biologique ! Mais votre monnaie d'échange peut ne rien vous coûter, ou très peu, et représenter beaucoup pour l'autre partie.

La politique agricole slovène a été modifiée au profit d'une culture extensive, créant des conditions plus favorables à la conservation du milieu naturel (voir l'exemple). C'est le ministère de l'Agriculture qui accordait les subventions à cette fin, mais c'est le ministère de l'Environnement qui détenait le savoir-faire en matière d'agriculture durable. Cette situation a créé un excellent point de départ pour un rapprochement entre les deux institutions.

Gagnant-gagnant

Idéalement, vous obtenez le plus possible pour la diversité biologique, tandis que l'autre partie atteint elle aussi ses objectifs. Tout le monde est gagnant. Dans ce type de situation, il est généralement plus facile de trouver les meilleures solutions à un problème.

QUESTIONS À POSER :

- « Pourquoi estimez-vous que ce serait la meilleure solution ? »
- « De quoi avez-vous vraiment besoin ? »
- « Quels intérêts doivent être satisfaits dans cette situation ? »
- « Quelles valeurs sont importantes pour vous dans cette situation ? »
- « Quel résultat aimeriez-vous obtenir ? »

Même si vous préconisez parvenir à un accord qui convienne à tous, il est possible que l'autre partie ne collabore pas. Elle pourrait essayer de vous faire reculer, déclarer que cela ne vous regarde pas, affirmer qu'elle n'a pas de temps à consacrer à cette question ou remettre en question la faisabilité économique ou même les données scientifiques sur l'état de la diversité biologique. Il faut insister, orienter la discussion de façon à découvrir les besoins sous-jacents et, à partir de là, trouver des solutions qui tiennent compte de ces besoins.

Comment orienter le processus pour intégrer la diversité biologique dans les politiques d'autres secteurs ?

Il y a huit étapes à suivre pour intégrer la diversité biologique dans les politiques et actions d'autres secteurs. Elles font appel à différentes formes de CESP : de la communication interne à la diffusion des résultats d'un partenariat fructueux, en passant par la communication informelle et interactive.

1. Définir clairement les buts et les intérêts par la communication interne

La phase préparatoire vise à obtenir, par le biais de la communication interne, l'approbation des collègues et des supérieurs quant à la démarche et aux résultats attendus. Cette première étape, conduite dans votre propre organisme, est très importante. La communication interne permet de définir précisément les buts et les priorités de l'organisme, ce qu'il attend des autres services et de la négociation. Les aspects juridiques et politiques de l'intégration de la diversité biologique sont exposés à cette étape.

8 PASOS PARA INTEGRAR LA BIODIVERSIDAD EN OTROS SECTORES

Communication interne	1. Définir clairement les buts visés par la mise en œuvre de la SPANB
	2. Cerner les divergences de points de vue et d'intérêts
Communication informelle	3. Engager un dialogue ouvert et utile
	4. Concevoir plusieurs solutions avantageuses pour tous
Négociation & Communication interactive	5. Établir les critères de réussite de concert
	6. Faire appel à des parties neutres pour faciliter les échanges
Communication externe conjointe	7. Donner une image positive de la coopération instaurée, en recourant aux médias
	8. Mettre en place le suivi et l'évaluation, organiser la poursuite du dialogue

2. Cerner les divergences d'intérêts

Grâce à la communication interne, vous pourrez recueillir auprès de vos collègues des informations utiles sur les sujets qui risquent de susciter des conflits ou qui pourraient aider la négociation, ainsi que sur l'intérêt particulier que les autres services portent à la diversité biologique. Il est également possible que vos collègues connaissent dans d'autres ministères des personnes susceptibles de faciliter l'établissement de relations.

3. Engager un dialogue ouvert par la communication informelle

La communication informelle et interactive est le mode d'échange à privilégier quand vous êtes prêt à contacter les autres services. Il faut y recourir le plus possible pour approfondir les relations et résoudre les problèmes. Le personnel de plusieurs ministères peut être invité à des ateliers, réunions ou déjeuners de travail au cours desquels seront présentés la stratégie et le plan d'action nationaux ou certaines questions liées à la diversité biologique. Grâce à ces occasions, mais ce ne sont pas les seules, la communication informelle permettra d'établir les premiers contacts et de développer un respect mutuel qui facilitera la recherche conjointe de solutions.

Une certaine rivalité peut exister entre les services gouvernementaux. Il est important de les outrepasser et de se concentrer sur les relations personnelles. Essayez de considérer les autres services en tant qu'alliés et respectez leur degré de connaissance en matière de diversité biologique.

4. Concevoir plusieurs solutions avantageuses pour tous

Une fois les relations établies et les deux parties au courant des questions à examiner, les premières idées de coopération sont trouvées en parlant très librement et en cherchant conjointement à résoudre les problèmes identifiés. Il est aussi très utile d'examiner les faits avec les autres services, même si tout est très clair pour les points focaux de la Convention ou les coordonnateurs des SPANB. Vous aurez peut-être l'impression de « réinventer la roue », mais cela aidera l'autre partie à s'engager davantage, à faire confiance aux données, à se sentir véritablement concernée. Cette étape fait appel à la communication interactive et

informelle. Quand les négociations sont closes, un mode plus formel de communication peut être requis pour officialiser l'entente ou l'accord avec chaque service.

Quand vous tentez de déterminer comment la diversité biologique pourrait être intégrée dans les politiques d'un secteur, parlez avec prudence, commencez par exemple vos phrases par « il me semble que… » et évitez d'asséner des idées de manière péremptoire.

5. Établir les critères de réussite de concert

Il convient de définir dès les débuts comment il sera possible de déterminer si l'entente est mise en œuvre de façon satisfaisante.

6. Faire appel à des parties neutres pour faciliter les échanges

Il peut être bon de faire appel à un tiers afin que chaque partie se sente libre de proposer des solutions novatrices lors des rencontres.

7. Donner une image positive en recourant aux médias

Les coordonnateurs des SPANB sont souvent très occupés. Une bonne stratégie de diffusion leur rappellera quand et comment faire connaître leurs activités. Prendre l'initiative d'établir des contacts avec les médias et leur rapporter des exemples de réussite, surtout quand il s'agit de concertation entre plusieurs services, peut rehausser l'image de tous les services concernés et mettre en avant les actions menées en faveur de la diversité biologique. Il convient de faire connaître ou de célébrer publiquement la coopération.

8. Mettre en place le suivi et l'évaluation, organiser la poursuite du dialogue

Les communications formelle et informelle sont toutes deux importantes pour entretenir les relations et évaluer le degré de mise en œuvre des mesures.

Il ne faut pas négliger la communication interne tout au long du processus de négociation et d'intégration. Cela permet de tenir les collègues au courant des progrès accomplis.

Combiner les divers modes de CESP

Intégrer la diversité biologique fait appel à de nombreux aspects de la CESP. Les exemples et aide-mémoire qui suivent le démontrent bien.

EXEMPLE : Intégrer la diversité biologique dans la stratégie de lutte contre la pauvreté

En Sierra Leone, le Secrétariat chargé du Plan stratégique de lutte contre la pauvreté, financé par la Banque mondiale, a décidé d'engager une équipe d'experts en diversité biologique afin d'établir des contacts avec les organismes gouvernementaux concernés. Des études sont entreprises sur différents aspects de la diversité biologique et de la réduction de la pauvreté.

Le Secrétariat tient une journée de consultation auprès de toutes les organisations écologistes connues qui ont leur siège dans la capitale. On présente les résultats des études scientifiques, y compris les effets qu'ont l'exploitation minière, l'agriculture, la pêche, les conflits, les déplacements de population et les activités industrielles sur la diversité biologique.

Divers groupes sont constitués après les exposés, dans le but d'examiner et de recommander des mesures par lesquelles des solutions pourraient être intégrées dans les stratégies de lutte contre la pauvreté.

Questions soulevées:

- Quel est l'état de la diversité biologique dans le pays ?
- Quelles sont les conditions socio-économiques dans les régions dotées d'une riche diversité biologique ?
- Qui sont les principales parties prenantes ?
- Qui sont les responsables dans les régions riches en diversité biologique et quelle est leur situation socio-économique ?
- Quelles opinions ont-ils sur les questions liées à la diversité biologique ?
- Quels changements de comportement attendons-nous d'eux ?
- Qu'est-ce qui pourrait les inciter à changer ?
- Quelles modifications doivent être apportées dans les politiques et pratiques des autres acteurs ?
- Quel serait le rôle du gouvernement et celui des autres acteurs ?
- Quel pourrait être le rôle des populations locales ?
- Comment procédera-t-on au suivi et à l'évaluation des changements ?

Entretien avec Tommy Garnett, Président, Forum for Environmental Action, Sierra Leone

EXEMPLE : Intégrer la diversité biologique dans d'autres ministères en Slovénie

Ministère de la défense

« Notre passage au ministère de la Défense a été très intéressant. On nous a simplement dit – « Faites votre travail et nous ferons le nôtre ». Nous avons répondu que c'est précisément ce que nous aimerions faire. Mais vous savez, le problème est que la Slovénie a signé la Convention de Rio sur la diversité biologique, et chaque secteur doit avoir sa place.

« Nous avons ensuite cherché des points d'entente. On a découvert que, pour l'armée, faire des exercices militaires en avril ou en juillet ne faisait aucune différence alors que la saison choisie de leurs opérations avait une conséquence sur les oiseaux de certains secteurs. On a donc décidé de modifier le calendrier et de ne pas organiser de manœuvres pendant les périodes de nidification. C'est ainsi que nous avons commencé à coopérer et à trouver des solutions communes. »

Ministère de l'Agriculture

« Nous n'avons jamais été du même côté de la barrière. La principale mission du ministère de l'Agriculture était d'augmenter la production agricole. Cela est généralement en intensifiant la culture et en gagnant du terrain sur les zones humides.

« La politique agricole a changé et des crédits ont été débloqués pour une agriculture plus extensive, conforme aux intérêts de la conservation de la nature. Les subventions étaient accordées par le ministère de l'Agriculture mais c'est nous qui détenions le savoir-faire. Cela a grandement aidé à lancer la collaboration. Rien n'est pas encore facile, on négocie beaucoup, mais cela fait partie de la communication, n'est-ce pas ? Dès qu'on trouve un véritable point commun, la coopération peut commencer. »

Entretien avec Peter Skoberne, Sous-Secrétaire, Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire, Slovénie

EXEMPLE : Préparer un atelier destiné à présenter la stratégie pour la diversité biologique du ministère slovène de l'Environnement à d'autres secteurs

Objectifs

1. Établir des relations personnelles avec les autres secteurs.
2. Donner des informations sur la CDB, les principes de la diversité biologique, la formulation de la stratégie et du plan d'action, le travail accompli à ce jour.
3. Faire en sorte que les autres secteurs perçoivent les liens entre la diversité biologique et leur champ d'action, se sentent concernés et voient l'intérêt de poursuivre les discussions bilatérales, et que les participants demandent à leurs supérieurs de se joindre au débat et de plaider en faveur de la SPANB dans leur propre ministère.

Mesures

- Désignation d'un coordonnateur et définition de son mandat.
- Exposé de nature générale aux membres de l'équipe sur la structure, les politiques, leur rôle d'animateur de réunions et de correspondant dans les pourparlers bilatéraux avec chaque ministère (remise d'un document donnant les détails et les directives), établissement de la liste des personnes à inviter.
- Rencontres individuelles avec les personnes absentes lors de l'exposé.
- Appels téléphoniques et rappels aux invités : choix du menu, assistance pour le transport, résultats attendus, idées sur la diversité biologique.
- Aménagement de la salle pour la séance plénière du matin (tables mixtes, personnel du ministère à chaque table), carton pour chaque participant (sans faute dans les noms !).
- Plan de table pour le déjeuner : personnel du ministère (code de couleur) à côté de membres d'autres secteurs.
- Exposé aux orateurs et animateurs.
- Préparation des documents destinés aux participants (grandes lignes du programme, sans détail) et des cartes de visite du personnel du ministère.
- Préparation des formulaires d'évaluation à l'intention des participants.
- Mise en place des cartons sur les tables pour la séance du matin.
- Mise en place du matériel : tableaux, magnétophone, rétroprojecteur, projecteur de diapositives, ordinateur, etc.
- Répartition des tâches de suivi (rapport avec photos envoyé aux participants, lettre de remerciement signée par le ministre), rappel des stratégies pour tout suivi (impressions, limites, occasions, ton de voix, écoute respectueuse, etc.).

Branka Hlad, ministère slovène de l'Environnement, et Frits Hesselink, HECT Consultancy, Pays-Bas

EXEMPLE : Programme d'un atelier destiné à présenter la stratégie pour la diversité biologique à d'autres secteurs en Slovénie

Accueillir les participants, offrir du café et distribuer le programme, les cartes de couleur pour le déjeuner et un résumé de la stratégie. La liste des participants comprend des photos de chacun ainsi que des déclarations recueillies lors d'entretiens téléphoniques. Accompagner les participants jusqu'à des tables de 6 à 8 personnes.

9h00 Accueil des invités.
9h15 Brève explication du programme (*Président de l'atelier*).
9h20 Brève présentation par un tour de table (nom et attentes).
9h25 Exposé concernant la CDB (*Ministère*).
9h40 Discussion à chaque table sur les questions à poser.
9h50 Réponse aux questions (*Ministère*).
10h10 Exposé sur les principes de la diversité biologique (*Ministère*).
10h25 Réflexion à chaque table sur ce qui a semblé le plus important.
10h45 Pause-café (le personnel du Ministère se mêle aux invités).
11h15 Exposé sur l'utilisation durable de la diversité biologique (*Ministère*).
11h30 Réflexion à chaque table sur ce qui a semblé le plus important.
11h45 Exposé sur la diversité biologique et l'agriculture.
12h00 Réflexion à chaque table sur ce qui a semblé le plus important.
12h15 Exposé sur la SPANB (*Ministère*).
12h30 Réflexion à chaque table sur ce qui a semblé le plus important.
12h45 Clôture de la séance du matin, explication du travail d'équipe prévu l'après-midi (*Président de l'atelier*).
13h00 Déjeuner – échanges informels.
14h30 Travail d'équipe : expression libre de questions, telles que : comment gérer la diversité biologique dans différentes situations ? Agriculture, planification économique, sensibilisation, éducation ? Quelles sont les possibilités d'aborder les questions de diversité biologique ? Qu'est-ce qui se fait déjà ? Quel est le rôle des différentes parties prenantes ? Quels sont les gages de réussite ? Qu'est-ce qui serait efficace ? Comment faciliter la contribution officielle du secteur ? Quelles questions sont toujours sans réponse ?
15h45 Remise des formulaires d'évaluation.
16h00 Présentation en séance plénière du travail accompli (travail d'équipe).
16h30 Allocution de clôture du Président de l'atelier (prochaines étapes).
17h00 Rafraîchissements.

Branka Hlad, Ministère slovène de l'environnement, et Frits Hesselink, HECT Consultancy, Pays-Bas

AIDE-MÉMOIRE : Suite donnée à un atelier destiné à présenter la stratégie pour la diversité biologique à d'autres secteurs en Slovénie

☐ **Contenu du rapport de l'atelier :**

- Allocution du ministre ;
- Retranscription des exposés ;
- Retranscription des présentations sur le travail d'équipe ;
- Photos des tableaux : enseignements tirés, prochaines étapes ;
- Photos prises pendant les séances et le déjeuner ;
- Résumé de l'allocution de clôture prononcée par le Président ;
- Attentes formulées dans les discussions du matin et les évaluations ;
- Liste et coordonnées des participants (+ photo et déclarations).

☐ **Lettres de remerciement du ministre de l'Environnement aux participants et à ses homologues des ministères invités.**

☐ **Suivi téléphonique auprès de 19 membres de 12 ministères en vue d'entretiens bilatéraux sur les domaines d'action conjointe, les textes susceptibles d'être rédigés et l'organisation de la coopération.**

☐ **Rencontres de suivi, par les membres du ministère, dans différents services et organismes gouvernementaux.**

☐ **Schéma des rencontres :**

- Régler les questions pratiques : calendrier et thème des réunions ;
- Obtenir l'impression générale laissée par l'atelier et le rapport ;
- Expliquer la stratégie nationale : procédure et principaux éléments – demander si la personne a des questions ;
- Déceler les points importants pour l'autre secteur (Existe-t-il des documents de politique et de stratégie ? Qui prend les décisions relatives aux stratégies ? Par où pourrait-on commencer ?) ;
- Questions : Que pensez-vous de nos premières idées ? Pourrait-on préciser ces champs d'action ?
- Questions : Quel processus conviendrait à votre ministère ? Avez-vous des suggestions ? Que devrions-nous faire ensuite ?

☐ **Information sur les textes adoptés et les mesures réalisées.**

Frits Hesselink, HECT Consultancy, Pays-Bas, et Branka Hlad, Ministère slovène de l'environnement

AIDE-MÉMOIRE : Se préparer à négocier avec d'autres ministères une solution avantageuse pour tous relativement à un projet d'infrastructure dans une zone sensible

OBJET	NOUVELLE INFRASTRUCTURE DANS UNE ZONE SENSIBLE
☐ **Questions relatives à la diversité biologique**	• Disparition d'espèces • Diminution des services dispensés par les écosystèmes • Destruction d'éléments culturels du paysage • Autres perturbations
☐ **Points pouvant faire l'objet de négociations**	• Lieu d'implantation de l'infrastructure • Modification de l'infrastructure pour mieux préserver la diversité biologique • Compensation des frais de déplacement d'espèces ou d'autres mesures d'atténuation • Compensation par agrandissement d'une ou de plusieurs zones protégées ou par la création de nouvelles zones protégées • Définition claire et cohérente des critères de choix pour les futurs projets d'aménagement • Amélioration du dialogue, des relations et de l'image
☐ **Résultats ou accords possibles**	• Autres solutions • Investissements dans des mesures techniques pour éviter ou atténuer les répercussions • Protection des mêmes espèces ou des écosystèmes à moindre coût ailleurs – lorsque possible • Compensation des mesures de conservation par accord mutuel • Amélioration des relations qui faciliteront les négociations futures et leurs résultats • Affinement des critères de choix pour les projets d'aménagement.

AIDE-MÉMOIRE : Intégrer la diversité biologique dans d'autres secteurs

☐ **1. Définir clairement les buts visés par la mise en œuvre de la SPANB**	• Énoncer le plus concrètement possible les résultats attendus • Analyser le processus décisionnel dans votre ministère, la place de ce dernier au sein du gouvernement, son image dans la société • Préciser les obligations juridiques et les effets politiques de l'intégration (* surtout si la directive européenne Oiseaux ou Habitats entre en jeu) • Établir un plan de mise en œuvre pour la CDB et la SPANB
☐ **2. Cerner les divergences de points de vue et d'intérêts**	• Identifier les parties prenantes les plus importantes dans les autres ministères et au sein de la société • Analyser et comprendre leurs intérêts, obligations, valeurs ou opinions • Analyser les conflits (éventuels) et leur gravité • Recenser les possibilités de collaboration (développement socio-économique, aménagement des bassins fluviaux, programmes forestiers, etc.).
☐ **3. Engager un dialogue ouvert et utile**	• Favoriser le respect et l'acceptation entre les ministères et entre leurs services ou départements • Consulter les parties prenantes avant de prendre des décisions définitives • S'efforcer de voir les parties prenantes comme des alliés plutôt que des ennemis • Veiller à examiner les faits conjointement • Convenir des modes d'échange de l'information.
☐ **4. Concevoir plusieurs solutions avantageuses pour tous**	• Explorer toutes les possibilités de parvenir à des solutions mutuellement avantageuses • Analyser les options à la lumière des conditions favorables et défavorables • Centrer la discussion sur un accord éventuel • Parvenir à une entente globale qui satisfera les principaux intérêts de chaque partie
☐ **5. Établir les critères de réussite de concert**	• Définir les critères qui serviront à évaluer objectivement les diverses possibilités • Axer la discussion sur les critères à retenir, pas sur les attitudes ou positions de chacun • Former des « coalitions » avec d'autres partenaires pour favoriser un jugement objectif
☐ **6. Faire appel à des parties neutres pour faciliter les échanges**	• Identifier des personnes neutres • Déterminer à l'avance le rôle des intermédiaires • Préciser le meilleur moyen de faciliter les échanges • Associer les parties neutres à l'application des résultats des négociations • Reconnaître sa part dans la réussite
☐ **7. Donner une image positive en recourant aux médias**	• Établir une stratégie médiatique pour la SPANB • Prendre l'initiative des contacts avec les médias • Penser à la façon d'adapter la stratégie si l'image diffusée est négative • Recourir au Web et à d'autres modes interactifs d'échange pour renforcer la notoriété
☐ **8. Mettre en place le suivi et l'évaluation, organiser la poursuite du dialogue**	• Convenir de la façon d'organiser les échanges futurs et de suivre le progrès des discussions • Préciser qui sera chargé de vérifier les résultats • Convenir de la manière d'évaluer ensemble les résultats et de poursuivre les négociations • Formuler des observations constructives sur les négociations et les décisions • Maintenir le contact par téléphone, messagerie électronique et en participant à des rencontres sociales informelles

AIDE-MÉMOIRE : Bien communiquer en vue de mobiliser les parties prenantes et d'intégrer la diversité biologique

☐ **1. Toujours prendre l'initiative**

- Trop attendre pourrait vous placer dans une position défensive
- Examinez la question et les solutions de différents points de vue
- Évitez, dans la mesure du possible, de vous faire dicter la marche à suivre

☐ **2. Se centrer sur le résultat**

- Élaborez sans tarder de vraies solutions de rechange
- Centrez-vous sur les solutions, pas seulement sur l'analyse ou la théorie
- Privilégiez les actions qui aideront à atteindre les résultats voulus

☐ **3. Rechercher l'assentiment général**

- Veillez à établir des relations de confiance
- Écoutez soigneusement et tentez de comprendre les intérêts divergents
- Élaborez des solutions qui tiennent compte de ces intérêts

☐ **4. Agir de manière responsable**

- Comportez-vous comme vous aimeriez que les autres se comportent
- Évitez d'agir et de parler de manière prétentieuse
- N'allez pas au-delà de votre mandat
- Expliquez clairement les raisons de vos actions

☐ **5. Accroître sa crédibilité**

- Consultez toujours les autres (dans le service et en dehors) avant de prendre une décision
- Ne faites pas de promesses que vous ne pourrez tenir
- Évitez le manque de transparence

AIDE-MÉMOIRE : Se préparer à négocier

☐ **Choisir les négociateurs**

Déterminer s'il vaut mieux faire appel à une ou à plusieurs personnes; désigner la ou les personnes et préciser la tâche de chacune; désigner la personne responsable de la décision finale relativement aux négociations.

☐ **Recueillir des informations sur l'autre partie**

- Examiner les contacts antérieurs avec le ministère ou le département
- Énumérer les trois principaux points à discuter, avec les justifications afférentes
- Examiner la situation budgétaire de l'autre ministère et saisir l'impact de cette situation sur la perception de la question
- Obtenir de l'information sur la personnalité du négociateur
- Comment perçoit-il/elle la question étudiée ?
- Qu'est-ce qui est primordial pour le négociateur ?
- Quelles autres solutions ont-ils à proposer ?
- Qui prend les décisions ? Cette personne participera-t-elle aux négociations ?
- Qu'attendent-ils de cette réunion ?

☐ **Énumérer les aspects essentiels de notre point de vue**

- Quelle compréhension commune avons-nous de notre mission et des objectifs à atteindre ?
- Quels sont les aspects ou questions essentiels pour nous ?
- Quels sont les principaux résultats que nous désirons atteindre ?
- Quels facteurs influent sur le calendrier fixé pour régler la question ?
- Quels sont les domaines de responsabilité relativement aux décisions qui pourraient être prises ?

☐ **Définir notre position**

- Que visons-nous ? Définir :
  - les points sur lesquels nous sommes ouverts à la discussion
  - les buts à atteindre
  - les résultats minimums escomptés
- Points clés ou dispositions fondamentales d'une entente qui officialise les négociations
- Genre de négociation souhaitée avec l'autre partie
- Autres solutions à notre disposition

☐ **Vérifier les préparatifs de la rencontre**

- Accord sur l'ordre du jour
- Répétition des négociations (questions à poser pour lancer le débat)
- Cadre de la rencontre – taille de la salle, disposition des sièges, accès à des téléphones, photocopieurs ou télécopieurs, tâches de secrétariat, etc.
- Les participants pourraient-ils être gênés par un excès de bruit, un éclairage inadéquat ou par un mauvais réglage de la température ?
- Rafraîchissements et autres dispositions.

Comment intéresser la presse ? Comment collaborer avec les médias ?

Quelle est l'importance des médias ?

L'opinion publique a un poids important car elle peut influencer la formation des politiques. Son importance peut-être telle qu'elle amènera les décideurs gouvernementaux à modifier les politiques et le secteur privé à adapter ses pratiques.

Les médias (forme imprimée, radiodiffusée et numérique) permettent d'informer une grande partie de la population et de stimuler le débat sur les grands enjeux de société. La presse s'entend ici des entreprises qui diffusent des informations, que ce soit par les journaux, les magazines, les émissions de radio et de télévision ou les réseaux numériques.

Il est important que les points focaux de la CDB et que les coordonnateurs des SPANB entretiennent des contacts avec la presse. Pour bien comprendre comment éveiller la curiosité des médias sur les enjeux liés à la protection de la diversité biologique, il est bon de bien les connaître.

Dans la plupart des pays développés, où l'information peut être obtenue par de multiples voies, les moyens de communication de masse n'influent plus de manière déterminante sur l'opinion publique et les comportements.

LES MÉDIAS EN EUROPE

	1960	2004
Chaînes de télévision par foyer	5 7	82 4
Magazines	8 400	17 300
Stations de radio	4 400	13 500
Stations de diffusion Internet		25 000+
Pages indexées par Google		4,4 milliards

Dans les pays en voie de développement dotés d'une grande diversité biologique et dont les habitants sont fiers de leurs trésors naturels, les médias de grande diffusion ont encore une certaine influence sur la prise de décision. Ils sont très efficaces pour promouvoir la conservation et orienter l'action des pouvoirs publics. Ils peuvent aussi en appeler au sentiment national en publiant ou diffusant des informations qui rappellent la valeur des milieux naturels.

Comment intéresser la presse ?

Quelles sont les tendances dans le monde des médias ?

Les médias recourent à un large éventail de moyens pour transmettre des informations sur l'environnement. Dans un monde de 6,4 milliards d'habitants, les méthodes varient d'un pays et d'une région à l'autre, parfois même à l'intérieur d'un même pays.

En Asie, en Afrique et en Amérique latine, la radio est encore la première source d'information, surtout en région rurale.

Il peut exister de grandes différences entre les régions rurales et les zones urbaines d'un même pays. Les techniques récentes se propagent rapidement dans les villes : Internet, portables, iPhones, SMS, etc. Voici quelques termes spécifiques aux moyens de communication modernes, qui ne cessent d'évoluer.

LES MOYENS DE COMMUNICATION CHANGENT TRÈS VITE ...				
TiVO	CD-Rom	Dialogue en ligne	Skype	Jeux en ligne
DVD	Télévision haute définition	Wikis	Consoles portables	Site web de partage de photos et vidéos
MP3	UMTS	Baladodiffusion	ADSL	Télévision numérique

La compétition est forte quand on veut attirer l'attention

L'« anarchie de l'information » créée par Internet a profondément modifié le secteur de l'information. Les médias ne « filtrent » plus les nouvelles pour le grand public. Que ce soit sur l'Internet ou à la télévision, le consommateur choisit de plus en plus ce qu'il lit ou ce qu'il regarde. Il peut très facilement passer d'une chaîne à l'autre à la recherche d'une émission qui l'intéresse par exemple. Grâce à l'Internet, il lit les journaux, écoute la radio et regarde la télévision du monde entier. Ce réseau est une mine d'information. On peut même aujourd'hui créer son propre site, à la manière d'un quotidien, et y commenter les nouvelles ou la politique. Il s'agit d'un bloc-notes, communément appelé « blogue », qui peut comprendre des fichiers audios et vidéos. Il en existerait 60 millions dans le monde, formant ce que l'on appelle les médias sociaux.

Qu'est-il important de savoir pour susciter l'intérêt des médias ?

Comment les experts de la diversité biologique voient-ils les médias ?

Beaucoup d'experts, surtout dans la communauté scientifique, pensent que les médias peuvent et doivent insister davantage sur l'importance de la diversité biologique et orienter les perceptions et opinions du public en faveur de la conservation. Quelques-uns voient dans la presse des adversaires qui ne s'intéressent pas à la diversité biologique, ont des opinions préconçues et privilégient les nouvelles et les modes de vie contraires à la conservation.

Les scientifiques eux aussi ont des choses à apprendre du monde des médias et de la façon d'entrer en relation avec eux !

Les experts imputent ce manque d'intérêt à une méconnaissance de la question et pensent qu'il faudrait absolument « éduquer » les médias.

À quelles difficultés les médias sont-ils confrontés ?

Le réseau Internet a avivé d'un seul coup la concurrence entre les médias. Les nouvelles chaînes de télévision sont non seulement en compétition entre elles, mais avec le Web. Les éditeurs de journaux, qui croulent pourtant sous les informations, voient chaque jour décliner le nombre de leurs abonnés et annonceurs. Ils sont à la recherche de nouvelles qui augmentent les tirages.

Dans les pays développés, les journaux perdent sans cesse des abonnés au profit de l'information gratuite diffusée sous forme électronique et imprimée. Les gens lisent, au mieux, 10 % d'un quotidien et regardent moins de 0,1 % de l'ensemble des émissions télévisées. Cela explique la rudesse de la compétition dans le monde des médias !

Comment capter l'attention ?

Vu les forces qui secouent les médias, on comprend qu'il ne soit pas facile de faire passer une information à propos de la diversité biologique. Les questions qui nous préoccupent sont en compétition avec les actes de terrorisme, les conflits, les questions sociales, l'économie, la politique locale ou le sport.

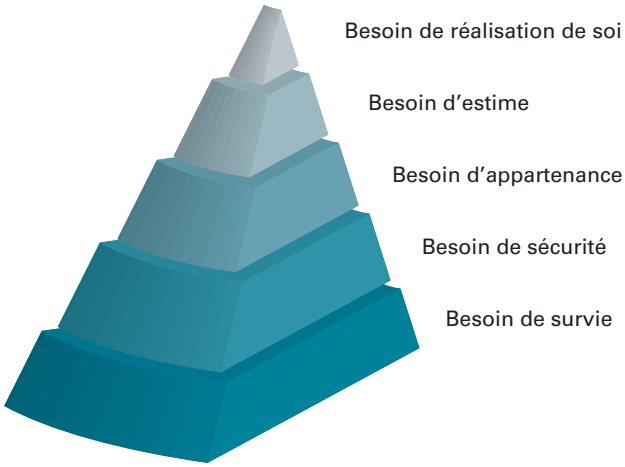
Dans des pays dotés d'une riche diversité biologique comme le Brésil, l'environnement suscite encore un vif intérêt. Il est donc plus facile d'en parler mais seulement à condition de savoir comment capter l'attention.

Dans les pays développés, au contraire, si beaucoup déplorent la perte de diversité biologique, il ne s'agit souvent pour eux que d'un moindre mal. Ils ont fréquemment l'impression que la perte de diversité biologique ne les concerne pas. Ils ont un sentiment d'impuissance par rapport à l'endiguement du phénomène. Parmi leurs intérêts, les questions touchant la diversité biologique passent donc souvent après les faits divers sensationnalistes survenus près de chez eux ou même après certains sujets plus sérieux tels que les accidents nucléaires, les actes de terrorisme ou les changements climatiques.

LES NOUVELLES QUI INTÉRESSENT LE CITADIN

Maslow a élaboré une hiérarchie des besoins qui prend la forme d'une pyramide. Selon ce modèle, les besoins fondamentaux doivent être satisfaits avant de passer aux niveaux plus élevés. En Europe et dans les autres régions du globe fortement urbanisées, le consommateur n'a pas trop de difficultés à assurer sa survie, il cherche davantage à combler ses besoins d'appartenance, d'estime ou d'accomplissement. Autrement dit, le citoyen d'un pays développé doit être approché par les médias comme un « consommateur préoccupé ».

Le consommateur aime les vedettes de cinéma et de télévision, il apprécie l'exceptionnel et la réussite. Il veut être transporté et ébloui et non pas assommé par les discours scientifiques. Il veut pouvoir s'identifier aux porte-paroles d'une cause. Les faits racontés par un tel individu ont beaucoup plus de chances d'être repris dans les médias.



LA PYRAMIDE DE MASLOW

La pyramide de Maslow montre la hiérarchie des besoins humains. Après que les besoins primaires de se nourrir et de s'abriter soient comblés, les gens veulent s'assurer de leur sécurité. Ensuite, ils pensent à l'inclusion sociale, à être appréciés et à réaliser leur potentiel. Les messages des médias, pour attirer l'attention et l'intérêt, se basent souvent sur ces besoins secondaires.

SUSCITER L'INTÉRÊT DES MÉDIAS

Faire appel à des personnalités pour diffuser un message peut être très efficace, à condition que le porte-parole connaisse vraiment bien la question. Il peut aussi être intéressant de faire coïncider une nouvelle avec un autre événement, par exemple le lancement international de la Liste rouge de l'UICN pour une année spécifique.

Comment intéresser la presse ?

Comment nouer des liens avec la presse ?

Il faut du temps pour établir des relations avec la presse et inciter les journalistes à s'intéresser davantage à la diversité biologique.

Quelques points importants :

- Gagner la confiance des professionnels de la presse ou des médias;
- Entretenir des relations personnelles avec les journalistes et les éditeurs.

Gagner la confiance d'un journaliste ouvre de nombreuses possibilités. Les journalistes cherchent *toujours* de nouveaux contacts et de nouvelles sources d'information, y compris dans le domaine de la diversité biologique.

ÉTAPES À SUIVRE POUR ENTRER EN CONTACT AVEC LES JOURNALISTES

- Trouver le nom des personnes qui couvrent l'environnement, la conservation de la nature, les sciences ou la santé dans chaque média ;
- Les inviter à divers événements afin qu'elles comprennent mieux les questions étudiées et rencontrent des personnalités intéressantes ;
- Amener les journalistes sur le terrain pour qu'ils voient les problèmes de leurs propres yeux ;
- Comprendre et accepter qu'ils n'aient pas une connaissance très approfondie de la diversité biologique. Ils n'ont pas le temps d'étudier à fond toutes les questions ;
- Expliquer clairement les choses aux journalistes ;
- Éviter de parler comme un professeur ou un prêtre. Les journalistes apprennent beaucoup plus rapidement qu'on ne le pense.

Devrait-on inviter la presse aux réunions et événements liés aux SPANB?

Absolument ! Certains experts pensent qu'il vaut mieux s'en abstenir parce que les journalistes ne comprendront pas les questions complexes ou seront sceptiques à l'égard des efforts en matière de conservation. Ils pensent préférable que les articles soient rédigés après la parution des textes ou rapports scientifiques.

Toutefois, la meilleure façon de voir un sujet couvert par les médias est d'établir des relations franches et ouvertes avec les journalistes. Il faut donc les inviter et veiller à leur remettre, bien avant l'événement, un rapport ou des documents d'information qui capteront leur intérêt. Il est bon aussi, quand c'est possible, de faire un bref exposé sur la question à l'intention de ceux-ci et ce, juste avant le début d'une réunion de ce type.

Pourquoi est-il crucial d'inviter la presse à se rendre sur place ?

Dans les pays dotés d'une grande diversité biologique, les événements les plus importants se déroulent en province, pas en ville. Le journaliste qui travaille dans une grande agglomération risque de ne pas saisir toute l'importance que revêt la diversité biologique tant qu'il ne s'est pas rendu sur place. Il est rare toutefois que les médias aient assez de fonds pour envoyer des journalistes faire un reportage dans une région éloignée. Une solution judicieuse consiste à organiser des voyages intéressants, parrainés par une organisation reconnue, sur des questions de conservation. Ces déplacements sont pour les journalistes une excellente occasion de voyager et de trouver des idées originales pour leurs articles.

L'INTÉRÊT DES DÉPLACEMENTS SUR LE TERRAIN

Payer les billets d'avion et les frais de transport, d'hébergement et de repas sur place permet de contourner le principal obstacle à la rédaction d'un article ou à la réalisation d'un documentaire sur la diversité biologique : le manque de fonds pour envoyer un journaliste dans une région éloignée.

Ces déplacements présentent plusieurs avantages :

- une excellente occasion de faire un voyage intéressant pour les journalistes;
- un superbe sujet pour les médias, sans débourser de fonds;
- une meilleure compréhension de la question par les journalistes;
- une plus grande attention portée aux questions de conservation, au profit de l'organisme de financement.

Il convient de choisir des journalistes compétents, intéressés, capables de réaliser un bon reportage.

Que faire en cas de « mauvaise presse » ?

Si l'émission ou l'article semble comporter des commentaires négatifs, ne brisez pas les ponts avec son auteur. Appelez-le, proposez-lui d'autres sujets et offrez plus de documentation. Évitez toute confrontation concernant l'émission ou l'article en question.

Si cela ne donne rien, essayez de voir le bon côté de la « crise ». Au moins, la question est traitée dans les médias et, comme on dit dans ce milieu, tout est préférable au silence de la presse.

Comment éviter que les journalistes ne déforment la réalité ?

Si les faits sont déformés c'est que le journaliste n'a pas eu le temps ou les moyens de faire correctement son travail. Pour éviter ce genre de problème :

- Travaillez avec des journalistes dignes de confiance, avec lesquels vous êtes en bons termes;
- Transmettez toute l'information dont vous disposez sur le sujet;
- Remettez un communiqué de presse qui soit le plus clair possible sur la question accompagné d'un dossier complet avec cartes, tableaux, photos, données et graphiques.

Comment éviter que les journalistes ou que les éditeurs ne simplifient exagérément ou ne transforment la réalité ?

Une bonne solution consiste à faire suivre un sujet simple par un sujet plus fouillé le lendemain. Cela peut être un texte qui paraîtra dans l'éditorial le lendemain de la parution d'un article. Il devra être écrit par une personne capable d'approfondir la question.

Il est important d'établir de longues et solides relations avec les médias, de collaborer avec les éditeurs et les journalistes chaque fois que c'est possible. Il faut donner aux éditeurs l'occasion de mieux comprendre les questions relatives à la diversité biologique et les inviter, eux aussi, à se rendre sur place.

À quoi sert le matériel visuel ?

Les cartes, les graphiques, les photos et les vidéos intéressent beaucoup les médias. La créativité est de rigueur dans l'utilisation des images. Les images de la diversité biologique sont très appréciées des téléspectateurs. Les vidéos de grande qualité ont plus de chances de se faire diffuser. Là encore, de bonnes relations avec les journalistes et les producteurs de films inciteront ceux-ci à diffuser ou à réaliser des émissions sur la nature.

Combien de temps le public se souvient-il d'une nouvelle ?

Les gens sont tellement bombardés d'informations dans une journée qu'aucun message ne reste longtemps dans leur esprit. Toutefois, deux jours après leur parution, l'ensemble des articles de journaux (et même des extraits d'émissions de radio et de télévision) sont placés sur l'Internet. Les gens pourront donc encore les consulter pendant des années.

De même, découper les articles parus dans les journaux ou en faire des photocopies permettra à d'autres personnes de les lire plus tard.

Comment intéresser la presse ?

EXEMPLE : Une visite de la région de Chocó, en Équateur

En juillet 2006, j'ai dirigé l'organisation d'un déplacement de journalistes à Chocó, région d'une grande richesse biologique située sur la côte Pacifique de l'Équateur. Dix-neuf journalistes de la presse écrite et parlée ont participé à ce périple de quatre jours.

Le premier jour, nous avons quitté Quito, la capitale, et roulé pendant six heures pour atteindre San Lorenzo, au pied des Andes. Les biologistes qui accompagnaient les journalistes ont parlé de la dévastation de la région andine et de la destruction de la forêt tropicale humide du Chocó.

Le lendemain a été consacré à des échanges entre les participants et à des exposés présentés par des biologistes de Conservation International et d'autres parties prenantes. Chaque exposé insistait sur l'importance de protéger ces écosystèmes fragiles.

Le troisième jour, le groupe a visité la réserve écologique Cayapas-Mataje, une zone protégée de 50 000 hectares créée pour mettre un terme à l'expansion des élevages de crevettes dans la région.

Les journalistes se sont rendus à Pampanal de Bolivar, un village de pêcheurs dans la réserve. Ils ont interviewé les autorités locales et les pêcheurs, qui leur ont expliqué leur lutte contre les sociétés d'élevage de crevettes qui détruisaient l'écosystème. Ils ont également parlé avec la population des avantages et des inconvénients que présente la réserve.

Les journalistes ont également photographié les femmes appelées « concheras » en train de ramasser des crustacés dans la mangrove, et parler avec elles de leur mode de vie et de leurs difficultés.

Le dernier jour, après une réunion de synthèse où nous nous sommes promis de rester en contact pendant une année au moins, nous sommes retournés vers Quito. Les participants ont grandement apprécié leur visite sur le terrain.

Haroldo Castro, ancien Vice-Président des communications mondiales à Conservation International, membre du Comité directeur de la Commission de l'éducation et de la communication de l'UICN

EXEMPLE : Décerner des prix aux meilleurs journalistes

Le Prix du reportage sur la diversité biologique créé en 1999 a les objectifs suivants :

- Augmenter le nombre de reportages sur l'environnement;
- Améliorer les reportages sur l'environnement en renforçant les capacités et en approfondissant la formation;
- Souligner le travail remarquable de certains journalistes spécialisés en environnement et les inciter à poursuivre dans cette voie;
- Rapprocher le monde de la conservation et celui des médias.

L'événement a été co-organisé en 2006 par Conservation International, la Fundación Biodiversidad (du Ministère espagnol de l'environnement), l'International Center for Journalists et l'International Federation of Environmental Journalists.

Au total, 363 journalistes rattachés à 148 organes de presse d'Amérique latine et de Madagascar ont soumis 588 articles dans l'espoir de remporter la huitième édition du prix. Le site Web (www.biodiversityreporting.org) renferme plus de 1 900 articles sur l'environnement rédigés en quatre langues par 800 journalistes.

Les ingrédients de la réussite sont les suivants :

- Créer des partenariats forts entre le journalisme d'environnement et la conservation de la diversité biologique;
- Utiliser Internet pour véhiculer l'information, réduire les frais et faciliter toutes les démarches, de la diffusion des articles à leur évaluation selon des procédures claires;
- Inviter des experts comme juges – ces enseignants et journalistes chevronnés dans le domaine de l'environnement ont mis leur temps et leurs connaissances au service de la cause;
- Offrir aux gagnants de chaque pays un voyage tous frais payés pour assister à une conférence internationale sur les médias spécialisés en environnement ou sur la conservation;
- Organiser des cérémonies de remise des prix dans chaque pays. Ces événements médiatisés rendent hommage aux meilleurs journalistes et rappellent l'engagement de la presse envers la conservation.

Haroldo Castro, fondateur et Directeur exécutif de *Biodiversity Reporting Award* de 1999 à 2006

Comment intéresser la presse ?

AIDE-MÉMOIRE : Inviter des journalistes sur le terrain

☐ **Avant le voyage**

- Choisir entre 4 et 20 journalistes qui aimeraient se rendre dans la région et y faire un reportage ;
- Vérifier que ces personnes peuvent se libérer aux dates prévues ;
- Envoyer une lettre d'invitation officielle à chaque éditeur, en précisant que l'invitation concerne un journaliste en particulier ;
- Préparer de la documentation pour le voyage, comprenant des fiches, cartes, graphiques, photos ou vidéos ;
- Confirmer la participation plusieurs fois, surtout avant d'acheter les billets d'avion, et un ou deux jours avant le départ.

☐ **Pendant le séjour**

- Présenter rapidement le programme aux journalistes et distribuer la documentation ;
- Ne pas traiter les participants comme des enfants et ne pas tenter de les manipuler. Jouer franc jeu et se rappeler que les journalistes attachent une grande valeur à leur liberté de pensée ;
- Organiser des rencontres informelles entre les journalistes et les personnalités locales, en insistant bien sur les différents aspects de la question et sur les parties concernées ;
- Favoriser les échanges et les discussions entre les participants. Il ne s'agit pas d'un voyage d'agrément et le temps libre doit être voué à l'apprentissage et au partage d'idées ;
- Tenir une dernière réunion avant le retour et demander quels ont été les points forts et les points faibles du séjour. Éviter d'être sur la défensive, toutes les observations seront utiles pour préparer un prochain voyage.

☐ **Après le retour**

- Expliquer aux journalistes qu'ils sont libres d'écrire ce qu'ils veulent sur la question et que d'autres informations peuvent leur être fournies au besoin ;
- Demander à recevoir, pour le rapport final, une copie de l'article, un enregistrement de l'émission de radio ou de télévision ou l'adresse du site Internet sur lequel sera placé l'article ;
- Assurer un suivi auprès de tous les journalistes et veiller à ce qu'ils aient toute l'information voulue.

Haroldo Castro, membre du Comité directeur de la Commission de l'éducation et de la communication de l'UICN

AIDE-MÉMOIRE: Trouver une « nouvelle » sur la diversité biologique susceptible d'intéresser la presse

☐ **L'effet de proximité**

Les journalistes aiment les événements qui se déroulent dans leur région parce que les lecteurs préfèrent savoir ce qui se passe près de chez eux que dans un pays lointain. Selon une règle empirique établie par les médias, une personne tuée à un kilomètre près du lieu de résidence du public cible équivaut à 4 000 personnes tuées à 4 000 kilomètres du même endroit. La proximité peut aussi être temporelle, sociale et psychoaffective.

☐ **L'effet d'identification**

Moins de 2 % du contenu des médias traite de l'environnement parce que les lecteurs ont de la difficulté à s'identifier aux causes afférentes. Pour que la nouvelle passe mieux, les spécialistes de la communication devraient mettre un visage sur l'information ou présenter l'intérêt de la question pour l'humain.

☐ **L'effet de récence**

Par définition, une « nouvelle » ne peut être « ancienne ». Aujourd'hui est plus intéressant qu'hier, mais moins que demain.

☐ **L'effet de surprise**

Selon une étude récente, on ne se souviendrais que de 7 % du contenu d'un journal télévisé deux heures après sa diffusion. Celles que l'on retient sont surtout les nouvelles qui nous ont surpris. Dans les écoles de journalisme on dit « si un chien mord un homme, ce n'est pas une nouvelle. Si un homme mord un chien, ça c'est une nouvelle ». Ce principe illustre le fait que les journalistes sont toujours à l'affût d'événements étonnants.

☐ **L'effet de narration**

Surtout vrai dans le cas des reportages, la narration fait mieux passer un message, qu'il s'agisse d'environnement, de politique ou d'action humanitaire. Évitez de dire qu'une rivière est extrêmement polluée. Racontez plutôt l'histoire d'un village de pêcheurs dont la survie est menacée par la disparition des poissons qui résulte de cette pollution.

Josué Anselmo, ancien Responsable des médias à l'UICN

Comment intéresser la presse ?

AIDE-MÉMOIRE : Rédiger un communiqué de presse

L'Agence France-Presse, Reuters et les autres agences de presse procurent des nouvelles en continu. Ce service est offert aux médias du monde entier ainsi qu'aux gouvernements, à l'ONU, aux entreprises, aux banques, etc.

Chaque jour, l'Agence France-Presse reçoit des douzaines de communiqués et envoie des journalistes assister à des conférences dans les grandes villes du monde. Il existe une vive compétition entre les fournisseurs d'information, d'où la nécessité de leur transmettre des nouvelles importantes et intéressantes. Un communiqué de presse doit être rédigé comme une nouvelle, avec clarté et concision.

Règles à suivre pour les communiqués de presse :

- ☐ **Éviter les termes techniques, ne pas dépasser 400 mots et 7 paragraphes;**
- ☐ **Introduire un aspect humain sur lequel les gens pourront s'identifier;**
- ☐ **Donner des exemples concrets et des chiffres; toujours montrer l'ampleur du phénomène en fournissant des comparaisons;**
- ☐ **1er paragraphe – Libellé de la nouvelle, citer nommément la source dans l'introduction;**
- ☐ **2e paragraphe – Développement de l'idée de fond;**
- ☐ **3e paragraphe – Citation directe à l'appui de l'idée de fond;**
- ☐ **4e paragraphe – Informations exposant le contexte;**
- ☐ **5e paragraphe – Deuxième citation, éventuellement;**
- ☐ **6e paragraphe – Perspective plus large, vision de l'avenir;**
- ☐ **Nom et coordonnées de la personne à contacter pour obtenir rapidement de plus amples informations;**
- ☐ **Envoyer si possible le communiqué de presse par messagerie électronique ou par télécopieur**

Josué Anselmo, ancien Responsable des médias à l'UICN

AIDE-MÉMOIRE : Pourquoi se soucier de la diversité biologique ?

- ☐ La diversité biologique fournit des aliments, des médicaments, des matières premières et une foule d'autres biens et services dont dépend notre survie. Si les forêts sont une source de bois, elles produisent aussi de l'oxygène, purifient l'eau, préviennent l'érosion et les inondations, régulent le climat et transforment les déchets en substances nutritives ou en matières premières, comme le pétrole et le gaz.

- ☐ Les experts estiment la valeur financière des biens et services fournis par les écosystèmes à quelque 26 000 milliards d'euros par an, soit près de deux fois la valeur de ce que produisent les humains chaque année.

- ☐ Entre 10 000 et 20 000 espèces de plantes sont utilisées en médecine.

- ☐ La diversité biologique est surtout menacée par le morcellement et la dégradation des habitats et par la destruction des forêts, zones humides, récifs coralliens et autres écosystèmes. Les espèces animales et végétales disparaissent de la surface du globe. Ainsi, les forêts abritent une bonne partie des espèces terrestres connues, mais 45 % des terres boisées du globe ont été abattues, essentiellement au cours du siècle dernier.

- ☐ L'extinction des espèces survient à un rythme 50 à 100 fois supérieur au taux normal et ce chiffre devrait augmenter exponentiellement. Si la tendance se poursuit, 34 000 plantes et 5 200 animaux (dont un huitième des espèces d'oiseaux) disparaîtront. Outre la destruction et la dégradation des habitats, les espèces exotiques envahissantes menacent gravement les espèces indigènes en colonisant leurs habitats naturels.

- ☐ La modification de l'atmosphère du globe accentue les pressions exercées sur les espèces menacées. Du fait de l'appauvrissement de la couche d'ozone, la surface de la Terre reçoit un plus fort rayonnement ultraviolet B qui endommage les tissus vivants. Le réchauffement de la planète transforme déjà les habitats et change la répartition des espèces.

- ☐ La biodiversité agricole s'étiole alors qu'elle est le fruit de millénaires de culture et de domestication. L'agriculture moderne, qui privilégie la culture intensive de quelques espèces végétales et animales, en est la principale cause.

Commission européenne, communiqué de presse Perte de la diversité biologique : faits et chiffres, 2004

Comment intégrer la diversité biologique dans l'enseignement ?

Comment intégrer la diversité biologique dans l'enseignement ?

Une stratégie doit être établie pour le secteur de l'éducation, comme pour les autres secteurs de gouvernement et les médias, afin que la diversité biologique fasse partie de l'enseignement dispensé.

Les points focaux de la Convention et les coordonnateurs des SPANB ont fondamentalement deux moyens d'intégrer la diversité biologique dans le système d'éducation. Faire en sorte que la diversité biologique :

1. constitue une matière distincte des programmes d'enseignement;
2. fasse partie des programmes d'éducation environnementale en vue du développement durable.

La diversité biologique comme matière distincte

Cette stratégie a l'avantage d'offrir un bon contrôle sur la manière dont les aspects importants de la diversité biologique sont introduits dans le système d'éducation formelle. On s'attache surtout, dans cette approche, à donner aux enseignants l'assistance, les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour présenter aux élèves les aspects scientifiques, économiques et sociaux de la conservation. L'inconvénient est que la question de la diversité biologique est en compétition avec les multiples sujets que proposent les systèmes d'éducation de nombreux pays (paix, santé, échecs, SIDA, violence, etc.).

La diversité biologique comme volet de l'éducation en vue du développement durable

L'avantage de cette stratégie est que les ministres de l'Éducation s'intéressent de près à ce type d'enseignement. En effet de nombreux gouvernements et organisations s'étant associés à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014). Les établissements d'enseignement de tous les niveaux ont la possibilité d'offrir des programmes « concrets » auxquels participent les membres de la société. L'inconvénient est que l'on maîtrise mal le contenu de l'enseignement dispensé en classe.

Comment intégrer la diversité biologique dans l'enseignement ?

Comment mettre en place la stratégie ?

Définir un objectif

Il est important de se fixer un objectif stratégique global, quelle que soit la méthode choisie (diversité biologique comme matière distincte ou comme volet de l'éducation en vue du développement durable). Il pourrait être formulé ainsi : « À la fin de leurs études, les étudiants posséderont les compétences voulues pour prendre dans leur vie professionnelle des décisions éclairées quand celles-ci ont un impact sur la diversité biologique et le développement durable ». Des objectifs plus précis pour l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire découlent ensuite de cet énoncé.

Partir du sommet ou partir de la base?

L'éducation pour le développement durable ou la conservation de la diversité biologique peut être introduite dans le système classique à partir du sommet ou à partir de la base. Dans le premier cas, c'est le système d'éducation formelle qui charge les écoles d'offrir cette matière. Dans le deuxième, ce sont les établissements d'enseignement qui en font la demande.

Comment fonctionne une approche descendante ?

Dans cette approche, le ministère de l'Environnement travaille en partenariat avec le ministère de l'Éducation, ainsi qu'avec les institutions qui élaborent les programmes, les auteurs et éditeurs d'ouvrages pédagogiques, les centres de formation des enseignants, les comités d'examen et les inspecteurs de l'enseignement. Les écoles reçoivent le matériel nécessaire, les enseignants apprennent les nouvelles méthodes et la matière à enseigner, des examens vérifient les compétences et les connaissances acquises. Il faut compter entre cinq et dix ans pour mettre en place un tel système. La collaboration s'appuie toujours sur le travail accompli par des ONG spécialisées dans l'éducation pour le développement ou la diversité biologique, ou encore sur des enseignants ou des établissements avant-gardistes. Cette collaboration peut s'étendre sur des années.

PRINCIPAUX ACTEURS DANS UNE APPROCHE DESCENDANTE

- Ministère de l'Éducation ;
- Institutions chargées d'élaborer les programmes d'enseignement ;
- Centres de formation des enseignants ;
- Comités d'examen ;
- Inspecteurs de l'enseignement ;
- Éditeurs de matériel pédagogique ;
- Associations professionnelles d'enseignants

Comment fonctionne une approche ascendante ?

Le ministère de l'Environnement, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, encourage à constituer des réseaux d'établissements qui dispensent un enseignement pour le développement durable et la diversité biologique. Ces réseaux électroniques, qui diffusent le matériel nécessaire pour effectuer des exercices et activités en classe, ont une portée nationale ou internationale (ex. *Globe*, *Environment and School Initiatives (ENSI)*, Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe, etc.). Ils offrent aux élèves la possibilité de partager leurs résultats, leurs rapports ou leurs idées sur des projets. La radio et la télévision sont de bons moyens d'inciter les établissements à participer. La diffusion aux enseignants d'outils leur permettant d'auto-évaluer leurs compétences et leur efficacité en matière d'éducation pour le développement durable ou la diversité biologique est aussi fréquemment utilisée pour stimuler une demande de la part du corps enseignant.

Combinaison des deux approches

Les ministères concernés combinent souvent les deux approches pour éviter les longs délais qu'impliquent inévitablement la rédaction de nouveaux programmes et l'intégration de la matière dans le système éducatif. Il est possible d'exercer une influence sur le contenu de l'enseignement à certains moments stratégiques, notamment lors de la mise à jour d'un programme ou lorsqu'un enjeu comme les changements climatiques devient partie des grands dossiers de l'heure.

EXEMPLE : Réseaux d'éducation en environnement

Environment and School Initiatives (ENSI) est un réseau international à caractère gouvernemental. Il a été créé en 1986 sous l'égide du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement relevant de l'OCDE. Son secrétariat se trouve à Solothurn, en Suisse. L'an dernier, il a établi un partenariat officiel avec l'UNESCO, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable, et avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, relativement à sa stratégie d'éducation pour le développement durable.

Le réseau tisse des liens entre les initiatives, autorités scolaires, centres de formation des enseignants, établissements de recherche et autres parties prenantes d'une vingtaine de pays. Le nombre de membres ne cesse de croître. Le réseau s'intéresse en premier lieu à la recherche de pointe et à la réflexion sur les politiques dans le domaine de l'éducation pour le développement durable – www.ensi.org

GLOBE (*Global Learning and Observations to Benefit the Environment*) est un programme éducatif et scientifique concret, de niveau primaire et secondaire, qui s'adresse aux élèves du monde entier – www.globe.gov/

Les étudiants peuvent :

- effectuer des relevés scientifiques sur l'atmosphère, l'eau, le sol et la couverture terrestre, selon leur programme local;
- transmettre leurs données par Internet;
- publier leurs projets de recherche en s'appuyant sur les données GLOBE, selon les protocoles prescrits;
- collaborer avec des scientifiques et d'autres élèves dans le monde entier.

Les enseignants bénéficient de diverses formes d'assistance :

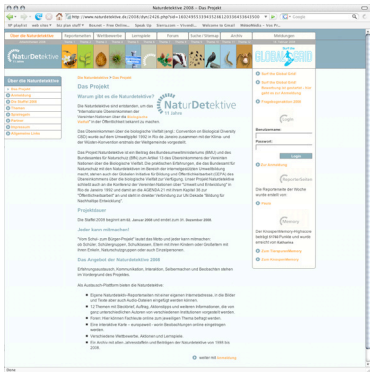
- ateliers de perfectionnement, guides de l'enseignant, vidéos donnant des conseils pratiques et autre matériel;
- soutien constant (service d'aide avec le concours de scientifiques ou de partenaires spécialisés);
- échanges avec les autres enseignants, les élèves et le milieu scientifique.

Les partenaires internationaux et américains bénéficient des avantages suivants :

- ateliers de formation des instructeurs;
- orientation et appui aux enseignants qui effectuent du mentorat.

EXEMPLE : Demande d'éducation pour le développement durable et la diversité biologique dans le système allemand

Les détectives de la nature



Naturdetektive est un projet multimédia destiné aux jeunes. Son objectif est double : trouver des façons originales de découvrir et de redécouvrir la nature, et faire saisir toute l'importance de la diversité biologique. Il concourt donc à l'article 13 de la Convention sur la diversité biologique (sensibilisation du public) et à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014).

Le projet facilite la participation, l'interaction et l'échange par le biais d'un site Web, mélangeant travaux pratiques et présentations virtuelles sous forme de rapports et d'observations. Il montre concrètement comment tirer parti des nouveaux modes de communication, Internet surtout, pour accroître l'intérêt porté à la nature et à la diversité biologique, la compréhension de ces questions et le plaisir des participants .

Le projet s'adresse en premier lieu aux écoles, mais d'autres utilisateurs peuvent en profiter, notamment les parents, les groupes de défense de la nature et toute personne intéressée.

www.naturdetektive.de Horst Freiberg, Agence fédérale de conservation de la nature, Allemagne

EXEMPLE : Combiner l'approche descendante et ascendante

En Norvège, le ministère de l'Environnement et le ministère de l'Éducation travaillent en étroite collaboration dans le domaine de l'éducation, de la maternelle à l'université. L'environnement fait partie du programme d'études de toutes les filières et de matières particulières telles que la géographie, l'histoire, la biologie, la technologie, les sciences sociales, etc. C'est seulement en 2006 que l'environnement est devenu une matière obligatoire. Il reste beaucoup à faire sur le plan de la formation des enseignants, de l'élaboration des programmes et de la coopération avec les responsables d'établissement.

La Norvège participe à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014). Le ministère de l'Éducation doit constituer un groupe stratégique rassemblant plusieurs ministères afin d'établir un plan d'action en la matière. Le but est de concevoir un système permettant d'introduire les notions de développement durable dans l'enseignement formel.

Le site Web miljolare.no (www.sustain.no), qui avait été créé en vue d'intégrer l'environnement dans l'enseignement scolaire, a été repris dans la nouvelle stratégie pour expliquer comment les différentes matières peuvent aider au développement durable. Toutes les questions environnementales sont examinées, de la diversité biologique à l'énergie, en passant par les déchets, l'air, l'eau, l'aménagement et les transports. On y traite également de la résolution des conflits et de démocratie.

Outre la réalisation de projets et la définition de lignes directrices dans le cadre du programme d'éducation formelle, des campagnes sont organisées régulièrement sur des questions précises. Lors de la campagne de 2006, consacrée aux changements climatiques, la plus grande société norvégienne de radiodiffusion (NRK) a collaboré avec la Direction de l'éducation et le ministère de l'Environnement.

NRK a orchestré la campagne pendant quatre mois, diffusant à la radio et à la télévision des émissions de biologie et de sciences sociales. Cela a incité près de mille écoles à participer, car les élèves pouvaient voir le fruit de leur travail sur Internet, et très souvent aussi, à la télévision. La campagne a été très bien accueillie et a suscité un intérêt pour le programme chez les enseignants et responsables d'établissements.

Sylvi Ofstad, Conseillère principale en politiques, Ministère norvégien de l'Environnement

EXEMPLE : GreenCOM, une stratégie salvadorienne mixte

Après la guère civile, le ministère de l'Éducation du Salvador a entrepris de remanier les établissements d'enseignement. GreenCOM, une ONG financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international, a saisi cette occasion pour introduire l'environnement dans l'éducation formelle. La stratégie d'intégration comprenait plusieurs éléments :

1. **Faire de l'environnement l'un des thèmes transversal de la réforme de l'éducation** – un service de l'éducation environnementale a été créé au sein du Département de l'élaboration des programmes relevant du ministère de l' Éducation, afin d'orienter l'enseignement au niveau primaire, secondaire et tertiaire.
2. **Établir une politique d'éducation environnementale** – on s'est inspiré des conclusions d'une conférence tenue à l'échelle nationale.
3. **Former les enseignants dans le domaine de l'environnement** – le ministère a en outre publié une série de quatre guides pédagogiques avec l'assistance de GreenCom.
4. **Élaborer du matériel pour les enseignants** – GreenCOM a aidé à concevoir du matériel pour l'enseignement en classe et a obtenu du secteur privé qu'il finance la production de matériel didactique et de suppléments sur l'environnement encartés dans les journaux.
5. **Lancer des projets école-collectivité** – les établissements ont pu contribuer à résoudre les problèmes environnementaux dans leur collectivité. Ainsi, les élèves d'une école située non loin du parc national *El Imposible* ont créé une pépinière vouée à la reproduction des essences indigènes du parc.

6 Mettre à contribution les médias – les sujets environnementaux ont occupé beaucoup plus de place. « L'un des meilleurs exemples est le journal *El Diario de Hoy*, qui s'est entendu en 1994 avec GreenCOM pour consacrer aux questions environnementales un numéro par mois du supplément du dimanche *Guanaquín* destiné aux enfants. Entre 1995 et le milieu de l'année 1999, le journal a imprimé 54 suppléments sur l'environnement, tirés à 112 000 exemplaires en moyenne. L'évaluation réalisée par GreenCOM en 1996 a révélé que 86 % des enseignants utilisaient *Guanaquín* pour préparer leurs cours et que 83 % des élèves s'en inspiraient pour faire leurs devoirs et réalisaient une bonne partie des expériences suggérées. »

http://www.greencom.org/GreenCOM/project_profile.asp?id=1

Comment renforcer les capacités des parties prenantes ?

Comment renforcer les capacités des parties prenantes ?

Associer les parties prenantes et intégrer la diversité biologique dans d'autres secteurs nécessite plus que la sensibilisation, la détermination des priorités et la participation. Il faut aussi renforcer les capacités des groupes concernés afin qu'ils puissent introduire les changements nécessaires pour préserver la diversité biologique. Il s'agit là d'une démarche à long terme.

RENFORCER LES CAPACITÉS – ERREURS COURANTES

On pense souvent qu'il suffit d'offrir une formation pour renforcer les capacités. On se dit : organisons un atelier, envoyons le personnel se perfectionner à l'étranger ou rédigeons un manuel ou des directives. Pourtant, il arrive qu'un atelier ne s'adresse pas aux bonnes personnes ou que les participants ne puissent mettre en pratique le savoir acquis parce qu'il n'est pas assez concret ou parce que la structure, les priorités ou les procédures de l'organisation ne le permettent pas. Bien des personnes formées à l'étranger ne reviennent pas dans leur pays ou ne reprennent pas leur emploi. Les directives et les manuels finissent souvent au fond d'un tiroir.

Il est possible d'éviter ces erreurs en recourant à l'éducation, y compris l'éducation des adultes et le perfectionnement professionnel.

Quels niveaux sont concernés par le renforcement des capacités ?

Dans le domaine de la diversité biologique, renforcer les capacités signifie surtout apprendre à gérer le changement. Cela suppose de nouvelles dispositions d'esprit et le développement de compétences à trois niveaux :

- **niveau personnel** – la personne doit acquérir de nouvelles connaissances, attitudes, compétences et habitudes professionnelles;
- **niveau organisationnel** – l'organisation doit se doter de nouvelles priorités, procédures, descriptions d'emploi et pratiques;
- **niveau institutionnel (ou systémique)** – l'institution doit établir de nouveaux programmes, modalités d'engagement et d'interaction, partenariats, attitudes (envers l'échange, la coopération et la participation), politiques, règles de gouvernance et conditions favorables.

Un processus continu dans les organisations d'apprentissage

Le renforcement des capacités est un processus continu qui permettra de mieux relever les défis de demain. Les départements spécialisés dans la diversité biologique peuvent tirer profit des principes modernes de gestion, qui s'attachent souvent à étendre les compétences. La hausse des pressions exercées sur la diversité biologique exige que les gouvernements investissent dans le renforcement des capacités pour devenir des organisations innovantes.

Renforcer les capacités pour bien appliquer les politiques et les SPANB

La CESP a un rôle différent à jouer à chaque étape de l'élaboration et de l'application des politiques relatives à la diversité biologique. Renforcer les capacités est également nécessaire pour que les parties prenantes continuent d'appuyer les politiques tout au long de leur mise en œuvre.

Gestion du contenu et gestion de l'apprentissage

Le renforcement des capacités peut se faire d'une multitude de façons, bien au-delà des méthodes classiques d'enseignement de deuxième ou troisième cycle ou des ateliers de formation.

Les experts en diversité biologique doivent faire office de conseillers relativement à ces programmes. Néanmoins, la planification et la mise en œuvre doivent revenir à des spécialistes du perfectionnement professionnel, de l'éducation des adultes et de la gestion du changement, autrement dit des spécialistes de la CESP. Il sera ainsi possible de garantir que les capacités seront profondément enracinées dans les organisations et les institutions.

Comment renforcer les capacités des parties prenantes ?

Les spécialistes de la CESP comprennent le processus d'apprentissage et savent comment introduire un changement et gérer ce changement. Comme l'a parfaitement expliqué Kurt Lewin, dans son travail sur les groupes : « Il faut d'abord que l'on ait envie de changer pour qu'un changement se produise. Il faut aider les gens à revoir un grand nombre de conceptions auxquels ils tiennent ; tant sur eux-mêmes que sur leurs relations avec les autres ».

Les personnes et les organisations ont certaines attitudes défensives face au changement ou à l'apprentissage. Il faut les aider à adopter d'autres façons de voir les choses. Seuls des spécialistes peuvent favoriser le changement sans renforcer les résistances.

Quels éléments favorisent l'apprentissage ?

Voici quelques principes importants :

- Les gens font davantage confiance à ce qu'ils découvrent eux-mêmes qu'à ce qu'on leur présente;
- L'apprentissage actif est plus efficace que l'apprentissage passif;
- Les gens se rappellent 20 % de ce qu'ils entendent, 40 % de ce qu'ils voient et entendent et 80 % de ce qu'ils découvrent eux-mêmes;
- Accepter de nouvelles façons de percevoir nos actes, nos attitudes et nos comportements ne peut se faire en étapes séparées. Il faut modifier tout son système cognitif, affectif et comportemental;
- L'information ne suffit pas pour changer la perception que nous avons de nos actes, motifs, attitudes et comportements;
- Un véritable savoir s'acquiert surtout par l'expérience pratique;
- Les nouveaux comportements ne durent pas longtemps si l'on ne modifie pas aussi les raisons qui les motivent et les dispositions d'esprit qui les sous-tendent;
- La personne et le milieu social doivent évoluer pour que les modes de comportement, les attitudes et les perceptions de nos actes changent définitivement;
- Plus le milieu social est favorable, encourageant et bienveillant face au changement, plus la personne se sent libre d'adopter de nouveaux comportements, de nouvelles attitudes et de nouvelles perceptions;
- Il est plus facile de modifier les perceptions, dispositions d'esprit et comportements d'une personne si celle-ci se joint à un groupe. L'échange et l'entente qui y règnent incitent à s'engager davantage et à évoluer, ce qui n'est pas le cas quand une seule personne est concernée;
- Il peut être bon d'intégrer des groupes dans lesquels d'autres rôles sont attribués et d'autres comportements attendus. La socialisation se fait en intégrant les normes du groupe auquel on appartient. Quand une personne se joint à un nouveau groupe, elle accepte et internalise les valeurs de ce dernier.

D'après Malcolm Knowles 1950 (http://www.infed.org/thinkers/et-knowl.htm), Kurt Lewin, K. 1951 (http://www.infed.org/thinkers/et-lewin.htm) et Paulo Freire (http://www.infed.org/thinkers/et-freir.htm)

EXEMPLE : Renforcer les capacités et les conditions propices au changement en Afrique de l'Ouest

Le réseau des Acteurs Verts de l'Afrique de l'Ouest a élargi ses capacités dans le domaine des médias en allant chercher une expertise et en offrant des installations et des connaissances spécialisées.

Grâce à l'appui de UICN Pays-Bas, il possède aujourd'hui des studios de montage vidéo à Freetown (Sierra Leone) et à Cotonou (Bénin). Ces locaux bien équipés, dans lesquels travaillent des techniciens qualifiés, sont accessibles à toutes les associations écologistes et agences gouvernementales qui souhaitent produire des documentaires sur la protection de l'environnement.

Dans chacun des onze pays membres du réseau, une personne a reçu une formation sur la réalisation et le montage. Elle peut également demander l'assistance des techniciens employés à plein temps qui sont basés à Freetown et à Cotonou. Les studios ont déjà produit une série de documentaires pour des campagnes de sensibilisation et pour la télévision nationale sur divers sujets : les baleines (Bénin), les tortues de mer (Liberia), les mangroves (Sénégal), les oiseaux et les primates (Sierra Leone).

Tommy Garnett, Président, Acteurs Verts de l'Afrique de l'Ouest

AIDE-MÉMOIRE : Éducation des adultes

Malcolm Knowles, spécialiste en théorie de l'éducation, était convaincu que les adultes n'apprennent pas comme les enfants. Selon lui :

- ☐ **1. Les adultes ont besoin de savoir pourquoi ils doivent apprendre quelque chose avant de commencer. La première chose à faire est donc d'aider les participants à prendre conscience de leur « besoin de savoir »;**
- ☐ **2. Les adultes ont besoin d'être perçus comme autonomes, ils sont agacés et défensifs lorsqu'ils ont le sentiment que d'autres personnes veulent imposer leur volonté;**
- ☐ **3. Les adultes possèdent une foule de ressources utiles à l'apprentissage. On devrait donc accorder plus de place aux techniques expérimentales qui mettent à profit leur expérience;**
- ☐ **4. Le désir d'apprendre des adultes repose sur la perception qu'ils ont du rôle social qu'ils jouent;**
- ☐ **5. Les adultes acquièrent plus facilement de nouvelles connaissances et compétences quand on leur montre les applications pratiques de celles-ci dans la vie réelle;**
- ☐ **6. Les gens ont certaines motivations externes qui les incitent apprendre (promotion, augmentation de salaire, etc.), mais les motivations internes sont les plus décisives (satisfaction professionnelle, estime de soi, qualité de vie, etc.).**

D'après Malcolm Knowles, 1950 (http://www.infed.org/thinkers/et-knowl.htm)

Les adultes ont des buts précis et apprennent mieux quand :

ils se sentent respectés en tant qu'apprenants autonomes;

- ils estiment que leurs connaissances et leurs expériences sont valorisées et qu'elles peuvent être partagées;
- ils peuvent s'entretenir des perceptions, compétences et valeurs qu'ils ont tirées de leurs expériences personnelles;
- ils se sentent en confiance et en sécurité dans le cadre d'apprentissage;
- ils voient que l'information ou la technique est immédiatement utile pour exécuter une tâche ou résoudre un problème dans leur vie quotidienne.

D'après Stephen Leib, 1991 http://honolulu.hawaii.edu/intranet/committees/FacDevCom/guidebk/teachtip/adults-2.htm

AIDE-MÉMOIRE : Renforcer les capacités par l'autonomie

☐ **L'autonomisation consiste à donner aux particuliers, groupes ou communautés les moyens de prendre de meilleures décisions et la possibilité de revaloriser leur image.**

- L'autonomisation aide les collectivités à se prendre en charge.
- Les mécanismes participatifs permettent d'apprendre les uns des autres lorsqu'on cherche à mieux comprendre une situation.
- Les discussions de groupe redonnent aux gens un sentiment de force et la confiance dans leur capacité à analyser leur situation.
- La collectivité cerne les problèmes et trouve des solutions.
- Tout le monde a des avis et des expériences valorisés au cours du processus d'apprentissage.
- Les animateurs instituent un cadre pour penser à la situation, se questionner et commencer à prendre sa santé et sa vie en mains.
- Les animateurs fournissent des informations, aident à assurer le suivi et à présenter les résultats, soutiennent l'action choisie.
- La collectivité s'approprie le programme et se sent responsable de son succès ou de son échec.

☐ **Paulo Freire, qui a travaillé auprès de nombreuses communautés d'Amérique du Sud, pense que l'apprentissage doit :**

- s'accompagner d'un dialogue, parce que l'on apprend les uns des autres et parce que nos perceptions proviennent de notre expérience personnelle;
- aider à mieux saisir les problèmes;
- inviter à analyser les causes des problèmes;
- promouvoir la prise de mesures pour résoudre les problèmes;
- encourager à réfléchir sur l'action engagée afin d'en tirer profit.
- L'apprentissage amène le changement par une série de réflexions et d'actions au cours desquelles les succès sont célébrés et les causes d'erreur ou d'échec soigneusement étudiées.

Paulo Freire, http://www.infed.org/thinkers/et-freir.htm

EXEMPLE : Atelier d'un jour sur la CESP (à adapter à la situation)

	HEURE	ACTIVITÉ
☐	**9h00**	***Présentation*** des buts de l'atelier, du programme et de la méthode de travail
☐	**9h15**	Présentation des participants et de l'animateur – Partage d'expérience sur l'utilisation quotidienne des outils de la CESP
☐	**10h00**	**Contexte** – Qu'est-ce que la CESP ? Brève présentation des outils de communication, d'éducation et de sensibilisation du public et de la façon dont ils sont utilisés dans le système intergouvernemental et l'application des SPANB. Étude de cas sur la Convention, exposé et discussion
☐	**11h00**	Pause-café
☐	**11h30**	**Utilisation de la CESP dans divers contextes** – Études de cas, questions et discussions Conseils importants pour bien utiliser la CESP
☐	**12h30**	Déjeuner
☐	**14h00**	**Groupes de travail** – Partage d'information sur ce qui marche quand la CESP est bien utilisée dans des projets visant la diversité biologique et la conservation. Quelles conditions doivent être présentes pour accroître l'efficacité des projets? Comment ces processus ont-ils débuté et comment se sont-ils achevés? Subdiviser les participants en quatre groupes
☐	**15h00**	Présentation en plénière des cas, réflexions et résultats des discussions de chaque groupe (10 minutes chacun)
☐	**16h00**	Pause-café
☐	**16h30**	**Mise en pratique et apprentissage** – Discussions libres et réflexions. Comment utiliser la CESP dans notre travail ? Quels ont été les deux ou trois points les plus importants appris aujourd'hui ?
☐	**17h00**	Clôture

Comment assurer la participation du public ?

L'éducation est une sorte de dialogue continu qui, comme tout dialogue, suppose l'échange de plusieurs points de vue.

—Robert Hutchins (1899 – 1977)

Qu'entend-on par participation du public ?

Les gouvernements, les organisations et les collectivités du monde entier s'efforcent d'améliorer leur processus décisionnel en associant la population. Cette démarche, qui s'appuie sur le principe même de la démocratie, vise les personnes concernées par les décisions prises ou à prendre. Ses formes sont multiples ; de la simple information au partage effectif du pouvoir, en passant par la consultation (voir le tableau ci dessous). Il est important de déterminer précisément le degré de participation que l'on attend du public.

Le processus peut sembler long et compliqué, mais, au bout du compte, les changements escomptés auront plus de chances de survenir, car ils seront mieux compris. Les gens assumeront la responsabilité de leurs décisions, ce qui accélérera le processus et le mettra en place pour longtemps. En outre, le partage de connaissances favorisera l'innovation.

TYPE	PROPRIÉTÉS
1. Participation pour manipuler	La participation n'est qu'un leurre, les représentants de la « population » au sein des instances officielles n'ont pas été élus et ne détiennent aucun pouvoir réel.
2. Participation passive	La participation se limite à dire à la population ce qui a été décidé ou fait. L'Administration ou la direction se contente de faire des annonces, sans se soucier des réactions. L'information donnée émane exclusivement de spécialistes extérieurs à la communauté touchée.
3. Participation consultative	La participation se fait par voie de consultation ou d'enquête. Des agents extérieurs définissent le problème et la méthode de collecte de l'information et, ce faisant, contrôlent l'analyse. La population n'intervient en rien dans les décisions et les spécialistes ne sont pas tenus de prendre en considération les avis exprimés.
4. Participation incitative	La population participe par sa contribution (travail, par exemple) en échange de nourriture, d'argent ou d'un autre bien matériel. Par exemple, les agriculteurs fournissent les champs et la main-d'œuvre, mais ils ne sont pas associés aux expériences conduites et ne reçoivent pas de formation. On parle très souvent de participation dans ce cas-ci, mais, en fait, la population n'a aucun intérêt à prolonger le projet quand les mesures d'incitation cessent.
5. Participation technique	Les agents extérieurs y voient un moyen d'atteindre les buts du projet, en particulier de réduire les coûts. La population est associée en formant des groupes qui devront réaliser des objectifs déterminés. La participation peut être interactive et inclure le partage du pouvoir décisionnel, mais elle survient souvent après que les grandes décisions ont été prises par les agents extérieurs. Au pire, les agents locaux ne sont acceptés que pour satisfaire des visées externes.
6. Participation interactive	La population est associée à l'analyse, à la formulation de plans d'action et à la création ou au renforcement des institutions locales. La participation est vue comme un droit, pas seulement comme un moyen d'atteindre les objectifs du projet. On fait appel à plusieurs disciplines pour obtenir divers points de vue et offrir un apprentissage systématique et structuré. Les groupes concernés ont intérêt à ce que les structures ou les pratiques perdurent, car ils prennent désormais les décisions locales et affectent eux-mêmes les ressources.
7. Mobilisation sociale	La population prend l'initiative de changer les systèmes. Elle contacte diverses institutions extérieures pour obtenir des moyens et des conseils, mais elle décide seule de l'emploi des ressources. La mobilisation peut s'étendre si l'appui offert par le gouvernement et les ONG est suffisant. Elle peut ou non remettre en cause la répartition de la richesse et du pouvoir au sein de la société.

« Le continuum de la participation » d'après Pretty (1994), Sattetthwaite, Hart (1992) dans Pretty (1995) « Participatory Learning for sustainable agriculture », World Development 23: 1247–1263

Quels sont les modes de participation les plus courants ?

Dans plusieurs pays, c'est la loi qui impose la participation du public. Elle prend souvent la forme d'audiences publiques ou de procédures d'examen invitant la population à faire connaître son opinion.

Il existe, outre ces modes officiels, d'autres formes de participation collaborative qui ne sont pas prescrites par la loi, mais qui sont néanmoins très efficaces. La CESP est au cœur de telles démarches. Le tableau suivant présente certaines caractéristiques de ces divers modes de participation.

Caractéristiques des modes de participation

AUDIENCES PUBLIQUES	PROCÉDURES D'EXAMEN ET DE RÉVISION	FORMES DE PARTICIPATION COLLABORATIVE
Participation imposée par la loi	Souvent imposée par la loi	Participation non imposée par la loi
Proposition émanant du gouvernement	Proposition émanant du gouvernement	Pas de proposition mais une question à examiner
Parties opposées : gouvernement – citoyens	Parties opposées : gouvernement – citoyens	Appel aux citoyens et autres acteurs
Initiateurs convaincus, opposants, groupes intéressés, partisans acharnés	Mémoires détaillés présentés par les parties prenantes	Traitement égal de tous les acteurs durant les débats
Peu de temps alloué à l'exposé des positions	Éclaircissements des observations faites dans les mémoires au cours d'audiences publiques	Travail en réseau, recherche conjointe d'informations et de solutions
Pas d'échange avec les experts du gouvernement	Pas de dialogue entre les parties qui présentent des mémoires	Caractère essentiel du dialogue et du renforcement des capacités
Pas de réponse nécessairement donnée aux citoyens	Réponse des experts du gouvernement aux mémoires présentés	Importance de l'éducation et de la vulgarisation pour de bons résultats
Investissement faible en argent et en temps	Investissement faible en argent, moyen et en temps	Investissement important en argent et en temps
Risques importants d'échec, de procès ultérieurs et de mauvaises décisions	Risques moindres d'échec, de procès ultérieurs et de mauvaises décisions	Risques considérablement moindres d'échec de la participation

Comment transmettre l'information au public ?

La population doit pouvoir consulter toute l'information voulue pour participer utilement aux débats. Il existe divers moyens pour cela :

- centres d'échange sur la diversité biologique;
- SPANB;
- rapports sur l'état de la diversité biologique.

Centres d'échange sur la diversité biologique

Il est important pour élargir la participation du public que les points focaux de la Convention et les coordonnateurs des SPANB mettent en place des mécanismes d'échange sur la diversité biologique. L'information doit provenir de différentes sources : gouvernement, établissements de recherche et d'enseignement, secteur privé, ONG, particuliers.

Les centres d'échange sont souvent conçus pour les experts, c'est-à-dire ceux qui fournissent l'information : les données techniques sont placées sur un site Web, dans des rubriques que comprennent bien les spécialistes, mais pas forcément le grand public. Si l'on veut faciliter la participation, il faut bien connaître les besoins des utilisateurs. On pourra alors organiser les rubriques en conséquence. Le nom même de ces rubriques doit être compréhensible pour l'ensemble des utilisateurs. Il est suggéré d'éviter le jargon scientifique.

AMÉLIORATION D'UN CENTRE D'ÉCHANGE

- Enquêtes visant à préciser les sujets sur lesquels la demande d'information est la plus grande.
- Organisation de la participation des utilisateurs.
- Conception de pages Web en fonction des utilisateurs.
- Stratégies de diffusion et de vulgarisation.
- Pages spéciales pour les écoles, les élèves et les jeunes.
- Pages spéciales pour tous les échelons de gouvernement.
- Organisation régulière de concours, enquêtes ou sondages d'opinion.
- Inclusion d'illustrations, de cartes et de graphiques.
- Inclusion d'une rubrique de type « Foire aux questions ».
- Enquêtes sur la satisfaction des utilisateurs.
- Conception, publicité et diffusion du site Web !

Certaines règles de CESP peuvent être mises à profit pour rendre un mécanisme d'échange plus utile aux groupes intéressés.

Comment inciter le public à soutenir la mise en œuvre des SPANB?

L'efficacité des SPANB dépend de la qualité des données scientifiques sur lesquelles ils reposent, des mesures pratiques qu'ils renferment et de l'accueil qu'ils reçoivent des parties prenantes. La CESP réduit les risques qu'ils ne finissent au fond d'un tiroir.

Les activités de CESP visent à expliquer au public le contenu de ces instruments et les mesures qu'il convient de prendre pour les mettre en œuvre. Elles servent à :

- obtenir la coopération ou l'engagement de divers secteurs de la société relativement à la mise en œuvre;

LA CESP AU SERVICE DES SPANB

- Prise de contact, création de réseaux, établissement de relations.
- Engagement des parties prenantes, facilitation des rencontres.
- Établissement d'un plan de communication stratégique.
- Absence de termes techniques, résumés adaptés à l'auditoire.
- Information adaptée à l'auditoire afin de favoriser le changement.
- Directives précises, perfectionnement professionnel et formation à l'appui du changement.

Comment assurer la participation du public ?

- renforcer les capacités dont disposent les groupes concernés pour apporter les changements attendus ou pour s'y adapter;
- identifier les guides d'opinion et travailler de concert avec eux;
- adapter les SPANB et obtenir la coopération des parties prenantes;
- préciser les priorités en matière de conservation et la faisabilité des mesures envisagées.

Les activités susceptibles de favoriser la participation du public sont présentées ci-dessous.

Comment susciter l'intérêt du public pour les SPANB ?

Les SPANB, ainsi que d'autres rapports traitants de la diversité biologique, renferment souvent des données et des résultats de recherche importants. Pour que cette information soit connue du public et suscite son intérêt, le lancement d'un rapport doit être largement médiatisé.

Le matériel utilisé doit être adapté à chaque groupe cible (consommateurs, écoles, universités, entreprises, etc.). Un résumé du rapport ou de la question, ne comportant pas de termes techniques, est une bonne manière d'inciter la population à consulter l'intégralité du document. Un site Web interactif peut être très utile pour donner une information générale. On peut aussi demander à des intermédiaires, tels les musées d'histoire naturelle, les centres d'accueil des parcs, les zoos et les ONG d'organiser des événements pour faire connaître la stratégie, le plan ou le rapport.

Voir l'exemple ci-dessous.

LA CESP AU SERVICE DES RAPPORTS SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

- Site Web interactif avec présentation de cas, forum de discussion, cartes.
- Calculateur d'empreinte écologique en ligne.
- Communiqué de presse et reportage radio/TV.
- Résumés sans termes techniques et interviews pour les grands magazines.
- Résumés sans termes techniques pour les universités et les écoles.
- Événements dans les zoos et les musées d'histoire naturelle.
- Présentation par des porte-parole à la radio/TV.
- Base de données, rapport et matériel d'éducation et de vulgarisation sur CD-ROM.
- Activités de sensibilisation organisées par des ONG.

EXEMPLE : Une communication stratégique à l'appui d'un rapport sur la diversité biologique

L'Institut des ressources mondiales a recouru à la CESP de nombreuses fois.

Au cœur de la stratégie établie par l'Institut se trouvait le résumé d'un rapport rédigé dans une langue simple et agrémenté de nombreux diagrammes et illustrations. Le contenu pouvait être facilement utilisé par les magazines et la presse. Il a donc été largement diffusé par les services publics de radiotélévision, ainsi que par la presse imprimée. Le lancement du rapport fut organisé en parallèle avec le Jour de la Terre ce qui a également contribué à son succès en terme de visibilité.

L'attention portée par la presse a incité les écoles à demander plus de matériel. Une trousse s'inspirant du rapport a été préparée à leur intention.

RAPPORT SUR LES RESSOURCES MONDIALES 2000-2001

Exemple de stratégie mise en place par l'Institut des ressources mondiales pour faire connaître son rapport 2000-2001. Présentation de Wendy van Asselt, ancienne Coordonnatrice de la communication à l'Institut

Comment assurer la participation du public ?

Comment garantir la réussite d'audiences publiques?

Les gouvernements lancent souvent de vastes campagnes d'éducation et d'information avant et après des audiences publiques ou des procédures d'examen et de révision. Le but est d'optimiser le fruit des consultations organisées conformément à la loi, d'accroître la qualité et l'ampleur de la participation et de minimiser les risques d'échec associés à la mise en œuvre de projets pouvant avoir des répercussions sur l'environnement. Il existe plusieurs modes de participation.

LA CESP AU SERVICE DES AUDIENCES PUBLIQUES

- Prise de contact informelle avec les principaux groupes concernés.
- Campagnes d'information sur les différentes options.
- Groupes de discussion et enquêtes en vue de connaître les opinions, les points de résistance et les nouvelles idées.
- Projets pilotes pour trouver des solutions qui conviennent à tous.
- Publicité et information sur les audiences publiques.
- Audiences près du lieu de résidence des personnes touchées.
- Animateurs neutres pendant les débats.
- Matériel pédagogique pour les écoles et l'éducation informelle.
- Nombreux points de presse et communiqués grand public.

Modes de participation collaborative

Quand la participation du public n'est pas exigée par la loi, comme c'est le cas des lois intégrant la réalisation d'études d'impact sur l'environnement, la participation publique peut grandement améliorer les décisions prises en matière de diversité biologique. Une foule d'expériences de collaboration ont été menées à travers le monde. Elles peuvent concerner la planification et la gestion d'aires protégées ou encore être appliquées lors d'un processus d'évaluation de situation rurale (ESR). Si l'on choisit ce mode de participation, il faut savoir à l'avance quels obstacles pourraient surgir et comment les gérer. Il est généralement nécessaire, pour commencer, de convaincre ses supérieurs qu'associer le public à la prise de décision donnera de meilleurs résultats sur le long terme.

OBSTACLES À LA PARTICIPATION COLLABORATIVE

- Résistances institutionnelles ;
- Nécessité de modifier les rôles et attitudes des représentants élus et des fonctionnaires ;
- Temps limité dont disposent les citoyens ;
- Attentes élevées des participants ;
- Moyens insuffisants pour associer les groupes vulnérables ;
- Manque d'expérience des planificateurs et des citoyens ;
- Budgets insuffisants.

EXEMPLE : Modifier les comportements pour améliorer la protection de l'environnement en Nouvelle-Zélande

Selon une étude néo-zélandaise, les principes suivants sont très utiles quand on veut changer les comportements au profit de l'environnement :

1. **Promouvoir la compréhension des différents points de vue et la participation des groupes concernés**. Comme chaque personne aborde une question d'une manière qui lui est propre, il est important de parvenir à une compréhension commune de la nature du problème et de l'action à engager. Quand les gens ont la possibilité de participer à la planification des mesures, ils sont plus enclins à adopter les changements que l'on attend d'eux.

2. **Combiner plusieurs méthodes pour favoriser la mobilisation, en s'appuyant sur des initiatives éducatives**. Les spécialistes des politiques de l'environnement savent qu'il faut combiner de manière créative divers mécanismes (réglementation, incitation, mesures volontaires, régime foncier) pour inciter à l'action. L'efficacité des méthodes dépend de la coopération établie entre les groupes sociaux grâce à l'appui offert par l'éducation, la sensibilisation, la compréhension et l'appropriation des mécanismes.

3. Accepter le fait que le changement prend du temps et que les attentes ne sauraient être les mêmes d'un endroit à l'autre. Mobiliser la population pour l'action est une entreprise complexe et aucune méthode n'est parfaite pour y parvenir. À la différence de la consultation, la participation est une démarche qui s'étend dans le temps, mais qui permet aux groupes de poursuivre et d'étendre leur action. Promouvoir la participation nécessite de travailler autrement, d'utiliser plusieurs approches et méthodes et d'adapter ses attentes.

4. Veiller à l'efficacité de la participation à tous les échelons. Par exemple : création de conditions propices au niveau national et prise en considération des fruits de l'expérience; formulation d'un ensemble judicieux de politiques au sein des programmes et organismes; transformation radicale de l'exécution des projets allant au-delà de la simple planification.

5. Prêter attention à la fin et aux moyens. Pour être efficaces, les initiatives de collaboration doivent se préoccuper des fins (ex. ralentir le défrichage) comme des moyens (travail en équipe, établissement de relations, façons d'atteindre des résultats). Il faut ensuite veiller à évaluer ces façons de faire.

6. Miser sur la propagation des changements culturels. Cela exige de trouver le meilleur équilibre possible entre la poursuite de résultats concrets et la création des capacités nécessaires pour assurer la pérennité des projets ou processus instaurés.

Allen, W. Kilvington, M. Horn, C. 2002. *Using Participatory and Learning Based Approaches for Environmental Management to help achieve constructive behaviour change*, Ministère néo-zélandais de l'Environnement

EXEMPLE : Apport de la CESP aux audiences publiques – Natura 2000

Natura 2000 est un réseau d'organisations œuvrant en environnement qui a été créé suite aux directives Oiseaux et Habitats de l'Union européenne. Les États membres doivent désigner des sites à protéger et prendre toutes les mesures voulues pour assurer leur conservation et prévenir leur détérioration.

Aux Pays-Bas, la loi exige d'informer le public et de le consulter avant de prendre nombre de décisions et de mesures touchant l'environnement. Cette obligation vaut pour la désignation des sites Natura 2000.

Quelques années avant les audiences publiques, le gouvernement tient une série de réunions d'information informelles dans différentes régions du pays et organise des ateliers réunissant des écologistes, des décideurs à l'échelon provincial et municipal, des ONG et d'autres parties prenantes. On y examine, par exemple, la délimitation des zones les plus importantes et la faisabilité des mesures envisagées. Des animateurs facilitent le débat. Les ONG sont invitées à soumissionner pour organiser des activités locales et régionales de sensibilisation.

Parallèlement, les parties prenantes sont tenues au courant par le biais d'un bulletin électronique et d'un magazine. Les personnes qui habitent près des zones qui pourraient devenir des sites Natura sont informées lors de réunions locales et par des dépliants expliquant les obligations du pays relativement au réseau européen. Un site Web est créé, sur lequel sont donnés divers renseignements de nature juridique, écologique, pratique et politique.

Des réunions officielles avec les représentants des principaux groupes concernés ont lieu au Ministère. Leur fréquence peut atteindre une fois par mois l'année précédant les audiences. La presse est tenue informée tout au long de la démarche, pour bénéficier d'une publicité gratuite.

Des annonces pleine page dans les grands journaux avisent le public de la tenue des audiences, lesquelles comprennent un volet information et un volet débat. Les informations recueillies sont intégrées dans la décision finale. Les parties prenantes sont ensuite informées par des publications officielles et par courrier direct.

Entretien avec Bas Roels, Coordonnateur Natura 2000, Ministère néerlandais de l'agriculture, de la nature et de la qualité des aliments

AIDE-MÉMOIRE : Participation de la population en matière de recherche et de gestion

Les habitants d'une région connaissent très bien les zones riches en diversité biologique, les vestiges de végétation et les possibilités de régénération et de restauration d'une zone particulière. Leurs connaissances sont souvent plus à jour que de nombreux experts qui viennent de grandes villes, voire de l'étranger. Il est donc courant que ces derniers fassent appel à la population locale pour conduire leurs recherches et enquêtes. Il en va de même des activités de gestion de la diversité biologique et des ressources naturelles.

Il est bon de se poser certaines questions si l'on veut que la population locale participe pleinement aux activités de recherche et d'enquête (ou à une gestion en collaboration) :

- ☐ Quels sont les rapports sociaux entre les hommes et les femmes ?
- ☐ Qui sont les chefs et les leaders d'opinion dans chaque groupe ?
- ☐ Comment voient-ils les recherches sur la diversité biologique ?
- ☐ Qu'est-ce qui pourrait les inciter à collaborer ou les en empêcher ?
- ☐ Quelles connaissances sont nécessaires pour participer aux recherches ?
- ☐ Quel intérêt présentent les recherches pour la population, du point de vue de l'apprentissage ?
- ☐ Comment les recherches peuvent-elles améliorer ses moyens d'existence et enrichir ses connaissances ?
- ☐ Comment les résultats des recherches peuvent-ils améliorer ses conditions économiques ?
- ☐ Si la majorité de la population est analphabète, comment peut-elle participer pleinement et utilement à la gestion des zones abritant une grande diversité biologique ?
- ☐ Comment les résultats des recherches seront-ils transmis à la population ?
- ☐ Comment reconnaître la contribution de la population ?
- ☐ Comment établir de manière utile et durable un respect mutuel et un sentiment de confiance ?
- ☐ Comment créer et entretenir de bonnes relations de travail ?
- ☐ Quels modes de communication seront efficaces pendant et après les recherches ou l'enquête ?
- ☐ Comment associer la population à la communication ?

AIDE-MÉMOIRE : Participation du public aux études d'impact sur l'environnement

Même si ce n'est pas obligatoire, associer la population aux études d'impact sur l'environnement peut aider à élargir l'appui accordé aux décisions du gouvernement. Les questions suivantes aideront à faire en sorte que la participation du public soit fructueuse :

☐ **Avant de décider si le public participera aux études d'impact sur l'environnement :**

- Quelles sont les dispositions des lois nationales ?
- Quel intérêt présente le projet donnant lieu à une étude d'impact pour la population locale, régionale ou nationale ?
- Créera-t-il des emplois ou générera-t-il des revenus ?
- Qui finance le projet ? Le secteur public ou le secteur privé ? Quelle est la réputation du bailleur de fonds et de ses partenaires ?
- À quelle étape du projet l'étude d'impact sera-t-elle réalisée (avant-projet, conception, réalisation, après achèvement) ?
- Des consultations publiques ont-elles été lancées concernant l'étude d'impact sur l'environnement du projet envisagé/en cours ?
- Qui doit participer aux consultations publiques ? Comment annoncera-t-on leur tenue ?
- Le public pourra-t-il consulter le rapport issu de l'étude d'impact ? En quoi le rapport influera-t-il sur les décisions définitives ?
- Comment seront organisées les audiences ?

☐ **Après avoir décidé que le public participera aux études d'impact :**

- Toutes les parties prenantes ont-elles été invitées ? Sont-elles bien informées ? Disposent-elles des documents, cartes, etc. nécessaires ?
- Comment gérer les attentes des différents groupes intéressés ?
- Avons-nous besoin d'intermédiaires neutres et professionnels ?
- Comment créer un climat constructif ?
- Comment organiser le processus conjoint d'examen des faits, de collecte d'information et d'évaluation des résultats ?
- Comment organiser le processus conjoint d'évaluation des données, d'information et de formulation d'avis aux décideurs ?
- Comment faire connaître la décision prise ?

AIDE-MÉMOIRE : Suivi et évaluation de nature participative

Quand ils ont un caractère participatif, le suivi et l'évaluation d'un programme ou d'un projet reposent sur des principes différents et soulèvent des questions particulières :

- ☐ Toutes les parties prenantes doivent être en mesure d'évaluer le processus participatif auquel elles sont associées.
- ☐ Il faut définir clairement des objectifs et des indicateurs de réussite qui favorisent la responsabilité et puissent être suivis par les parties prenantes et par les décideurs à tous les niveaux.
- ☐ Il faut tenir compte des résultats antérieurs et permettre aux gens de mieux penser leur action future.
- ☐ Il convient d'intégrer des aspects quantitatifs et qualitatifs.
- ☐ On peut englober l'auto-évaluation, l'évaluation par les bénéficiaires, le suivi participatif des impacts, le suivi et l'évaluation participatives.
- ☐ Toutes les approches ont en commun la participation pleine et entière d'une ou de plusieurs parties prenantes à la conception, la réalisation, l'analyse et l'examen critique des activités de suivi et d'évaluation.
- ☐ Les outils utilisés sont ceux de la recherche-action participative, de la recherche sociale, de la théorie et de la pratique du suivi et de l'évaluation.
- ☐ La démarche est vue comme un moyen (participation) et comme une fin (élargissement de la participation et qualité de l'engagement).
- ☐ La démarche favorise l'évaluation comme outil d'apprentissage, permet d'expliciter les différents points de vue et fournit des informations utiles pour concevoir et adapter les programmes.
- ☐ Très intéressante quand un tiers intervient, car les participants doivent répondre à des questions de fond.
- ☐ Il est important d'établir des stratégies visant à associer chaque personne ou groupe dès le début de l'exercice d'évaluation.

D'après Allen, W. Kilvington, M. Horn, C. 2002. *Using Participatory and Learning Based Approaches for Environmental Management to help achieve constructive behaviour change*, Recherche sur la protection des terres, Ministère néo-zélandais de l'Environnement, p. 35-37

SECTION 4

Comment établir un plan de communication stratégique ?

« Ne pas planifier, c'est planifier l'échec »

Que contient cette section ?

La conservation de la diversité biologique repose sur la participation de nombreuses personnes et organisations. La communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) constitue un bon moyen de s'assurer leur collaboration et leur aide.

Toutefois, les résultats escomptés ne seront atteints que si les activités de CESP sont préparées convenablement.

La planification permet de cerner les lacunes, d'employer au mieux les ressources disponibles et d'optimiser les effets.

La section 1 montre l'utilité de la CESP pour réaliser les objectifs fixés. Elle explique sa fonction dans la formulation, l'actualisation et la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB).

La section 2 fournit des outils pour travailler en réseau. Les réseaux peuvent grandement aider à mettre en œuvre les SPANB quand on dispose de ressources limitées.

La section 3 explique comment associer les parties prenantes à l'application des SPANB.

La section 4 expose, étape par étape, la manière d'établir un plan de communication stratégique.

Toutes les sections du guide pratique comportent les éléments suivants :

Fiche CESP	Elles donnent des indications théoriques et pratiques sur la façon et les raisons d'utiliser la CESP
Exemple	Ces petites études de cas illustrent le contenu des fiches CESP
Aide-mémoire	Ce sont des listes de référence pratiques pour voir à la planification des activités de CESP

Table des matières

Introduction: Pourquoi établir un plan de communication stratégique ? 231
FICHE : Qu'est-ce que la communication stratégique ? 231
EXEMPLE : Un plan de communication pour la Journée de la diversité biologique 232
AIDE-MÉMOIRE : Le plan de communication 233

Étape 1 : Analyser la question et le rôle de la communication 234
FICHE : Comment analyser le problème ? 235
FICHE : Comment déterminer le rôle de la communication ? 235
FICHE : Quand la communication seule est-elle insuffisante ? 236
FICHE : Comment déterminer le rôle que doit jouer la communication ? 236
EXEMPLE : Une communication sans analyse préalable de la situation 238
EXEMPLE : La communication seule ne convient pas toujours 238
EXEMPLE : Une formulation trop générale pour bien expliquer les questions relatives à la diversité biologique 239
EXEMPLE : Des loups affamés attaquent des villages en Sibérie – la communication n'a aucune utilité 239
EXEMPLE : Protéger les crocodiles – la communication est essentielle 240
EXEMPLE : Une communication fondée sur une analyse partielle de la question 240

Étape 2 : Identifier les groupes cibles et les parties prenantes 242
FICHE : Groupes cibles : Qui veut-on rejoindre? 243
FICHE : Comment identifier les groupes cibles ? 243
AIDE-MÉMOIRE : Concevoir une recherche sur les groupes cibles 244
EXEMPLE : Comprendre le groupe cible 245
AIDE-MÉMOIRE : Les méthodes de recherche sur les groupes cibles 246
AIDE-MÉMOIRE : Analyser les groupes cibles 247

Étape 3 : Préciser les objectifs de la communication 248
FICHE : Quels effets recherche-t-on ? 249
FICHE : Comment préciser les objectifs de la communication ? 250
EXEMPLE : Faire évoluer les connaissances, les attitudes et les comportements 251
EXEMPLE : Les objectifs de la communication 251

Étape 4 : Élaborer la stratégie et choisir les partenaires 252
FICHE : Quelle méthode de communication choisir ? 253
FICHE : Comment élaborer une stratégie ? 253
FICHE : Est-il plus efficace de communiquer directement ou de passer par des intermédiaires ? 254
FICHE : Est-il plus efficace de transmettre des messages ou d'établir une communication bilatérale ? 255
FICHE : Est-il plus efficace d'adopter une méthode axée sur l'information, sur l'émotion ou sur l'action ? 256
EXEMPLE : Une stratégie de communication visant à connaître l'avis du grand public 257
EXEMPLE : Les méthodes de communication 257
AIDE-MÉMOIRE : Quand est-il bon de faire appel à des partenaires ? 258

Étape 5 : Formuler les messages 260
FICHE : Que veut-on communiquer ? Quel est le message ? 261

FICHE : Comment formuler un message ? 262
FICHE : Comment pré-tester les messages et les modes de communication ? 263
EXEMPLE : La teneur des messages. 264
AIDE-MÉMOIRE : Pré-tester les messages. 265

Étape 6 : Décider des modes de communication 266
FICHE : Comment faire passer le message ? 267
FICHE : Quels modes de communication employer ? 267
FICHE : Comment choisir un bon mode de communication ? 268
AIDE-MÉMOIRE : Choisir le mode de communication 269

Étape 7 : Organiser la communication et informer les partenaires 270
FICHE : Qui fait quoi ? Comment organiser les activités de communication ? 271
FICHE : Comment collaborer efficacement avec les partenaires ? 271
AIDE-MÉMOIRE : Informer les partenaires 272

Étape 8 : Planifier les étapes et les activités 274
FICHE : Comment planifier les activités de communication ? 275
AIDE-MÉMOIRE : Planifier la communication 276
AIDE-MÉMOIRE : Les facteurs d'échec 277

Étape 9 : Budgétiser les activités 278
FICHE : Combien cela va-t-il coûter ? Comment budgétiser la communication ? 279
FICHE : Comment communiquer avec un budget serré ? 279
AIDE-MÉMOIRE : Les sources de financement 280

Étape 10 : Assurer le suivi et l'évaluation 282
FICHE : Qu'est-ce qui a été accompli ? Comment évaluer les résultats ? 283

Pourquoi établir un plan de communication stratégique ?

- La planification est indispensable à la réussite.
- Les questions à se poser au début du processus sont les suivantes :
  - Où en sommes-nous et quels sont nos objectifs?
  - De quoi avons-nous besoin pour réaliser ces objectifs?
  - En quoi la communication, l'éducation et la formation peuvent-elles nous aider?
  - Comment tirerons-nous des enseignements en cours de route?

Sans plan stratégique	Avec un plan stratégique
On choisit le média avant de déterminer le message à transmettre	On précise les objectifs, le groupe cible et le message avant de choisir le mode de communication
Le service de création a une idée « super » et amusante	Le service de création pense à la manière d'atteindre les objectifs
L'accent est mis sur le mode de communication	L'accent est mis sur le groupe cible, le message et le contenu
Le contenu et le message passent après le choix du média et ne répondent pas aux questions « pourquoi » ou « quoi » communiquer?	Le mode de communication doit servir à réaliser les objectifs

La communication fait partie intégrante de la mise en œuvre des politiques et des stratégies

Il faut préparer et entreprendre de nombreux projets pour mettre en œuvre les SPANB. Même si la plupart des coordonnateurs et des points focaux de la Convention sont conscients de l'importance de bien annoncer l'amorce d'un projet, cette étape essentielle est souvent négligée. On commence souvent seulement à penser aux outils de communication après avoir préparé les plans, politiques ou projets. L'expérience montre toutefois que cette négligence réduit fortement les chances de réussite d'un projet.

La communication ponctuelle n'est pas efficace

Il existe une différence énorme entre une communication qui a été planifiée et celle qui ne l'a pas été. Trop souvent, on décide de réaliser une vidéo sans se poser de questions sur la nature du message recherché ou sans réellement déterminer quel est le résultat escompté.

Qu'est-ce que la communication stratégique ?

La communication stratégique est un processus planifié destiné à atteindre un objectif.

La communication stratégique est axée sur un ou plusieurs groupes cibles.

La communication stratégique est conçue pour obtenir des résultats, par exemple changer une politique, les pratiques d'une organisation ou le comportement des gens.

La communication stratégique vise à atteindre les résultats escomptés en employant au mieux le temps et les ressources disponibles.

Il existe deux grandes formes de communication.

La communication instrumentale : Le plan cherche à sensibiliser le public, la classe politique ou d'autres groupes à une question donnée, ou à obtenir leur appui en faveur d'une politique ou d'une stratégie. Ce type de communication peut être employé seul ou avec d'autres instruments, tels que des mesures d'incitation financière ou des règlements.

La communication interactive : Le plan instaure un dialogue actif avec certains groupes intéressés afin de les associer à la planification, la mise en œuvre ou l'évaluation d'une politique ou d'un volet de la SPANB.

LES DIX ÉTAPES À SUIVRE POUR ÉTABLIR UN PLAN DE COMMUNICATION

1. Analyser la question et le rôle de la communication.
2. Identifier les groupes cibles et les parties prenantes.
3. Préciser les objectifs de la communication.
4. Élaborer la stratégie et choisir les partenaires.
5. Formuler les messages.
6. Décider des modes de communication.
7. Organiser la communication et informer les partenaires.
8. Établir le plan (étapes et activités).
9. Budgétiser les activités.
10. Assurer le suivi et l'évaluation.

EXEMPLE : Un plan de communication pour la Journée de la diversité biologique aux Pays Bas

Question

Comment amener les gens - en particulier les jeunes - à penser et à agir en faveur d'un monde plus durable ? Comment profiter de la visibilité de cette journée à l'échelle nationale et internationale ?

Groupes cibles

Enseignants, jeunes de 12 à 17 ans, parents, municipalités, ONG.

Objectifs

- Exposer les liens de causalité en matière de diversité biologique.
- Faire comprendre que tout le monde peut contribuer à sa manière.
- Proposer des actions qui donnent des résultats concrets.

Stratégie

Étudier le potentiel qu'offre une campagne nationale qui incite à participer, indique clairement quoi faire, stimule les initiatives communautaires, permette d'assurer un suivi et offre le maximum de publicité gratuite. Commencer par une étude de faisabilité auprès des principales parties concernées.

Message (à tester)

Journée de la diversité biologique : Le monde change, faites-nous part de vos idées et participez !

Modes de communication (à tester)

- Site Web interactif renfermant des informations sur la diversité biologique et des activités à faire en classe et à l'extérieur.
- Concours d'affiches : présélection par des écoles d'art, évaluation par des artistes nationaux connus, impression des meilleures affiches et utilisation dans les municipalités.
- Concours de vidéos sur téléphone portable : diffusion de la meilleure annonce sur le réseau national de télévision; forums de discussion à l'échelle locale et nationale (jeunes, classe politique, secteur privé, ONG et représentants gouvernementaux).
- Engagement personnel : moins utiliser la voiture; économiser l'énergie; passer deux heures en famille à raconter, à la lueur d'une bougie, des histoires vécues en pleine nature; visiter une exposition sur la diversité biologique, etc.

Organisation, budgétisation, planification, évaluation

Choix des partenaires et intermédiaires, collecte de fonds, calendriers, étapes et méthodes d'évaluation en fonction d'une étude de faisabilité.

Source : HECT Consultancy, Pays Bas

AIDE-MÉMOIRE : Le plan de communication

LES INDICATIONS GÉNÉRALES CI DESSOUS AIDERONT À ÉLABORER UN PLAN DE COMMUNICATION :

☐ **Calendrier** : Il faut d'abord décider si la stratégie de communication vise des objectifs à long terme, des objectifs à court terme ou un projet précis.

☐ **Objectif** : Vous devez ensuite déterminer si le but est de sensibiliser le public, la classe politique ou d'autres groupes cibles à une question précise ou d'obtenir leur soutien pour une politique ou un plan. Il s'agit ici d'une communication instrumentale. (Une campagne ayant pour thème la diversité biologique s'appuie sur la communication instrumentale).

☐ Le but peut être d'établir un dialogue avec certains groupes afin de les associer à la planification, à la mise en œuvre ou à l'évaluation d'une politique ou d'un projet relatif à la diversité biologique. Il s'agit ici d'une communication interactive. (L'étude de faisabilité auprès des parties prenantes, dans l'exemple de la campagne pour la Journée de la diversité biologique, fait appel à la communication interactive).

LES DIX ÉTAPES À SUIVRE POUR PLANIFIER ET ÉTABLIR UN PLAN DE COMMUNICATION

1. Analyser la question et le rôle de la communication;
2. Identifier les groupes cibles et les parties prenantes;
3. Préciser les objectifs de la communication;
4. Élaborer la stratégie et choisir les partenaires;
5. Formuler les messages;
6. Décider des modes de communication;
7. Organiser la communication et informer les partenaires;
8. Établir le plan (étapes et activités);
9. Budgétiser les activités;
10. Assurer le suivi et l'évaluation.

CONSEILS PRATIQUES

- Pendant la mise en œuvre, vérifier régulièrement la faisabilité du plan et penser aux problèmes éventuels qui pourraient survenir.
- Se préparer à devoir adapter le plan, s'il manque de temps ou d'argent.
- Comme le succès attire le succès, il est préférable d'être moins ambitieux et de commencer avec un plan dont la réussite est quasi certaine que de voir très grand et de ne pas avoir d'impact réel.

Étape 1 : Analyser la question et le rôle de la communication

Comment analyser le problème ?

Avant d'élaborer une stratégie de communication, il faut bien connaître le problème relatif à la diversité biologique et savoir si et comment le plan de communication peut aider à le résoudre. Cerner la vraie question est au cœur de toute stratégie de communication. Il est essentiel de bien saisir les relations de cause à effet si l'on veut convaincre les groupes cibles, les partenaires, les décideurs et les autres secteurs ou paliers de gouvernement que certaines mesures doivent être prises de toute urgence.

Cette première étape est cruciale pour éviter toute perte de temps, d'énergie et d'argent dans des activités qui n'auront aucun effet.

Par où commencer ?

Il faut d'abord cerner la question et analyser sa nature et sa portée.

LES QUESTIONS À SE POSER POUR UNE BONNE ANALYSE

- Quelle est la portée du problème sur le plan qualitatif et quantitatif ?
- Pourquoi est-il urgent d'agir ? Quelles seraient les conséquences si rien n'était fait ?
- Quel est le contexte et quelles sont les causes du problème ?
- Quelles activités sont à l'origine du problème ?
- Quelles parties sont responsables de ces causes et activités ?
- Quelles parties ont des intérêts dans ces activités ?

(Voir également dans la section 3 tout ce qui touche les parties prenantes)

Comment déterminer le rôle de la communication ?

Si l'on veut définir le rôle de la communication, il faut demander aux personnes responsables ou intéressées :

> Quelles sont les connaissances, attitudes et pratiques actuelles des groupes cibles et des parties prenantes?
>
> Comment les groupes cibles et les parties prenantes réagissent-ils face aux changements qui pourraient être proposés?

Il est important de savoir quels sont les changements attendus des personnes concernées par la question.

- Faut-il **changer les attitudes** des personnes ou des organisations, ou
- **Changer les mentalités** - la façon d'aborder le problème, ou
- **Changer** la façon de percevoir le problème (plus difficile), ou
- **Changer les comportements?**

Pour déterminer le rôle que doit jouer la communication, il est nécessaire de savoir si le problème est attribuable à :

- une compréhension insuffisante de l'ampleur du problème;
- une attitude négative vis-à-vis du problème ou des solutions envisagées;
- un manque de capacités pour apporter les changements.

Dans ces situations, les solutions varieront en fonction de l'état des connaissances, attitudes et pratiques.

ERREURS FRÉQUENTES : MAUVAISE ANALYSE DE LA SITUATION

Dans la mise en œuvre des SPANB, il arrive souvent que la fonction de la communication soit mal définie. Cela s'accompagne parfois d'une mauvaise définition du problème lui-même. On ne comprend pas les motivations des personnes concernées, ni leurs réticences au changement. En outre, les objectifs du plan de communication ne sont pas clairement établis.

Exemple 1 : Parler des menaces qui pèsent sur la diversité biologique est trop vague quand le véritable but est de réduire l'impact de campeurs sur l'habitat naturel d'une espèce de fleur rare.

Exemple 2 : Des affiches ou des dépliants montrant de magnifiques images et expliquant l'importance d'une aire qui devrait être protégée ne seront sans doute pas très utiles si le ***véritable but de la communication*** est de répondre aux préoccupations de la population, qui pense que la création de cette aire protégée aura des répercussions sur leurs modes de vie, les activités récréatives, les affaires et les investissements.

Une bonne communication ne se limite pas à l'utilisation d'images ou à une vaste diffusion par l'entremise de publications ou de médias de masse. Il est plus efficace de bien cibler les besoins devant être couverts en procédant à des interviews, des audiences publiques, des tables rondes ou des négociations ouvertes.

Étape 1 : Analyser la question et le rôle de la communication

Quand la communication seule est-elle insuffisante ?

Les questions relatives à la diversité biologique sont souvent complexes, car elles impliquent de nombreuses parties prenantes dont les intérêts et les points de vue divergent. Les changements souhaités en faveur de la conservation peuvent avantager ou désavantager certaines d'entre elles. L'opposition de certaines parties prenantes peut être due à un manque de ressources financières, à l'insuffisance de ressources techniques ou au manque d'infrastructures appropriées. La communication seule est alors insuffisante pour parvenir aux changements souhaités.

Lorsque les changements de comportement recherchés ne profitent pas aux personnes en cause, il faut recourir à d'autres moyens. La communication peut renforcer l'efficacité des instruments de changement suivants :

- Législation et réglementation : lois, directives, restrictions, conventions;
- Mesures financières : subventions, dépôts, droits, taxes, compensations;
- Installations : équipements, machines et outils, infrastructure.

LA COMMUNICATION ET LES TROIS CATÉGORIES DE PROBLÈMES

Sur le plan de la communication, il existe trois catégories de problèmes :

- Les problèmes dont les causes peuvent être entièrement corrigées par **la communication seule** – les changements dans les connaissances, attitudes ou pratiques peuvent survenir de manière volontaire.
- Les problèmes dont les causes sont en partie associées à la communication et peuvent être éliminées par **la communication en tant qu'instrument d'appui** à d'autres mesures d'incitation.
- Les problèmes dont les causes **n'ont aucun rapport avec la communication** et ne peuvent être supprimées que par d'autres instruments et mesures.

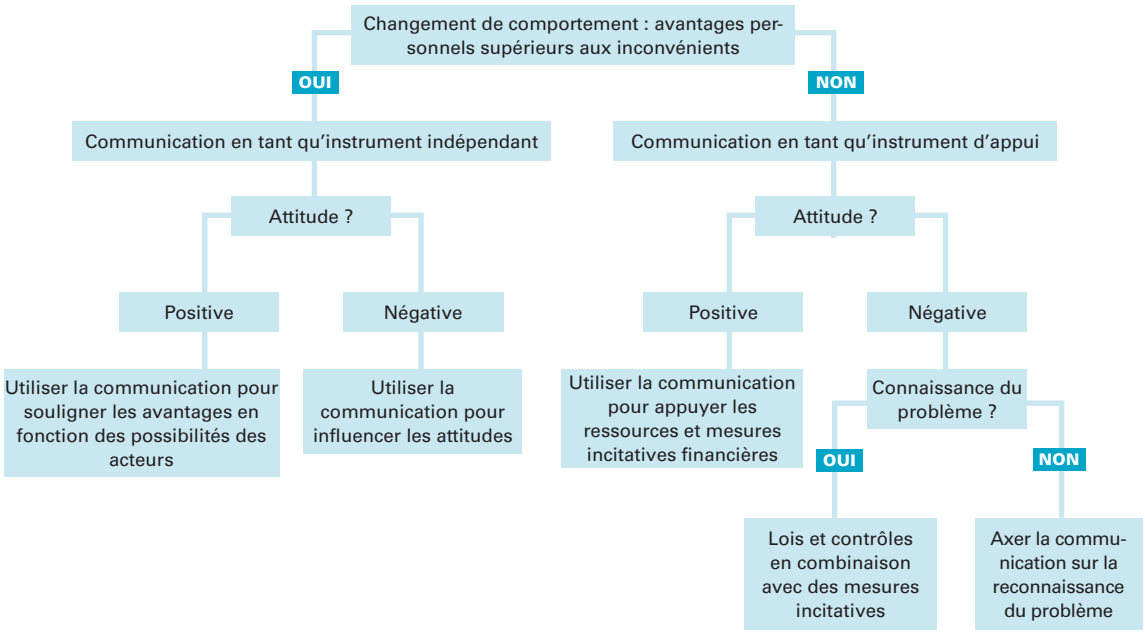
Comment déterminer le rôle que doit jouer la communication ?

QUESTIONS PERMETTANT DE DÉTERMINER SI LA COMMUNICATION POURRAIT MODIFIER LE COMPORTEMENT AU SEIN DES GROUPES CIBLES

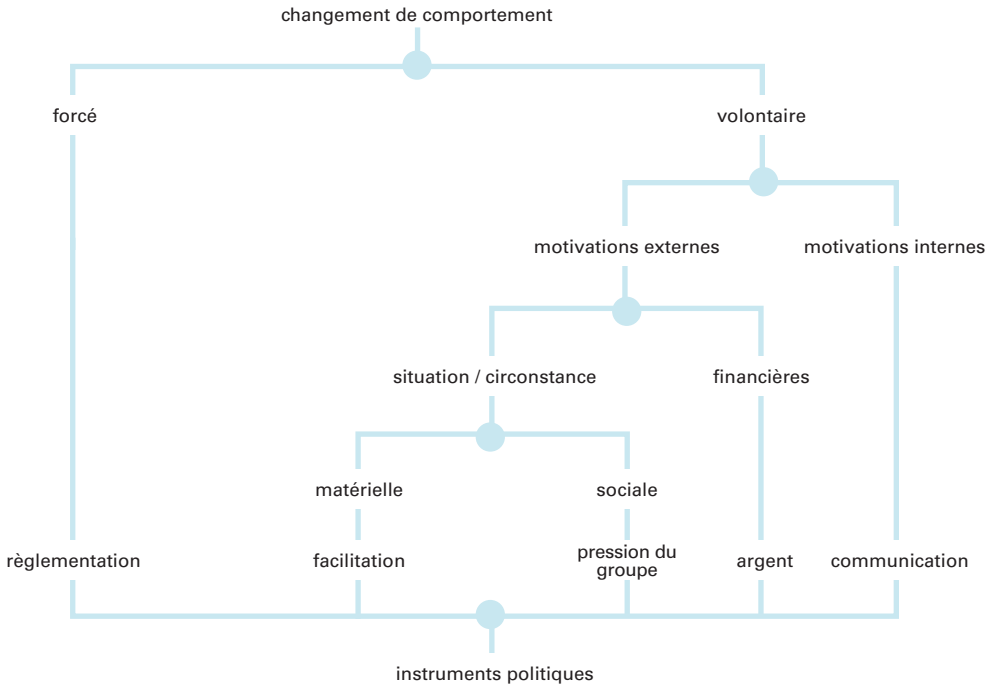
- ***Les avantages personnels sont-ils supérieurs aux inconvénients ?***
  - Quels sont les principaux avantages/inconvénients liés au changement de comportement souhaité dans le groupe visé ?
  - Les inconvénients sont-ils plus grands que les avantages ? Si c'est le cas, il est préférable d'employer la communication comme instrument d'appui (pour expliquer un nouveau règlement par exemple).
- ***Le groupe cible est-il bien ou mal disposé ?***
  - Quelle est l'attitude actuelle du groupe cible relativement à la question ?
  - Si l'attitude est positive, la motivation interne pourrait être suffisante pour modifier le comportement et la communication pourrait servir à souligner les avantages.
  - Si l'attitude est négative, le rôle joué par la communication dépend du degré de connaissance du problème.
- ***Le groupe cible connaît-il le problème ?***
  - Si le groupe cible connaît déjà le problème, on ne peut changer les pratiques qu'en recourant à des lois et des mesures de contrôle et d'incitation. La communication peut servir à expliquer les règles.
  - Si le groupe cible perçoit mal le problème, la communication doit viser la reconnaissance de celui-ci.

Ces étapes sont expliquées dans les figures de la page suivante.

La conservation de la diversité biologique exige de modifier certaines connaissances, attitudes et pratiques. Les gens soupèsent les avantages et les inconvénients avant d'adapter leur comportement. Le schéma suivant montre comment la communication, en tant que moyen unique ou instrument d'appui, peut aider à modifier les comportements en fonction des avantages perçus.



Le schéma suivant illustre d'une autre manière quels instruments pourraient servir à induire les changements voulus, soit volontairement, soit de manière coercitive par le biais d'un règlement. La communication peut agir seule lorsque les personnes sont motivées par leurs propres valeurs ou intérêts dans l'atteinte d'un résultat. C'est le cas lorsque le sort des générations futures les préoccupe réellement. Si les mesures à prendre pour conserver la diversité biologique sont plus difficiles à mettre en place, il importe de faire appel à des mesures incitatives externes ou à des instruments politiques pour stimuler le changement. Des subventions ou aides financières peuvent compenser en partie le risque associé au changement de pratique. Dans d'autres cas, des actions sans liens directs avec la communication, telles que celle de fournir à des pêcheurs du matériel de pêche inoffensif pour une espèce de tortue en danger, aidera à obtenir les résultats souhaités.



Source: Cees Van Woerkum, *Behaviour change and policy instruments*, 1999.

EXEMPLE : Une communication sans analyse préalable de la situation

Abattage des forêts en Carélie

L'entreprise d'exploitation forestière de Piaozero en République de Carélie (Fédération de Russie) a été fondée en 1973. Après avoir obtenu les permis gouvernementaux, elle a dévasté à peu près toutes les zones boisées de la région. En 2000, il ne restait dans le nord de la République qu'une seule forêt pouvant intéresser une société de ce genre.

Protestation des ONG

Les ONG écologistes russes, appuyées par leurs homologues finlandaises, considèrent cette forêt comme une zone unique et un écosystème riche en diversité biologique présentant un intérêt important pour l'Europe. Elles ont lancé une campagne de protestation contre le projet et les pratiques d'octroi des permis suivies par le gouvernement. L'affaire a attiré l'attention de la communauté internationale.

Communication gouvernementale

Le gouvernement de la Carélie a été contraint à s'intéresser davantage à la situation et aux pressions parties prenantes. Le chef du gouvernement s'est rendu à Piaozero et a discuté longuement avec les habitants, la direction et les travailleurs de l'entreprise. Il a aidé les ONG russes à organiser un atelier dans la municipalité même. Toutes les parties prenantes ont pu s'exprimer, mais il a été impossible de parvenir à un accord. À ce jour (2002), la situation est encore critique et le conflit n'est pas résolu.

Trop tard : pas d'analyse de la situation, mauvais message

Le gouvernement aurait dû communiquer avec les ONG dès le départ. Il se serait rendu compte que les problèmes économiques et sociaux de la région étaient à l'origine du conflit. La question à étudier n'était donc pas « abattre ou ne pas abattre les arbres », mais bien « quels sont les meilleurs moyens d'améliorer les conditions socio-économiques en détruisant le moins possible la forêt ».

Source : Cours d'enseignement à distance ECAPP.

EXEMPLE : La communication seule ne convient pas toujours

Les écriteaux ne suffisent pas

Tous les week-ends, un parc national reçoit quelques centaines de visiteurs en provenance des villes voisines. Ceux-ci n'entrent pas vraiment dans le parc, ils demeurent à proximité du stationnement dans une petite aire de pique-nique où ils profitent du beau temps et des beautés de la nature. Après leur départ, une grande quantité de déchets jonchent le sol. L'administration est réticente à engager du personnel supplémentaire pour le nettoyage. Le directeur ne veut pas demander aux gardiens ou à la police locale de faire des patrouilles pour inciter à un comportement plus écologique. Il considère que les visiteurs sont de bons ambassadeurs et défenseurs du parc. Il décide donc de faire poser des écriteaux demandant de laisser les lieux aussi propres qu'à l'arrivée.

Aucune amélioration n'est observée suite à la pose des écriteaux. Le directeur ne comprend pas pourquoi. Un jour, l'un des gardiens lui fait remarquer qu'il n'est pas évident de laisser l'endroit propre, vu le manque de poubelles.

Comme le montre cet exemple, la communication seule ne peut pas toujours résoudre le problème. Il faut se doter de l'infrastructure et des services adéquats pour que le groupe cible agisse comme souhaité. Dans ce cas-ci, l'initiative de communication du directeur aurait dû être complétée par l'ajout d'équipement.

Les messages ne suffisent pas

Une baie située à proximité d'une ville abrite de nombreuses espèces de mollusques et de crustacés. Certaines sont rares ou menacées. La population locale en fait la cueillette pour sa consommation. Afin de

protéger ces espèces, on a introduit un nouveau règlement limitant les prises. Les personnes concernées en ont été informées (transmission de l'information), mais le fait de connaître l'existence d'un règlement ne signifie pas qu'il sera respecté. La population doit être convaincue qu'il est dans l'intérêt de tous de protéger les espèces rares (modification d'attitude).

Même si les cueilleurs de mollusques et de crustacés sont d'accord avec le règlement et comprennent les raisons pour lesquelles il a été adopté, ils continueront peut-être à l'enfreindre en raison de l'argent que cela leur rapporte. Quand le changement de comportement souhaité présente plus d'inconvénients que d'avantages personnels, la communication ne suffit pas. D'autres mesures sont nécessaires. Ici, il serait bon par exemple de patrouiller sur la plage et d'imposer des amendes aux contrevenants.

EXEMPLE : Une formulation trop générale pour bien expliquer les questions relatives à la diversité biologique

- La croissance démographique s'accompagne d'une demande accrue d'espace et de nourriture qui menace la diversité biologique.
- L'étalement urbain ainsi que l'agriculture et le déboisement intensifs empiètent sur les habitats.
- L'expansion des réseaux routiers, ferroviaires et électriques morcelle les habitats et chasse certaines espèces.
- La surexploitation des ressources naturelles conduit à la disparition d'espèces.
- La pollution menace autant la santé des animaux et des végétaux que celle des êtres humains.
- Les catastrophes écologiques, telles les marées noires, ont des conséquences désastreuses sur les oiseaux ainsi que sur la faune et la flore marines.
- Les changements climatiques forceront de nombreuses espèces à migrer pour survivre.
- Les espèces exotiques envahissantes pénètrent dans un écosystème qui n'est pas leur habitat naturel, se développent et supplantent les espèces endémiques. Cela appauvrit la diversité biologique.

Il faut rendre ces problèmes plus concrets pour améliorer la communication et favoriser l'action. On peut le faire en répondant aux questions suivantes :

- Quelle est la portée du problème sur le plan qualitatif et quantitatif?
- Pourquoi est-il urgent d'agir ? Quelles seraient les conséquences de l'inaction?
- Quel est le contexte et quelles sont les causes du problème?
- Quelles activités sont à l'origine du problème?
- Quelles parties prenantes sont responsables de ces causes et activités?
- Quelles parties prenantes ont des intérêts dans ces activités ?

EXEMPLE : Des loups affamés attaquent des villages en Sibérie – la communication n'a aucune utilité

En janvier 2001, des centaines de loups affamés ont attaqué des villages et des fermes à proximité de la ville de Krasnojarsk. Ces animaux normalement réservés cherchaient désespérément de quoi manger suite à des semaines de froid intense (-45 °C). Après s'en être pris aux vaches, aux moutons et aux cochons, les loups ont tenté de pénétrer dans les habitations. À Balachtinsk, la population a formé des commandos chargés de prévenir d'autres attaques. Un grand nombre de loups ont été tués. Il est évident que dans des situations extrêmes, la survie humaine passe avant la protection de l'environnement. Des mesures qui ne relèvent pas de la communication sont nécessaires pour que le problème ne se reproduise pas.

Source : Cours d'enseignement à distance ECAPP

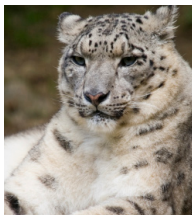
EXEMPLE : Protéger les crocodiles – la communication est essentielle

Le crocodile des Philippines (*Crocodylus mindorensis)* est une espèce endémique aux Philippines gravement menacée d'extinction. Une population réduite et fragmentée survit dans les régions fortement peuplées de la Sierra Madre du Nord. Elle est menacée par la chasse, les méthodes de pêche destructrices (dynamite, électricité, produits chimiques) et l'assèchement des zones humides. L'image négative des crocodiles constitue un obstacle majeur à la conservation de l'espèce en milieu naturel.

Une campagne de sensibilisation lancée en 2000 avait pour thème « Le crocodile des Philippines, source de fierté ». Dépliants, communiqués, calendriers et affiches ont été distribués dans la région. Des exposés sur les crocodiles ont été faits dans les écoles locales, des pièces de théâtre et des spectacles de marionnettes ont été offerts dans les villages reculés. On a tenu des consultations auprès de la population locale pour comprendre ses préoccupations. Enfin, les chefs de village ont reçu une formation pour mieux gérer les ressources des zones humides. Aujourd'hui, 98 % des Philippins savent que les crocodiles sont officiellement protégés. La chasse et la pêche destructrice ont pratiquement cessé dans la région. Et surtout, les gens appuient activement le programme de conservation et sont fiers que le crocodile des Philippines soit encore présent aux abords de leurs villages.

Merlijn van Weerd, Gwen van Boven et Jan van der Ploeg dans *Communicating Protected Areas*, UICN 2004, chapitre 16, page 139

EXEMPLE : Une communication fondée sur une analyse partielle de la question



Une agence de protection de l'environnement s'inquiète de la hausse du coût des indemnisations versées aux agriculteurs pour les dommages causés par de grands mammifères, tels les ours, les panthères des neiges et les loups qui vivent dans divers parcs nationaux des régions montagneuses du pays. La direction de l'agence ne croit pas que ces animaux soient dangereux ou qu'ils soient responsables des dégâts encourus par la popuation. Selon l'agence, la population éprouve une peur exagérée à l'égard de ces prédateurs et elle les accuse ceux-ci de la perte de leurs poulets ou moutons sans imaginer qu'il puisse y avoir d'autres explications.

Afin de rectifier la situation, l'agence décide de traduire un document d'information dans la langue locale. Le document, produit dans un autre pays, traite des ravages provoqués par ce genre de prédateurs. Le document en question renferme des photos en couleurs, des dessins et d'autres renseignements sur les traces laissées par ces animaux et sur les façons de les reconnaître après leur passage. La publication est vendue à l'accueil des parcs nationaux et au bureau central de l'agence, dans la capitale. On espère aussi que le document sera utilisé dans les écoles afin de sensibiliser les élèves et de résoudre le problème. L'agence constate avec surprise que rien ne change au niveau des demandes d'indemnisations.

L'analyse de la situation révèle que les agriculteurs qui réclament un dédommagement sont les principales parties concernées. L'agence de protection de l'environnement n'a pas réfléchi assez longuement sur le groupe intéressé, sur sa perception de la question et sur la meilleure façon de rejoindre ce groupe. Les agriculteurs ne sont pas ciblés par le mode de communication adopté puisqu'ils n'ont pas l'habitude d'acheter des livres ou de consulter de tels types de brochures. Selon l'analyse, même s'ils avaient lu la publication, cela n'aurait probablement pas eu l'effet escompté, car la publication aurait été rédigée dans un style mal adapté au groupe.

Pour que la communication soit efficace, il faut d'abord analyser avec soin la question afin de déterminer quelles sont les principales parties prenantes et leurs attitudes vis-à-vis d'un problème. Ici, il aurait été plus judicieux de se rendre sur place et d'organiser des réunions de groupe ou en tête à tête.

Source : Cours d'enseignement à distance ECAPP.

Étape 2 : Identifier les groupes cibles et les parties prenantes

Étape 2 : Identifier les groupes cibles et les parties prenantes

Comment identifier les groupes cibles ?

Avant d'établir un plan de communication, il faut savoir quels sont les groupes cibles que l'on souhaite rejoindre.

Les groupes cibles sont des groupes de personnes relativement homogènes sur le plan des connaissances, attitudes, pratiques ou intérêts relativement à la question soulevée. Il convient d'adopter une approche différente pour chacun d'eux, en fonction de leur motivation.

Les groupes cibles aident à résoudre le problème. Le but de la communication (ou de la communication assortie d'autres instruments) est d'obtenir leur coopération. Les parties prenantes englobent les groupes cibles, mais attention, toutes les parties prenantes ne sont pas des groupes cibles.

QUI COMPOSE LES GROUPES CIBLES ?

- Personnes qui n'agissent pas de la « bonne façon » ou dont on désire modifier le comportement (p. ex. pêcheurs qui utilisent de la dynamite dans les récifs coralliens).
- Personnes touchées par ce comportement (p. ex. membres du secteur local de tourisme).
- Personnes qui exercent des responsabilités officielles en rapport avec le problème (p. ex. fonctionnaires locaux).
- Personnes qui influent sur les opinions et les comportements des parties concernées (p. ex. journalistes, leaders d'opinion, personnalités publiques).

ERREURS FRÉQUENTES : MAUVAISE ANALYSE DES GROUPES CIBLES

- S'occuper de toutes les parties prenantes plutôt que de se centrer sur le groupe cible principal (c'est-à-dire les personnes qui peuvent vraiment aider à résoudre le problème).
- Essayer de convaincre les parties prenantes au lieu de les écouter, de prendre en considération leurs points de vue et de comprendre leurs motivations et leurs liens avec le problème.
- Considérer les parties prenantes comme des « ennemis » et non comme des agents de changement et des groupes intéressés dont les positions sont aussi légitimes que celles des experts en développement durable.

Comment identifier les groupes cibles ?

Les gestionnaires et les communicateurs peuvent recourir à de nombreuses méthodes pour déterminer quels sont les groupes cibles.

Quel est l'objectif de la recherche ?

« Quelles informations permettraient de résoudre le problème? » Voilà une question à se poser pour préciser le but de la recherche.

Quelles méthodes de recherche sont utilisées ?

Les méthodes possibles sont les suivantes : études documentaires, entretiens, questionnaires, enquêtes Web, groupes de consultation, interviews d'experts ou une combinaison de plusieurs de ces méthodes.

La recherche peut être de type **quantitatif** (chiffres extrapolés à une population plus large), de type **qualitatif** (informations plus subtiles obtenues grâce à des questions ouvertes), de type **observationnel** (observation et consignation des comportements) ou de type **expérimental** (observation des effets de la modification d'une variable).

Combinaison de différentes méthodes pour connaître les groupes cibles

Commencer par une **étude documentaire** en vue de recueillir des renseignements de fond sur le sujet → Poursuivre avec un groupe de consultation en vue d'approfondir les différentes questions – **recherche qualitative** → Réaliser un sondage à l'échelle nationale (questionnaires, entretiens) en vue de formuler des recommandations ou d'évaluer les attitudes, les connaissances et les comportements avant la campagne (**recherche quantitative**) *(Voir l'aide-mémoire sur les méthodes de recherche)*

Il est bon de consulter un expert en communication

Il peut être judicieux de demander à un spécialiste de la communication son avis sur la méthode ou les méthodes les mieux adaptées aux objectifs et au budget. La phase de définition des objectifs et de conception de la recherche est le moment idéal pour le faire.

AIDE-MÉMOIRE : Concevoir une recherche sur les groupes cibles

Il est souvent utile de mener une étude sociale pour évaluer les connaissances, attitudes et comportements actuels des groupes cibles. Il existe quatre grandes catégories de méthodes de recherche :

☐ **Recherche qualitative**

- Souvent utilisée à des fins exploratoires.
- Nombre réduit de répondants.
- Ne peut être généralisée à l'ensemble de la population.
- Signification statistique et degré de confiance non mesurés.

Exemples : Entretiens approfondis et groupes de consultation

☐ **Recherche quantitative**

- Sert généralement à tirer des conclusions et à vérifier une hypothèse précise.
- Emploi de techniques d'échantillonnage aléatoire afin de pouvoir extrapoler à l'ensemble de la population.
- Grand nombre de répondants.

Exemples : Sondages, enquêtes WEB, entretiens et questionnaires

☐ **Techniques d'observation**

- Observations par les chercheurs de phénomènes sociaux ou de comportements environnementaux dans le contexte naturel.
- Observations transversales (c'est-à-dire effectuées simultanément) ou longitudinales (c'est-à-dire effectuées à des périodes différentes).

Exemples : Observation des visiteurs dans un parc ou des communautés locales à proximité de réserves naturelles

☐ **Méthodes expérimentales**

- Création par les chercheurs d'un milieu quasi artificiel dans le but de maîtriser les facteurs externes et manipulation d'une ou de plusieurs variables.

Exemples : Poser des écriteaux dans une partie spécifique d'un parc et voir si les connaissances, attitudes ou comportements des visiteurs changent

EXEMPLE : Comprendre le groupe cible

En Bulgarie, un projet a été lancé dans le petit village de Rosino, non loin du Parc national du centre des Balkans. Les difficultés économiques et le taux élevé de chômage dans la région entraînaient de nombreux comportements illicites dans le parc : abattage d'arbres, capture d'animaux sauvages et cueillette d'herbes et de fruits.

Le projet visait à informer la population locale des possibilités de créer de petites entreprises axées sur les ressources naturelles. Les 4 000 habitants de diverses origines ethniques de Rosino composaient le groupe cible. On a pensé entrer en contact avec la population par le biais de l'école locale.

Les experts du parc, l'agent de relations publiques et l'agronome ont mis au point un programme destiné à montrer aux enseignants comment cultiver certaines herbes et inciter les élèves et les parents à en profiter. Le maire a accepté de céder des terrains municipaux pour mener ces activités.

Le projet était financé par l'administration du parc. Les enfants et les enseignants y ont travaillé toute une année. Ils ont obtenu une bonne récolte de cinq espèces d'herbes poussant dans le parc national, l'ont fait sécher puis, par l'intermédiaire de l'administration du parc, l'ont vendue à une petite entreprise de production de thé. Parallèlement, une ONG s'est établie dans le village afin d'appuyer les activités d'éducation environnementale.

Les familles de plusieurs enfants qui s'étaient beaucoup investies au cours de l'année ont proposé de s'occuper des cultures l'année suivante. Il est prévu que le parc se chargera de la supervision, fera appel à des experts au besoin et facilitera le travail des villageois. En passant par l'école et en faisant participer les parents, on a pu lancer une initiative à partir de la base. Le projet a réussi, car il a pris en considération, dès le départ, les intérêts et les perceptions de la population locale.

Kamelia Georgieva, Bulgarie, dans *ESDebate*, UICN 1999

AIDE-MÉMOIRE : Les méthodes de recherche sur les groupes cibles

☐ **Études documentaires**

Il s'agit de recueillir des données auprès d'une multitude de sources : documents internes, publications d'institutions gouvernementales et non gouvernementales, données Internet librement accessibles, journaux et magazines professionnels, rapports annuels d'entreprises, bases de données commerciales. Il est fortement recommandé de commencer toute activité de communication par une étude documentaire, de manière à acquérir des connaissances générales sur le sujet et trouver des pistes utiles. Cela aide à optimiser l'emploi du budget de recherche.

☐ **Entretiens**

Les entretiens, par téléphone ou en tête à tête, sont un bon moyen d'obtenir des informations. Les interviews téléphoniques permettent de recueillir des renseignements, des idées et des conseils de manière rapide. On peut aller chercher des informations supplémentaires à l'aide de questionnaires ou d'enquêtes Web. Les entretiens peuvent servir à étudier un problème et les solutions possibles. Certains sondages font appel à des interviews téléphoniques assistées d'un questionnaire pré-établi.

☐ **Questionnaires**

Les questionnaires sont un moyen efficace et peu coûteux d'obtenir des données quantitatives. Les questions sont pour la plupart fermées. Le taux de réponse varie selon le nombre et la complexité des questions, la crédibilité de l'expéditeur et la motivation du destinataire. Le taux de réponse est plus grand si le questionnaire est amusant. L'échantillon de départ doit être grand car les retours par la poste ou courrier électronique se situent généralement aux environs de 20 à 30 %.

☐ **Enquêtes Web**

Les enquêtes Web présentent un avantage supplémentaire : on peut traiter automatiquement les réponses. Il existe de bons logiciels gratuits permettant de mener des sondages sur le Web (voir par exemple les sites http://www.moodle.org ou www.monkeysurvey.org). Les critères et directives sont les mêmes que dans le cas des questionnaires.

☐ **Groupes de discussion**

Il s'agit d'une méthode de recherche qualitative dans laquelle des personnes donnent leur avis sur un produit, un service ou une idée. Les questions sont posées dans un cadre interactif, les participants sont libres d'échanger entre eux. C'est un bon moyen d'obtenir des commentaires. Les participants peuvent découvrir, étudier ou essayer de nouveaux services. Cette méthode donne aussi de bonnes indications sur les chances qu'une idée ou une solution soit acceptée.

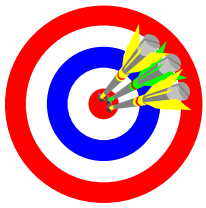
AIDE-MÉMOIRE : Analyser les groupes cibles

Identifier avec soin les groupes cibles est indispensable à l'élaboration d'une stratégie de communication efficace. Diffuser le bon message aux mauvaises personnes n'aura aucun effet. Il est nécessaire de répondre à une série de questions à cette étape, par exemple :

- ☐ Quels groupes sont concernés ?
- ☐ Qui est directement touché par le plan ou l'activité ?
- ☐ Quelles sont les caractéristiques démographiques de ces groupes (âge, revenu, religion, sexe, éducation, mode de vie) ?
- ☐ Quels rôles ou positions se dégagent au sein de chaque groupe ?
- ☐ Quels sont les intérêts des groupes cibles vis-à-vis du problème et des solutions ?
- ☐ Pour qui est-ce avantageux ? Pour qui est-ce désavantageux ?
- ☐ Quel est le niveau de connaissance du problème et des solutions afférentes des groupes cibles ?
- ☐ Quelle est l'attitude des groupes cibles vis-à-vis du problème et des solutions proposées ?
- ☐ Peut-on s'attendre à une résistance au changement ?
- ☐ Qui peut influer sur les opinions, sans être directement concerné ?
- ☐ Quel lien entretient votre organisation avec les groupes cibles ? Comment vous perçoivent-ils ?
- ☐ Quels moyens de communication emploient-ils ?
- ☐ Est-il possible de passer par des organisations intermédiaires pour atteindre les groupes cibles ?

Étape 3 : Préciser les objectifs de la communication

Quels effets recherche-t-on ?



Il faut généralement combiner la communication avec d'autres instruments pour susciter les changements nécessaires en matière de conservation de la diversité biologique. Dans tout projet, certains objectifs de communication diffèrent des objectifs de conservation, même s'ils sont liés les uns aux autres.

Ce qui est ciblé par l'exercice de communication doit :

- être clair du point de vue des résultats à atteindre, précis et mesurables;
- être réalistes et acceptables;
- favoriser l'évolution des connaissances, attitudes ou comportements, en n'étant ni trop ambitieux ni trop modestes;
- indiquer le moment où les résultats doivent être obtenus.

Il existe une gamme intéressante d'objectifs possibles : faire participer les gens à la résolution du problème, attirer l'attention sur une question, étendre les connaissances ou la sensibilisation, susciter un comportement ou développer des compétences en vue d'engager une action.

LES OBJECTIFS DOIVENT ÊTRE :	
• **précis** • **mesurables** • **acceptables** • **réalistes** • **assortis de délais**	Les objectifs énoncés comme suit : « *Nous voulons sensibiliser le public aux problèmes écologiques dans les années à venir* » ou « *Nous voulons que les gens saisissent l'importance de cette aire protégée* » sont trop vagues. Il sera impossible de déterminer si les efforts ont été fructueux. Au contraire, « *Nous voulons que 95 % des visiteurs du parc ramassent leurs déchets avant de partir* » est un objectif précis et mesurable.

Les objectifs de la communication doivent être liés aux buts des SPANB. Ceux-ci peuvent être précis ou généraux. Ils doivent correspondre aux grands objectifs des ministères ou des services concernés.

Les objectifs de la communication concernent les connaissances, les attitudes et les pratiques. Les objectifs de la conservation concernent la taille d'une population préservée ou la superficie d'un écosystème protégé.

Étape 3 : Préciser les objectifs de la communication

Comment préciser les objectifs de la communication ?

Il est indispensable de bien appréhender la situation pour déterminer des objectifs qui pourront être atteints. Comment fixer un objectif réaliste si l'on n'est pas précisément au courant de ce que le groupe cible sait sur la question, de son attitude à cet égard et de son comportement ?

TROIS CATÉGORIES D'OBJECTIFS POSSIBLES

Informer : Lorsque les groupes cibles sont peu ou mal informés, qu'ils ne disposent pas d'information sur le problème, les relations de cause à effet ou les solutions possibles, le plan de communication doit viser à développer les connaissances et la compréhension.

Exemple : *Les résidents d'une aire protégée ne comprennent pas que leurs méthodes de pêche nuisent à l'environnement en plus de réduire les possibilités futures de revenu.*

Changer les attitudes : Lorsque les groupes cibles sont mal disposés à l'égard d'un problème, de la question ou des solutions envisagées, le plan de communication doit chercher à modifier leurs attitudes pour éviter, au minimum, qu'elles aient un impact négatif sur les efforts de conservation.

Exemple : *Les résidents d'une aire protégée ont une préférence marquée pour les méthodes de pêche traditionnelles et se méfient des autres méthodes.*

Changer les comportements :Lorsque les groupes cibles agissent de sorte à mettre la diversité biologique en péril, le plan de communication doit viser à modifier ces comportement.

Exemple : *LLa chasse dans une aire protégée.*

Objectifs de la communication et évaluation

Les coordonnateurs des stratégies et plans d'action nationaux doivent définir clairement leurs objectifs en matière de communication afin de pouvoir évaluer les progrès accomplis.

ERREURS FRÉQUENTES : MAUVAISE DÉFINITION DES OBJECTIFS

- L'objectif de la communication est mal défini ou trop vague.
- Les objectifs sont trop ambitieux.
- Les experts en communication ne participent pas à la définition des objectifs et à la planification des interventions, ils sont uniquement chargés de communiquer le plan ou la politique aux parties prenantes, avec un budget minimal ou nul.
- On ne sait pas exactement ce que l'on veut obtenir des groupes cibles et ce qui est nécessaire pour atteindre le résultat escompté :

  Accroître les connaissances ?

  Nouvelles compétences et pratiques ?

  Changer les attitudes ?
- On veut modifier certains comportements ou valeurs, sans savoir comment opérer ce changement.
- On n'a pas tenu compte, au moment de définir les objectifs, du fait que les gens doivent tirer des avantages suite à leur changement de comportement. Que ce soit au plan social, économique ou autre.
- Aucun indicateur n'a été défini pour les objectifs, ce qui rend l'évaluation des résultats difficile.

EXEMPLE : Faire évoluer les connaissances, les attitudes et les comportements

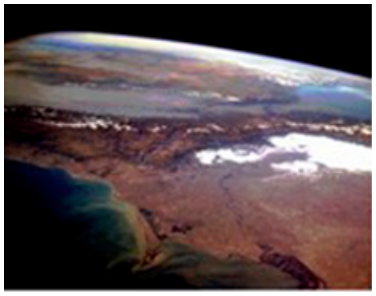


Photo : Cours d'enseignement à distance ECAPP

La mer Caspienne est une étendue d'eau naturelle dont un grand nombre de personnes tirent leur subsistance en Russie, au Turkménistan, en Iran, en Azerbaïdjan et au Kazakhstan. Une pêche durable est nécessaire pour préserver ce mode de subsistance et pour conserver la diversité biologique. Une série d'initiatives internationales ont été lancées récemment en vue d'offrir une solution à la surpêche.

La communication associée à ces initiatives doit donner aux pêcheurs des informations sur les nouvelles recommandations relatives à la pêche, afin qu'ils améliorent leurs connaissances et afin de stimuler l'appui à ces recommandations.

Toutefois, l'évolution des connaissances et des attitudes ne fera pas cesser les pratiques non durables, car la subsistance des pêcheurs en dépend. Il est donc primordial d'introduire d'autres sources de revenus afin de parvenir au changement de comportement souhaité.

La communication est seulement un instrument d'appui important dans ce type de contexte.

EXEMPLE : Les objectifs de la communication

OBJECTIF	CHANGEMENT
80 % des visiteurs d'un parc naturel devraient savoir que s'aventurer dans certaines zones perturbe le milieu naturel et la faune sauvage.	**Connaissances**
80 % des conducteurs devraient savoir qu'emprunter le transport en commun nuit moins à l'environnement que conduire un véhicule privé.	**Connaissances**
Une communauté établie dans un parc naturel devrait comprendre l'importance de protéger une espèce qui est menacée d'extinction.	**Attitude**
Les hôtels implantés sur une île devraient se réjouir de l'introduction d'un système d'étiquetage écologique et des mesures de formation, de contrôle et de réglementation.	**Attitude**
75 % des ministères dont les politiques ont un impact sur l'environnement devraient tenir compte des SPANB quand ils prennent des décisions en matière d'infrastructure, d'agriculture ou de développement industriel.	**Comportement**
50 % des grandes entreprises minières et 25 % des sociétés de taille moyenne devraient intégrer les questions relatives à la diversité biologique dans leur mission et leurs plans.	**Comportement**

Étape 4 : Élaborer la stratégie et choisir les partenaires

Quelle méthode de communication choisir ?

La prochaine étape consiste à déterminer globalement comment communiquer de manière à atteindre les objectifs fixés.

Même si l'idée de transmettre à tous le maximum d'information est séduisante, on se heurte fatalement à un problème de temps. En outre, tout le monde n'a pas envie de se convertir à vos idées ! L'analyse des connaissances, intérêts et motivations des groupes cibles révèle que les besoins en matière d'information et d'intervention diffèrent. Il peut arriver que la population ne fasse pas entièrement confiance au gouvernement dans le domaine de l'environnement alors qu'elle fait confiance aux ONG ou aux médias. Cela a des répercussions sur la manière de communiquer avec le groupe cible et sur le choix des partenaires. .

ERREURS FRÉQUENTES : RÉDUIRE LA COMMUNICATION À DE L'INFORMATION

- Présenter une multitude de faits et de données, sans se préoccuper du degré de compréhension et des besoins.
- Considérer que les informations et les faits constituent le meilleur moyen de convaincre les gens d'adopter une certaine façon de penser.
- Ne pas se rendre compte que les avis d'experts ne sont pas toujours souhaitables comme outil de communication (trop scientifiques, peu attrayants). Dans ce cas, le groupe cible ne se sent pas concerné par l'information transmise.

Un principe important

« Ce qui est dit n'est pas nécessairement entendu, ce qui est entendu n'est pas nécessairement compris, ce qui est compris n'est pas nécessairement appliqué, ce qui est appliqué n'est pas nécessairement répété. »

Saisir ce principe aide à trouver des moyens de communiquer efficacement.

Comment élaborer une stratégie ?

Le terme « stratégie » vient de l'art de la guerre. Une stratégie de communication précise comment l'organisation ou le coordonnateur entend atteindre les objectifs établis en matière de communication. Elle décrit les choix fondamentaux concernant l'approche à utiliser.

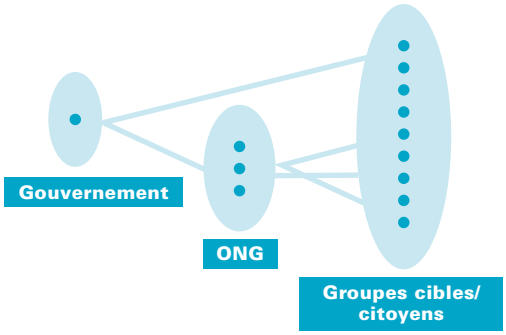
Les questions suivantes aideront les coordonnateurs des SPANB à élaborer une stratégie de communication.

COMMENT CHOISIR LA MÉTHODE OU LA STRATÉGIE

1. Qui a pris l'initiative d'examiner le problème ?
2. Est-il plus efficace de communiquer directement avec les groupes cibles ou de passer par des intermédiaires ?
3. Est-il plus efficace de transmettre des messages ou d'établir une communication bilatérale ?
4. Est-il plus efficace d'adopter une méthode axée sur l'information (donner des renseignements sur les aspects pratiques du problème), une méthode axée sur l'émotion ou une combinaison des deux ?

Plusieurs de ces questions sont approfondies dans les fiches suivantes.

Type de stratégie – Est-il plus efficace de communiquer directement avec les groupes cibles ou de passer par des intermédiaires et partenaires ?



Il peut être long, compliqué et coûteux pour un coordonnateur de communiquer directement avec un groupe cible. C'est le cas si celui-ci est important ou s'il est composé de nombreux sous-groupes. Dans ce cas, il peut être intéressant de faire appel à des intermédiaires. Les avantages et inconvénients à considérer dans le choix d'une stratégie sont exposés ci-dessous.

AVANTAGES DE RECOURIR À DES INTERMÉDIAIRES

- Les coûts sont parfois moindres.
- Les intermédiaires peuvent disposer de bases de données sur le groupe cible qui aideront à le rejoindre.
- Les intermédiaires peuvent jouir de l'appui d'un très grand nombre de personnes ou d'un soutien important au niveau local.
- Les intermédiaires peuvent jouir d'une bonne réputation auprès du groupe cible comme des autorités.

INCONVÉNIENTS DE RECOURIR À DES INTERMÉDIAIRES

- On risque de moins contrôler le message transmis.
- On risque de moins contrôler la façon dont le groupe cible est approché.
- On risque de moins contrôler la planification de la communication et l'ensemble du processus.

SOLUTIONS

- Soupeser les avantages et les inconvénients dans chaque cas et choisir la stratégie la plus adaptée.
- Entretenir de bonnes relations avec les organisations qui ont la même mission ou dont la mission et l'activité peuvent aider à appliquer les SPANB.

Type de stratégie – Est-il plus efficace de transmettre des messages ou d'établir une communication bilatérale ?

Modèle vertical – transmettre des messages

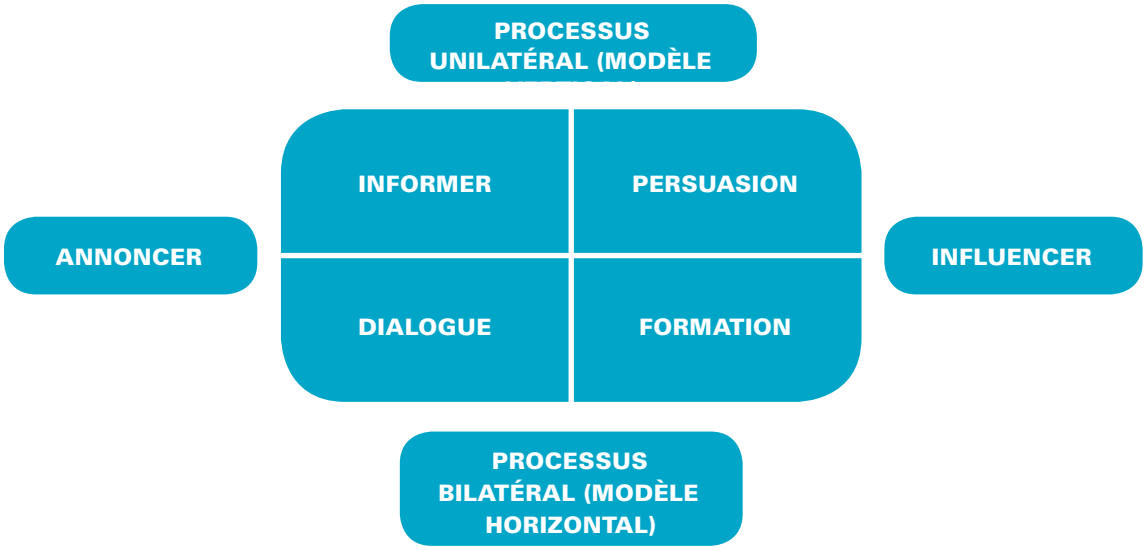
La communication est souvent un processus descendant (vertical), axé sur la transmission de messages aux groupes cibles. C'est le type de communication le plus habituel.

Dans le modèle vertical, la personne qui reçoit le message est plus ou moins passive. Ce processus unilatéral vise à informer et persuader en vue d'exercer une influence ou de mettre une question à l'ordre du jour.

Modèle horizontal – établir une communication bilatérale

Le modèle horizontal est axé sur le dialogue et le partage de points de vue. Il s'agit d'un processus bilatéral. On s'intéresse davantage à la méthode employée, aux commentaires, aux échanges et aux personnes qu'aux produits, messages, problèmes et technologies employés pour communiquer un message. On cherche à bien connaître les groupes qui participent de concert à la formulation des politiques ou à l'application de mesures particulières sur le terrain (avec le gouvernement).

Le choix de l'approche dépendra de la situation..



QUELLE MÉTHODE ADOPTER ?

- La transmission des messages peut être très efficace quand il s'agit d'un problème relativement simple (p. ex. inciter les visiteurs d'un parc national à ramasser leurs déchets).
- Il peut être préférable d'utiliser l'approche de communication bilatérale quand le problème est plus complexe et qu'il est nécessaire d'obtenir la coopération de groupes ayant des intérêts divergents.

Type de stratégie – Est-il plus efficace d'adopter une méthode axée sur l'information, sur l'émotion, sur l'action ou une combinaison de méthodes ?

Encore une fois, l'approche varie selon la situation. Le tableau suivant montre les techniques envisageables dans le cadre d'une stratégie de communication avec les groupes cibles.

MÉTHODE	DESCRIPTION	EXEMPLE
Approche informative	Diffusion de renseignements pratiques sur le problème, les causes et les solutions possibles	Une ONG distribue une brochure sur la pollution d'un lac et les activités envisagées pour résoudre le problème
Approche émotionnelle	Utilisation d'une image chargée de valeurs ou touchant de près le mode de vie du groupe cible	Une campagne de GreenPeace sur le secteur des produits chimiques présente des images d'énormes complexes industriels sous un jour menaçant et aliénant
Approche orientée sur l'action	Accent sur le changement de comportement souhaité dans le groupe cible	Un dépliant distribué à l'entrée d'un parc national demande aux visiteurs de ramasser leurs déchets avant de quitter les lieux

EXEMPLE : Une stratégie de communication visant à connaître l'avis du grand public

Projet de loi concernant les études d'impact sur l'environnement

En 2000, le gouvernement de la Fédération de Russie a élaboré une réforme des règles d'études d'impact sur l'environnement. Le gouvernement a invité les ONG et le grand public à débattre des enjeux associés afin de connaître leur avis.

Grands médias et Internet

Le projet de loi a été annoncé dans les médias de masse et le texte a été publié sur le site Web du gouvernement. Les paliers inférieurs de gouvernement furent invités à transmettre leurs observations par voie électronique. *Ecoline*, une grande ONG, était responsable de diffuser l'information électroniquement par le biais de son vaste réseau d'ONG environnementales en Russie. Ces ONG ont, à leur tour, consulté leurs membres sur la réforme en question.

Une ONG faisant office d'intermédiaire

Ecoline a placé l'information recueillie sur son propre site Web en demandant des commentaires, suggestions et autres réactions. Elle a ensuite rassemblé les réponses et les a présentées au gouvernement. Ce dernier a invité *Ecoline* à participer à l'atelier sur la réforme et à y révéler les résultats des débats publics.

Efficacité

Le gouvernement a choisi une stratégie de communication très efficace pour rejoindre le grand public. Le fait saillant a été le recours au réseau de l'ONG *Ecoline* afin d'organiser un vaste débat dans différentes parties du pays. Grâce à sa bonne réputation au sein des ONG et du public, *Ecoline* a obtenu plus de réponses de qualité que n'aurait pu le faire le gouvernement seul.

SOURCE : Cours d'enseignement à distance ECAPP

EXEMPLE : Les méthodes de communication

MESSAGE	MÉTHODE
Le gouvernement prépare une nouvelle loi visant les études d'impact sur l'environnement. On invite à lire le projet de texte et à envoyez des commentaires	**Méthode axée sur l'information**
Employez la méthode Pro Silva pour gérer les forêts : elle réduit vos coûts par cinq, génère un revenu régulier, favorise la pousse du sous-bois et renforce le système immunitaire des forêts	**Méthode axée sur l'information**
Votre forêt n'est pas votre seule propriété, elle appartient à tous les êtres qui y vivent et aux générations futures	**Méthode axée sur l'émotion**
Nous devons préserver nos ressources naturelles pour les générations futures; chaque humain a droit à un environnement sain	**Méthode axée sur l'émotion**
Journée de la diversité biologique : le monde change, faites-nous part de vos idées et participez à notre concours d'affiches, de vidéos sur portables et à de nombreuses autres activités	**Méthode axée sur les comportements**
Nous pouvons maintenant cesser d'utiliser les produits chimiques X et les remplacer par les produits chimiques Y, moins nocifs pour l'environnement et tout aussi économiques	**Méthode axée sur les comportements**

Étape 4 : Élaborer la stratégie et choisir les partenaires

AIDE-MÉMOIRE : Quand est-il bon de faire appel à des partenaires?

Collaborer avec d'autres organisations peut faciliter l'atteinte des objectifs du projet ou du programme.

Il faut envisager d'établir des partenariats à cette étape de la planification de la stratégie. Un organisme qui possède une bonne crédibilité auprès des groupes cibles et qui dispose des moyens de communication voulus peut offrir de nombreux avantages.

Pour prendre une décision :

☐ Recenser les organisations qui entretiennent des liens avec les groupes cibles et celles qui véhiculent les mêmes valeurs, connaissances et pratiques.

☐ Déterminer les avantages potentiels d'un partenariat avec ces organisations :

- connaissances, compétences, réseaux, autres ressources.
- augmentation de la crédibilité du message.
- possibilité d'atteindre les groupes cibles.

☐ Déterminer les inconvénients potentiels d'un partenariat :

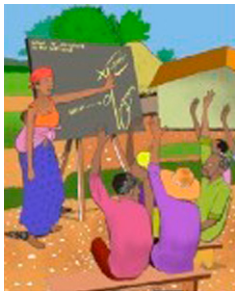
- processus décisionnel plus complexe.
- divergences sur le plan des objectifs et de la culture.
- ressources nécessaires pour établir le partenariat.

☐ Soupeser les avantages et les inconvénients et décider si les partenariats peuvent contribuer au projet ou au programme.

Étape 5 : Formuler les messages

Que veut-on communiquer ? Quel est le message ?

L'échange de messages est au cœur de la démarche de communication entreprise par les coordonnateurs des SPANB. Un bon message est la clé du succès. Il doit transmettre ce que l'on veut que les groupes cibles sachent, pensent ou fassent et pourquoi ils devraient le savoir, le penser ou le faire. La présente section est destinée à faciliter la formulation de messages efficaces.



Programme des zones humides de l'Ouganda

Le contenu du message

Le message doit traduire l'objectif de la communication qui vise le groupe cible.

Il doit renfermer des mots que le groupe cible comprend facilement.

Par où commencer ?

Pour composer un bon message, il faut bien connaître et comprendre le problème ainsi que les connaissances, attitudes et pratiques du groupe cible.

- Définir globalement ce qui doit être transmis aux groupes cibles.
- Le thème principal doit correspondre à l'objectif de la communication.
- Veiller à ce que le message concorde avec la mission et/ou les politiques de l'organisation.
- Formuler les sous-thèmes qui décrivent les avantages tirés par les groupes cibles.

Comment faire preuve de créativité ?

Les communicateurs doivent rendre le message vivant ! La conservation est une question importante, mais elle n'intéresse pas tout le monde. La formulation d'un message comporte un aspect analytique et un aspect créatif. On ne peut faire preuve de créativité que si l'on a une idée claire de la situation et des changements à apporter. Pour explorer toutes les possibilités, il convient d'organiser une session de « remue-méninges ».

Le « remue-méninges » est une technique de résolution de problème qui encourage les membres d'un groupe à exprimer spontanément leurs idées. L'important est de ne pas interrompre le déroulement de la pensée et de ne pas remettre en question ce qui est dit. Les idées sont prises comme elles viennent et stimulent la production d'autres idées.

Étape 5 : Formuler les messages

Comment formuler un message ?

Message – Organisation (émetteur)

Le message doit être fidèle à l'image et à l'identité de l'émetteur, faute de quoi la communication manquera de crédibilité. Par exemple, si une société reconnue pour rejeter des déchets dangereux ou pour ne pas se préoccuper de la population locale envoie une brochure sur l'importance qu'elle prête à la diversité biologique, le message n'aura aucun impact. Elle pourra même avoir un effet négatif.

Message – Groupe cible

Pour que le message donne les résultats escomptés, il doit être compris et accepté par le groupe cible. Il doit aussi correspondre aux caractéristiques du groupe : connaissances, attitudes, niveau d'éducation, mode de vie, intérêts, liens avec le problème et les solutions, etc.

Message – Objectifs sur le plan des connaissances, attitudes et comportements

Le message doit être conforme aux objectifs de la communication (connaissances, attitudes et/ou comportements). Quand on vise principalement à informer, le message doit renfermer des faits sur le problème, les causes et les solutions. Tenter de persuader ne convient pas dans ce cas.

Par contre, si on cherche à influencer les attitudes le message doit faire appel aux émotions (par exemple, donner une bonne image d'une ONG dans le cadre d'une collecte de fonds).

Message – Stratégie

Le message doit coller à la stratégie de communication. En outre, il doit être conforme à la méthode adoptée (axée sur l'information, l'émotion ou l'action). Le ton doit être en accord avec la stratégie (p. ex. humoristique, menaçant, informatif/scientifique, direct/informel).

Message – Mode de communication

On cite souvent la fameuse phrase du grand maître de la communication, Marshall Mcluhan : « Le média est le message ». Il est évident que la combinaison mode de communication - message peut renforcer ou amoindrir l'effet obtenu. Par exemple, si un gouvernement qui n'a jamais été à l'écoute des communautés locales diffuse une brochure affirmant qu'il valorise leurs avis sur la conservation de la nature, le message manquera de crédibilité. En revanche, si le message est transmis par un groupe de représentants gouvernementaux lors d'une réunion de village où la population est invitée à donner son opinion et à partager ses idées, l'opération pourrait être plus convaincante.

Comment pré-tester les messages et les modes de communication ?

Une fois le message composé, il est bon de procéder à une vérification préalable de son efficacité (et de celle du mode de communication) pour s'assurer qu'il est reçu de la manière souhaitée. En procédant ainsi avant la production, on évite toute erreur coûteuse et embarrassante. Au Swaziland, un artiste avait dessiné des femmes assises sur des chaises conversant avec des hommes. Ce dessin était contraire à la culture locale, les femmes auraient dû être assises sur le sol. Il a détourné les gens du contenu du message qui traitait de la diversité biologique.

Un prétest permet de déceler les erreurs d'interprétation éventuelles ou le manque de clarté dans les illustrations et le contenu, avant l'impression et la diffusion à grande échelle. Comme le message est étroitement lié au mode de communication utilisé, il est également intéressant de tester ce dernier.

On néglige souvent de procéder à un prétest, alors qu'il s'agit d'une étape essentielle. Un « échantillon » du message est présenté au groupe cible afin de voir si :

- le message est compris;
- le message est accepté et approuvé;
- le ton de la voix ou la forme du message convient;
- le message a un effet sur le groupe cible;
- le message est interprété de manière inattendue.

Le prétest est une forme d'étude de marché. On procède généralement à une recherche qualitative, en réalisant des entretiens en tête à tête avec une vingtaine de répondants appartenant, de préférence, au groupe cible.

Qu'est-ce qu'une vérification minimale ?

Lorsqu'on manque de temps, d'argent ou de personnel pour un effectuer un prétest, le message peut être au moins soumis à une « vérification préventive » menée avec un petit groupe de personnes qui n'ont pas participé à l'élaboration du message.

Les personnes associées à la formulation d'un message peuvent ne pas ressentir certains effets, comme une forte résistance causée par le ton du message. Le résultat est catastrophique si ces effets n'apparaissent que plus tard, après la parution d'une publicité dans un journal à grand tirage, par exemple. Un conjoint, une connaissance, des voisins ou des employés peuvent participer à ce type de vérification.

EXEMPLE : La teneur des messages

Communication visant des propriétaires de forêts privées en vue d'encourager une gestion respectueuse de la diversité biologique.

Le message adressé aux propriétaires avant-gardistes (prêts à essayer une nouvelle approche) pourrait avoir les objectifs suivants :

- Attirer leur attention sur une nouvelle façon de gérer les forêts;
- Les inciter à s'informer sur les méthodes de gestion à faibles intrants;
- Les amener à adopter les nouvelles méthodes, en raison des avantages qu'elles présentent.

Le principal message visant à présenter la nouvelle méthode de gestion aux propriétaires privés et aux ingénieurs forestiers est :

« Abaissez vos coûts, gagnez des revenus réguliers, travaillez pour la nature et la société ».

Les divers éléments de ce message sont appuyés par une série de messages plus détaillés qui seront transmis progressivement :

- Le reboisement classique est cinq fois plus coûteux que les méthodes Pro Silva;
- La coupe sélective génère des revenus réguliers;
- La coupe sélective crée des « trouées naturelles » propices à la régénération;
- Il est conseillé de poursuivre la coupe sélective que lorsque la régénération se fait dans les trouées
- La question la plus importante est de savoir « quel arbre abattre »
- Les surveillants du Service national des forêts ne sont pas vos ennemis, mais des conseillers en matière de coupe sélective
- Réglementer la chasse permet d'avoir un sous-bois plus développé
- La forêt n'est pas votre seule propriété, elle appartient à tous les êtres vivants
- Les milliers d'espèces qui vivent dans le bois mort sont indispensables au maintien du système immunitaire de la forêt
- Les visiteurs sont également vos clients!

Source : Varga Béla, Zanati Laszlo et Frits Hesselink, « Communicating Biodiversity to Private Forest Owners in Hungary » dans *Communicating Biodiversity Conservation to Forest Owners in Eastern Europe, major issues and Model Communication Strategies*, sous la direction de Piotr Tyszko, UICN 2004

AIDE-MÉMOIRE : Prétester les messages

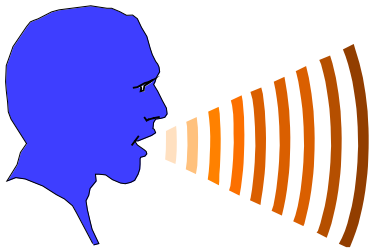
- ☐ **Compréhension** : Le groupe cible comprend-il le message ? Existe-t-il des interprétations inattendues?
- ☐ **Pertinence :** Le groupe cible a-t-il le sentiment que le matériel présenté a été conçu pour lui?
- ☐ **Perceptibilité** : Le matériel présenté attire-t-il l'attention du groupe cible?
- ☐ **Mémorabilité** : Le groupe cible se souvient-il du message après y avoir été exposé un certain nombre de fois?
- ☐ **Crédibilité** : Le groupe cible a-t-il confiance dans le message/l'émetteur/la source?
- ☐ **Acceptabilité** : Le matériel présenté et le message correspondent-ils aux valeurs et à la culture du groupe cible ? Décelez-vous des erreurs que vous pouvez corriger maintenant?
- ☐ **Attrait** : Le groupe cible a-t-il pris le dépliant, lu l'affiche ou regardé le message télévisé qui lui était destiné?
- ☐ **Modification des connaissances, attitudes ou pratiques** : Après avoir été exposé au matériel présenté, le groupe cible a-t-il enrichi ses connaissances sur le sujet ou modifié ses attitudes, croyances ou intentions?

Étape 6 : Décider des modes de communication

Comment faire passer le message ?

Le mode de communication crée le lien avec les groupes cibles

Dans cette phase de l'établissement d'un plan de communication stratégique, il faut choisir les moyens par lesquels le message sera transmis au groupe cible. Les « moyens », « modes » ou « voies » de communication permettent au message d'être vu ou entendu. Ils sont très importants pour la réussite de tout projet car ils assurent le lien entre votre organisation et le groupe visé.



Diversité des moyens

Il existe de multiples modes de communication, adaptés à différentes situations. Les entretiens en tête à tête sont particulièrement utiles. Pour les coordonnateurs des SPANB, s'entretenir avec la personne (voulue) à l'extérieur du lieu de travail peut donner d'excellents résultats à faible coût.

ERREURS FRÉQUENTES : RÉFLEXION INSUFFISANTE SUR LE CHOIX DU MÉDIA

- Les projets de conservation de la nature font souvent appel aux médias de masse, affiches, brochures ou films sans avoir envisagé au préalable la gamme de moyens existants pour résoudre un problème donné.
- On oublie fréquemment que l'outil de communication le plus puissant est la rencontre en tête à tête.

Pièges à éviter dans le choix des moyens

PIÈGE	RÉSULTAT HABITUEL
Consacrer beaucoup de temps et d'énergie à l'élaboration d'une stratégie de communication, et très peu au moyen de diffusion (p. ex. une brochure ou un DVD)	Le moyen employé ne plaît pas ou la qualité du produit est insuffisante pour instaurer la crédibilité voulue auprès du groupe cible
Investir dans le mode de communication avant d'avoir répondu aux questions clés concernant la stratégie	Les objectifs fixés ne sont pas atteints

Quels modes de communication employer ?

Le choix varie selon les objectifs définis, les caractéristiques du groupe cible, le message à transmettre, le budget disponible et l'expérience acquise en utilisant divers médias.

Les *modes interpersonnels*, qui visent à établir un contact direct entre les parties, prennent de nombreuses formes.

Ejemplos de medios interpersonales de comunicación

- Dialogues, conversations en tête à tête
- Discussions de groupe
- Conférences
- Colloques
- Déplacements organisés
- Visites à domicile
- Tables rondes
- Expositions
- Réunions
- Ateliers
- Appels téléphoniques
- Service d'information électronique (questions-réponses)
- Discussions sur Internet

Avantages

- Chaque situation est unique parce qu'elle est fondée sur une interaction.
- C'est une méthode souple. En effet, lors d'un entretien ou d'une réunion, il est possible de modifier le ton de sa voix, de modifier la stratégie ou même le contenu de la communication en fonction de la situation.

Étape 6 : Décider des modes de communication

Les médias de grande diffusion

EXEMPLES DE MÉDIAS DE GRANDE DIFFUSION		
• Journaux • Communiqués de presse • Magazines • Bulletins • Manuels • Brochures, dépliants, prospectus	• Lettres • Radio • Cassettes • Télévision • Vidéos • Affiches	• Auto-collants • Bannières • Babillards • CD-ROM • Sites Web

Inconvénients	Avantages
• Le message est « figé » • Il existe peu de possibilités de le modifier une fois qu'il est émit	• Peut rejoindre de vastes auditoires • Mise à profit de la crédibilité du média.

Comment choisir un bon mode de communication?

Le mode choisi aide-t-il à réaliser les objectifs de la communication?

Est-ce le mode de communication le plus adapté pour atteindre les buts ou objectifs fixés ? Répondre à cette question exige un bon jugement.

Exemple : Les communications interpersonnelles (visites à domicile, réunions, etc.) sont plus efficaces que les grands médias (publicité dans un journal). C'est par exemple le cas si l'on veut obtenir l'appui d'une communauté dans une campagne contre une centrale nucléaire.

Le mode choisi permet-il d'atteindre le groupe cible?

Le groupe cible doit avoir un accès facile aux moyens de communication adoptés et doit leur accorder crédibilité. Il doit bien comprendre le média employé. Le média doit être évalué en fonction de sa portée, de son coût et de la manière dont on le perçoit. On se demande ici quels médias sont les plus appréciés, les plus crédibles, les plus accessibles, etc..

Le mode de communication choisi renforce-t-il le message?

Le grand maître de la communication, Marshall Mcluhan, utilisait une formule célèbre pour répondre à cette question : « *Le média est le message* ». La combinaison du médium et du message peut renforcer ou amoindrir l'effet obtenu.

Exemple: Si un gouvernement qui n'a jamais été à l'écoute des communautés locales publie une brochure affirmant qu'il valorise leurs avis sur la conservation de la nature, le message manque de crédibilité. En revanche, si le message est transmis par un groupe de représentants gouvernementaux lors d'une réunion de village où la population est invitée à donner ses opinions et à partager ses idées, l'opération est beaucoup plus convaincante.

Le mode choisi respecte-t-il le budget?

Le budget est un critère important dans le choix du mode de communication. Il faut comparer les coûts de production et de distribution à l'impact désiré. Quand le budget est serré, il faut :

- Envisager de recourir à des moyens bon marché et à fréquence élevée (journaux, publicité gratuite dans les revues, bulletins, etc.) plutôt qu'à des médias coûteux (p. ex. vidéo) qui peuvent ne pas être aussi efficaces.
- Demander à d'autres organisations d'utiliser leurs propres moyens de communication; la coopération fait économiser.
- Envisager de communiquer de manière intensive avec le groupe cible le plus important au lieu de communiquer de manière superficielle avec plusieurs groupes.

AIDE-MÉMOIRE : Choisir le mode de communication

- ☐ Le mode de communication aide-t-il à atteindre les objectifs de la communication?
- ☐ Le mode de communication est-il crédible et adapté aux particularités des groupes cibles? Est-il facile d'accès pour ces groupes?
- ☐ Le message est-il renforcé par le mode de communication?
- ☐ Quel est le mode de communication qui offre une portée et un impact optimal tout en respectant le budget?
- ☐ Quelle est l'expérience acquise relativement au média et à son impact?

Toujours prétester le message et le mode de communication

- ☐ Veiller à ce que le mode de communication plaise et donne l'effet voulu.
- ☐ S'assurer que le message n'a pas été interprété d'une façon inattendue.

Étape 7 : Organiser la communication et informer les partenaires

Qui fait quoi ? Comment organiser les activités de communication ?

L'efficacité d'un projet de communication repose en grande partie sur l'organisation.

Il est essentiel de répartir soigneusement les tâches et les responsabilités pour ne pas rater certaines étapes ou échéances déterminantes. Si l'on passe outre à ces étapes, la manière de fonctionner de l'équipe et de coordonner l'ensemble des activités manquera de clarté.

ERREURS FRÉQUENTES : TOUT FAIRE SOI-MÊME

- Les experts en diversité biologique ont tendance à se charger eux-mêmes de la plupart des activités de communication afin de contrôler le processus et de s'assurer que l'information soit valide. Cela peut être inefficace si les experts :
  - sont considérés par les groupes cibles comme des personnes ne partageant pas leurs préoccupations;
  - n'ont pas les aptitudes voulues pour transmettre correctement le message;
  - n'ont ni les connaissances, ni les compétences nécessaires pour organiser des réunions interactives, etc.

Il est préférable que les coordonnateurs des SPANB gèrent le processus et délèguent les activités de communication à des spécialistes et organisations pouvant largement diffuser le message par le biais de leurs membres et réseaux (p. ex. publicité gratuite dans les médias, bulletins ou revues d'ONG, autorités locales, etc.)

Comment collaborer efficacement avec les partenaires ?

Les coordonnateurs des SPANB étant très occupés, ils doivent souvent faire appel à des organisations partenaires pour réaliser des projets de communication complexes et de longue haleine qui s'adressent à plusieurs groupes et qui portent sur de nombreuses questions.

Plusieurs organisations peuvent être associées au plan de communication et à sa mise en œuvre.

Chacune d'elle peut se charger d'un volet du projet. Il est essentiel de bien informer l'ensemble des partenaires si l'on veut que les efforts soient coordonnés et efficaces.

Il est essentiel d'informer les intermédiaires et les spécialistes quand on organise des activités de communication. L'aide-mémoire ci-après donne des indications à ce propos.

AIDE-MÉMOIRE : Informer les partenaires

Il faut toujours consigner les informations sur le mandat confié sous la forme d'un compte-rendu écrit. Toutefois, il est très bon de prévoir également une rencontre en tête à tête. En bout de ligne, il convient de s'assurer que tout est bien compris.

Consacrer suffisamment de temps à cette activité.

Lorsque vous préparez un compte-rendu, il est suggéré d'expliquer et de décrire les éléments suivants :

☐ 1. Raison d'être du mandat (situation actuelle, problème à résoudre ou question à examiner);

☐ 2. Tâche(s) ou attribution(s);

☐ 3. Groupes cibles (le plus précisément possible: qui exactement?);

☐ 4. Objectifs de la communication (que voulons-nous obtenir?);

☐ 5. Stratégie de communication (quels moyens prendrons-nous pour atteindre tel objectif?);

☐ 6. Budget;

☐ 7. Conditions (style maison, formats, rapports, etc.);

☐ 8. Exemples des résultats souhaités (dessins, impressions, etc.);

☐ 9. Échéances.

On peut ajouter des annexes aux comptes-rendus, notamment :

- Listes d'adresses;
- Renseignements sur les autres thèmes en compétition avec l'enjeu adressé;
- Renseignements sur les projets précédents se rapportant à l'enjeu;
- Renseignements sur les objectifs à long terme de l'organisation, etc.

Étape 8 : Planifier les étapes et les activités

Comment planifier les activités de communication ?

Les coordonnateurs des SPANB doivent élaborer le plan des activités nécessaires pour réaliser les objectifs de la communication. Un aperçu schématique indiquant « *qui fait quoi* » et « *quand* » est très efficace. Il est parfois bon d'établir deux plans, un pour la préparation des activités, l'autre pour leur exécution. Le plan doit être très détaillé dans certains cas alors qu'une ébauche peut suffire dans certaines circonstances.

Il est important de fixer les grandes étapes à suivre au cours de la phase de planification de la stratégie de communication. On cherchera ici à déterminer le moment de réalisation des grandes étapes. Passer outre à cette étape de la planification pourra entrainer un report des activités. Cela ira au détriment des objectifs.

Règles à suivre pour la planification :

- Faire preuve de réalisme : tenir compte du temps nécessaire pour atteindre les objectifs du projet ET du temps à consacrer au processus organisationnel. C'est particulièrement important lorsque le coordonnateur travaille avec des partenaires et des intermédiaires.
- Prévoir suffisamment de temps pour planifier sa propre communication.
- Prévoir du temps pour la communication interne, notamment avec les décideurs au sein de l'agence ou du ministère qui met en œuvre les SPANB.
- Prendre en considération les compétences du gestionnaire chargé d'exécuter le plan de communication.

Ne pas oublier : « la communication interne doit se faire avant la communication externe ».

ERREURS FRÉQUENTES

- Ne pas prévoir assez de temps : Il faut du temps pour bénéficier pleinement des bénéfices de la communication – s'entretenir en profondeur avec les parties prenantes, gagner leur confiance et leur faire sentir qu'elles sont des partenaires à part entière dans le projet;
- Lancer les activités de communication sans avoir établi de calendrier réaliste : On peut éviter cette erreur en suivant les règles de base de la gestion de projet.

Étape 8 : Planifier les étapes et les activités

AIDE MÉMOIRE : Planifier la communication

Questions à se poser pour bien planifier les activités :

- ☐ **Quelles tâches doivent être accomplies pendant la préparation des activités de communication?**
- ☐ **Quelles tâches doivent être effectuées au cours des activités de communication?**
- ☐ **Quelles personnes doivent participer, de quelle façon, à quel moment?**
- ☐ **Qui est responsable de chaque volet du plan?**
- ☐ **Qui coordonne les activités conjointes?**
- ☐ **Quelles étapes peut-on définir, qui s'assurera qu'elles ont été exécutées?**

AIDE MÉMOIRE : Les facteurs d'échec

- ☐ **Utilisation insuffisante des rapports d'activité;**
- ☐ **Manque de compétence, d'influence ou d'autorité du chef de projet;**
- ☐ **Manque d'influence des partenaires;**
- ☐ **Mauvaise coordination avec les partenaires;**
- ☐ **Lien insuffisant avec les partenaires;**
- ☐ **Participation insuffisante de l'équipe de projet à la prise de décision;**
- ☐ **Participation insuffisante de l'équipe de projet à la résolution des principaux problèmes;**
- ☐ **Structuration excessive des tâches au sein de l'équipe;**
- ☐ **Mauvaise coordination avec le ministère quant à la mise en œuvre;**
- ☐ **Projet le plus complexe jamais géré par le ministère;**
- ☐ **Fonds insuffisants pour lancer le projet de communication ou budget sous-évalué;**
- ☐ **Calendrier irréaliste;**
- ☐ **Procédures inadéquates en cas de changement apporté au plan ou aux partenariats.**

Étape 9 : Budgétiser les activités

Combien cela va-t-il coûter ? Comment budgétiser la communication ?

La plupart des coordonnateurs des SPANB disposent de budgets restreints. Comment en tirer le maximum possible? Voilà une question stratégique importante. Les gens ont tendance à se décourager lorsque les projets sont à moitié réalisés ou que l'on attise leurs attentes sans leur montrer de résultats. Il est indispensable de maintenir de bonnes relations avec les groupes cibles et d'intégrer le budget de communication dans le programme ou à même le budget consacré à un projet. Cela permettra d'éviter un échec. Il est préférable de commencer modestement que d'échouer faute de fonds. *Dans le domaine de la communication, la qualité, le temps et l'argent sont interdépendants.*

Éléments à prendre en compte dans le calcul du budget :

- **Le personnel** : Combien d'employés doivent participer au projet et combien de temps doivent-ils y consacrer?
- **Le personnel :** Faut-il embaucher des consultants et des experts? Si oui, combien cela coûtera-t-il?
- **La production** : Combien coûteront la conception et la réalisation du matériel de communication?
- **La distribution** : Quels seront les coûts de la diffusion du matériel de communication?
- **Les médias** : Combien coûtera la publication de l'information dans les journaux ou la diffusion à la radio et à la télévision?
- **Les tâches administratives** : À combien s'élèveront les frais de fournitures de bureau, d'envoi postal, de téléphone, de photocopie, etc.?
- **La marge de sécurité** : Combien doit-on réserver pour les imprévus?

ERREURS FRÉQUENTES : BUDGET IRRÉALISTE

- On consacre régulièrement des sommes importantes à de grosses campagnes médiatiques alors qu'elles ont souvent un impact limité…

POURTANT

- Les décideurs hésitent à investir dans des approches plus efficaces (p. ex. groupes de discussion, tables rondes, association de plusieurs parties prenantes), qui peuvent certes prendre plus de temps que la production d'un film, d'une vidéo ou d'une émission de télévision, mais qui sont moins coûteuses et qui ont un impact important.

Comment communiquer avec un budget serré ?

La communication professionnelle nécessite de l'argent et du personnel.

Lorsque le budget est serré, plus de temps doit être consacré au projet pour obtenir la même qualité.

Si l'on manque de temps, il faut soit réduire ses ambitions et accepter une qualité moindre, soit adopter une stratégie particulièrement bien pensée.

CONSEILS POUR UNE COMMUNICATION BIEN PENSÉE QUAND LE BUDGET EST SERRÉ

- Obtenir une couverture nationale dans les médias grâce à une bonne stratégie de relations publiques;
- Proposer aux médias une histoire exclusive, surtout si elle est présentée comme une exclusivité (lien avec des événements locaux, aspect humain important);
- Utiliser les voies de communication d'organisations qui cherchent à avoir une image plus soucieuse de l'environnement;
- Rédiger un article pour des magazines lus par les groupes cibles;
- Demander à une personnalité publique de parler de la question.

Étape 9 : Budgétiser les activités

AIDE-MÉMOIRE : Les sources de financement

Los presupuestos nacionales para implementar las ENBPA deben incluir un presupuesto para la comunicación. Algunas fuentes de financiación incluyen:

Une partie du budget affecté à la mise en œuvre des SPANB doit être consacrée à la communication. Voici une liste proposant d'autres sources de financement :

☐ **1. Fonds publics**

- Sommes provenant directement du budget de l'État;
- Obligations d'État et taxes réservées à la conservation;
- Recettes de loterie;
- Plaques d'immatriculation des véhicules de luxe;
- Timbres fauniques.

☐ **2. Subventions, dons et financement de projets**

- Organisations internationales;
- Coopération bilatérale;
- Fondations, ONG et fonds spéciaux voués à la conservation;
- Secteur privé.

☐ **3. Revenus du tourisme**

- Droits d'entrée dans les aires protégées;
- Tarifs des activités de plongée et de navigation de plaisance;
- Frais d'aéroport et de croisière, taxes et amendes;
- Taxes d'hébergement;
- Contributions volontaires de l'industrie touristique.

☐ **4. Taxes, permis, amendes, redevances**

- Surtaxes immobilières affectées à la conservation;
- Droits de pêche;
- Frais d'accès à des zones de pêche sportive;
- Amendes et fonds pour les déversements d'hydrocarbures;
- Redevances d'extraction minière, gazière et pétrolière en haute mer;
- Revenus de la production hydroélectrique.

☐ **5. Investissements**

- Investissement du secteur privé en faveur de la conservation de la diversité biologique;
- Prospection en faveur de la diversité biologique

Étape 10 : Assurer le suivi et l'évaluation

Qu'est-ce qui a été accompli ? Comment évaluer les résultats ?

L'évaluation est une étape très importante. Elle doit viser à estimer les *résultats* ou les *effets* des activités de communication qui ont été réalisées au cours de l'élaboration, de l'application et de l'actualisation des SPANB.

Programme des zones humides de l'Ouganda

L'évaluation sert diverses fins

- Justifier les activités de communication auprès des dirigeants de l'organisation et des parties prenantes;
- Savoir quelles méthodes ont été les plus efficaces dans le but de les reproduire dans le cadre de futurs projets;
- Apprendre à mieux organiser et gérer le processus de communication;
- Définir les prochaines étapes après avoir analysé les résultats obtenus.

Il est difficile de mesurer l'évolution des connaissances, attitudes ou pratiques si aucune analyse n'a été effectuée au début de la phase de planification. C'est encore plus ardu si l'on n'a pas déterminé d'indicateurs adéquats au moment de la formulation des objectifs. L'évaluation est souvent négligée même si elle apparaît comme une étape logique.

L'évaluation repose la recherche

Une bonne évaluation nécessite un ensemble d'activités de recherche. Selon les besoins et les ressources disponibles, la recherche peut prendre la forme d'une étude. Celle-ci peut être :

- approfondie (p. ex. interviews téléphoniques d'un large échantillon de membres des groupes cibles afin de déterminer si le message a été efficace, ou
- simple (p. ex. entretiens avec quelques leaders d'opinion et personnes clés pour savoir comment ils ont perçu les activités de communication et la manière dont a été planifié l'ensemble des activités de communication).

IL N'EST PAS FACILE D'ÉVALUER L'EFFICACITÉ D'UNE ACTIVITÉ DE COMMUNICATION CAR :

- la communication n'est pas une action isolée et il est difficile d'associer de manière certaine une cause à un effet.
- la plupart des groupes cibles croulent sous les messages émanant d'un grand nombre de sources.
- un adage bien connu dans le domaine de la publicité est : « *la moitié de chaque dollar dépensé ne rapporte rien, mais nous ne savons pas de quelle moitié il s'agit* ».

ERREURS FRÉQUENTES : ABSENCE D'INDICATEURS DE RÉSULTATS, PAS DE TEMPS NI DE BUDGET POUR L'ÉVALUATION

- On n'a pas défini d'indicateurs d'évaluation adéquats au moment d'établir les objectifs de la communication;
- L'évaluation ne fait pas partie intégrante des activités prévues dans la stratégie et ne bénéficie ni d'un budget ni d'une allocation de temps appropriée.

Sans une évaluation planifiée avec soin, il est impossible de connaître les véritables effets d'une stratégie de communication ou de tirer des leçons des expériences passées.

Glossaire de la diversité biologique[1]

Accès et partage des avantages (APA)

Comme le stipule l'article premier de la Convention sur la diversité biologique, un des trois objectifs de la Convention est le «partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques, notamment grâce à un accès satisfaisant aux ressources génétiques et à un transfert approprié des techniques pertinentes, compte tenu de tous les droits sur ces ressources et aux techniques, et grâce à un financement adéquat». La CDB a plusieurs articles (en particulier l'article 15) consacrés aux aspects internationaux de l'accès aux ressources génétiques.

Appauvrissement de la diversité biologique

Depuis que les êtres humains ont pour la première fois occupé la planète Terre et commencé à chasser des animaux, à ramasser et à couper du bois, ils ont eu un impact sur la diversité biologique. Ces deux derniers siècles, l'accroissement démographique, la surexploitation des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement se sont soldés par un appauvrissement de plus en plus rapide de la diversité biologique. Le nombre des espèces diminue et certaines sont même menacées d'extinction tandis que les écosystèmes souffrent de dommages et disparaissent.

- Selon les estimations, 80% de la forêt originale qui couvraient la Terre il y a 8 000 ans ont été défrichés, endommagés ou fragmentés.
- Quelques experts estiment le taux d'extinction des espèces à de 1 000 à 10 000 fois de plus que le taux naturel normal.
- Un échantillon de 23 oiseaux agricoles et de 24 oiseaux forestiers suivis dans 18 pays européens fait ressortir une diminution de 71% entre 1980 et 2002.

Approche écosystémique

L'approche écosystémique est une stratégie de gestion intégrée des ressources en terre, en eau et biologiques qui encourage la conservation et l'utilisation durable d'une manière équitable. Elle place les besoins de l'homme au coeur de la gestion de la diversité biologique et vise à gérer l'écosystème sur la base des fonctions multiples que les écosystèmes remplissent et des usages multiples de ces fonctions. L'approche écosystémique n'a pas pour objet de réaliser des gains économiques à court terme; elle cherche plutôt à optimiser l'utilisation d'un écosystème sans y porter atteinte.

Banque de semences

Un instrument conçu pour assurer la conservation *ex situ* de variétés végétales isolées par le biais de la préservation et du stockage de semences.

Biodiversité

Par biodiversité ou diversité biologique, on entend la diversité de vie sous toutes ses formes : la diversité des espèces, des variations génétiques à l'intérieur d'une espèce et des écosystèmes. Il est difficile de surestimer l'importance de la diversité biologique pour la société humaine. Selon les estimations, quelque 40 p.100 de l'économie mondiale reposent sur des produits et procédés biologiques. Les pauvres, notamment ceux qui vivent dans des zones où la productivité agricole est faible, dépendent particulièrement de la diversité génétique de l'environnement.

1. Le présent glossaire est fondé sur les sources suivantes : www.unep-wcmc.org/reception/glossaryM-R.htm
http://pubs.wri.org/pubs_content_text.cfm?ContentID=487
http://www.edu.gov.nf.ca/curriculum/teched/resources/glos-biodiversity.html
http://ec.europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/04/27
http://www.foe.co.uk/resource/local/saving_wildlife_sites/glossary/biodiversity_action_plans.htm
http://www.iucn.org/themes/CEM/ourwork/ecapproach/index.html
http://en.wikipedia.org/wiki/Ecosystem_services
http://www.iucnredlist.org/info/introduction
La version finale de ce glossaire a été vérifiée par Jeff McNeely, scientifique en chef de l'UICN.

Biome

Grande portion du milieu naturel délimitée par un espace géographique particulier (comme une forêt de sapins ou un pâturage). Chaque région est caractérisée par une végétation distincte et est maintenue dans une large mesure par des conditions climatiques locales.

Biotechnologie

Toute technologie appliquée aux organismes vivants pour les rendre plus utiles à la population.

Brevet

L'octroi par l'État de droits de monopole temporaires sur des procédés ou produits innovateurs.

Capacité de charge

Le nombre maximum de personnes ou d'individus d'une espèce particulière qu'une partie de l'environnement peut soutenir indéfiniment.

Cogestion

Le partage de l'autorité, de la responsabilité et des avantages entre les communautés gouvernementales et locales dans le domaine de la gestion des ressources naturelles.

Cogestion d'une ressource

La gestion d'une ressource spécifique (comme une forêt ou un pâturage) par un groupe bien défini d'utilisateurs de ressources habilités à en réglementer l'utilisation par les membres et les tiers.

Collectivités locales (organisations ou mouvements)

Personnes ou société opérant à un niveau local plutôt que dans la sphère politique formelle.

Conservation

La gestion de l'utilisation humaine de la nature de telle sorte qu'elle puisse offrir aux générations actuelles les avantages durables les plus grands tout en conservant le potentiel qu'elle a de répondre aux besoins et aspirations des générations futures.

Conservation de la diversité biologique

La gestion des interactions humaines avec les gènes, les espèces et les écosystèmes de manière à fournir les avantages maximum à la génération actuelle tout en conservant le potentiel qu'ils ont de répondre aux besoins et aspirations des générations futures; elle englobe la sauvegarde, l'étude et l'utilisation durable de la diversité biologique.

Conservation ex situ

Une méthode de conservation d'éléments constitutifs de la diversité biologique en dehors de leur milieu naturel. Entraîne le prélèvement de ressources génétiques (semences, pollen, sperme, organismes isolés) de leur habitat ou milieu naturel original.

Conservation in situ

Une méthode de conservation d'éléments constitutifs de la diversité biologique dans leur milieu naturel. Cherche à préserver l'intégrité génétique des ressources génétiques en les conservant dans leur habitat ou dans leur milieu naturel d'origine, et ce, en respectant la dynamique évolutive des écosystèmes.

Critères d'utilisation des terres

Ces critères sont en rapport avec la croissance et le rendement des cultures et des arbres, l'élevage ainsi que la gestion et la conservation des terres elle même.

Dégradation des habitats

La diminution de la qualité des habitats qui se solde par une réduction de la capacité de soutenir les espèces de flore et de faune. Les activités humaines qui causent une dégradation des habitats comprennent les activités entrainant la pollution ou l'introduction d'espèces envahissantes. Les effets défavorables peuvent devenir immédiatement perceptibles, mais peuvent aussi avoir une nature cumulative. La diversité biologique finira par disparaître si les habitats se dégradent au point où les espèces qui s'y trouvent ne réussissent plus à survivre.

Développement durable

Développement qui répond aux besoins et aux aspirations de la génération actuelle sans nuire aux besoins et aux aspirations des générations futures.

Diversité culturelle

Variété et formes multiples des structures sociales humaines, des systèmes de croyance et des stratégies d'adaptation aux situations dans différentes parties du monde. La langue est un bon indicateur de la diversité culturelle. Aujourd'hui, plus de 6 000 langues sont parlées à travers le monde.

Diversité des espèces

Le nombre et la variété des espèces trouvées dans une zone précise à même une région.

Diversité écosystémique

La variété des écosystèmes présents à même un paysage élargi, allant du biome (l'unité écologique la plus grande) au microhabitat.

Diversité génétique

La variété de gènes dans une population, une espèce, une variété ou une race particulière.

Droits de propriété intellectuelle

Droits qui habilitent un inventeur à exclure du marché les imitateurs, et ce, pendant un certain temps.

Écologie

Une branche de la science traitant de la relation entre les organismes et leur environnement; l'étude des écosystèmes.

Écosystème

Les écosystèmes sont des communautés de plantes et d'animaux autorégulatrices qui interagissent l'une avec l'autre et avec leur environnement non biologique (forêts, zones humides, montagnes, lacs, fleuves, déserts et paysages agricoles. Ils sont vulnérables à l'interférence car la pression exercée sur un élément peut bouleverser l'équilibre tout entier. Ils sont également très vulnérables à la pollution. De nombreux écosystèmes ont déjà été perdus et de nombreux autres sont menacés. Les forêts de la planète abritent près de la moitié de la diversité biologique dans le monde mais elles disparaissent au rythme de 0,8% par an. Les forêts tropicales le font quant à elles au rythme de 4% par an.

Écotourisme

Voyages entrepris pour visiter des sites ou régions possédant une qualité écologique ou naturelle exceptionnelle ou prestation de services pour faciliter les voyages qui ont l'impact le moins marqué sur la diversité biologique et le milieu naturel.

Espèces

Un groupe d'organismes capables de se reproduire l'un avec l'autre mais pas avec des membres d'autres espèces.

Espèces envahissantes

Les espèces envahissantes sont celles qui sont introduites – délibérément ou accidentellement – dans un écosystème où elles n'apparaissent pas naturellement et qui menacent les habitats, les écosystèmes ou les espèces autochtones. Ces espèces deviennent envahissantes du fait de leurs taux de reproduction élevés et en faisant concurrence avec les espèces autochtones. L'introduction accidentelle peut être le résultat d'accidents (par exemple lorsque des espèces s'échappent d'un jardin zoologique) ou du transport (par exemple par le relâchement des eaux de ballast d'un navire). L'introduction délibérée peut par exemple être le résultat de l'importation d'animaux ou de plantes ou encore de la modification génétique d'organismes.

Espèces exotiques

Une espèce présente dans une zone extérieure à son aire naturelle historiquement connue en raison de sa dispersion intentionnelle ou accidentelle par l'activité humaine (également appelée espèce introduite).

Espèce indicatrice

Une espèce dont le statut fournit des informations sur la condition générale d'un écosystème ou sur d'autres espèces de cet écosystème.

Espèce indigène

Espèce de faune ou de flore présentes naturellement dans une zone ou région donnée (également appelée espèce autochtone).

Espèces menacées

Une définition technique utilisée pour classer les espèces qui sont menacées d'extinction dans la totalité ou dans une grande partie de leurs aires de répartition. L'UICN définit les espèces comme étant « en péril » si les facteurs causant leur vulnérabilité ou leur diminution continuent d'agir.

Espèces en voie de disparition

Une classification technique des espèces qui risquent d'être menacées d'extinction dans un avenir proche, sur la totalité ou une grande partie de leurs aires de répartition. L'UICN estime à 12 259 le nombre des espèces qui sont menacées d'extinction. L'UICN tient à jour l'inventaire mondial de l'état de conservation des animaux ou des plantes, compilant les données de milliers de scientifiques et écologistes partout dans le monde. Toutefois, ces 12 259 espèces menacées ne représentent que le sommet de l'iceberg. Personne ne sait combien il y a d'espèces sur terre. On sait encore moins comment elles se portent. Le nombre total d'espèces vivantes enregistrées tourne autour de 1,75 million. Ceci étant, plus des deux tiers sont des insectes et autres invertébrés, dont il est extrêmement difficile d'assurer le suivi. Une estimation du nombre réel des espèces sur terre s'élève à 14 millions. Pour sa « Liste rouge des espèces menacées » de 2003, l'UICN a pu faire une évaluation de l'état de conservation de 2 % des 1,53 millions d'espèces pour lesquelles elle a des descriptions. Deux seuls groupes sont réellement bien étudiés : les oiseaux et les mammifères. L'UICN a donc réussi à évaluer la menace pesant sur 100 % des oiseaux et 99 % des mammifères répertoriés.

Espèces sauvages

Organismes captifs ou vivant dans la nature à l'état sauvage qui n'ont pas été soumis à une reproduction pour ne pas en altérer l'état autochtone.

Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (EM)

Un programme de travail international conçu pour répondre aux besoins des décideurs et du public en matière d'information scientifique relative aux conséquences des changements que subissent les écosystèmes pour le bien-être humain ainsi qu'aux possibilités de réagir à ces changements. L'Évaluation a été lancée en juin 2001 par le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, et elle aidera à répondre aux besoins d'évaluation de la Convention sur la diversité biologique, de la Convention sur la lutte contre la désertification, de la Convention de Ramsar sur les zones humides et de la Convention sur les espèces migratrices.

Elle répondra aussi aux besoins d'autres utilisateurs qu'ils soient du secteur privé ou de la société civile. Si l'Évaluation se révèle utile pour ses parties prenantes, il est prévu qu'une procédure d'évaluation similaire soit répétée tous les 5 à 10 ans et que des évaluations des écosystèmes soient faites à intervalles réguliers aux échelles nationales ou subnationales.

Évaluation rurale participative

L'évaluation rurale participative est une méthode relativement nouvelle et différente de faire des recherches axées sur l'action dans les pays en développement. Elle est utilisée pour faciliter la participation des villageois et dirigeants locaux à tous les stades des projets de développement ; de l'identification des besoins et de la prise de décisions à l'évaluation de projets achevés. L'expression peut servir à décrire une nouvelle méthodologie qui fait usage d'une équipe pluridisciplinaire. L'évaluation rurale rapide est une méthode plus prompte pouvant être de nature participative ou non.

Évolution

Un changement progressif. L'évolution organique est un changement génétique d'une génération à une autre chez les organismes.

Extinction

La fin évolutive d'une espèce causée par l'échec de la reproduction et la mort des derniers membres de cette espèce; la non-adaptation naturelle aux changements écologiques.

Facteurs d'appauvrissement de la diversité biologique

Les principaux dangers qui menacent la diversité biologique figurent parmi les suivants :

- L'accroissement démographique signifie une augmentation des besoins d'espace et d'aliments.
- L'expansion urbaine, l'agriculture intensive et la sylviculture empiètent sur les habitats.
- La prolongation des réseaux routiers, ferrés et électriques qui fragmente les habitats et fait fuir quelques espèces.
- La surexploitation des ressources naturelles signifie par exemple que nous consommons trop d'une espèce ou de biens que les écosystèmes fournissent. Elle comprend également la chasse excessive, la collecte et le commerce d'espèces et parties d'espèces.
- La pollution a autant un impact sur la santé des animaux et des plantes que sur la santé humaine. Les catastrophes écologiques comme les déversements d'hydrocarbures ont par exemple des conséquences dévastatrices pour les oiseaux ou pour la faune et la flore marine.
- Il est prévu que, d'ici à la fin du siècle, les changements climatiques feront monter la température de 1,4° à 5,8° Celsius et le niveau de la mer de 9 à 88 cm. De nombreuses espèces ne seront pas en mesure de s'adapter ou de migrer vers d'autres régions. Ces cent dernières années, la température moyenne sur la planète a augmenté d'environ 0,6° Celsius et le niveau de la mer de 10 à 20 cm. Les années 90 ont été les plus chaudes depuis les 1 000 dernières années.
- Les espèces exotiques envahissantes sont des espèces qui s'introduisent dans un écosystème où elles ne sont pas présentes naturellement pour y prospérer et dominer les espèces endémiques. Il arrive souvent qu'elles arrivent sur place en conséquence des activités humaines.
- La population humaine est passée de quelque 1,65 milliards d'habitants en 1900 à près de 6,3 milliards aujourd'hui. D'après l'ONU, la population mondiale sera de 9 milliards d'habitants en 2050. Plus il y a d'habitants, moins il y a de ressources pour la plupart des autres espèces.
- En raison de la surpêche, 80% des stocks de poissons pris par l'Union européenne risquent de s'effondrer.
- En 2001, 40% de toutes les prises de poisson venaient de stocks considérés en deçà de limites biologiques sûres. Pour certains types de poisson, on parle de 60% des prises : morue, églefin, merlan, merlu, poisson rond, saumon et truite de mer.

- D'après une étude publiée en janvier 2004 dans la revue « Nature », les changements climatiques pourraient éliminer un tiers des espèces de la planète d'ici à 2050.
- Importé d'Amérique du Nord comme un animal domestique, l'écureuil gris a provoqué l'extinction au Royaume-Uni et en Italie de l'écureuil d'Europe. La raison qui explique cette situation c'est qu'il est mieux adapté à la recherche d'aliments.
- La perche du Nil a été introduite en 1954 dans le lac Victoria en Afrique. Elle a causé l'extinction de plus de 200 espèces de poissons endémiques.

Faune

Tous les animaux trouvés dans une zone donnée.

Faune sauvage

Animaux vivants, non domestiqués. Quelques experts considèrent les plantes comme faisant également partie de la faune sauvage.

Flore

Toutes les plantes trouvées dans une zone donnée.

Fragmentation des habitats

La fragmentation des habitats se produit lorsqu'un habitat s'est divisé en petites parcelles souvent isolées et parsemées d'autres habitats. De petits fragments d'habitats ne peuvent soutenir que de petites populations de faune, qui sont plus vulnérables aux risques d'extinction. Les parcelles peuvent ne pas être habitables par des espèces qui occupent l'habitat original non divisé. La fragmentation empêche aussi souvent les espèces de migrer entre les populations. La fragmentation des habitats résulte de processus géologiques qui altèrent lentement la configuration du milieu physique ou d'activités humaines comme le défrichement, le logement, l'urbanisation et la construction de routes ou d'autres infrastructures. Il arrive que les effets défavorables ne soient pas immédiatement perceptibles et que des habitats suffisants puissent être maintenus. Toutefois, la consanguinité, le manque de territoires et la pénurie d'aliments sont quelques-uns des problèmes auxquels peuvent se heurter les petites populations. Il est donc prévu que la fragmentation des habitats aboutira dans le long terme à des pertes de diversité d'espèces.

Gène

L'unité fonctionnelle de l'hérédité; la partie de la molécule ADN qui codifie un enzyme unique ou une unité protéique structurelle.

Génothèque

Une installation mise en place pour la conservation *ex situ* d'individus (semences), de tissus, ou de cellules reproductrices de plantes ou d'animaux.

Habitat

Un lieu ou type de site où est naturellement présent un organisme ou une population.

Instruments destinés à protéger la diversité biologique

La Convention sur la diversité biologique (CDB) est le principal instrument international de renforcement de la conservation durable et de l'utilisation des ressources biologiques comme le stipule le chapitre 15 d'Action 21. La Conférence des Parties à la CDB a lancé des programmes de travail globaux qui touchent 5 domaines thématiques essentiels fondés sur les écosystèmes et de 13 questions intersectorielles. L'adoption de l'approche écosystémique et la décision d'élaborer un plan stratégique pour la Convention contribueront pour beaucoup à la mise en place d'une assise politique solide. Au nombre des autres conventions et instruments centrés sur la diversité biologique, on compte : la Convention sur le commerce international d'espèces menacées d'extinction de la faune et de la flore sauvages (CITES); la Convention sur la conservation des

espèces migratrices d'animaux sauvages (CMS); la Convention sur les zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (RAMSAR); la Convention du patrimoine mondial; les réunions des Conventions sur les mers régionales et le Forum mondial sur la diversité biologique qui ont fait d'importantes contributions à la gestion et à l'utilisation durables de la diversité biologique dans le monde. Au niveau national, on a assisté depuis quelques années à une augmentation constante des efforts de conservation. Le nombre d'organisations nationales qui participent à la conservation a augmenté tandis que celui des organisations bénévoles en matière de conservation de la nature a augmenté d'une manière exponentielle. Le tout est accompagné d'un accroissement dans le nombre de membres au sein de ses organisations. Le nombre de zones protégées et la superficie totale de toutes les zones protégées ont considérablement augmenté ces vingt dernières années, mais leur gestion et la conception de ces zones sont souvent limitées. Malgré ces efforts accrus aux niveaux national et international, l'appauvrissement de la diversité biologique continue de s'accentuer.

Inventaire

Collecte *in situ* de données sur les ressources naturelles et leurs propriétés.

Liste rouge

La liste rouge des espèces menacées de l'UICN donne, en matière de taxonomie, de conservation et de distribution, des informations sur les taxons qui ont été répertoriés et évalués à travers le monde au moyen des critères de cette liste. Ce système est conçu pour déterminer le risque relatif d'extinction. Le principal but de la liste rouge est de cataloguer et de mettre en relief les taxons qui connaissent un risque plus élevé d'extinction (catégories « gravement menacés d'extinction », « en danger » et « vulnérables »). La liste rouge de l'UICN contient également des informations sur les taxons classés comme disparus ou disparus à l'état sauvage, sur les taxons ne pouvant être évalués faute d'informations suffisantes et sur les taxons qui seraient soit proches des seuils menacés soit déjà menacés si cela n'était d'un programme de conservation.

Mesures d'atténuation

Mesures qui permettent une activité avec un impact négatif sur la diversité biologique mais atténuent l'impact *in situ* en envisageant des modifications d'échelle, de conception, d'emplacement, de procédé, de séquençage, de gestion et/ou de surveillance de l'activité proposée. Elles requièrent un effort commun des planificateurs, ingénieurs, écologistes, autres experts et des parties prenantes pour arriver à la meilleure option écologique possible. Un exemple est l'impact inacceptable sur la diversité biologique de la construction d'une route, qui est atténué par la construction d'un viaduc réservé aux animaux sauvages.

Milieu naturel

Le milieu naturel comprend la totalité des choses vivantes et non vivantes que l'on trouve naturellement sur Terre. Au sens le plus pur de l'expression, c'est donc un milieu qui n'est pas le résultat d'une activité ou de l'intervention humaine. Le milieu naturel peut être mis en contraste avec « le milieu bâti », tout comme il peut l'être avec la notion de paysage culturel.

Organisation non gouvernementale (ONG)

Un groupe ou une association sans but lucratif organisé à l'extérieur de structures politiques institutionnalisées pour réaliser des objectifs sociaux particuliers (comme la protection de l'environnement) ou pour desservir des groupes particuliers (comme des peuples autochtones). Les activités des ONG vont de la recherche, de la distribution d'informations, de la formation, de l'organisation locale et des services communautaires au plaidoyer juridique, aux pressions en faveur de changements législatifs et à la désobéissance civile. La taille des ONG varie de l'une à l'autre, de petits groupes au sein d'une communauté particulière aux énormes groupes de membres qui ont une vocation nationale ou internationale.

Perte d'habitat

Le résultat d'un système de changement dans l'utilisation des terres où un type d'habitat naturel est éliminé et remplacé par un autre comme c'est le cas de la conversion de zones naturelles en sites de production. Ce

faisant, la faune et la flore qui utilisaient précédemment le site sont déplacées ou détruites. En règle générale, cela se solde par un appauvrissement de la diversité biologique.

Peuples autochtones

Par communautés, peuples et nations autochtones, il faut entendre ceux qui, liés par une continuité historique avec les sociétés antérieures à l'invasion et avec les sociétés précoloniales qui se sont développées sur leurs territoires, se jugent distincts des autres éléments des sociétés qui dominent à présent sur leurs territoires ou parties de ces territoires. Ce sont à présent des éléments non dominants de la société et ils sont déterminés à conserver, développer et transmettre aux générations futures les territoires de leurs ancêtres et leur identité ethnique qui constituent la base de la continuité de leur existence en tant que peuple, conformément à leurs propres modèles culturels, à leurs institutions sociales et à leurs systèmes juridiques.

« Point chaud » de la biodiversité

Une zone sur Terre caractérisée par une concentration inhabituelle d'espèces dont un grand nombre sont endémiques et qui est sérieusement menacée par l'activité humaine.

Principales menaces pour la diversité biologique

Voir « Facteurs d'appauvrissement de la diversité biologique ».

Réhabilitation

La remise en état des services écosystémiques spécifiques dans un écosystème ou habitat dégradé.

Ressources naturelles

Les ressources naturelles sont souvent classées en ressources renouvelables et non renouvelables. Les ressources renouvelables sont en général des ressources biologiques (poissons, café et forêts par exemple) qui peuvent se reconstituer (renouveler) si elles ne sont pas surexploitées.

Les ressources renouvelables peuvent se reconstituer et être utilisées indéfiniment si elles sont utilisées de manière durable. Une fois que les ressources renouvelables sont consommées à un rythme supérieur à leur taux de remplacement naturel, le stock permanent diminuera et finira par disparaître. Le taux d'utilisation durable d'une ressource renouvelable est déterminé par le taux de remplacement et le volume du stock permanent de cette ressource spécifique. Les ressources naturelles renouvelables non biologiques comprennent le sol ainsi que l'eau, le vent, les marées et les rayons solaires par rapport avec l'énergie renouvelable.

Les ressources peuvent également être classifiées sur la base de leur origine. Elles sont soit biotiques ou abiotiques. Les ressources biotiques proviennent des animaux et des plantes (c'est-à-dire le monde vivant). Les ressources abiotiques proviennent du monde non vivant. Par exemple : la terre, l'eau et l'air. Les ressources minérales et énergétiques sont également des ressources abiotiques dont certaines proviennent de la nature.

L'extraction de la ressource de base et son raffinage en une forme plus pure et directement utilisable (p.ex. les métaux et les huiles raffinées) sont en général considérés comme des activités de ressources naturelles même si ces dernières peuvent ne pas forcément se dérouler à proximité des premières.

Les ressources naturelles sont un patrimoine naturel transformé en produits de base et procédés d'infrastructure. Elles comprennent le sol, le bois, le pétrole, les minéraux et d'autres matières premières se présentant sous une forme plus ou moins pure.

Les ressources naturelles d'une nation déterminent souvent sa richesse et son statut dans le système économique mondial. Elles déterminent ainsi son influence politique. Les pays développés sont ceux qui sont le moins tributaires des ressources naturelles pour générer de la richesse et ce, en raison de leur plus grande dépendance à l'égard du capital d'infrastructure pour la production. Il n'empêche que d'aucuns voient dans les ressources une malédiction en ce sens que des ressources naturelles faciles à obtenir pourraient dans la réalité nuire aux perspectives d'une économie nationale en favorisant la corruption politique.

Restauration

Le retour d'un écosystème ou d'un habitat à sa structure communautaire originale, à son effectif naturel d'espèces et à ses fonctions naturelles.

Services écosystémiques

Les services écosystémiques sont des processus par lesquels l'environnement offre des avantages utiles aux populations. Ces avantages sont assimilables aux services économiques. Ils comprennent les suivants :

- Approvisionnement en eau et en air purs ;
- Pollinisation des cultures ;
- Atténuation des dangers pour l'environnement ;
- Lutte contre les organismes nuisibles et les maladies ;
- Séquestration de carbone.

Rendre compte de la manière dont les écosystèmes fournissent des biens économiques est un domaine de développement de plus en plus populaire. La notion de services écosystémiques est semblable à celle du patrimoine naturel. Publiée en 2005, l'évaluation des écosystèmes pour le Millénaire a montré que 60% des services écosystémiques souffrent de dégradation ou qu'ils sont utilisés d'une manière non durable.

Stratégie et plan d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB)

La Convention sur la diversité biologique appelle chacune de ses Parties à établir une stratégie et un plan d'action nationaux pour la diversité biologique (Article 6 a)) qui fixe des activités et buts spécifiques pour atteindre les objectifs de la Convention. Ces plans sont principalement mis en oeuvre dans le cadre d'un partenariat d'organisations de conservation. Ces partenariats sont administrés par un « partenaire-chef de file » qui peut être l'organisme chargé de la nature à l'état sauvage ou une ONG. Les espèces ou les habitats qui sont l'objet de ces stratégies et plans d'action sont les priorités d'action des gouvernements. Elles soulèvent donc une plus grande préoccupation lorsqu'elles sont menacées. Les SPANB n'ont pas un statut juridique et les espèces et types d'habitat inscrits sur les listes ne sont pas nécessairement protégés (encore que quelques-uns soient protégés par d'autres lois). La procédure d'inscription sur les listes et d'identification des priorités bénéficie d'un appui juridique même si ce n'est pas le cas des plans eux-mêmes.

Succession

Les changements plus ou moins prévisibles dans la composition des communautés après une perturbation humaine ou naturelle.

Surexploitation

Il y a surexploitation lorsque la récolte de spécimens d'espèces de faune et de flore sauvages est en déséquilibre avec les schémas de reproduction, raison pour laquelle les espèces sont menacées d'extinction.

Taxonomie

La classification des animaux et des plantes fondée sur les relations naturelles.

Utilisation durable

L'utilisation d'éléments de la diversité biologique d'une manière et à un rythme qui ne conduit pas à une diminution dans le long terme de la diversité biologique, préservant le potentiel qu'elle a de répondre aux besoins et aux aspirations des générations présentes et futures.

Utilisation des terres

Par utilisation des terres, on entend la manière dont un lopin de terre spécifique est attribué: son but, son besoin ou son emploi (p.ex. agriculture, industrie, secteur résidentiel ou nature).

Zone marine protégée

Une zone de mer (ou côtière) spécialement consacrée à la protection et à la préservation de la diversité biologique ainsi que des ressources naturelles et culturelles associées en recourant à des moyens juridiques et autres moyens efficaces.

Zone protégée

Une zone de terre ou de mer spécialement consacrée à la protection et à la préservation de la diversité biologique ainsi que des ressources naturelles et culturelles associées en recourant à des moyens juridiques et autres moyens efficaces. Une zone protégée peut être du domaine privé ou public.

Zone tampon

La région adjacente à la limite d'une zone protégée; une zone de transition entre des zones gérées pour des objectifs différents.

Glossaire des communications[1]

Action ou communication interactive

Toute forme de communication, aussi bien interne qu'externe, conçue pour s'assurer qu'une procédure d'élaboration de politiques, de programmes, de projets ou de plans de gestion se déroule sans heurts et qui, grâce à une participation optimale des principales parties prenantes, permet de compter sur un maximum d'appui. Au nombre des outils disponibles: auditions, tables rondes, groupes de discussion, ateliers, groupes de discussion par voie électronique, entretiens par téléphone, spectacles, excursions, etc.

Affaires publiques

Les affaires publiques ou les campagnes de persuasion constituent une forme spécialisée de relations publiques. Elles concernent les activités qui visent à renforcer et maintenir des relations informelles avec les décideurs. Les relations informelles sont utilisées pour influencer les processus de prise de décisions dans l'intérêt de l'organisation, de son programme ou de ses objectifs.

Avantage distinctif

Ce qui distingue vos produits ou services de ceux offerts par les concurrents aux yeux de vos clients potentiels.

Image de marque (*Branding*)

Utilisation de textes ou d'images dont l'objectif est de créer une perception spécifique et des associations positives sur une personne, une organisation, un produit ou un service.

Cadrage

Processus de contrôle sélectif de la perception, par l'individu, des médias, de la communication publique ou de la communication privée et en particulier du sens attribué aux mots ou aux phrases dans ces contextes. Il définit la manière dont un élément du discours est conditionné pour permettre certaines interprétations et en exclure d'autres.

Commercialisation (marketing)

Activités d'entreprise qui visent à établir, satisfaire et créer systématiquement les besoins des parties actuelles et potentielles au marché. La forme optimale de commercialisation est un mélange de produit, de prix, de lieu et de promotion (communication de la commercialisation). La commercialisation est liée à l'étude continue du marché, des clients actuels et des clients potentiels.

Communication

Activité par laquelle un message est transmis à une ou plusieurs personnes, parfois de manière réciproque, avec ou sans l'aide de médias ou d'outils. La manière dont la communication a lieu est appelée mécanisme de communication. La méthode de communication idéale consiste en une procédure à double sens qui favorise la compréhension mutuelle, le partage des valeurs et l'action. Pour les gouvernements, cet échange d'information bilatérale est une manière de gagner la coopération de différents groupes sociaux en les écoutant d'abord puis en expliquant pourquoi et comment sont prises les décisions. Lorsqu'ils se servent d'une approche instrumentale, les gouvernements utilisent la communication avec comme objectif la conservation de la diversité biologique. Ceci avec comme objectif de surmonter les obstacles économiques et d'encourager l'action. Les gouvernements utilisent également la communication unilatérale pour informer sur leurs politiques et lois.

1. Ce glossaire est une version mise à jour d'un glossaire des communications révisée par Frits Hesselink en 2003. Il a été élaboré en 1999 par la Commission de l'éducation et de la communication de l'UICN (Communication d'entreprise du groupe des produits).

Communication d'entreprise

Outil de gestion qui sert à harmoniser toutes les formes de communication d'une manière telle que l'entreprise acquiert ou conserve l'image qu'elle souhaite acquérir ou conserver parmi ses groupes cibles et clients (internes comme externes). Deux grands concepts de la communication d'entreprise sont ceux d'image et d'identité. Dans les organisations performantes, la communication d'entreprise est une priorité pour les cadres supérieurs.

Communication de masse

Toutes formes de communication externe qui sont, en théorie, accessibles au grand public, car on y fait usage d'outils tels que ceux offerts par les médias de masse. Elle se caractérise par le fait qu'elle touche un très grand nombre de personnes en même temps. Comme il est impossible d'adapter le message à chacun de ceux qui le reçoivent, il est facile pour le récepteur de l'ignorer. Il est donc difficile d'obtenir des réactions de la part de ceux qui reçoivent ce message. Toutefois, la communication de masse est relativement bon marché en proportion du nombre d'individus ciblé.

Communication de la stratégie commerciale

Activités stratégiques fondées sur l'étude des tendances, des groupes cibles ou des clients, qui servent à promouvoir les services ou les produits d'une organisation reposant sur des principes tels que : « la perception est la seule réalité », « il est préférable d'être le premier que d'être le meilleur », « l'exclusivité est meilleure que l'imitation » et autres principes similaires. Ce type de communication vise à acquérir une position de premier rang dans l'identification d'une marque ou d'un produit. La principale activité d'une organisation influence les principaux choix de sa stratégie de communication commerciale. Une activité centrée sur le consommateur a un marché différent d'une activité entre entreprises ou entre organisations seules. Un fonds pour la conservation de la nature a ainsi un marché différent de celui d'un institut de recherche sur la conservation de la nature.

Communication externe

Toutes formes de communication conçues pour les groupes cibles extérieurs. Il y a deux types de communication externe: la communication avec la presse (ou relations médias) et la communication destinée au grand public ou à des groupes cibles extérieurs déterminés.

Communication formelle

Au sens large, échange d'informations qui adhère aux règles et normes s'appliquant à la relation formelle entre des organisations ou entre organisations et individus. C'est une forme efficace de communication qui permet d'effectuer des transactions et de faire des déclarations claires et précises. La communication formelle est écrite et prend la forme de lettres, contrats, articles, discours et enregistrement de réunions officielles.

Communication informelle

Échange d'informations sur une base personnelle et adhérant dans une moindre mesure aux règles et normes s'appliquant à la relation formelle entre les organisations ou entre organisations et individus. C'est une forme efficace de communication pour établir et maintenir une relation, discuter de questions délicates et obtenir des réactions personnelles plus détaillées et de meilleure qualité. La communication informelle a lieu dans un cadre informel, lors de rencontres face à face; que ce soit dans un couloir, devant un verre après le travail ou en mangeant une pizza.

Communication interne

Toutes formes de communication au sein d'une organisation. La communication interne est étroitement liée à la culture de l'organisation. Elle est aussi bien motivée par les champs d'intérêt de l'organisation que de son personnel. Elle peut prendre la forme de la communication formelle ou informelle.

Communication interpersonnelle

Toute forme de communication directe entre deux ou plusieurs personnes. C'est le contraire de la communication de masse. La communication interpersonnelle est très appréciée des « récepteurs ». Elle répond à leurs besoins de reconnaissance. Au nombre des outils disponibles figurent les visites, appels téléphoniques, entretiens, réunions informelles et lettres personnelles. L'avantage d'une approche personnelle réside dans la possibilité de personnaliser un message et de recevoir les réactions du destinataire afin d'agir en conséquence de manière rapide.

Communication des produits ou des politiques

Toutes formes de communication, en particulier externes, qui sont conçues pour présenter, dans une optique aussi favorable que possible, une politique ou un produit organisationnel (propositions d'action, documents, projets). Il s'agit d'une communication qui porte sur une politique ou un produit. Les outils sont les rapports annuels, livres, brochures, cédéroms, exposés audiovisuels, sites Internet, conférences, articles ou bulletins.

Diffusion

Procédé par lequel une innovation est communiquée dans le temps aux membres d'un système social par le biais de différents canaux de communication. Les membres d'un système social forment l'assise de l'inventivité selon un classement en cinq groupes: innovateurs, adaptateurs précoces, première majorité, majorité tardive et laissés pour compte. Chaque groupe nécessite l'utilisation d'une méthode de communication commerciale différente. La procédure de diffusion comprend cinq étapes : savoir, persuasion, décision, exécution, et adoption ou rejet.

Éducation

Base des processus d'apprentissage prenant les formes de l'instruction formelle, du partage d'expérience ou de la démonstration à l'aide d'exemples. L'enseignement scolaire est le système d'éducation hiérarchiquement structuré assorti d'étapes chronologiques, qui vont de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire. L'éducation informelle repose sur des activités pédagogiques qui se déroulent en dehors du système formel et dont le but est de desservir une clientèle d'apprentissage précise grâce à des objectifs identifiables. Il s'agit du processus en vertu duquel chaque individu acquiert des attitudes, des valeurs, des compétences et des connaissances issues de son expérience quotidienne avec la famille, les amis, les pairs et les médias. L'éducation est une série de processus qui peuvent informer les personnes, les motiver et leur donner les moyens d'agir pour soutenir la conservation de la diversité biologique. Ces processus sont non seulement en œuvre par une modification des modes de vie, mais aussi en encourageant les institutions, les entreprises et les gouvernements à changer leur façon d'opérer.

Éducation des adultes

Méthode d'éducation particulièrement conçue pour les professionnels et les adultes. Elle est différente des méthodes utilisées par le système d'enseignement scolaire car les adultes apprennent de manière optimale lorsqu'ils :

- apprennent en recourant au dialogue;
- se sentent respectés comme apprenants autonomes et responsables;
- estiment que leurs connaissances et expériences sont valorisées et qu'elles peuvent être partagées;
- se sentent en sécurité et à même de faire confiance dans un environnement d'apprentissage déterminé;
- comprennent comment leur vie ou leur travail peuvent bénéficier de leurs compétences ou de l'information reçue; et
- constatent que l'information véhiculée contribue à l'amélioration de leurs compétences et qu'elle les aident immédiatement à remplir des tâches ou à résoudre des problèmes qu'ils doivent confronter dans la vie courante.

Éducation formelle (enseignement scolaire)

L'enseignement scolaire est le système d'enseignement structuré hiérarchiquement en étapes chronologiques qui vont de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire.

Éducation informelle

Processus en vertu duquel chaque individu acquiert des attitudes, des valeurs, des compétences et des connaissances par le biais de son expérience quotidienne au sein du cercle familial, auprès des amis, des pairs et des médias.

Enquête

Les enquêtes régulières ou accessoires font partie d'un ensemble important d'outils disponibles aux experts en communication. Elles peuvent servir à analyser le marché, le degré de satisfaction du client ou d'un groupe cible particulier avec lequel on a l'intention de communiquer. Les outils associés sont les groupes de tendances, les groupes de discussion, les entretiens tête à tête, les questionnaires, etc. Les organisations performantes intègrent ces enquêtes dans leurs cycles et systèmes de gestion des relations.

Enseignement non scolaire

Activités pédagogiques organisées en dehors du système formel qui ont pour objectif de desservir une clientèle d'apprentissage déterminée avec des objectifs identifiables, lesquels peuvent revêtir par exemple la forme de cours de perfectionnement professionnels organisés par des associations professionnelles, des syndicats, des organisations de femmes, des organisations non gouvernementales, etc.

Formes spécifiques de communication

Par formes spécifiques de communication, on entend par exemple la communication des résultats, la communication des risques, la communication pour le marché du travail et la communication financière.

Gestion des savoirs

Série de mesures contrôlées de manière systématique que prend une organisation pour tirer le plus grand profit du savoir qu'elle acquiert, crée, stocke, partage et utilise.

Groupes cibles

Groupe de personnes que l'on cherche à atteindre par une stratégie de communication afin d'obtenir un résultat (voir « objectifs de communication »). Il est préférable de ne pas considérer un groupe cible comme une entité abstraite, mais plutôt comme un ensemble d'individus en chair et en os. Il est recommandé de segmenter le groupe cible et d'identifier les leaders d'opinion (noms, adresses, etc.) avec lesquels il est possible de communiquer en face à face. Il est important de se demander comment le groupe cible conçoit son rapport à la diversité biologique et de réfléchir à la meilleure manière de les encourager à agir dans une direction souhaitée. La perception que ces groupes auront sur le sujet est le point de départ de toute bonne stratégie de communication. Les informations scientifiques en soi ne pourront convaincre. Il est d'ailleurs fort probable que les enjeux liés à la biodiversité ne les intéressent pas. Le nombre d'individus réellement préoccupés par un enjeu social demeure toujours très limité.

Groupe de discussion

L'utilisation de groupes de discussion est un des principaux outils disponibles pour prendre le pouls d'un auditoire. L'utilisation d'un groupe de discussion permet à une organisation de s'entretenir avec un groupe social spécifique, que ce soit un segment de consommateurs, d'électeurs ou de parties prenantes associées à une orientation politique. C'est une technique utilisée dans le domaine du marketing commercial ou social. Cet outil d'analyse permet aussi d'observer les interactions à même un groupe particulier afin de mieux comprendre la dynamique entourant la formation de certaines opinions. Les groupes de discussion servent à améliorer la planification et la conception de nouveaux produits ou programmes, à fournir des moyens d'évaluation et à donner des points de repère et des données aux responsables des stratégies de communi-

cation et de commercialisation. Les entreprises axées sur le consommateur qui sont les plus performantes utilisent cet outil depuis des années. On utilise de plus en plus le groupe de discussion dans la sphère politique afin de guider l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

Hiérarchie des besoins de Maslow

Pyramide à cinq niveaux dont les quatre niveaux inférieurs sont placés dans la catégorie des besoins de base de nature physiologique et dont le niveau supérieur est celui regroupant les besoins de croissance de nature psychologique. Si les besoins physiologiques doivent être satisfaits, nos besoins de croissance ne peuvent qu'être considérés de manière évolutive. Ces derniers ne cessent de façonner nos comportements.

Identité (d'entreprise)

Manière dont une entreprise souhaite être perçue. La culture d'entreprise est une composante essentielle de l'identité d'entreprise.

Image (d'entreprise)

Manière dont une personne ou une organisation est réellement perçue (clients, parties prenantes, etc.). L'image d'entreprise est le résultat des actions et du comportement d'une organisation et de son personnel.

Intermédiaires (médiateur)

Tiers qui offre des services de médiation entre l'émetteur et le récepteur. Le médiateur agit comme aide à la transmission d'un message. Il facilite la communication. En temps normal, il offre une valeur ajoutée à une transaction d'une manière avec laquelle la communication directe ne peut rivaliser. Ses avantages sont par exemple une bonne connaissance du groupe cible ou sa crédibilité.

Information

Transfert systématique et délibéré de connaissances par l'emploi de faits et de données utilisées pour former l'opinion ou prendre des décisions.

Information d'entreprise

L'information sur l'organisation a trois fonctions: divulguer, rendre un service public et agir en tant qu'instrument à l'appui des politiques administratives ou des objectifs programmatiques.

Lobbying (action de groupe de pression)

Forme spécialisée de relations publiques. Pressions visant à renforcer et maintenir des relations informelles avec des décideurs en vue d'obtenir des intérêts particuliers. Ces relations informelles servent à influer sur les processus de prise de décisions dans l'intérêt de l'organisation, de son programme ou de ses objectifs.

Message

Ensemble d'informations envoyé à un récepteur. Dans la planification de la communication, on formule le message en fonction de l'effet désiré de la communication dans l'esprit du destinataire. Ils se présentent souvent en quelques mots chargés d'un sous-entendu affectif faisant appel aux valeurs du récepteur. Ceux-ci invitent le récepteur à adopter des attitudes ou à agir comme souhaité. Le message est toujours transmis par une personne ou par d'autres procédés. Le langage gestuel ou le choix du média doit appuyer le message sinon le résultat risque d'aller à l'encontre du but recherché (« le média est le message »).

Objectifs de communication

Les objectifs de communication sont différents des objectifs d'organisation, de politique, de projet ou de programme. En tant qu'instrument d'organisation, de politique, de projet ou de programme, la communication peut avoir les objectifs suivants: établir un programme d'activités, former des opinions, sensibiliser ou créer une participation, mobiliser un soutien, changer le savoir, changer les attitudes, changer les comportements.

Participation du public

Approche que suivent les gouvernements, les organisations et les communautés à travers le monde en faisant participer le public aux décisions qui les touchent. Les décisions en sont généralement améliorées.

Parties prenantes

Personnes ou organisations jouant un rôle primordial dans le succès ou l'échec d'une organisation dans l'atteindre de ses objectifs. Les parties prenantes primaires sont: a) celles dont la permission, l'approbation ou l'appui financier est nécessaire; et b) celles qui sont directement touchées par les activités de l'organisation ou du projet. Les parties prenantes secondaires sont celles qui sont touchées de manière indirecte. Les parties prenantes tertiaires sont celles qui ne sont pas touchées ou impliquées, mais qui peuvent influer l'opinion.

Plan ou stratégie de communication

Un plan ou une stratégie de communication arrête les buts de la communication, choisit les médias et messages appropriés, et définit la méthode d'évaluation. Dans un premier temps, on analyse l'enjeu touchant la diversité biologique. Dans un deuxième temps, on détermine quels sont les obstacles à surmonter pour sensibiliser ou pour changer les manières de faire des parties prenantes concernées. Enfin, on définit, pour chaque groupe de parties prenantes avec lequel il faut communiquer (le groupe cible): les objectifs de communication, les messages à transmettre et les moyens à utiliser pour y parvenir.

Publicité

Forme de relations publiques et de marketing visant à influencer le comportement de ceux qui achètent les services ou produits d'une organisation. Pour être couronnée de succès, la publicité doit reposer sur des principes tels que : « la perception est la seule réalité », « une image vaut mille mots » ou « l'émotion engendre l'action ». Les outils utilisés par la publicité vont des panneaux publicitaires à la vente directe par correspondance en passant par les messages télévisés.

Relations publiques

Les relations publiques d'une organisation visent à promouvoir de manière systématique ses objectifs et ses priorités. Elles ont pour but d'assurer la compréhension mutuelle entre l'organisation et ses principaux clients, parties prenantes et groupes cibles. Elles ont recours à une publicité gratuite, rémunérée ou parrainée. Elles reposent sur les principes « sois gentil et dis-le-lui » ou « sois gentil et laisse les autres le dire ». Les outils utilisés sont la publicité, les bulletins, les sites Internet, les brochures, etc. La gestion des relations publiques est souvent étayée par un système d'information spécialisé qui contient notamment des informations sur la clientèle ou sur les derniers contacts commerciaux.

Renforcement des capacités

Création de conditions de base au développement assorties de politiques générales, de cadres juridiques et d'un développement institutionnel approprié. La participation des communautés (les femmes en particulier), la mise en valeur des ressources humaines et le renforcement des systèmes de gestion en sont les préalables. Processus itératif et de longue durée auquel prennent part toutes les parties prenantes (ministères, autorités locales, organisations non gouvernementales, groupes d'usagers, associations professionnelles, universitaires et autres). Ensemble des activités qui permettent de perfectionner les connaissances, les compétences, les aptitudes et le comportement des individus tout en améliorant les structures et les mécanismes institutionnels de telle sorte que l'organisation puisse remplir sa mission et atteindre ses objectifs d'une manière durable et efficace.

Réseautage de savoir

Processus de partage et de perfectionnement des savoirs au moyen de réseaux informatiques ou humains. Savoir résultant du partage de l'information de manière formelle ou informelle. Des réseaux de savoirs se créent souvent autour d'une communauté de professionnels œuvrant dans une même discipline ou d'un groupe travaillant sur un même projet.

Sensibilisation du public

Manière d'attirer l'attention des principaux groupes ayant un pouvoir d'influence en matière de diversité biologique. Consiste à établir un programme d'activités communicationnelles qui favorise une meilleure compréhension entourant un enjeu d'importance. Permets d'identifier ce qui est important — et pourquoi — ainsi que de mieux comprendre les objectifs derrière une orientation particulière. Explique enfin ce qui est fait ou ce qui peut être fait pour réaliser ces objectifs.

Style maison (*house style*)

Codification des règles qui régissent sa manière de communiquer avec le monde extérieur. Un manuel sur le « style maison » contient par exemple des normes concernant l'utilisation d'un logo, des couleurs de l'organisation, de la disposition et de la typographie dans toutes les formes de communication écrite, etc. Il contient également une description des procédures et des normes de communication orale ou encore des normes en matière de comportement du personnel. Le style maison est un instrument de communication et de culture d'entreprise étroitement lié au marketing. Dans les organisations performantes, la gestion et le contrôle du style maison font parties des priorités des cadres supérieurs.

Réseautage

Le réseautage consiste à échanger des informations et à établir des contacts personnels. Le réseautage s'effectue dans de nombreux contextes: au téléphone, dans les couloirs, dans les cantines, les réunions professionnelles, les expositions commerciales, les réunions de compagnies, les salles de classe, les salons, les ascenseurs, les avions, les trains, les autobus, les foyers des hôtels ou les salles d'attente. Le réseautage peut être planifié soigneusement ou survenir de manière impromptue. Il s'opère souvent dans un contexte amical et informel et apparaît essentiel dans une société complexe. Les individus participent à des activités de réseautage pour progresser professionnellement, promouvoir leur entreprise, accroître leur impact sur le monde ou pour agrémenter leur vie sociale.

Glossaire de l'éducation en vue du développement durable[1]

Action 21

Accord intergouvernemental signé à Rio de Janeiro en 1992 à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Ce document de quarante chapitres fournit un programme destiné à faire progresser les efforts en vue de l'atteinte des objectifs internationaux en matière de durabilité. C'était le premier document à examiner les problèmes économiques, sociaux et environnementaux de la planète, accordant la priorité aux problèmes d'actualité tout en promouvant l'examen des besoins futurs. Action 21 brosse un tableau des objectifs et des actions aux niveaux local, national et international et il fournit un schéma détaillé à l'intention des nations à travers le monde qui commencent à s'orienter vers la durabilité. Le chapitre 36 d'Action 21 accorde une importance particulière au rôle de l'éducation qu'il considère comme le moyen le plus efficace que possède la société pour relever les futurs défis.

Action 21 locale

Le chapitre 28 d'Action 21 appelle les autorités locales à œuvrer avec leurs collectivités pour élaborer un plan d'action en faveur du développement durable. Ce plan peut être appelé « Action 21 locale ». Il tient compte du rôle que les communautés doivent jouer dans l'élaboration de projets ayants une influence importante sur leur avenir ainsi que dans l'établissement de partenariats entre le gouvernement local, les organisations non gouvernementales et l'industrie. Donner aux collectivités locales les moyens de prendre une part active au processus de prise de décisions est l'un des objectifs fondamentaux d'Action 21. Ces plans sont considérés comme essentiels pour se diriger vers la durabilité. Pour de plus amples renseignements, voir « Action 21 ».

Action citoyenne

S'entend des actions prises par les citoyens sensibles aux problématiques économiques, sociales ou environnementales, qui les comprennent, et qui ont de surcroît la capacité de participer activement à leur solution. Au nombre de ces actions :

- la persuasion qui consiste à tout mettre en œuvre pour convaincre autrui qu'une certaine action est correcte et nécessaire;
- l'action du consommateur qui consiste à privilégier les produits compatibles avec une philosophie de l'environnement et de la justice sociale, et à boycotter les produits qui ne le sont pas;
- l'action politique qui consiste à faire pression sur les particuliers ou sur les organisations (gouvernementales ou non gouvernementales) afin d'influer sur la prise de décisions; et
- l'éducation qui consiste à faciliter un procédé d'apprentissage pour aider les autres à réfléchir sur leurs actions en cours et à renforcer la capacité qu'ils ont de contribuer à un avenir meilleur.

Apprentissage

L'apprentissage est un processus qui influe sur la manière dont les personnes pensent, perçoivent et agissent. Les individus apprennent par le biais d'un cumul d'expériences tout au long de leur vie. L'apprentissage a lieu aux niveaux conscient et inconscient, mais il fait généralement intervenir la pensée critique et la réflexion sur la base de questions et d'expériences. L'homme apprend souvent en interagissant avec d'autres personnes et avec l'environnement.

Apprentissage organisationnel axé sur la durabilité

L'expression « **apprentissage organisationnel axé sur la durabilité** » a été utilisée pour décrire l'expérience d'entreprises qui essaient de poursuivre la durabilité ou le triple bilan en apportant des changements

1. Ce glossaire est tiré, avec la permission des auteurs, de: Tilbury, D. et Cooke, K. (2005) ' A National Review of Environmental Education and its Contribution to Sustainability in Australia: Frameworks for Sustainability' Canberra: Australian Government Department of the Environment and Water Resources and the Australian Research Institute in Education for Sustainability (ARIES)- http://www.aries.mq.edu.au/portal/about/glossary.ht. **Pour de plus amples renseignements sur le portail d'ARIES consacré à l'éducation au service du développement : http://www.aries.mq.edu.au/portal/index.htm**

considérables à leurs cultures organisationnelles. Pour de plus amples renseignements, voir « Organisation d'apprentissage ».

Apprentissage par l'action

Processus conçu pour renforcer les capacités à l'aide de la réflexion et de l'évaluation. L'amélioration de diverses actions pratiques est son principal objectif. Le processus encourage les participants à élaborer un plan d'action, à le mettre en œuvre et à réfléchir sur ce qu'ils en ont appris. Un facilitateur ou un agent d'encadrement aide les participants à élaborer leur plan et à tirer parti de leurs expériences. Ce processus est de plus en plus utilisé dans le cadre de groupes où plusieurs personnes se retrouvent pour réfléchir dans une optique critique sur les connaissances professionnelles et pour améliorer leurs méthodes de travail.

Apprentissage par questionnement

Stratégie d'enseignement centrée sur l'apprenant. Elle est conçue pour encourager les étudiants à renforcer leur apprentissage en répondant à leurs inquiétudes de manière systématique en privilégiant les aptitudes liées à une plus grande faculté de raisonnement. Ce type d'apprentissage est dynamisé par les questions que posent les participants. Ceux-ci sont chargés de rassembler, de traiter et d'analyser leurs données afin d'aboutir à leurs propres conclusions. Ce processus négocié (entre l'éducateur et l'apprenant) consiste normalement à :

- se mettre à l'écoute: identifier et définir une question;
- décider des voies à suivre: formuler des questions qui nécessitent une réponse;
- organiser: élaborer la procédure d'étude de la question;
- trouver: étudier la question et collecter des données;
- trier: traiter et analyser les données;
- tirer des conclusions: les étudiants font part de leur compréhension et la communique à d'autres;
- envisager des mesures: les étudiants participent à la prise de décisions en vue d'identifier les mesures à prendre pour résoudre un enjeu;
- réfléchir et évaluer: les étudiants et les enseignants réfléchissent au processus et ils en évaluent les résultats.

Cadre

Structure de haut niveau qui donne aux plans et programmes un même but et une même direction.

Cadres d'apprentissage essentiels

Les programmes d'enseignement sont organisés de nombreuses manières différentes dans les systèmes scolaires. Les apprentissages essentiels fournissent un cadre organisationnel pour ces programmes. Ils sont conçus pour :

- réduire les problèmes d'un programme surchargé;
- encourager les apprenants à s'investir davantage dans leur apprentissage;
- rendre l'apprentissage plus pertinent;
- améliorer l'apprentissage dans tous les domaines;
- développer une plus grande faculté de raisonnement; et
- appuyer le transfert de savoirs.

Ils visent à répondre aux inquiétudes du public au sujet des cadres d'enseignement actuels tels qu'un programme d'enseignement chargé et compartimenté qui offre peu de possibilités pour les étudiants d'examiner en détail les questions étudiées ou de relier leur apprentissage à l'expérience du monde réel. Les apprentissages essentiels sont une tentative de réduire les excès des programmes d'enseignement et, partant, de promouvoir la compréhension en profondeur que les étudiants doivent développer aujourd'hui et mettre à profit à l'avenir pour être des citoyens actifs et responsables ainsi que des apprenants permanents dans un

monde en évolution rapide. Les cadres d'apprentissages essentiels mettent l'accent sur la capacité qu'ont les étudiants de réfléchir sous un angle critique sur leurs propres schèmes de pensée et d'avoir une compréhension constructive de ce qu'ils apprennent.

Ils offrent la possibilité d'obtenir une éducation au service du développement durable, car ils favorisent les volets clés de cette éducation comme la pensée critique et la pensée systémique ainsi que l'étude approfondie de plusieurs enjeux pertinents à la durabilité. Ils constituent aussi une tentative innovatrice de réorienter les programmes d'enseignement afin de privilégier l'avenir dans un monde incertain.

Capacité d'agir

La capacité d'agir est implicitement liée au concept de démocratie. Dans ce contexte, les actions ne sont pas considérées comme des changements en réaction au comportement ou au mode de vie, mais plutôt comme un exercice actif de participation démocratique. L'action doit être entreprise de manière consciente, délibérée et volontaire. Il y a capacité d'agir lorsque les citoyens :

- ont une connaissance critique et globale de la question;
- sont engagés, motivés et ambitieux;
- peuvent envisager une solution durable; et
- ont déjà pris des actions concrètes de nature positives.

D'aucuns considèrent la capacité d'agir comme un élément crucial pour l'éducation relative à l'environnement car elle amalgame les procédés et méthodes d'éducation avec la nécessité de donner aux citoyens les compétences démocratiques dont ils ont besoin pour améliorer leur qualité de vie.

Capacité de charge

Terme choisi pour décrire le nombre maximal d'organismes qu'une aire d'habitat donnée peut supporter indéfiniment sans la dégrader ou sans causer de tensions sociales pouvant entraîner une baisse de population. Ce terme est souvent utilisé par ceux qui s'inquiètent de la densité de population par rapport aux ressources disponibles. Toutefois, cette utilisation est jugée problématique puisque des croyances éthiques et l'utilisation de la technologie ajoutent un degré de complexité à la situation.

Capital social

Représente le degré de cohésion sociale qui existe dans les communautés. Il se réfère aux processus entre les personnes qui créent des réseaux, des normes, qui posent par leurs actions les fondements de la confiance dans une communauté, et qui facilitent la coordination et la coopération dans l'intérêt mutuel.

Citoyenneté d'entreprise (conscience sociale de l'entreprise)

S'entend de la façon dont une entreprise met à profit ses avoirs sociaux, économiques et humains. Lorsqu'une entreprise utilise ses avoirs pour obtenir des bénéfices mesurables non seulement pour elle-même, mais pour la société aussi, elle agit comme un bon citoyen corporatif. Un bon citoyen corporatif intègre les valeurs sociales fondamentales à ses pratiques, opérations et politiques commerciales quotidiennes de telle sorte que ces valeurs influent sur la prise de décisions d'un bout à l'autre du spectre des affaires. Il tient compte de leur impact sur toutes les parties prenantes y compris les employés, clients, communautés, fournisseurs et sur le milieu naturel. Pour de plus amples renseignements, lire la définition de « Responsabilité sociale de l'entreprise ».

Clarification des valeurs

Approche employant une palette de stratégies qui permet aux apprenants de clarifier et d'examiner sous un angle critique leurs propres valeurs, en particulier celles dont ils ne sont pas conscients ou qui ne leur sont pas intelligibles. Elle aide les apprenants à découvrir comment la culture, l'idéologie, le sexe, les antécédents socio-économiques et la religion façonnent les croyances et les valeurs les plus profondes ainsi qu'à déterminer la manière dont nos propres valeurs sont compatibles ou incompatibles avec celles des autres. Un véritable engagement à l'égard de la durabilité nous oblige à comprendre comment ces facteurs façonnent nos valeurs et notre vision du monde.

Conseil national de l'éducation relative à l'environnement

Un élément clé du plan d'action national du gouvernement australien pour l'éducation relative à l'environnement est la création du Conseil national de l'éducation relative à l'environnement. Le Conseil est un organe non statutaire se composant de personnes issues de divers secteurs qui donnent à l'État des avis spécialisés sur les questions d'éducation relative à l'environnement. Un des principaux buts du Conseil est de mettre davantage en relief l'importance de l'éducation relative à l'environnement et, en particulier, de montrer comment les Australiens peuvent passer de la prise de conscience environnementale à l'action éclairée.

Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable

En décembre 2002, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 57/254 portant création de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014). Cette décennie, qui est l'aboutissement de la dynamique de durabilité générée par le Sommet de la planète Terre, « Action 21 » et le Sommet mondial pour le développement durable, offre une occasion d'appeler l'attention du monde sur l'éducation en vue du développement durable.

La Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable vise à promouvoir l'éducation en tant que condition nécessaire à remplir pour la mise en œuvre de sociétés humaines durables, pour intégrer le développement durable dans les systèmes d'éducation à tous les niveaux et pour renforcer la coopération internationale en faveur du développement et du partage de théories, pratiques et politiques d'éducation en vue du développement durable. La décennie donne également la chance aux chercheurs, enseignants et décideurs du secteur de l'éducation, souvent isolés les uns des autres, de s'unir grâce à des partenariats et de contribuer conjointement à un impératif collectif.

Développement durable et durabilité

La notion de durabilité doit beaucoup aux Nations Unies qui, en 1983, ont créé la Commission mondiale de l'environnement et du développement (CMED) et qui encouragent la qualité de vie pour les générations présentes et futures. Les principaux buts de la durabilité sont de vivre à même les limites du milieu naturel, d'obtenir la justice sociale et de promouvoir le progrès économique et social.

Parmi les enjeux importants pour le développement durable, on peut notamment répertorier : la sécurité alimentaire, la pauvreté, le tourisme durable, la qualité de vie en ville, le développement des femmes, le juste commerce, la consommation écologique, la santé publique et environnementale, la gestion des déchets sans oublier les changements climatiques, le déboisement, la dégradation des terres, la désertification, l'épuisement des ressources naturelles, l'appauvrissement des ressources naturelles ou le terrorisme.

Les questions à la base du « développement durable » ou de la « durabilité » sont complexes et elles ne peuvent pas être condensées dans le langage et le compromis diplomatiques. La durabilité est ouverte à différentes interprétations et revêt différentes significations non seulement d'une culture à l'autre, mais aussi d'un groupe d'intérêt à l'autre. Comme la durabilité englobe l'égalité pour tous, un de ses principaux buts est de permettre à des groupes de multiples parties prenantes de définir leur vision de ce concept et de travailler de concert pour en faire une réalité.

Éducation au service du développement durable

La notion d'éducation au service du développement durable s'est cristallisée à la suite d'accords internationaux et de l'appel lancé aux peuples du monde pour qu'ils poursuivent activement un développement durable. Elle donne une nouvelle orientation à la méthode actuelle d'éducation relative à l'environnement. Cette nouvelle orientation cherche à dépasser le cadre traditionnel de l'éducation en matière environnementale. Elle vise à doter les apprenants des aptitudes dont ils auront besoin pour pouvoir mettre en œuvre des mesures pour s'attaquer à divers enjeux liés à la durabilité. L'éducation au service du développement durable motive les personnes et les groupes sociaux, les outillent et les fait participer à la réflexion sur la manière dont nous vivons et travaillons. Elle vise à prendre des décisions éclairées et à créer des façons de travailler en vue d'un monde plus durable. Fondée sur les principes de la théorie critique (voir le glossaire), l'éducation au service du développement durable cherche à aller au-delà des changements de comportements individuels en faisant participer les populations à la mise en œuvre de changements systémiques réels en leur en donnant les moyens.

Éducation au service de l'environnement

Concept dépassant le cadre des méthodes usuelles d'éducation environnementale afin de doter les apprenants des compétences nécessaires pour pouvoir prendre des mesures concrètes pour le changement. Cette approche encourage la réflexion critique et favorise ouvertement les changements sociaux. Elle vise à promouvoir des changements de mode de vie plus conciliables avec la durabilité. Elle cherche par ailleurs à renforcer les capacités en vue d'une participation active à la prise de décisions en faveur de la durabilité. Dans la pratique, l'éducation au service de l'environnement est toutefois souvent interprétée comme la participation d'apprenants à des événements uniques ou à des actions individuelles circonscrites (plantation d'arbres par exemple) alors que ces activités peuvent de temps à autre provoquer des changements à plus grade échelle.

Éducation communautaire

S'entendent des programmes d'éducation qui échappent aux secteurs du commerce et de l'industrie, des écoles et de l'enseignement supérieur.

Éducation dans l'environnement

Approche qui donne aux apprenants la possibilité d'avoir une expérience directe dans l'environnement et de développer des attitudes et des valeurs positives à l'égard de la gestion environnementale. Cette approche peut conduire les intéressés à prendre conscience de l'importance et de la fragilité des écosystèmes et des paysages. Si des concepts et notions d'écologie peuvent être intégrés par le biais de cette approche, ce qui la distingue est la mise à profit d'un ensemble d'expériences positives à même le milieu naturel.

Éducation relative à l'environnement

Se réfère au domaine général de l'éducation qui engage les apprenants avec leurs environnements, que ceux-ci soient naturels, bâtis ou sociaux. L'éventail des pratiques et méthodes d'éducation relative à l'environnement a beaucoup évolué depuis les toutes premières utilisations du terme à la fin des années 60. Aux débuts des années 70, les éducateurs considéraient l'éducation relative à l'environnement comme étant une « éducation sur l'environnement » cherchant à développer connaissances et compréhension (voir le glossaire). Le concept d'éducation relative à l'environnement a ensuite évolué pour favoriser la méthode de l' 'éducation au service de l'environnement' qui est devenue la principale tendance dans le domaine (voir le glossaire). Elle accorde priorité à la participation et à l'action en vue d'améliorer l'environnement. Des exemples associés aux premières méthodes sont encore utilisés à l'heure actuelle. La plus récente évolution dans cette série de théories et pratiques est « l'éducation au service du développement durable ». Cette approche conteste sous divers angles les pratiques actuelles. Elle vise la réalisation de changements systémiques en vue de la durabilité (voir : « L'éducation au service du développement durable »).

Éducation relative à l'environnement au service d'un avenir durable : plan d'action national

Stratégie australienne nationale lancée en 2000 qui donne les grandes lignes de l'éducation relative à l'environnement en Australie. Les objectifs du plan sont les suivants :

- améliorer le profil de l'éducation relative à l'environnement;
- créer un organe national de coordination pour l'éducation relative à l'environnement;
- offrir des possibilités de perfectionnement professionnel aux enseignants et autres personnes participant à l'éducation relative à l'environnement;
- mobiliser des ressources pour l'éducation relative à l'environnement; et
- intégrer l'éducation relative à l'environnement dans les principales activités d'enseignement et de formation.

Adapté de http://www.deh.gov.au/education/nap/

Éducation sur l'environnement

Approche la plus couramment utilisée en matière d'éducation relative à l'environnement. Elle a pour principal objectif d'étoffer les connaissances et de favoriser la compréhension que l'on a des systèmes naturels et des questions environnementales complexes tout en cernant la nature du lien entre l'homme et ces systèmes.

Envisager l'avenir ou penser à l'avenir

Processus qui conduit les personnes à se faire une représentation mentale d'un avenir idéal. Envisager ou « penser à l'avenir » aide les individus à découvrir les perspectives qui leurs sont offertes, à distinguer celles qu'ils préfèrent de même qu'à découvrir les croyances et les hypothèses sur lesquelles reposent ces visions et choix. Cela aide les apprenants à établir un lien entre leurs objectifs à long terme et leurs actions immédiates. Envisager ainsi l'avenir offre une direction et une énergie nouvelle à l'action. Cela permet de fournir un dynamisme et de matérialiser les aspirations profondes qui motivent les gens.

Équité intergénérationnelle

Principe selon lequel les générations futures ont droit à la même qualité de vie que celle dont profite la génération actuelle. C'est un principe central au développement durable.

Étude participative

Étude approfondie des questions de durabilité qui stimule la génération d'idées nouvelles pouvant provoquer interrogations et actions. Elle offre un nouveau paradigme en changement structurel et favorise une meilleure compréhension des communautés dans le but de travailler avec elles. En tant que méthodologie, elle est utile pour explorer la dynamique et les caractéristiques des systèmes. Elle réunit les personnes, permettant la coopération et renforçant les relations qui étayent les changements. Elle implique la considération de renseignements fondés sur une méthode d'investigation et nécessite la collaboration et la remise en question libre et créative des idées préconçues.

Facilitation

Encourage l'apprenant à trouver lui-même la meilleure technique d'apprentissage qui lui convient. Son processus s'aligne bien sur les principes de durabilité vu les caractéristiques suivantes :

- permets une approche centrée sur l'apprenant;
- dote l'apprenant des compétences et connaissances nécessaires pour agir et prendre une part active au changement et à la prise de décisions;
- mets en valeur la capacité qu'ont les personnes et les groupes de réfléchir de « manière critique » sur le contexte culturel et social du changement souhaité;
- permets une approche démocratique de la durabilité.

Ce processus encourage les citoyens au dialogue et élimine les hiérarchies inéquitables du pouvoir puisque les facilitateurs sont sans parti pris en matière de la durabilité. Ce processus ne s'appuie pas sur les connaissances d'experts. Pour de plus amples renseignements, prière de voir la section 3 de ce guide.

Grands axes d'apprentissage

Le curriculum peut être organisé de plusieurs manières selon les systèmes d'éducation.

Un axe d'apprentissage est un concept administratif. Les grands axes d'apprentissage mettent en relief la description et la classification du programme d'enseignement formel en différents domaines de connaissance. Dans le cas de l'Australie, ils furent adoptés en 1991 dans le cadre de la première déclaration nationale sur l'éducation. Huit ont été recensés comme primordiaux. Ils sont caractérisés sous les angles suivants : connaissance, compétence et compréhension.

Ces huit grands axes d'apprentissage sont :

- Anglais (langue maternelle)
- Langues autres que l'anglais (langue maternelle)
- Mathématique
- Science
- Études de la société et de l'environnement
- Technologie
- Arts
- Santé et éducation physique

Ils ont été réaffirmés comme axes du programme d'enseignement par les ministres de l'Éducation des États, du territoire et du Commonwealth dans la « Déclaration d'Adélaïde sur les objectifs nationaux du vingt et unième siècle ». Les interprétations divergent souvent selon l'État ou le territoire.

Initiatives Environnement-école de l'OECD

Réseau international d'éducateurs de quatorze pays membres de l'OCDE placé sous la direction du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement de l'OCDE. Il se livre, en coopération avec d'autres institutions, à des programmes de recherche et développement sur l'éducation relative à l'environnement, privilégiant en particulier les activités relatives à la durabilité. Il emploie une approche participative et active en matière de recherche et développement. Il fait intervenir des organismes publics, des écoles, des enseignants, des formateurs d'enseignants et des étudiants. Le réseau encourage les échanges internationaux, la compréhension et la collaboration entre ses membres et avec d'autres organisations internationales. Le réseau formule des recommandations au besoin. Le réseau des initiatives environnement-école soutient tout avancement en éducation et en particulier ceux qui stimulent la compréhension de l'environnement, les façons actives d'aborder l'enseignement et l'apprentissage ainsi que l'éducation des citoyens par le biais de la recherche et de l'échange d'expériences.

Mentorat

Le mentorat offre soutien et écoute aux individus et aux groupes confrontés aux enjeux de la durabilité. Cet appui leur permet de s'approprier le concept même de durabilité. Le processus offre un soutien ciblé et collaboratif ainsi que l'espace nécessaire pour amener les individus concernés à examiner les possibilités qu'ils ont d'engager le changement sous un angle critique que ce soit chez eux, dans leur communauté ou dans leurs lieux de travail. Le processus d'encadrement est un élément important à considérer. Notons aussi l'importance du dialogue et de l'échange d'informations entre réseaux de collègues ainsi que la création de situations propices pour l'individu concerné. Pour de plus amples renseignements, prière de voir la section 3 de ce guide.

Organisation d'apprentissage

Organisation fondée sur les principes de gestion adaptative qui utilise ces techniques en milieu de travail. Elle encourage l'échange d'informations entre employés, créant ainsi une main-d'œuvre mieux informée. Cela donne une organisation très souple dont les membres accepteront et s'adapteront plus facilement aux nouvelles idées et au changement au sens large, et ce, par le biais d'une vision commune. Une organisation d'apprentissage emploie certains principes de l'éducation au service du développement durable comme ceux qui consistent à envisager, établir des systèmes et faire montre d'une pensée « critique » pour créer une atmosphère d'apprentissage en équipe et pour formuler des visions et des pensées systémiques communes. Un volet fondamental d'une organisation d'apprentissage est qu'elle incorpore les principes de la gestion adaptative. Cette dernière est un processus systématique d'amélioration continue des politiques et méthodes de gestion qui tirent parti des résultats de programmes opérationnels. Sa forme la plus efficace, la gestion adaptative « active », emploie des programmes de gestion conçus pour comparer à titre expérimental différentes politiques et méthodes en testant des hypothèses au sujet du système géré.

Parties prenantes

Personne ou groupe de personnes portant un intérêt particulier à une activité ou à l'obtention d'un résultat. C'est un terme fréquemment associé au développement durable. Les parties prenantes peuvent être internes ou externes à un groupe ou à une organisation et elles peuvent être les bénéficiaires directes ou indirectes d'une activité ou d'un résultat. Le développement durable encourage la participation intersectorielle des parties prenantes à l'étape de la planification ou de l'exécution.

Pensée « critique »

La « pensée critique » est commune aux méthodes d'éducation relative à l'environnement centrales pour l'atteinte d'une éducation en vue de la durabilité. Elle nous oblige à examiner la manière dont nous interprétons le monde et à remettre en question nos connaissances et nos opinions alors que ceux-ci sont souvent façonnés par ceux qui nous entourent. La pensée « critique » nous permet de mieux comprendre les intérêts de nos communautés et les effets qu'ont les médias et la publicité sur nos vies.

Pensée systémique

Méthode de pensée fondée sur une compréhension critique et holistique de la manière dont des systèmes complexes fonctionnent (milieu naturel ou écosystèmes). Elle offre une autre option que celle du mode de pensée dominant qui favorise l'analyse et la compréhension par le biais de la déconstruction. La pensée systémique est une meilleure manière de comprendre et de gérer des situations complexes, car elle insiste sur des approches d'intégration globales qui tiennent compte des relations entre les composantes du système tout en visant les solutions à long terme qui sont indispensables pour adresser les enjeux de la durabilité. La pensée systémique offre une façon innovatrice de considérer le monde et les questions de durabilité dans un cadre élargi, interdisciplinaire et plus relationnel. Étroitement liées à la pensée écologique et globale, les approches systémiques nous aident à changer de cap et à déplacer l'attention des « choses » aux processus, des états statiques aux états dynamiques et des « parties aux touts ».

Plan d'action

C'est un plan écrit pour la mise en œuvre d'un projet qui décrit, souvent en détail, les délais, les phases, les rôles et/ou les responsabilités qui sont associés aux objectifs de la stratégie.

Plurisectoriel

Participation de parties prenantes provenant de plusieurs disciplines ou secteurs. Un programme est dit « plurisectoriel » dès qu'il implique la participation de parties prenantes de plus de deux secteurs. Pour plus de renseignements, voir également « Secteurs ».

Recherche-action participative

Processus collaboratif au titre duquel un groupe de chercheurs conjuguent le questionnement, la réflexion critique et l'action. Une de ses principales caractéristiques est qu'il n'est pas constitué d'experts. Ainsi, les membres de ce groupe participent sur un pied d'égalité aux processus de questionnement et de solution des problèmes. La recherche-action participative cherche à rompre les hiérarchies et structures de pouvoir traditionnelles qui existent entre le chercheur et l'objet des recherches. Les participants ou les « chercheurs » s'approprient l'orientation et les processus entourant l'activité de recherche et l'utilisation des résultats.

Le processus a été utilisé comme une forme de « recherche en matière d'action » s'effectuant en groupe. Il encourage une communication et une discussion plus ouverte entre collègues et invite à une réflexion critique approfondie et à une action plus efficace.

Recherche en matière d'action

La recherche en matière d'action peut être utilisée comme outil de recherche collaboratif. Elle est souvent représentée sous la forme d'un processus cyclique d'analyse critique qui comporte quatre étapes : élaboration d'un plan, action, observation des résultats et réflexion. Elle vise non seulement à améliorer les pratiques existantes, mais à en provoquer de nouvelles. La recherche en matière d'action fournit une méthode

utile qui permet de se demander en quoi la durabilité s'applique aux lieux de travail ou aux modes de vie des chercheurs. Le changement est le résultat désiré et fait intervenir les chercheurs en tant que participants à l'étude même. Ce faisant, elle ne produit pas un document de recherche statique; elle se solde par des résultats catalyseurs de changements durables. L'attention qu'elle porte à l'analyse critique et à l'autoévaluation permanente en fait un outil utile pour le perfectionnement professionnel dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement. Elle vise à transformer les systèmes et à utiliser les changements provoqués pour des fins concrètes.

Renforcement des capacités

Consiste en une formation participative qui a lieu par le biais d'un cours formel, d'un atelier ou d'un parrainage *in situ*. Son objet est le développement de l'individu ou de l'organisation.

Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE)

La responsabilité sociale de l'entreprise est le processus de prise de décisions et d'application qui guide les activités de l'entreprise dans le domaine de la protection et de la promotion des droits de l'homme et du travail, dans la promotion de normes environnementales ainsi que dans la conformité avec l'ensemble des dispositions juridiques s'appliquant à l'entreprise. La RSE comporte l'engagement de contribuer à la durabilité économique, environnementale et sociale des communautés. Elle implique la participation régulière des parties prenantes et en particulier la participation active des communautés sur lesquelles influent les activités de l'entreprise. Enfin, la RSE implique une communication transparente des politiques et performances de l'entreprise en matière économique, sociale et environnementale. Pour plus de renseignements, voir « Citoyenneté d'entreprise ».

Secteurs

Ensemble spécifique de personnes et d'organisations regroupées parce qu'elles ont des intérêts et des domaines de travail en commun. Ces secteurs comprennent les communautés, le commerce et l'industrie, les écoles ainsi que d'autres secteurs et celui de l'enseignement supérieur.

Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) et plan d'application de Johannesburg

Le Sommet mondial pour le développement durable a eu lieu du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg en Afrique du Sud. Son principal but était de passer en revue les progrès accomplis en matière de développement durable depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) tenue en 1992 à Rio de Janeiro. Le Sommet s'est penché en particulier sur l'état d'avancement d'Action 21 en établissant les mesures additionnelles devant être prises pour mettre en œuvre les accords de Rio. Le Sommet s'est aussi penché sur des enjeux sur lesquels des efforts supplémentaires devaient être faits tout en relevant de nouveaux défis et en tirant parti de nouvelles possibilités. Les participants au Sommet ont réaffirmé leur attachement aux principes de Rio, à la mise en œuvre d' Action 21 et aux objectifs de développement adoptés dans la Déclaration du Millénaire. Un des résultats du Sommet a été l'élaboration du Plan d'application de Johannesburg qui comporte plus de 120 objectifs en vue du développement durable.

Il en découle un ensemble de résultats :

- Réaffirmer que le développement durable est un élément central de l'agenda international;
- Importance d'attirer l'attention sur les liens entre pauvreté, environnement et utilisation des ressources naturelles grâce au dialogue;
- Accords entre gouvernements pour concrétiser les nombreux engagements pris pour mettre en œuvre les objectifs du développement durable;
- Hiérarchisation des enjeux liés à l'énergie et à l'assainissement;
- Entente sur l'importance d'accorder aux opinions de la société civile un rôle prépondérant; et
- Entente sur l'importance d'encourager l'établissement de partenariats entre les gouvernements, les entreprises et la société civile.

L'éducation a été un des thèmes intersectoriels débattus au Sommet. Le « Plan d'application de Johannesburg » met en relief les actions sociales nécessaires pour assurer un développement durable ainsi que le rôle que doivent jouer l'éducation, le renforcement des capacités et la communication dans la réalisation de cet objectif. Il a recommandé l'adoption de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable afin de promouvoir les possibilités de faire avancer le développement durable.

Stratégie

Une stratégie est un plan à long terme doté d'un champ d'application défini qui identifie les objectifs mesurables, les acteurs clés et les groupes cibles en vue de l'obtention de résultats alignés sur sa vision.

Stratégies fondées sur l'apprentissage

Les stratégies fondées sur l'apprentissage sont utilisées pour aider les communautés à s'orienter vers la durabilité. Elles consistent en un processus informel mais structuré qui se sert de l'apprentissage par l'action, de la réflexion et du changement pour améliorer l'efficacité d'une organisation, d'un programme ou d'un plan d'action.

Stratégie nationale pour un développement écologiquement durable

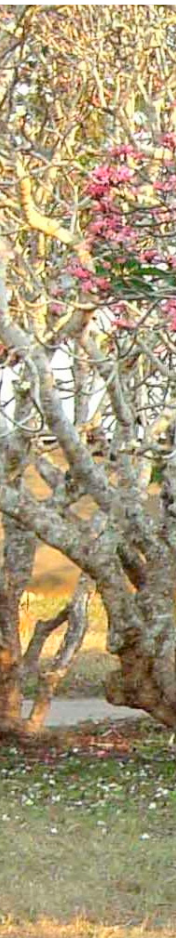
C'est en 1992 qu'a été élaborée et adoptée par le Conseil des gouvernements australiens la Stratégie nationale australienne pour un développement écologique durable. Cette stratégie identifie les principaux objectifs et principes directeurs définis dans le cadre stratégique général appelé à guider la politique gouvernementale et la prise de décisions. Ces objectifs et principes ont fourni le cadre sous-jacent de plusieurs politiques et législations du gouvernement fédéral et des gouvernements des États. Par exemple: la politique australienne des océans (lien avec le document intitulé *Environnement Australia, 1998*) et la stratégie de durabilité de la partie ouest de l'Australie (lien avec le document intitulé *Government of Western Australia, 2003*). Toutefois, la stratégie nationale n'a pas eu l'influence espérée. Ses adversaires expliquent pourquoi la stratégie n'a pas permis de donner une solution robuste aux problèmes environnementaux de l'Australie et signalent que le processus de développement écologique durable a davantage favorisé le développement économique que la nécessité de promouvoir un équilibre environnemental fragile ou l'échelle des changements sociaux nécessaires. L'application du concept de développement écologique durable s'est révélée ardue en raison de vues politiques contradictoires, de barrières institutionnelles et de différentes évaluations de la valeur des ressources liées à l'environnement.

Théorie critique

S'entend d'un cadre philosophique qui cherche à critiquer de manière radicale les systèmes de savoir et de pouvoir. En comparaison avec le changement au niveau individuel, elle cherche à effectuer des changements de nature systémique. Au lieu d'imposer des solutions toutes faites, elle invite les individus à penser de manière critique et à développer leurs propres actions face aux défis posés par la durabilité. La « théorie critique » attaque les pratiques qui entravent la justice sociale, l'émancipation humaine et la durabilité écologique. Elle est non seulement « critique » par rapport à la pensée dominante, mais également « constructive » puisqu'elle considère l'ensemble des options offertes pour résoudre un problème. La « théorie critique » est une manière d'aborder l'éducation relative à l'environnement par le biais d'une méthode propre à « l'éducation en vue de la durabilité ». Pour plus de renseignements, voir « Pensée critique ».

Triple bilan

Mesure de performance organisationnelle utilisée en gestion et ajoutant les dimensions environnementales et sociales à l'étalon monétaire traditionnel. Les analyses de performance utilisant le triple bilan reposent sur l'hypothèse suivant laquelle une organisation pourra mieux faire face aux défis à venir ainsi qu'aux occasions qui se présentent en se concentrant sur une performance à trois niveaux: économique, sociale et environnementale. Cela comprend la considération de défis et d'occasions intangibles comme le risque à la réputation.



La traduction de ce document a été rendu possible grâce au soutien financier du Ministère des Affaires Étrangères et Européennes.